

84
Le Gérant: Joseph Louis Godeaux R. E. Pajon.

RÉPONSE A L'ARTICLE

PUBLIÉ

dans le Journal russe „Nouvelles de St-Petersbourg“

à la date du 22 Juillet 1898

RELATIVEMENT AUX

PROPRIÉTÉS DES LIEUX SAINTS

SISES

EN BESSARABIE



LAUSANNE

—
1899

RÉPONSE A L'ARTICLE

PUBLIÉ

dans le Journal russe „Nouvelles de St-Petersbourg“

à la date du 22 Juillet 1898

RELATIVEMENT AUX

PROPRIÉTÉS DES LIEUX SAINTS

SISES

EN BESSARABIE



LAUSANNE

—
1899

RÉPONSE A L'ARTICLE

PUBLIÉ

dans le Journal russe „Nouvelles de St-Petersbourg“

à la date du 22 juillet 1898

RELATIVEMENT AUX

PROPRIÉTÉS DES LIEUX SAINTS

sises en Bessarabie

Dans le journal russe *Nouvelles de St-Petersbourg* on a inséré, à la date du 22 juillet 1898, un article d'une certaine étendue, relativement aux propriétés des Lieux Saints sises en Bessarabie, dans le but de justifier les mesures prises par le gouvernement russe à l'égard des revenus de ces propriétés et d'éclairer ou plutôt de préparer, par différentes considérations politico-religieuses, l'opinion publique en Russie, à l'emploi qu'on compte faire plus tard de ces revenus.

Pour ces deux raisons et en considérant en outre le caractère que se donne l'auteur de l'article, qui se prétend au courant de tout ce qu'on médite dans les cercles officiels, il nous a paru, bien que l'article en question date déjà de quelque temps, qu'il y avait là des motifs suffisants de relever les idées erronées, mises en circulation par cet écrivain qui veut évidem-

ment égarer l'opinion publique et tromper le gouvernement russe dans l'intérêt d'un parti hostile à la gloire et à la prospérité des Patriarcats orthodoxes d'Orient.

En ma qualité d'enfant de l'Eglise orthodoxe d'Orient, sous l'empire de l'émotion causée par la lecture de cet article de tendances si hostiles et rempli d'injures et d'invectives, j'ai cru de mon devoir de défendre la vérité, autour de laquelle la mauvaise foi entasse les obscurités et les ambiguïtés que les Roumains les premiers ont mises en avant et que les Russes sont en train de ressusciter maintenant. Il s'agit donc de rectifier les erreurs et de réfuter les calomnies.

Examinons donc, suivant l'ordre adopté par l'auteur de l'article, d'abord les raisons qui ont engagé le gouvernement russe à se charger de la gestion des propriétés conventuelles en Bessarabie, après avoir retiré cette gestion aux propriétaires légitimes et à détenir les $\frac{3}{5}$ des revenus, dont $\frac{1}{5}$ sert à couvrir les frais de gestion et les $\frac{2}{5}$ à diverses dépenses jugées nécessaires, ensuite les idées que l'auteur préconise pour l'avenir¹.

La question étant ainsi posée il nous suffira de quelques mots pour exposer les motifs qui ont engagé les autorités en Bessarabie à détenir les $\frac{3}{5}$, et ces quel-

¹ D'après nos informations le gouvernement russe reconnaissant le caractère injustifiable de la détention des $\frac{3}{5}$ des revenus a décidé de rendre au Saint Sépulcre les $\frac{2}{5}$ et ne retient que le $\frac{1}{5}$. Mais cette restitution n'a eu lieu que par un acte de clémence et exceptionnellement et l'arrêt de la détention des $\frac{3}{5}$ n'a pas été révoqué.

ques mots convaincront chacun du manque de valeur légale et effective de cette mesure.

L'auteur de l'article, lui, s'y est pris d'une tout autre manière, et sous couleur de faire une description historique des propriétés des Lieux Saints en Bessarabie, il s'efforce de révoquer en doute leur droit : il altère, pour cela, sciemment l'histoire ; il accuse notre clergé ; il considère les propriétés des Lieux Saints comme relevant, pour ainsi dire, d'une manière absolue, du bon plaisir des autorités russes et peu s'en faut qu'il ne présente l'enlèvement de la gestion et la perception des $\frac{3}{5}$ sur les revenus comme une mesure protectrice et conservatrice, dictée par des vues d'ordre supérieur.

Cette manière de discuter, ce mélange du droit de propriété et de théories arbitraires, vagues, et troubles, trouveraient peut-être crédit auprès de quelques lecteurs du journal russe en question, mais pour nous et pour tout homme sensé, ces choses sont absolument incompréhensibles : ce ne sont à nos yeux que purs artifices de chicanerie. Les Lieux Saints sont, depuis longtemps, en Bessarabie, en possession de propriétés et de terres de toutes sortes. S'il n'est personne pour les revendiquer, qu'on laisse les Lieux Saints, sans les importuner, exercer sur elles, les droits qu'a tout propriétaire, comme ce fut le cas pendant tant d'années.

Si, au contraire, il se trouve des gens qui contestent aux Lieux Saints la possession de ces propriétés, eh bien ! il y a des tribunaux auxquels peut recourir l'homme qui se croit lésé dans ses intérêts. Au

cas où il n'y aurait pas de contestation privée et où il s'agirait seulement d'impôts réclamés par le gouvernement, il y a, sans doute, en Russie, des lois qui s'adaptent à ce cas. Qu'on veuille donc exhiber ces lois et qu'on applique aux Lieux Saints ce qu'on applique aux autres pays. Mais je ne vois là aucune raison de recourir à des débats de presse et à des verbiages calomnieux, à moins qu'on ne veuille égarer les gens simples et tromper le gouvernement. Mais comme l'auteur, en s'écartant du chemin de la vérité, a composé un récit fantaisiste sans rapport avec le sujet traité et rempli de faux renseignements, nous voulons, à notre tour, examiner ce récit et tâcher de résumer ses affirmations, sans rien changer à ses idées.

I

« Lorsque la Russie, dit-il, s'empara, en 1812, de la Bessarabie qui auparavant faisait partie de la principauté de Moldavie, elle y trouva des biens conventuels. Les Princes moldo-valaques, profondément dévoués à l'orthodoxie, qui s'était étendue et fortifiée dans leur pays au moment même de son établissement dans l'empire byzantin, appuyaient notre église en faisant des donations généreuses en vue de **conserver aux Principautés les Couvents qui existaient déjà** et de faire ériger de nouvelles églises et des hôpitaux qui perpétueraient leur mémoire. »

Arrêtons-nous un instant et admirons la fausse orientation que dès début, l'auteur donne à son exposé.

Les Russes, en prenant possession de la Bessarabie y trouvèrent des biens-fonds conventuels constituant de généreuses donations des Princes moldo-valaques, en vue de la fondation de nouvelles églises, d'hôpitaux pour les Principautés, tels que les biens-fonds dédiés aux **Couvents dits indigènes**. Mais de ceux-ci il n'est pas question. Ils trouvèrent aussi **des biens-fonds dédiés aux Lieux Saints d'Orient** et donnés expressément, entre autres, au Saint Sépulcre ; c'est de ceux-ci que nous voulons parler ici.

Pourquoi donc l'auteur, faisant l'ignorant, parle-t-il des biens-fonds dédiés à des Couvents indigènes valaques ou moldaves et passe-t-il sous silence les donations faites directement aux Lieux Saints d'Orient par des Princes chrétiens et par d'autres particuliers qui, en voyant l'état lamentable dans lequel se trouvaient les Lieux Saints et l'extrême danger que ceux-ci couraient, tâchaient de leur venir en aide en leur consacrant chacun, autant qu'ils le pouvaient, quelques revenus des biens-fonds sis dans les Principautés-Unies ?

Il paraît que l'auteur ne pouvait saisir cette idée si simple ; aussi, après avoir rapporté confusement que les Princes de Moldo-Valachie (tandis que il devait dire en parlant des biens-fonds sis en Bessarabie les Princes de Moldavie, car aucun Prince valaque ni aucun particulier valaque n'ont jamais dédié de biens-fonds sis en Bessarabie) dans les états desquels le christianisme s'était répandu en même temps que dans l'empire byzantin (quelle précision historique !), dédièrent des biens-fonds aux hôpitaux de Roumanie

par le canal des Couvents, il en vient à une explication bizarre des donations faites aux Lieux Saints, dont il lui est impossible de nier l'existence.

II

« Les Princes phanariotes poussés par l'idée que l'élément grec en Turquie l'emportait sur tous les autres, rêvant en même temps la restauration de l'empire byzantin, avaient compris admirablement que la cession aux Patriarcats de Constantinople et de Jérusalem des revenus considérables dont disposaient les Couvents dans les Principautés du Danube serait d'un grand secours pour leurs desseins. C'est pourquoi les Patriarcats étant devenus indépendants et nourrissant les mêmes plans politiques, se firent les gardiens jaloux de la foi fervente et obtinrent l'assujettissement des Couvents moldo-valaques aux Couvents du mont Athos et du mont Sinaï, amassant ainsi des sommes d'argent considérables en vue de la propagande politique. Tel était l'état des biens-fonds sis en Bessarabie du temps de la conquête de cette province par l'empire russe. »

Pour repousser ces mensonges, puisés dans les brochures et les mémoires des partisans sacrilèges de Couza, Prince de Roumanie, au moyen desquels l'auteur de l'article s'efforce d'égarer l'opinion publique en Russie, nous reproduisons ici un tableau représentant, de point en point, les biens fonds du Saint Sépulcre sis en Bessarabie, ainsi que les noms des donateurs et l'époque où ils sont parvenus en sa posses-

sion, soit par donation privée ou princière, soit par achat, soit par échange. Ce tableau — et l'on pourrait en reproduire de semblables pour les autres Lieux Saints — réfute, d'une manière péremptoire, le récit imaginaire du journal russe qui attribue les donations faites aux Lieux Saints à une idée soi-disant politique des Princes phanariotes qui **dépouillaient les Couvents indigènes** de donations faites, par les Princes de Moldavie, dans un sentiment d'humanité, au profit des Patriarcats qui travaillent à la restauration de l'Empire byzantin.

NOMS DE BIENS-FONDS	Noms de Couvents auxquels les donations ont été faites	
1 Skoumbia Stolvitzey	Saint-Sabbas D. P.	
2 Hidjieni Roghozeni	Tzatatzouya »	
3 Zahareni Kentrissi	» »	
4 Bazdazeni	» »	
5 Horkani	Saint-Sabbas »	
6 Kolarasofka Arionesti, etc.	» »	
7 Ghlintzeni	» »	
8 Trifesti	» »	
9 Kokouetzi	» »	
10 Kostouzeni	» »	
11 Piscaresti	Galatas »	
12 Tzapresso	Saint-Sabbas »	
13 Melinka et Polesti	Galatas »	
14 Rapitzeni Radheni	Poprat D. Princ.	
15 Oknitza	Saint-Sabbas »	
16 Dousmani	Tzatatzouya »	
17 Loghotheteni	» »	
18 Stourzeni Zapodheni	» »	
19 Dintzani	» »	
20 Danoul	» »	
21 Parkova	» »	
22 Pontina Albhia Noou	» »	
23 Oustia et Zaloutzeni	Bournovo »	
24 Doproussa	Propat »	
25 Zourtzinitza	» »	
26 Kaloughereni (Doproussa)	» »	
27 Moreni (Doproussa)	» »	
28 Onesti	» »	
29 Bazdhazeni	» »	

NOMS DE DONATEURS	Etendue actuellement profitable
Yannakis Postelnico (1633)	2607
Ghrighorios Zoros Loghothetis (1703)	1238
Yannakis Postelnico Hathimisi (1673), confirmation de Steph. Petro V. V.	237
Jean Ratza (il a donné un quart en 1783)	
Maria, femme de feu Kyritzi Paléologo (1629)	373
Yannakis Postelnico (1635-1650)	3388
» » »	337
Catherine Makri (1803)	300
Le couvent partage le bien-fonds avec les Rezesi (1781)	
Yoannitza Popesco et parents (1797)	
La famille Stourdja (1765)	570
Sabbas, premier maître ouvrier des marchands (1698)	570
La donation originale n'existe pas, mais elle est certainement antérieure à 1700.	
Stephan V. V. (1446)	1410
Alexandre V. V. (1558)	1190
Ducas V. V. (1667)	1097
» » »	1428
» » »	
» » »	1040
» » »	2786
» » »	897
» » »	1285
Domna Daphné Dambitzi 1678	440
Petros V. V.	535
On confirme l'ancienne possession par les documents de 1736	140
Petros V. V.	2539
» »	1105
Par échange de Tzatatzouya avec les biens de la fille du prince Mourouzi Catinco (1781), il a été acheté pour les $\frac{3}{2}$ par le Couvent de Tzatatzouya	1058

Ce tableau a été rédigé d'après une note communiquée par un homme très versé dans les questions des biens-fonds des Lieux Saints ¹.

Un simple coup d'œil jeté sur ce tableau suffirait d'abord à convaincre le premier venu que toutes ces donations, à l'exception d'une seule, remontent à une époque antérieure aux Phanariotes, de sorte qu'il n'est même pas permis de parler des Phanariotes ; ensuite à montrer que les donations **privées et individuelles**, parmi lesquelles on en trouve plusieurs faites par des Grecs, hommes et femmes, constituent une partie aussi importante que les donations **princières**.

Mais en voilà assez sur les donations et sur l'époque où elles ont été faites. Quant à l'origine et aux

¹ *Remarque.* Pour bien comprendre ce tableau il est à noter :

I. que pour ce qui concerne les noms des biens-fonds, on les a reproduits d'après leur usage le plus courant, car si nous voulions donner tous les noms des biens contenus actuellement sous une même dénomination, dont les uns ont presque disparu par suite des démarcations faites à différentes époques, tandis que d'autres ont été ajoutés par achats et acquisitions successives, ce tableau aurait pris des dimensions trop vastes.

Chacun comprend que les donations primitives ne sont pas restées telles quelles à travers les siècles ; elles durent évidemment passer par des fluctuations diverses : tantôt elles s'accroissaient, tantôt elles diminuaient. Pour pouvoir exposer cela il nous faudrait un contrôle permanent et détaillé de l'histoire de chacun de ces biens et la rédaction d'un code régulier de tous les nombreux documents, tant judiciaires qu'administratifs, publiés en serbe, moldave, grec et russe ayant rapport à cela. Mais un tel travail eût été fort long ; il est du reste superflu pour le moment, car il n'y a personne qui conteste aux Lieux Saints leurs propriétés pour chaque bien séparé. C'eût été certes un bonheur pour les Lieux Saints si l'on avait voulu circonscrire la discussion ; car dans ce cas, leurs représentants

but de ces donations, l'auteur, pour les connaître, n'avait qu'à consulter les actes eux-mêmes qui sont connus de tout le monde. (On s'étonne, à bon droit, qu'avant de prendre la plume pour traiter un tel sujet l'auteur n'ait pas sacrifié quelques-uns de ses précieux instants à lire les principaux documents.) S'il l'avait fait, il aurait compris que ces donations n'étaient nullement le résultat de rapt de biens-fonds ayant appartenu aux Couvents **indigènes**, mais que, dès le début, elles ont été faites au profit des Lieux Saints. En conséquence tout ce qu'on a écrit là-dessus n'est qu'un tissu de mensonges qui ne sont que la réédition des diffamations des brochures de provenance roumaine.

auraient eu l'occasion d'établir incontestablement leurs titres juridiques. Mais personne n'a réclamé cette discussion. Ceux qui envient les trophées des faux patriotes roumains ont trouvé plus simple en Russie d'attaquer généralement les droits des Lieux Saints, en saisissant des motifs futiles, à vrai dire, mais qui cadraient avec les passions politiques du moment. C'est à cet ordre d'idées qu'il faut attribuer ce mensonge débité d'abord par les Roumains puis réédité par le journal russe que ce seraient les Princes phanariotes qui auraient fondé par *rapine* la fortune foncière des Lieux Saints. Pour réfuter un tel mensonge nous croyons que les informations *positives et officielles* présentées par le tableau sont suffisantes.

II. Pour ce qui regarde l'étendue attribuée à chacun des biens-fonds qui s'y rapportent, elle n'est nullement basée sur de simples conjectures ; elle est fondée sur des arpentages officiels. Comme ces arpentages pourraient être sujets à différentes interprétations suivant qu'ils comprennent ou pas, les lieux boisés ou marécageux, les terres de paysans, les chemins ou les places publiques, nous nous sommes bornés à mentionner le terrain utilisable, labourable et arable qui est actuellement aux mains des propriétaires.

III. Les donations privées sont marquées par les lettres majuscules *D. Pr.* tandis que les **princières** le sont par les lettres *D. Princ.*

Voici quelques-uns de ces actes :

« Nous Alexandre Élie V. V.

Avons confirmé, devant les grands Seigneurs, au Supérieur et au Couvent de St-Sabbas, Couvent dédié à la ville sainte de Jérusalem, les villages de Stolnizeni, de Stoïtzeni, de Vlanassania, de Scoumpeni Satrareneni... propriété légale et achat de feu Yannaki Postelnico, qui les a acquis de ses propres deniers et les a donnés par testament pour que les Pères de ce couvent sacré qui prient Dieu adressent des prières au Seigneur pour le repos de son âme et pour qu'ils inscrivent son nom sur les saints et grands diptyques... Que personne ne s'avise de violer ma lettre. C'est ma Seigneurie qui l'ordonne.

Suivent des imprécations contre quiconque voudrait la violer.

7141 = 1633. (Le Chrysobulle est écrit en serbe)

« Nous Alexandre V. V.

Ma Seigneurie a bien voulu, de sa propre initiative et d'un cœur pur et éclairé et en toute bonne intention, avec l'aide de Dieu, donner et faire la charité à la Métropole sacrée du Patriarcat, sous le vocable de la Sainte Résurrection du Sépulcre vivifiant qui est à Jérusalem, où se trouve notre père qui prie Dieu, Monseigneur Germanos, Patriarche de Jérusalem, de même au Couvent sacré de Saint Sabbas qui prie pour nous, donner, dis-je, le village d'Oknia du district d'Orhei, avec tout son revenu, pour venir en aide aux Lieux Saints incommutablement et à perpétuité. Que personne ne s'en mêle.

Suivent des imprécations contre quiconque voudrait violer cette donation. »

7067 = 1559 (Le chrysobulle est écrit en serbe.)

« Nous Ducas V. V.

Faisons savoir à vous Pernalabes de Hotini et de Sougountina et à vous autres fonctionnaires publics qui vous trouvez dans ce district que relativement aux biens du Couvent sacré de Tzatatouzouya qui ont noms Parkoua et Friasséni... vous n'aurez pas le droit d'entrer dans le village, que le Supérieur seul aura le droit de punir les habitants et de lever des taxes, comme cela se fait pour les autres villages conventuels qui sont dédiés à la sainte Jérusalem. » 7180 = 1672.

Acte de donation.

« Moi, Marie Pastelnitzessa, femme de feu Kyrizti Dimitraki Postelnico Paléologue, reconnaît qu'il m'est arrivé de venir de Valachie la huitième année de la mort de feu mon Seigneur. Étant venue dans ce pays j'ai fait une dotation au Couvent sacré de St-Sabbas en lui faisant présent d'un village appelé Holerkani, dans le district d'Orhei, pour le repos de l'âme de feu mon mari, ainsi que pour la mienne.

Or qu'aucun... des parents ou étrangers n'ait le droit de s'en mêler... Quiconque voudrait altérer cette donation qu'il soit maudit... excommunié etc.

A Hotini le 19 mai 7128 = 1620.

(Traduction du moldave).

« Nous Vogdan V. V.

avons donné et confirmé au Couvent sacré Poprat

deux biens-fonds dans le district de Saroka, appelés Doproussa et Caloughereni, possédant aussi des moulins ; ces villages ont été déjà donnés par l'aïeul de ma seigneurie, Petro Voda, avec imprécations. C'est pour cela que nous avons donné le présent... Quiconque tâcherait d'anéantir notre charité qu'il ait à en rendre compte au jour terrible du jugement dernier...

C'est le Prince qui l'a dit. Le 11 mai 7078 = 1570.
(Traduction du moldo-serbe).

« Nous tous Misaël Soutzana (suivent les noms des autres évêques de Moldavie)... et Antiochos Zora, grand Loghothète (suivent les noms de vingt grands Seigneurs, et nous autres Seigneurs... faisons connaître à tous ceux qui doivent savoir que comme le Sépulcre sacré et vivifiant de notre Seigneur est la mère de toutes les saintes églises et que Dieu a voulu que sa sainte Église soit entretenue par la charité des Chrétiens pieux et orthodoxes... en raison de quoi ces bienheureux empereurs, ces Rois, ces Seigneurs illustrissimes et ces Seigneurs nobilissimes... par des donations... ont honoré cette Métropole bénie. Dans ces derniers temps ces pieux Rois n'existent plus... on couronne des Seigneurs pieux et illustrissimes dans notre Djare Moldavie... avec beaucoup d'autres Seigneurs... par diverses dotations ont fait des dons au Saint Sépulcre pour adoucir les nations infidèles, pour réduire à néant les intrigues des hérétiques et conserver intacte et dans sa totalité la maison du Seigneur Jacob... Il y a quelques temps, Dieu ayant jeté un coup d'œil sur les crimes

des hommes, des invasions d'armées ont eu lieu... dans ces terres, de sorte qu'il fut difficile aux habitants du pays de subvenir à leurs besoins avec leurs propres ressources ; ils sont arrivés ainsi à un état de grande impuissance ; il en est de même des Couvents du Saint Sépulcre ici qui sont parvenus à une telle indigence qu'on craignait que la charité de notre côté ne s'épuisât. Cela étant..... (suit une série de mesures au moyen desquelles le pays doit venir en aide aux Couvents de Galatas, Bournowski, Saint-Sabbas, Tzatzouya, Bournowo et Saint-Georges à Galatz, principaux couvents à cette époque du Saint Sépulcre, de manière que, même en temps de guerre et dans les époques difficiles, l'envoi de secours de Moldavie du Saint Sépulcre ne soit nullement interrompu). Ce document rédigé en moldave et appelé *Testamentum* est très étendu et finit comme suit : « Si quelqu'un des Evêques ou des Seigneurs voudrait conseiller à d'autres Seigneurs de rejeter et d'altérer quelque chose dans le contenu de ce Chrysobulle des Couvents du Saint Sépulcre et de notre *Testamentum*... soit dans notre nation, soit parmi nos fils... qu'aucun pardon ne leur soit accordé et qu'ils soient excommuniés comme adversaires du Saint Sépulcre et dépourvus de sentiments chrétiens (suivent des imprécations) Amen ».

A Jassy le 25 septembre 7213 = 1705.

Nous croyons inutile de multiplier à l'infini les documents de cette sorte, d'autant plus que nous ne nous proposons nullement d'établir les titres des Lieux Saints sur chaque bien ; nous voulons simplement,

après avoir montré par le tableau ci-dessus que ces biens des Lieux Saints remontent à une époque antérieure aux Phanariotes, indiquer par quelques exemples, ce qu'était l'esprit de l'époque et montrer comment d'une part le dévouement sincère au Saint Sépulcre de notre Seigneur et d'autre part le sentiment des dangers dont étaient menacés les Lieux Saints, entourés d'étrangers et d'hérétiques, poussaient le peuple pieux de la Moldavie, ainsi que ces Princes, ces Seigneurs et ces particuliers, d'éternelle mémoire, à venir en aide, par tous les moyens, aux vénérables Patriarches qu'ils appuyaient par des secours pécuniaires, pensant très justement défendre ainsi, d'une manière très efficace, la religion chrétienne orthodoxe.

Lorsqu'en face de cela on voit l'auteur de cet article prétendre que les Princes phanariotes dépouillaient les établissements sacrés et les établissements de bienfaisance indigènes des donations faites par les Princes moldo-valaques en vue de fondation d'églises et d'hôpitaux, à seule fin d'appuyer la propagande pour la restauration de l'empire byzantin et accuser les Lieux Saints d'avoir travaillé d'une tout autre manière qu'ils ne l'avaient fait en faveur de la foi orthodoxe et d'être usurpateurs d'une fortune étrangère dans un zèle de propagandisme, n'est-on pas en droit de le convaincre d'une grande ignorance de l'histoire en même temps que d'un fonds de perversité et d'une tendance d'esprit des plus méprisables? De telles altérations de la vérité ne conviendraient qu'à une plume impie, tentant d'ébranler les sentiments chré-

tiens du peuple russe. Comment donc pourrait-on admettre que celui qui écrit ces choses soit un Russe sincère, lorsque pour tourner en ridicule les Patriarchats d'Orient il croit très convenable de représenter faussement ceux-ci travaillant à l'idée de la restauration de l'empire byzantin, idée mise en circulation, comme on le sait, par l'impératrice Catherine?

Mais revenons aux Phanariotes.

Quel fut le motif qui amena les Roumains sans scrupules et les auteurs russes anti-orthodoxes à propager l'idée que ce sont les Phanariotes qui fondèrent la fortune foncière des Lieux Saints par des moyens iniques? Rien autre que la circonstance qu'un grand nombre de documents, tant judiciaires qu'administratifs, qui consolidèrent les droits des Lieux Saints, datent du temps des Phanariotes. En effet les donations dont nous venons de parler, bien qu'elles eussent été faites par des Princes et des Seigneurs moldaves et par des particuliers grecs, donnèrent, à la longue, lieu à des procès et à des contestations foncières au sujet de la démarcation. Or, ces procès ont été jugés et tranchés du temps des Phanariotes et au nom des Princes de ce nom, car il n'y avait pas moyen de faire autrement. Mais parceque les Phanariotes, en leur qualité de princes du pays, réglaient la question de droit, défendant autant qu'ils étaient conformes au droit, les titres que la piété des Moldaves et d'autres personnes avaient octroyés aux Lieux Saints spontanément et dans un esprit chrétien, est-il permis aujourd'hui de les accuser calomnieusement d'avoir dépouillé les Roumains de leurs biens, en faveur de

leurs propres désirs, quels qu'ils soient? Pourquoi alors l'auteur de l'article ne blâme-t-il pas aussi le gouvernement russe dont l'occupation militaire des Principautés, à différentes époques, a eu pour résultat de réunir aux archives des Lieux Saints un grand nombre d'ordres de feld-maréchaux, de généraux et de gouverneurs extraordinaires russes qui défendirent, pendant tout le temps de leur séjour en Roumanie, les droits des Couvents sur la propriété ou sur le pâturage de différents biens?

Pourquoi ne représente-t-il pas semblablement les généraux russes marchant sur la trace des Phanariotes, faisant tort aux indigènes, rêvant la restauration de l'empire byzantin et appuyant pour cela les réclamations injustes des moines grecs?

Tout ceci nous prouve que nous ne nous trompions pas en dénonçant les insinuations malveillantes mises en avant, dès le début, par notre auteur, touchant l'origine et la légitimité des droits des Lieux Saints sur les biens conventuels sis en Roumanie et par conséquent sur ceux sis en Bessarabie. Nous croyons inutile d'insister davantage.

Voyons maintenant la manière dont il représente les événements qui se sont passés depuis la conquête russe de la Bessarabie en 1812, jusqu'à présent. La Russie ayant pris possession de cette province y trouva un grand nombre de biens appartenant au Patriarcat de Jérusalem et aux autres Lieux Saints; une partie de ces biens ont été donnés par des Princes moldaves, soit directement, soit par le canal d'autres couvents qui leur étaient soumis, une partie par des

particuliers moldaves ou grecs, enfin une dernière partie a été achetée par les Lieux Saints de leurs propres deniers; cette dernière partie constituait ainsi une propriété privée et légitime; aussi les Phanariotes travaillèrent-ils à la conserver et à en régulariser la possession, s'attirant ainsi la reconnaissance de toute l'Orthodoxie. Tel était l'état des biens conventuels en Bessarabie du temps de l'occupation russe. Qu'est-il donc arrivé depuis?

III

« Pour apprécier l'état vraiment légal des biens conventuels de l'Eglise orthodoxe d'Orient en Bessarabie, il ne faut pas confondre les droits fondamentaux de ces Couvents avec ceux que leur administration pourrait demander aux systèmes politiques ou aux traditions gouvernementales qui sont une conséquence de l'exigence de la politique générale de l'État. »

Voilà ce que dit l'auteur. Nous simples gens, à l'esprit obtus, nous avouons ne pas comprendre exactement et complètement le sens de cette énigmatique phrase juridico-politique. Est-ce que l'auteur de l'article voudrait peut-être dire que, quels que soient les droits des Couvents de l'Eglise orthodoxe en Bessarabie, ces droits ne peuvent faire oublier le droit du gouvernement russe qui, en sa qualité de maître du pays, est au-dessus de ces droits? C'est probable. Les Lieux Saints n'ayant jamais invoqué de droits en opposition avec ceux du gouvernement, cette

observation nous paraît superflue. Voudrait-il peut-être dire aussi que les droits de l'Église sur ces biens n'ont pas de fondements réels et que, si le gouvernement russe, par respect pour des traditions anciennes et pour des fins politiques a, pendant un certain temps et jusqu'à ce jour, fermé les yeux et n'a pas observé une ligne de conduite plus sévère à l'égard des Couvents, on n'a pas le droit, pour l'avenir, d'alléguer comme argument cette condescendance provisoire ? C'est aussi probable.

Mais comme d'une part M. l'auteur ne veut pas même nous faire savoir en quoi, par exemple, les droits de l'Église orthodoxe d'Orient sur les biens sis en Bessarabie pourraient être considérés par le gouvernement comme incomplets et sans fondement et, comme d'autre part nous verrons un peu plus loin que les arguments invoqués à cet effet sont dénués de tout fondement, on nous pardonnera, ce me semble, de passer outre et de laisser de côté cette théorie juridique vraiment extraordinaire où la profondeur voulue des pensées exclut toute sincérité dans l'expression.

IV

« Le septième article du traité conclu à Bucarest en 1812, dit-il, reconnaissait simplement aux nouveaux sujets du gouvernement russe jouissance des biens qu'ils avaient en Bessarabie. Cet article n'a pas créé, en faveur des Couvents, le droit incontestable de propriété à un degré tel que les Couvents

considérés comme des personnes civiles étrangères, pussent jouir du droit d'avoir des biens dans l'empire, question déjà soulevée dès l'année 1817 par les autorités constituées. Un ukase impérial déterminait que ces biens ne pourraient jouir que de ces droits proposés par le septième article de Bucarest par les autres propriétaires de l'état. Dans cet ukase on ne parle nullement de n'importe quel droit de ces Couvents qui ne sont en aucune manière exempts d'obligation ni de restriction, liées intimement aux documents relatifs au droit de propriété, savoir aux lettres de donations. »

Chacun reconnaît aisément que le style de l'auteur de l'article n'est pas dépourvu d'une certaine habileté diplomatique, mais pour nous autres qui sommes étrangers à ces chinoiseries, ce style a le grave défaut de vouloir concilier les contraires et de composer le discours tel qu'il prête un caractère énigmatique aux choses mêmes les plus simples. Expliquons donc en langage grossier mais clair les différentes idées contenues dans ce paragraphe.

Le septième article du traité de Bucarest a assuré les titres de propriété des biens sis en Bessarabie non seulement aux **nouveaux sujets** de l'empire russe, comme il dit, mais encore aux anciens propriétaires quels qu'ils fussent.

Il est bien avéré que les Grecs et les Moldaves qui étaient propriétaires en Bessarabie du temps où cette province faisait partie de la Principauté de Moldavie, conservèrent leurs propriétés après la conquête russe, par conséquent les Lieux Saints aussi

conservèrent les propriétés qu'ils avaient du temps de la domination moldave. Le principe de respect du droit de propriété constitue, même après une conquête étrangère, une maxime fondamentale du droit des nations civilisées; il a été mis en pratique si généralement par le gouvernement russe que l'observation de l'auteur de l'article n'aurait aucune portée, s'il ne se proposait pas de dire incontinent que quant aux **personnes civiles étrangères** le droit de propriété était mis, pour elles, en contestation en 1817 et qu'un ukase impérial ordonnait que les Couvents eussent les mêmes droits que les autres propriétaires. Il est vrai que, dans les temps modernes, le droit de propriété des personnes civiles étrangères a été l'objet de dispositions législatives. Mais bien que nous ne connaissions pas, à ce sujet, la législation particulière russe, au point de vue historique, nous pensons que la piété qui caractérise le peuple russe et ses empereurs n'a jamais permis qu'on mit, dans la Russie orthodoxe, le Saint-Sépulcre et les autres lieux saints de l'église orthodoxe d'Orient dans la catégorie de **personnes civiles étrangères qui ne sont pas officiellement reconnues**. Il suffit de demander à n'importe quel véritable Russe s'il considère le Saint-Sépulcre comme une **personne civile étrangère qui n'est pas officiellement reconnue**: la réponse qu'obtiendra l'auteur lui apprendra, nous le disons sans ambages, que la conscience religieuse d'une grande nation ou plutôt de la plus grande nation orthodoxe a quelque chose de plus élevé et de plus fort que les chicanes que peut

imaginer et créer l'habileté juridique. Quel but poursuit donc cet homme qui ose se servir du nom de la Russie, comme s'il était lui seul le véritable interprète de ses sentiments? Voudrait-il que la Russie, dans la Bessarabie nouvellement conquise, dépouillât le Saint-Sépulcre de ses biens qu'a respectés, même dans les temps les plus difficiles, le gouvernement des Sultans? et cela sous le spécieux prétexte que le Saint-Sépulcre ne constituerait pas une personne reconnue en Russie?

Les idées extravagantes de l'auteur de l'article présentées sous des dehors de discussion juridique et politique font soupçonner une telle indifférence et un tel dédain du côté religieux que nous laissons au lecteur le soin de la qualifier comme elle le mérite. D'ailleurs l'auteur lui-même avoue qu'un ukase impérial a ordonné que les Lieux Saints en Bessarabie jouissent des mêmes droits que tout autre propriétaire.

En présence donc d'une question résolue, il y a à peu près un siècle, il n'était nullement besoin d'étaler une érudition juridique au sujet des droits des États comparés aux droits des particuliers, au sujet de **personnes civiles étrangères**, etc.

Nous répétons que malheureusement nous ne sommes pas en état d'examiner les dispositions de la législation russe à cet égard, mais, d'après ce que dit l'auteur nous pouvons conjecturer que, pour ce qui concerne les propriétés des Lieux Saints en Bessarabie, la seule question qui pourrait préoccuper le gouvernement russe ne saurait être que celle de

savoir si les propriétaires de ces biens continueront à jouir, même sous la domination russe, des anciens privilèges et des immunités dont ils jouissaient en vertu de chrysobulles et d'autres arrêtés des Princes moldaves; en outre le gouvernement russe prenant en considération que les privilèges et les immunités en question se rapportent à d'autres temps et à d'autres circonstances, a déclaré, par un ukase impérial, que les Lieux Saints, pour leurs propriétés, seraient mis au rang de tous les autres propriétaires. Ne pouvant nier ce résultat final et qui seul importe à la question, l'auteur de l'article rapporte que l'ukase impérial, plaçant les Lieux Saints dans la catégorie des autres propriétaires, ne les a cependant pas exemptés des obligations que leur imposaient les conditions des documents de donations! Mais qui a jamais prétendu que la conquête de Bessarabie ait débarrassé les Lieux Saints des obligations que leur imposaient les documents de donations, si de telles obligations existent toujours? Aucun homme sensé assurément. Après avoir donc expliqué que l'ukase impérial a confirmé les droits de propriété des Lieux Saints ainsi que ceux des autres propriétaires et mis ainsi un terme aux incertitudes soulevées, d'après lui, en l'an 1817, relativement aux propriétés de personnes civiles étrangères et par conséquent à celles du Saint Sépulcre, considéré en Russie comme personne civile étrangère non reconnue par le gouvernement russe (loin de moi cette expression blasphématoire!), pourquoi, ajoute-t-il, feignant de s'opposer à une réclamation des Lieux Saints

que pourtant cet ukase ne les a pas exemptés des obligations qui leur sont imposées par les actes de donations.

En effet, il n'en avait nul besoin, car les Lieux Saints ne cherchèrent jamais à se débarrasser de conditions illusoires; au fond, ce qu'il voulait avec son mot intercalé mal à propos c'était trouver une transition pour passer de son sujet à un autre sujet et lancer l'idée que les Lieux Saints se trouvent soumis à des conditions de donateurs qu'ils n'auraient pas remplies. Mais puisque l'auteur de l'article désirait ramener la discussion sur ce terrain, il n'avait qu'à le dire tout carrément au lieu de faire intervenir, sans nécessité, les usurpations des Phanariotes, la propagande byzantine, les législations concernant les personnes civiles étrangères, les traités et les ukases. Il devait déclarer que la Russie, à vrai dire, avait reconnu les droits de propriété des Lieux Saints, mais comme ceux-ci n'avaient pas rempli les clauses des actes de donations ou des testaments, il n'était que juste qu'ils fussent passibles de la peine qu'entraîne cette violation. C'eût été là une discussion sincère et sérieuse. Mais une telle manière de prendre la question aurait exigé de l'auteur la proposition de quelque chose de sérieux. Or comme il n'avait rien à proposer, ainsi que nous allons le voir bientôt et comme il n'osait attaquer de front les droits des Lieux Saints, il s'est ingénié à faire intervenir subrepticement le silence de l'ukase relativement à l'exemption des Lieux Saints des obligations de donateurs, comme preuve que les prétentions des

Lieux Saints ont été repoussées, tirant ainsi parti de cette réclamation qui n'a jamais eu lieu et qu'il leur attribue faussement et sans pudeur dans le but de bouleverser les idées du lecteur sur la légitimité de leur occupation, sous prétexte qu'ils ne se sont pas conformés aux conditions des donateurs. Le lecteur comprendra mieux la confusion volontaire d'une telle rhétorique en lisant le paragraphe suivant où l'auteur développe l'idée que l'accomplissement des actes de donations n'a pas eu lieu.

V

« Si, dit-il, les lettres de donations octroyées aux couvents de l'Église orthodoxe d'Orient étaient exemptes de toute restriction et de toute obligation, il est plus que certain que les couvents en auraient fait mention, qu'ils auraient fait valoir leurs droits et que, comptant sur la magnanimité et l'impartialité qui caractérisent le gouvernement impérial dans des questions pareilles, ils auraient sans peine obtenu la reconnaissance de leurs droits. Néanmoins, ces couvents, tout en criant à l'injustice et à la spoliation, évitaient avec soin de produire leurs lettres de donations : on est donc en droit d'en conclure (sans crainte de se tromper) que ces biens leur ont été donnés à des conditions beaucoup plus onéreuses que celles de 1873. Ne nous est-il donc pas permis d'inférer de cela que dans les lettres de donations il y a des articles *annulant* ces actes de donations, au cas où le vœu du donateur n'aurait pas été exactement rempli ? »

« Conformément aux lois les plus élémentaires, les biens sis en Bessarabie devaient fournir les documents qui leur octroient le droit de possession sans aucune restriction ni obligation. N'ayant point fait cela, il s'ensuit qu'ils reconnaissent *de facto* qu'il y a des conditions et obligations. Si cependant nous supposons que les conditions sont plus favorables que les conditions exigées par le gouvernement, pouvons-nous admettre que ces biens en tant que biens exempts de toute restriction qui caractérise la possession d'autres biens, soit pour leur vente, soit pour leur transfert de main à main par le canal d'héritiers immédiats ou médiats, puissent être exempts de toute taxe qui a pour but d'améliorer la situation financière du pays où ces couvents ont sucé des revenus aussi importants ? »

Admironons en passant l'effronterie de la chicane juive de l'auteur de l'article, puis demandons-lui s'il ignore vraiment le fait que tous les documents qui établissent la possession des Lieux Saints (nous parlons ici surtout de la possession du Saint Sépulcre) pour chaque bien en Bessarabie, ont été publiés en langue russe et mis à la disposition de tout homme qui veut en prendre connaissance pour être renseigné véritablement sur cette question ! Au cas où il avouerait ne pas connaître l'existence de ces documents, renvoyons-le aux différentes librairies où il pourrait se les procurer à un très bas prix, et déplorons en même temps la manière d'agir d'un homme qui entreprend, avec suffisance et *ex cathedra*, de juger, de critiquer, de contrôler et d'enseigner des choses dont il ne sait

pas le premier mot. Si au contraire, il reconnaît avoir eu connaissance de ces documents, demandons-lui alors de nouveau s'il y a trouvé quelque chose concernant les conditions hypothétiques et les obligations qu'il rêve, tout en avouant qu'il ne les connaît pas, mais **en restant tout de même convaincu qu'elles sont plus dures** que la soustraction des $\frac{3}{10}$, ordonnée par le gouvernement, d'autant plus qu'étant donné leur non-accomplissement, la révocation même des donations aurait été de ce fait pleinement justifiée. Mais lorsque après de telles absurdités, on le voit ajouter qu'il ne court **aucun risque de se tromper**, sommes-nous en droit, oui ou non, de le taxer d'être ridicule ? Aussi bien n'est-ce pas pour redresser le jugement de l'auteur de cet article irrémissiblement égaré, mais seulement pour édifier complètement le lecteur que nous allons rappeler une phase de la question conventuelle qui éclaircira, d'une manière qui ne laisse rien à désirer, l'argument relatif aux donations.

Couza, comme on sait, ayant osé avec son entourage sacrilège mettre la main sur les Couvents et ... les biens des Lieux Saints sis en Roumanie, lesquels avec les biens sis en Bessarabie, constituaient un ensemble unique, et ayant pris possession par la force armée de leurs documents en Roumanie, déclara que les Lieux Saints étaient déchus de leurs droits pour n'avoir pas observé les conditions contenues dans les lettres de donations. Pour examiner cette instance et surtout pour obéir à la volonté des Grandes Puissances, on institua une Commission internationale

dans laquelle siégeait aussi un représentant officiel du gouvernement russe. Cette commission se réunit à Constantinople en 1864 ; elle invita le représentant du gouvernement roumain à s'y rendre. Ce gouvernement qui était déjà en possession des documents conventuels, avait chargé des légistes de Bucarest d'étudier la question de révocation de donations en se basant sur le non-accomplissement des conditions des lettres de donations. Muni de ce travail des légistes de Bucarest, le représentant du gouvernement roumain fut invité à formuler devant la Commission internationale ses réclamations et à exposer cette question, qu'on avait trompétée avec tant de bruit à Bucarest, si les conditions des lettres de donation n'ont pas été remplies ? Le représentant roumain présenta d'abord un rapport qui, vu le non-accomplissement des conditions figurées dans les lettres de donations, réclamait, au nom du gouvernement roumain et deux ou trois familles représentées par des descendants et des héritiers des donateurs, la restitution de neuf couvents en Valachie et de quatre en Moldavie. Le représentant des Lieux Saints accepta aussitôt cette action et, se présentant devant la Commission, constituée en une sorte de tribunal, il mit son adversaire au défi de présenter des arguments clairs pour prouver la vérité de sa thèse. Le représentant de Roumanie voyant alors que ces instances sur ce chapitre étaient tout à fait dénuées de fondement, se rabattit sur toutes sortes de chinoïseries de procédure qui aboutirent au fameux **rapport historique de la question conventuelle**

(à Constantinople, 1882) qui résumait en ces mots ce qui s'était passé dans cette commission :

« Le représentant du gouvernement roumain a également soumis à la Commission un grand nombre de mémoires et de pièces justificatives, grâce auxquels il faisait à sa manière, l'histoire de la question conventuelle. Changeant le caractère des couvents dédiés, il les a assimilés aux couvents non dédiés pour pouvoir établir que le **gouvernement avait des droits sur une portion de leurs revenus**. Citant ensuite, pour justifier cela, quelques taxes imposées exceptionnellement par suite de besoins extraordinaires du pays, il s'est efforcé de faire de ces taxes de vraies obligations grevant les couvents dédiés. Enfin il a attaqué l'exactitude de l'état général soumis par le représentant des Communautés. Celui-ci, puisant, dans sa réponse, des preuves et arguments dans les pièces mêmes du représentant roumain, a battu en brèche toutes ses réclamations, a rectifié toutes ses erreurs historiques, a indiqué les altérations de toutes sortes et les falsifications de textes, dont il avait invoqué le témoignage, a établi qu'il n'y a pas d'obligations grevant les Couvents et a défendu d'une manière irréfutable l'exactitude de ses dires, tellement que le représentant roumain a fini par la reconnaître. Cependant le gouvernement roumain a offert aux Communautés, par l'entremise de la Sublime Porte, une indemnité pécuniaire que les Patriarches ont repoussée dans l'espoir que la justice leur serait rendue. Voilà où la question en était lors-

que, par suite de la déchéance du Prince Couza, la Conférence fut déclarée dissoute. »

Par l'extrait ci-dessus, le lecteur peut voir que ce n'est pas la première fois que l'on a tenté d'attaquer les droits des Lieux Saints, sous prétexte qu'ils n'auraient pas rempli les conditions et obligations contenues dans les actes de donations et que malgré tous les efforts qu'on a faits pour faire triompher ce point de vue, on n'a abouti à rien, pour la simple raison que de telles conditions et de telles obligations n'existent pas. Mettons de côté la question de savoir, en supposant même qu'il y eût quelques petites obligations dans quelques actes de donations, qui aurait le droit de le faire et quel moyen il emploierait aujourd'hui pour en demander l'accomplissement ? Mais s'il n'y a pas d'obligations dans les documents en Roumanie, quelle apparence, avons-nous, d'en trouver dans les documents concernant les biens sis en Bessarabie, qui, comme on le sait, constituaient la partie minime ou plutôt secondaire des donations faites aux Lieux Saints ? Cela n'est pas probable. D'ailleurs pourquoi parler de probabilités, d'éventualités, là où il ne peut y avoir que de la certitude ?

Nous venons de voir par les documents susmentionnés la manière dont se faisaient les donations : je donne tel bien ou tel village au Saint Sépulcre, à tel Couvent du Saint Sépulcre pour que les **Pères priants prient pour moi, pour mon âme, pour l'âme de mon mari ou de ma femme, pour**

qu'on fasse mémoire de mon nom dans les saints Diptyques. Telles étaient les formules des donations. Pourquoi donc, par un esprit de subtilité, imagine-t-il des conditions et des obligations et, pour tromper les plus naïfs, ajoute-t-il qu'il est **convaincu qu'il ne se trompe pas** ? Les documents concernant les biens du Saint Sépulcre en Bessarabie ont été publiés. Y trouve-t-on des conditions et des obligations ? Non certes. Donc, tout au moins pour le Saint Sépulcre, il n'y en a pas. Toute autre discussion nous paraît superflue.

Considérons maintenant une revendication foncière chez un particulier. Imaginez que quelqu'un se présente devant le propriétaire d'un bien dont il jouit et lui dise : « Je n'ai certes aucune preuve pour jeter un soupçon sur vous, mais je vous vois en possession d'un bien et il m'est bien permis de supposer que ce bien est parvenu entre vos mains à la condition que vous m'en donniez une part à moi ou à d'autres. Montrez donc les pièces où l'on dise que vous n'êtes pas obligé de m'offrir quelque chose à moi ou à un autre ; tant que vous ne fournirez pas cette pièce, je garderai la conviction qu'il en existe une qui contient des conditions très dures pour vous, que vous cachez et qui me donnent le droit à moi et au premier venu de vous enlever tout votre bien. »

Vous figurez-vous quelqu'un entendant de telles niaiseries juridiques sans éclater de rire ? Eh bien ! le singulier jurisconsulte de St-Petersbourg formule ses idées de la même manière. Le lecteur est sans doute d'avis que de telles niaiseries ne méritent aucune

attention et qu'elles ne valent pas la peine d'être réfutées ; cependant nous autres qui, poussés par la curiosité, avons serré de près la question, nous sommes en état d'assurer que ces niaiseries nous les avons lues même dans des rapports *officiels* où elles sont longuement développées avec la liste des décisions édifiées sur de telles bases. Voilà la vraie signification de la phrase de l'auteur de l'article : « nous sommes convaincus que nous ne nous trompons pas » ; nous savons, dit-il, que des gouvernements se sont appuyés sur de tels raisonnements. Voilà les considérations qui prévalent dans l'examen de la question. Et l'on a cru ces mensonges en Roumanie et en Russie, ce qui prouve le degré de corruption où nous sommes descendus, corruption qui permet à fort peu de gens d'admettre qu'un chrétien orthodoxe ait pu donner un bien au Saint Sépulcre uniquement pour le repos de son âme.

« Mais si, dit l'auteur de l'article, ces biens étaient comme les autres exempts réellement de toute obligation, pourquoi les Pères ne se sont-ils pas adressés à l'équitable gouvernement russe pour revendiquer leurs droits ? » L'auteur de l'article croit-il donc sérieusement que les Communautés ne se sont pas adressées à qui de droit, toutes les fois qu'il le fallait, pour solliciter la reconnaissance de leur droit, en mettant leur confiance dans la magnanimité impériale ? Il n'est pas permis de supposer qu'en entreprenant d'écrire sur cette question il ignore si totalement les affaires. En réalité il feint de ne pas les connaître, afin de pouvoir, en invoquant la prétendue inertie

des propriétaires, tirer la conclusion qu'il doit y avoir des conditions dures qui ne leur permettent pas d'avoir recours à un gouvernement généreux. De telles vilenies existaient déjà dans l'esprit des partisans de Couza, dont l'auteur essaie de remettre en circulation en Russie les paroles perfides, tout en affirmant n'avoir rien de commun avec ces idées impies et sacrilèges, avec ces sentiments iniques. Les partisans de Couza après avoir constaté finalement que leurs prétendus arguments ou plutôt leurs sophismes sur les conditions de donations s'écroulaient, s'ingénierent alors à bâtir une autre théorie d'après laquelle les Couvents, étant des établissements d'**utilité publique**, devaient aider l'Etat dans tous ses besoins et par conséquent être considérés en principe comme soumis à toutes les taxes et les prélèvements que les gouvernements imposent selon leur bon plaisir ou leurs besoins, bref que le droit de propriété des Couvents ne mérite aucune attention et doit être abandonné à tous les amis du progrès qui sont en même temps des ennemis des préjugés et du régime monacal.

Lorsque cette étrange théorie qui prétend que les Couvents des Lieux Saints sont des établissements d'**utilité publique** et qu'ils peuvent en conséquence être supprimés ou confisqués selon le bon plaisir des gouvernements, lorsque cette étrange théorie, dis-je, a été invoquée devant la Commission des Grandes Puissances, le représentant des Lieux Saints répondit que cette théorie d'**utilité publique** était inconnue au temps des donations, que les documents ne font

jamais mention de cela, les donateurs n'ayant donné leurs biens que pour qu'on garde la mémoire de leurs noms, pour que les Pères prient pour le repos de leurs âmes et pour qu'enfin les Lieux Saints puissent jouir d'un secours matériel ; il termina en demandant aux membres de la Commission s'ils croyaient sérieusement qu'il y a jamais eu, quelque part au monde, à n'importe quelle époque, des Couvents d'**utilité publique**. Cette question a amené le sourire sur les lèvres de ceux à qui elle était posée, si bien que cette **considération de jurisprudence**, après avoir excité la pitié générale, a été abandonnée par ceux même qui l'avaient **imaginée**. Mais l'auteur de l'article que les trophées de Couza empêchaient sans doute de dormir, a ressuscité cette idée absurde des conditions contenues dans les actes de donations et tout en la développant, comprenant qu'elle était futile et sans base, il a été naturellement amené par son erreur à dire que les Couvents des Lieux Saints étaient des établissements d'**utilité publique** et qu'ils pouvaient, de ce fait, être pillés ou spoliés. Il a donc, à son retour, ressuscité cette conséquence de la première absurdité en se contentant de changer quelques mots et en employant un ton réservé que lui imposaient la nation et le lieu où il a rédigé son article. Que le lecteur en juge.

VI

« Pour cette raison (c'est-à-dire par le prétendu défaut d'un caractère complet dans la propriété des Lieux Saints), dit-il, si en l'an 1817, le gouvernement impérial a permis aux Couvents de l'Eglise orthodoxe d'administrer les biens sis en Bessarabie et d'avoir la jouissance de leurs revenus sur le même pied que les autres propriétaires du pays, il ne s'en suit pas que le gouvernement ait octroyé à ces Couvents des droits imprescriptibles qui ne lui permettraient pas, comme gouvernement, de modifier sa première décision, si des raisons impérieuses le réclamaient. Le gouvernement ayant pris, en 1873, sous son administration immédiate les biens conventuels sis en Bessarabie, céda seulement à la nécessité de prendre sous sa protection les biens ruinés par les supérieurs mêmes auxquels l'administration avait été confiée. La Russie, en imitant cette mesure appliquée si rapidement par le Prince Couza lorsqu'il confisqua des biens semblables en Roumanie, n'a nullement été inspirée par les mêmes droits. On ne pourrait nullement établir un parallèle entre ces deux décisions d'une question pareille, car entre curatelle et confiscation il y a un abîme. Une chose qui témoigne, sans contestation, combien réfléchies étaient les décisions du gouvernement, est le fait que les biens conventuels de St-Spyridion à Jassy qui étaient administrés par un conseil particulier et dont les revenus étaient affectés à l'entretien d'un grand hôte-

tal n'ont pas été placés sous la protection de l'état et leurs revenus n'ont jamais été séquestrés. La mesure légale prise, en 1874, à l'égard des Couvents est complètement justifiée, d'autant plus que, par suite de leur importance, leur situation financière a plus d'influence sur l'état du pays, de la superficie duquel ils possèdent $\frac{1}{10}$; c'est pourquoi le gouvernement, à l'exclusion de toute autre considération, ne pouvait pas laisser ces biens à la négligence et de l'avidité des Supérieurs étrangers. Pouvons-nous donc affirmer que la retenue des $\frac{3}{5}$ sur les biens conventuels (dont $\frac{1}{5}$ à titre de frais d'administration et $\frac{2}{5}$ pour des œuvres pies et d'utilité publique par le canal du gouvernement) ait été une mesure arbitraire et de pression ? »

Comme le lecteur le voit par tout ce qui précède, la seule mesure du gouvernement impérial qui obtienne la sympathie et l'approbation de l'auteur de l'article est la décision prise, en 1873, de confier la gestion et l'administration des biens en Bessarabie à des fonctionnaires du gouvernement russe et la retenue des $\frac{3}{5}$ sur les revenus, dont $\frac{1}{5}$ à titre de frais de gestion et $\frac{2}{5}$ pour des œuvres pies et d'utilité publique. Mais tandis que d'un côté en s'adressant aux Lieux Saints, il a l'air de défendre cette mesure, en montrant qu'elle n'a aucun rapport avec la confiscation de Couza et en demandant avec étonnement si, par Dieu, on pourrait la considérer comme arbitraire ou oppressive, ou confondre les sentiments de justice qui la dictèrent avec les dispositions rapaces des Roumains, d'un autre côté il avoue que cette

mesure a été appliquée très vite par les Roumains, de sorte que tout son récit n'a l'air que d'une ironie et d'une moquerie du gouvernement russe qui, tout en cherchant à imiter le précédent de Couza n'ose l'appliquer entièrement comme s'il cherchait, en l'appliquant à moitié, des motifs de consolation pour sa propre conscience.

Est-il possible, dit-il, que la mesure qui exclut le propriétaire de l'administration de son propre bien et qui dispose des $\frac{3}{5}$ de ses revenus pour des œuvres pies et d'utilité publique, soit considérée comme une mesure d'arbitraire et de violence ou puisse être comparée avec la confiscation des Lieux Saints en Roumanie par le prince Couza? Certes non! Il y a une différence entre l'enlèvement au propriétaire de $\frac{3}{5}$ et l'enlèvement de la gestion et de $\frac{3}{5}$. Entre ces deux systèmes il y a un abîme, un abîme de $\frac{2}{5}$!

Peut-on comparer les sentiments paternels qui dictèrent l'enlèvement des $\frac{3}{5}$ avec les sentiments spoliateurs qui dictèrent l'enlèvement des $\frac{2}{5}$? Non, certes. La promptitude de confiscations de Couza et la marche graduelle et tolérante des autorités en Bessarabie qui n'ont pas même touché aux revenus de l'hôpital de St-Spiridion à Jassy ne peuvent être comparées¹. Ensuite ces autorités pouvaient-elles

¹ Remarque. Lorsque les autorités en Bessarabie appliquèrent le régime de surveillance sur les biens des couvents indigènes roumains, le gouvernement roumain protesta. Mais sur l'observation du gouvernement russe que le gouvernement roumain, après avoir spolié les Lieux Saints, n'avait pas le droit de se plaindre des mesures prises contre lui, le gouvernement roumain n'a rien dit et a

agir autrement en face de la négligence, de l'insensibilité des Supérieurs usurpateurs qui occupaient un dixième du pays?

Voilà le langage ironique de l'auteur de l'article qui se moque évidemment, tant qu'il peut, du gouvernement russe, car il écrit à St-Petersbourg, et par ces railleries il veut, comme nous l'allons voir, engager celui-ci à se porter hardiment à d'autres mesures contre les Lieux Saints.

Mais nous lui abandonnons la responsabilité de son ironie à l'égard du gouvernement russe, tout en ne cachant point le profond abattement de notre cœur, en constatant que les mesures mêmes prises par les autorités de Bessarabie à la charge des Lieux Saints ne fournissent malheureusement que trop de prétextes aux censures de l'auteur de l'article.

Puisque le septième article du traité de Bucarest a reconnu à tous les propriétaires anciens et par conséquent aux établissements sacrés de l'Eglise orthodoxe d'Orient le droit de propriété qu'ils avaient auparavant sur leurs biens sis en Bessarabie, puisque un ukase impérial, expression des sentiments philorthodoxes de la grande Puissance orthodoxe a reconnu aux Lieux Saints un caractère qui les

avoné que les autorités russes avaient pour lui de la condescendance en ne soumettant pas à une surveillance les revenus de l'hôpital de St-Spiridion à Jassy. Mais le cas des Lieux Saints est tout autre que celui du gouvernement roumain. Les Lieux Saints n'ont spolié ni usurpé les revenus de n'importe qui. L'exemple de la condescendance que l'on a eue pour les Roumains dans l'affaire de l'hôpital de St-Spiridion n'a aucune liaison ni aucun rapport avec tout ce qui regarde les Lieux Saints en Bessarabie.

affranchit de la catégorie des **personnes civiles étrangères** et met un terme aux certitudes nées sur ce point, puisque pendant soixante-un ans, soit depuis 1812 jusqu'en 1873, les Lieux Saints ont joui de la gestion entière et illimitée de leurs biens, ne serait-ce pas regrettable que les ordonnances de 1873 qui ont profondément ému la conscience des amis de l'orthodoxie devinssent le sujet des railleries d'hommes de la trempe de l'auteur de l'article qui accuse le gouvernement d'être inconséquent et d'avoir fait, à la sourdine, une confiscation en prenant pour mobile les mesures inhabiles et injustifiables de Couza ?

Lorsque Couza disait : « Je spolie car je veux spolier, je méprise le droit, je fais appel à la force à laquelle seule je veux me soumettre », il est manifeste que, se plaçant en dehors de la loi, il laissait la décision de son acte illégal au jugement des Grandes Puissances. Mais lorsque la Russie, de concert avec ces grandes Puissances, a condamné formellement et officiellement les entreprises anormales et révolutionnaires du gouvernement roumain, quelle justification pourraient encore invoquer les autorités russes en Bessarabie, lorsque par imitation, elle se portèrent aux mêmes mesures ? Que pourrait-on objecter à l'accusation que l'enlèvement de l'administration et l'usurpation des $\frac{3}{4}$ sur les revenus sont une atteinte à la propriété, une infraction aux principes les plus élémentaires du droit sur lequel repose l'existence de la Société civilisée ?

Les autorités russes connaissent parfaitement bien les documents, les chrysobulles, les donations, les

autres échanges et achats légaux, etc., sur lesquels s'appuie la propriété des Lieux Saints en Bessarabie ; elles sont, en outre, convaincues, plus que personne au monde que tout ce qu'ont imaginé, depuis cinquante ans, les accusateurs et les persécuteurs des Lieux Saints, dans le but de trouver de prétendus droits en contradiction avec le droit de leur propriété, est un pur bavardage ; enfin elles savent très bien à quel titre les Lieux Saints ont joui de leur propriété en Bessarabie pendant plus d'un demi-siècle sans être importunés. S'il y a des réclamations contre les Lieux Saints, il y a aussi des tribunaux et des juges. Mais ces réclamations n'existant pas, comment le gouvernement russe peut-il ainsi se contredire et agir contre le droit, en enlevant aux propriétaires reconnus par lui le droit de gestion et les $\frac{3}{4}$ de leurs revenus ? Cette fâcheuse circonstance étouffe dans les cœurs les sentiments de tous les amis des Russes, de tous les amis de l'orthodoxie et de tous les amis de la justice ; pour se rendre compte de l'énorme faute qu'a commise le gouvernement russe, en cédant en 1873, aux suggestions de conseillers perfides qui même aujourd'hui se moquent de lui et crient en avant, il suffit, pour s'en rendre compte, de voir la joie qu'exprime à ce sujet la bande qui partage les idées ou plutôt l'hérésie de Couza touchant la religion, les Lieux Saints et le droit. C'est là, disait un politique français, une faute plus grave qu'une simple injustice.

Répétant les paroles mises en avant jadis par Couza, ceux qui partagent, en Russie, les sentiments

de cet homme, croient qu'ils ont tout dit lorsqu'ils ont accusé les supérieurs d'insensibilité et de malversations ou lorsqu'ils ont fait savoir qu'il est absurde de laisser à leur discrétion une grande étendue du pays.

Ils avancent tout cela sans même réfléchir qu'ils tombent en contradiction avec eux-mêmes, qualifiant d'une part les supérieurs d'administrateurs insensés et prodigues et reprochant d'autre part à ces mêmes administrateurs d'avoir pris possession du dixième du pays. Il est possible, comme cela arrive dans tout système, qu'il se soit trouvé parmi les supérieurs des hommes concussionnaires; mais nous demandons en quoi ce reproche de concussion adressé à ces supérieurs peut autoriser les tiers, les étrangers, à enlever des biens à leurs propriétaires? Si ces étrangers, dans leur acharnement contre les supérieurs, insistent sur la sollicitude qu'ils ont montrée pour la prospérité des Lieux Saints, cette étendue même des propriétés actuelles des Lieux Saints (que nous ne voulons pas discuter, nous contentant d'affirmer au lecteur que les calculs de l'auteur de l'article sont multipliés par cinquante) ne prouve-t-elle pas que malgré toutes ses défectuosités, le système des supérieurs a été une source de bienfaits pour les Lieux Saints?

Supposons que les biens des Lieux Saints soient d'une étendue imposante; ne serait-il pas agréable à tout ami de l'orthodoxie en Russie de savoir que pour l'entretien indépendant des Lieux Saints et du Tombeau de notre Seigneur, en faveur desquels tout le

peuple russe serait sans doute heureux de délier sa bourse, il y a aujourd'hui en Russie des réserves de Moldaves et de Grecs pieux, mises par la Providence sous la protection des grands Empereurs, dont le sceptre orthodoxe gouverne aujourd'hui la sixième partie du monde?

Qu'est-ce qu'une étendue de terre, le revenu pécuniaire des biens des Lieux Saints devant l'étendue immense, devant la fortune considérable de l'empire russe? Une goutte d'eau dans l'océan. Supposons que l'administration foncière des moines laisse à désirer. Un ordre de gouvernement n'aurait-il pas suffi pour qu'elle fût changée? Mais quelle serait l'influence d'une mauvaise administration foncière de ces biens en présence de l'influence qu'exerce effectivement l'exemple d'immenses propriétés en Russie laissées à la discrétion de toute espèce de propriétaires? Y a-t-il en Russie ou ailleurs une administration chargée de conseiller et de surveiller les propriétaires qui ne se comportent pas en bons *paterfamilias*? Le propriétaire d'un domaine très étendu en Russie a-t-il jamais été, pour cela, dépouillé de ses biens? Pour avoir employé les revenus de ses propriétés à sa guise et non pas conformément à la manière de voir des voisins, a-t-on jamais dans ce pays privé quelqu'un de la gérance de ses biens et des $\frac{3}{5}$ de ses revenus et cela même au cas où il serait avéré qu'il n'emploie pas ses revenus à pourvoir à des dépenses personnelles, mais à satisfaire les besoins d'un intérêt général? S'il y a quelqu'un qui soutienne que les Lieux Saints ne sont pas propriétaires

des biens qu'ils possèdent de temps immémorial, nous comprenons alors qu'on veuille leur enlever l'administration et même tous les revenus. Mais puisque une telle assertion est insensée, comme nous venons de le constater, pourquoi ces interventions et ces usurpations partielles ou entières sur les droits des propriétaires, sous prétexte qu'ils se contredisent, tantôt pour avoir donné une grande extension à ses propriétés, tantôt pour avoir négligé ses intérêts fonciers, tantôt pour n'avoir pas dépensé son argent comme les autres l'entendent ! En effet ce sont là des choses hors de toute demande et de toute discussion. Pourquoi donc le gouvernement russe n'a-t-il pas voulu persévérer dans la ligne de conduite qu'il s'était tracée, dans la voie de justice et de respect pour le bien d'autrui ? Pourquoi le gouvernement magnanime et ami de la justice du grand Souverain orthodoxe s'expose-t-il aux railleries d'une bande peu scrupuleuse d'hommes impies et rapaces qui, après être parvenus, par leurs suggestions perfides, à tromper sa conscience et à le pousser, par des artifices juridico-financiers, à prendre des mesures vraiment oppressives et arbitraires contre des propriétaires, entourés du respect de tout chrétien orthodoxe, l'accusent actuellement d'avoir hésité devant les conséquences d'un système auquel se rapportent les mesures prises en 1873 et qui a été mis en pratique jusqu'au bout par le malhonnête et impie Couza, ainsi que par sa bande que la justice divine a punie.

Ceux qui habitent la Russie sont des hommes éclairés ; nous pouvons rappeler, sans encourir le danger

d'être mal compris, que lorsqu'un état abolit le droit de propriété en raison d'un prétendu droit majeur de l'état ou qu'il le considère comme relevant seulement de la clémence du Souverain, il pratique alors un système gouvernemental qui a un nom dûment qualifié et estimé en Europe.

De même les raisons d'état qu'on pourrait invoquer dans d'autres circonstances, n'existent pas à l'égard des Propriétés des Lieux Saints en Bessarabie. C'est pourquoi les Lieux Saints sans plus se soucier du rédacteur antichrétien et antirusse des *Nouvelles de St-Petersbourg* et des railleries maladroites décochées au gouvernement russe, ont salué avec joie et reconnaissance la mesure gouvernementale qui a restitué au Saint Sépulcre (comme nous venons de le dire) les $\frac{2}{3}$ des $\frac{3}{4}$, qui sont en général enlevés aux propriétés des Lieux Saints, en même temps ils sont pleins d'espoir que le gouvernement impérial, réfléchissant mieux et faisant preuve d'un parfait esprit d'équité et secouant, en même temps, les principes d'une bande peu scrupuleuse, voudra bien à la fin rendre l'administration des biens à tous les Lieux Saints et rappeler cette mesure de suppression des $\frac{3}{4}$ aux Pères priants lésés aujourd'hui dans leurs intérêts.

C'est alors que les droits du gouvernement et de l'église prendront le dessus, c'est alors que les murailles de la Jérusalem spirituelle seront fortifiées en justice et que nous immolerons à Dieu des taureaux de reconnaissance pour la confusion des méchants

et des ennemis de l'Eglise qui, en proposant « des contes agrémentés de différents mensonges », tâchent de convaincre les plus naïfs en Russie qu'il ne faut pas même permettre aux Lieux Saints de toucher aux revenus de leurs propriétés en Russie, parce que les nouveaux besoins, les nouvelles tendances de la politique exigent qu'on enlève aux Lieux Saints tout ce qu'ils ont, pour le donner aux consuls et fonctionnaires qui doivent dépenser cet argent sur leurs indications pour d'autres fins et desseins.

Voilà le but réel et unique de ce verbiage. C'est pourquoi, considérant tout ce qui a été dit jusqu'à présent par l'auteur de l'article comme un simple prélude tendant à ébranler d'une façon ou d'une autre et par une idée ou par une autre, l'opinion publique touchant la croyance à la solidité de la propriété conventuelle et à son caractère sacré, nous abordons les derniers arguments de son thème, qui constituent l'essence de tout son récit. Il croit déjà que les droits de propriété des Lieux Saints sont ébranlés, grâce à ses arguments de jurisprudence et pour leur porter le coup de grâce, il ne cache pas que, pour ce qui le concerne, il faut que la Russie se convainque que les nouvelles tendances et les nouvelles nécessités de sa politique exigent un tout autre usage des revenus conventuels que celui qu'on en a fait jusqu'à ce jour, soit pour la propriété absolue jusqu'en 1873, soit pour la propriété soumise à la surveillance du gouvernement, comme cela s'est pratiqué de 1873 jusqu'à aujourd'hui.

VIII

« La politique du gouvernement s'est si considérablement modifiée dans la dernière moitié de ce siècle que les principes et les vues de la Russie à l'égard du rôle joué par les Patriarcats relativement aux Couvents de l'Eglise orthodoxe d'Orient ont dû nécessairement changer.

« Tant que les peuples chrétiens étaient esclaves des gouvernements turcs, il est clair que la Russie, considérant comme son propre intérêt l'affaiblissement du pouvoir musulman sur le littoral de la Mer-Noire, s'était proclamée défenseur du clergé orthodoxe en Orient et il n'est nullement étrange qu'elle ait consenti à la cession des revenus des Couvents des Patriarcats de Constantinople et de Jérusalem ; le gouvernement ne pouvait pas leur imposer des obligations qui n'existaient pas encore à cette époque. Mais dès qu'elle a trouvé compatible avec ses intérêts le développement du sentiment de nationalité, l'importance des Patriarcats a diminué ; en même temps la fondation d'églises autonomes leur a enlevé l'éclat dont les revêtaient nos coreligionnaires en Orient.

« D'autre part, l'abolition par le Sultan Mahmoud, de l'aristocratie phanariote livra le clergé grec aux mains d'une classe de richards qui devint l'organe de ses passions et qui fut toute dévouée aux intérêts de la Porte et des Puissances Occidentales, ennemies de la Russie.

« On ne saurait plus considérer le clergé grec

comme un imposant facteur politique, car il ne représente plus les sublimes principes dont il était devenu peu à peu le gardien aux débuts de ce siècle. Dès lors de nouvelles tendances se font jour dans le peuple.

« L'Orient présente une arène où les influences religieuses se dressent **comme moyen sinon comme préambule des scènes sanglantes qui se passent sur le terrain de la rivalité humaine.** La foi oblige la Russie, malgré ses propres convictions, à ne pas abandonner à ses propres forces l'avenir du clergé orthodoxe en Orient.

« Eu égard aux traditions, le gouvernement russe a l'obligation de lever fièrement l'étendard de l'orthodoxie sur le Tombeau du Seigneur. Car il ne faut pas oublier que nos adversaires, les Catholiques et les Protestants, s'appliquent à se consolider sur un terrain qui constituait, au commencement de ce siècle, un domaine qui nous appartenait exclusivement. Ceux-ci se préparent pour la lutte par la discipline, la persévérance et l'instruction et non par la paresse, la bassesse, le paralysie et l'abus qui qualifient le clergé grec dans les lieux vénérés par tout le monde et où les communautés religieuses étrangères sont un modèle d'activité et de culture. Or si le gouvernement désire mettre en sûreté la foi orthodoxe, il lui est indispensable de prendre vigoureusement en mains la direction et l'éducation du clergé.

« Cette réforme exige qu'il y ait, en faveur de l'orthodoxie, en Orient et surtout en Palestine, un clergé cultivé qui, débarrassé des intrigues et de l'arbitraire

des Communautés religieuses, se distingue par son activité, sa sagesse et son honnêteté. Ce n'est qu'en barrant la route aux religieux incultes et indolents qui débordent des Couvents orthodoxes, que nous serons en état de relever en Orient et surtout en Palestine la foi des fidèles orthodoxes. **Or ce serait renoncer à l'unique moyen efficace de ramener le clergé égaré que de laisser sans contrôle aux mains des Patriarcats des sommes considérables,** produit des revenus des biens sis en Bessarabie. Le gouvernement a le droit d'exiger que les dépenses des sommes d'argent **envoyées** tous les ans aux Patriarcats soient établies d'avance, d'après un bilan dont la **préparation méticuleuse sera confiée à ses agents en Orient**; un partie de cet argent pourrait servir à l'entretien d'écoles théologiques à Jérusalem.

« Un des moyens les plus efficaces de la propagande des Catholiques et des Protestants est la fondation d'établissements importants d'instruction en Orient en vue de l'éducation de la jeunesse indigène qu'ils habituent ainsi, dès l'âge le plus tendre, aux idées et aux sentiments de leurs maîtres, ainsi qu'à la reconnaissance envers eux. C'est pourquoi nous voyons à Constantinople, à Smyrne et à Beyrouth, de vastes établissements d'instruction propagandistes, qui sont une copie fidèle des établissements qui existent en Allemagne, en Angleterre, en France, avec des programmes universitaires. Ces institutions, on le sait, sont fréquentées par la jeunesse indigène et orthodoxe qui à la longue se détache des dogmes de ses

aïeux et commence à défendre les intérêts des Puissances Occidentales en Orient; cette jeunesse devient ainsi hostile à la Russie, dont le devoir, par conséquent, est de répondre aux efforts de l'Occident par des moyens semblables. La fondation de Lycées orthodoxes à Constantinople et à Beyrouth avec un programme en rapport avec le programme de nos autres institutions, et l'adjonction de classes supérieures de commerce, de droit et de médecine, de manière à n'avoir besoin de fréquenter que deux ans les Universités de Russie pour compléter ses études, **aurait ouvert à notre influence un champ nouveau et fécond** et nous aurait permis de lutter victorieusement contre nos adversaires sur le terrain de la propagande religieuse et de l'influence politique en Orient. Outre ces raisons politiques, il en est d'autres, d'ordre financier qui nécessiteraient un changement de direction pour les biens conventuels en Orient, parce que les écarts d'aujourd'hui compromettraient l'état financier général d'une des plus riches provinces de l'Empire. »

Nous avons rapporté en entier ce long paragraphe de l'auteur de l'article qui sert d'épilogue à son étude, car sa transcription textuelle persuadera le lecteur que celui qui a écrit ces lignes était sous l'empire d'une telle confusion d'idées qu'en se portant d'un objet à un autre, il ne s'occupe que d'une seule chose, et bien qu'il n'y ait aucun lien logique dans son exposé plein d'inconséquences et d'animosité, il y a une chose, la haine constante du clergé grec, qui enchaîne sa diatribe.

Au début de cet article il s'agissait de la propriété des Lieux Saints en Bessarabie; or, comment et par quel prodige cette question s'est-elle tout à coup transformée en une question sur l'état politique des Balkans? Comment expliquez-vous qu'on saute des Balkans en Palestine et qu'on passe de but en blanc aux systèmes d'instruction et de conversion des Jésuites et des Protestants? Comment se fait-il aussi qu'on passe de la Palestine à Constantinople, aux grands Lycées scientifiques russes qu'on doit ériger dans cette ville et en Palestine, pour que la jeunesse se prépare aux Universités de médecine, de droit et de commerce de la Russie, le tout aux dépens des revenus des Lieux Saints qui seraient distribués comme il convient aux agents russes en vertu d'un budget élaboré en bon lieu par des hommes compétents? Saisissez-vous enfin le procédé logique scellant le tout, à savoir que si le gouvernement russe ne se conforme pas à cet emploi des revenus des Lieux Saints, la destruction d'une des plus riches provinces de l'empire l'attend? Comment, disons-nous, a-t-on arrangé tout cela? Au moyen de quelle méthode? Cette méthode ne peut être que celle d'un homme superficiel qui mélange toutes les idées qu'il a pu recueillir et qui, sous les dehors d'un ami de l'orthodoxie et du russisme, bat en brèche en réalité les intérêts les plus précieux de ce gouvernement. Il est évident qu'il nous est impossible de suivre une discussion aussi incohérente sans tomber dans les mêmes errements. C'est pourquoi après avoir mis un terme à tout ce qui concerne les revenus des biens

conventuels en Bessarabie, nous tâcherons de réfuter tout ce qu'il dit relativement à la Palestine, à la fondation d'écoles, etc.

Le point de départ des arguments de l'auteur de l'article contre le droit de propriété des Lieux Saints en Bessarabie est, nous l'avons vu, que les terres conventuelles actuelles seraient le produit d'une usurpation des donations du pays, effectuée par les Princes phanariotes. Nous avons essayé de prouver que cela était un pur mensonge, car tous les biens conventuels, à l'exception de deux ou trois, étaient des donations faites à une époque bien antérieure aux Phanariotes et que les deux ou trois biens qui n'avaient pas été dédiés avant les Phanariotes provenaient d'échanges ou d'achats. L'auteur de l'article ensuite a prétendu qu'il est vrai que la Bessarabie a été cédée, en 1812, à la Russie et que d'après le traité de Bucarest les Lieux Saints continuèrent à gérer leurs biens sans être aucunement importunés, comme les autres propriétaires fonciers, mais qu'en 1817 des incertitudes surgirent dans la législation russe à l'égard du droit de propriété des **personnes civiles étrangères** ; il est vrai qu'un ukase impérial confirma de nouveau la propriété des Lieux Saints, mais cela uniquement par mesure gouvernementale. Le traité de Bucarest et l'ukase confirmant, sans contestation possible, la possession des Lieux Saints, nous avons dit que l'idée de l'auteur de l'article de persister à puiser des arguments pour la **considérations des personnes civiles étrangères non reconnues par le gouvernement**

russe était tout simplement l'invention sacrilège d'un esprit anti-orthodoxe, le Saint Sépulcre et les autres établissements sacrés d'Orient n'ayant nullement dans la conscience du peuple et des pieux empereurs de la Russie orthodoxe le caractère de personnes civiles étrangères, pouvant nuire au gouvernement impérial ou n'ayant que cette moralité équivoque dont il est question dans les livres que consulte ce Monsieur. Un troisième argument pour notre auteur est que les lettres de donations demeurèrent, selon ses propres paroles, inconnues ; cela permet de supposer que les conditions de donateurs étaient onéreuses et que, par conséquent, le gouvernement a le droit de les faire aussi lourdes qu'il le veut, c'est-à-dire d'aller jusqu'à la reprise des donations, en d'autres termes l'usurpation des biens ! A toutes ces assertions mensongères nous avons répondu que les actes de donations et de vente des biens en question étaient connus et que, pour la plupart, ils avaient été transcrits en russe ; nous avons fait connaître le contenu de plusieurs, dans lesquels nous n'avons pas trouvé autre chose que la donation, la consécration n'ont eu lieu que dans une pieuse intention et dans un zèle religieux, en vue de la conservation et du reconfort du Saint Sépulcre et des autres lieux sacrés terriblement menacés par les étrangers et les hérétiques qui les entouraient, afin que des prières fussent adressées à Dieu pour le repos de l'âme du donateur ou de sa femme, afin que leurs noms figurassent dans les Diptyques sacrés et pour d'autres raisons similaires qui, d'après les idées et les croyances chrétiennes

nes ont une grande importance, mais qui, pour les partisans de l'école nouvelle à laquelle sans doute appartient l'auteur et pour tous les autres mécréants, ne sont sans doute que la folie dont parle l'apôtre. Nous avons démontré en outre que le silence relativement aux conditions des donations que l'auteur recherchait pour équilibrer les enlèvements faits aux Lieux Saints et les prétendues infractions aux conditions dont ils s'étaient rendus coupables, que ce silence, dis-je, résulte de ce que de telles conditions n'existent pas, comme cela a été constaté contre les Roumains, inventeurs de toutes ces billevesées.

Nous avons passé ensuite à la comparaison que l'auteur fait entre les mesures prises par le gouvernement russe et les mesures prises par Couza afin de tâcher de prouver que les premières n'ont aucun rapport avec les secondes, mais en réalité pour se moquer du gouvernement russe qui hésite à se conformer à la politique adoptée par Couza, ce brave défenseur des nouvelles idées. Or, dans un sentiment plein de gratitude envers la conduite d'une respectable et grande puissance orthodoxe, nous avons avoué — car il est permis de se prévaloir de ses ennemis mêmes — que les reproches adressés au gouvernement russe n'étaient pas totalement dénués de fondement et nous avons exprimé l'idée que si des mesures de surveillance arrêtées par le gouvernement russe fournissaient le prétexte à notre auteur de pousser celui-ci à aller plus loin contre les Lieux Saints, mais que ces mesures étaient, pour nous, un sujet de tristesse et de douleur, tant au point de vue

de droit qu'au point de vue de la dignité ecclésiastique, considérant cependant comme un acte de bon augure la restitution au Saint Sépulcre des $\frac{2}{3}$, nous espérons de la justice impériale le rappel entier de ces mesures de surveillance et la réintégration des Lieux Saints dans la gestion intacte de leurs biens, comme cela se passait sous l'autorité russe de 1812 à 1873. Ayant suivi cette ligne de conduite dans la défense de la propriété des Lieux Saints, nous croyons avoir épuisé toute la série des arguments de l'auteur quand nous l'avons vu s'enfoncer dans ces futilités relatives à l'instruction et à la conversion et revenir subitement, dans la dernière phrase de son œuvre, à l'affaire des biens en Bessarabie, en annonçant, d'une manière menaçante, au gouvernement russe que s'il ne prend pas possession des revenus des Lieux Saints en question, on doit s'attendre à un cataclysme financier en Bessarabie.

Cette flèche du Parthe a été évidemment lancée en dernier lieu, pour produire une plus grande impression et pour permettre à l'esprit du lecteur d'embrasser, sans autre explication, une multitude de choses. Mais quelles que soient les arrière-pensées perverses de celui qui a inventé ces étranges expressions alarmantes, il nous suffira de deux mots pour faire crever cette bulle de savon.

Depuis 1812 jusqu'en 1873 les Lieux Saints ont eu en même temps l'administration, la possession et la pleine jouissance de leurs biens en Bessarabie. Monsieur l'auteur de l'article ne voudrait-il pas nous dire quelle eût été la catastrophe financière subie par

la Bessarabie? Aucune visiblement. C'est pourquoi, pour apprécier, à sa juste valeur, tout ce verbiage de l'adversaire de la propriété des Lieux Saints contre ces lieux, nous pouvons dire, pour conclure avec les anciens, que du début à la fin « l'auteur n'a dit que des folies. »

Notre réfutation est à son terme; cependant elle serait incomplète si nous passions sous silence toute ce que l'auteur, en dernier lieu, a dit de la politique russe, des écoles, des lycées, des académies et des universités, pour l'entretien desquels il voudrait que le gouvernement russe livrât les revenus des biens conventuels en Bessarabie, argent qui irait à des agents russes pour le dépenser suivant un budget fixe, pour le succès de ces établissements propices à la politique russe, à l'exclusion des Patriarcats, de la ploutocratie, des Grecs et de tout ce qui s'y rapporte, ces derniers étant, à ce qu'il paraît, hommes de rien, corrompus, concussionnaires, etc., etc. Laissons de côté les injures et les railleries. Nous nous sommes attiré gratuitement la haine de nos frères eux-mêmes; on a calomnié impudemment l'église primitive du Christ, la gardienne de la bénédiction divine qui a conduit à la loi du Seigneur toutes les autres races orthodoxes. Cette église qui s'est attiré à tout jamais la haine en même temps que l'admiration des hérétiques et des schismatiques eux-mêmes, cette église qui au milieu de tant de circonstances critiques a lutté jusqu'à la mort pour conserver et pour entretenir les établissements sacrés d'Orient, devait dans les derniers temps, c'est-à-dire depuis cinquante ans à peine, être l'objet

de toutes sortes de calomnies; il était réservé au dernier paysan et au manant qui n'a jamais rien fait et qui n'a jamais rien été dans les luttes religieuses, de jouir du droit d'élever, pour avoir le titre d'orthodoxe, une voix injurieuse contre ses pères spirituels, de les accuser d'être avec les hérétiques, de machiner avec eux, dans des conseils pervers, l'extermination totale de la foi orthodoxe. Et cet homme on l'a écouté dans le grand pays orthodoxe du Nord; lui aussi a saisi le prétexte de nous lancer des flèches empoisonnées, les unes sous le coup de la déception et d'autres dans un méchant dessein. Au milieu d'un tel désordre et d'un tel trouble, il nous est resté pourtant une consolation, c'est de penser que même si nos accusateurs crèvent à force de mensonges, nous n'avons pas perdu, nous ne perdrons pas les sympathies de la Grande Puissance du Nord. Mais nous sommes cuirassés contre l'infortune et, en présence des bordées d'injures qui nous assaillent de toutes parts, notre clergé est devenu non seulement sourd aux paroles, mais muet. Laissons donc de côté les injures et revenons à un point plus positif. A quoi attribuer tous ces éloges qu'il fait des écoles, des lycées et autres établissements importants? Est-il nécessaire d'examiner les œuvres des protestants et des jésuites pour comprendre que l'éducation spirituelle et morale de la jeunesse orthodoxe est une œuvre agréable à Dieu et très profitable? Pas nécessairement. Tout le monde est d'accord là-dessus. Mais la fondation de ces établissements exige des sommes d'argent que les catholiques et les protestants puisent dans les caisses bien garnies de diverses sociétés, ou

dans les budgets des gouvernements. Si donc l'auteur de l'article et son entourage, dans leur zèle orthodoxe, souhaitent et désirent voir en Palestine (je ne sais comment je passe maintenant en Palestine) des écoles telles qu'on les voudrait, la chose est très simple. Donnant comme modèle l'exemple des hérétiques et des schismatiques pour piquer l'amour-propre du peuple russe, il pourrait amener celui-ci à fournir des fonds qui serviraient à organiser des écoles, avec la permission des gouvernements locaux, avec des programmes spéciaux qui prépareraient la jeunesse de Palestine ou d'ailleurs à l'entrée des Universités russes. Rien de plus simple. Puisque Monsieur l'auteur de l'article trouve les méthodes d'instruction et de conversion des catholiques et des protestants de son goût, pourquoi aussi n'étudie-t-il pas et n'imité-t-il pas les moyens dont ceux-ci se servent pour se procurer l'argent nécessaire à l'application de ces méthodes pour la fondation de leurs écoles, etc. ? Les Américains, par exemple, fondent en Palestine des Universités ; mais ont-ils jamais songé pour cela à dépouiller quelque grand propriétaire foncier américain, de ces propriétaires possédant, comme on le sait, des terres d'une étendue beaucoup plus grande que toutes les terres conventuelles de Russie ou d'ailleurs ? Certes non : une telle idée même ne viendrait jamais à leur esprit. Qu'on consulte les bilans des collectes américaines publiés annuellement en Amérique et on verra que celles-ci suffisent à l'entretien de leurs établissements. Nous passons sous silence ce qui concerne les établissements anglais, français et allemands qui

non seulement n'ont jamais été dépouillés de leurs revenus par les gouvernements, mais qui sont encore entretenus, sur une large échelle, par les secours privés et publics. Si donc il désire voir des établissements similaires dans lesquels la jeunesse du pays puisse recevoir une éducation russe, il n'a qu'à proposer des mesures analogues en Russie ; les indigènes alors auront le choix entre les écoles russes et les écoles étrangères similaires. Ce n'est pas le lieu d'examiner ici si le prosélytisme par l'instruction que prône l'auteur de l'article, serait un profit pour l'orthodoxie, les indigènes et la Russie ou s'il serait possible que cette nouvelle instruction rivalisât avec celle de l'Occident. Ce n'est pas notre affaire, chacun étant le maître de son propre argent et ayant le droit de le dépenser comme bon lui semble. Mais notre terrible accusateur de l'Église ne veut pas que ceux qui partagent ses idées risquent leur propre argent.

Que propose-t-il donc ? Il veut que le gouvernement russe dépouille entièrement les Lieux Saints des revenus qui leur ont été consacrés dans une intention pieuse et qui leur appartiennent, qu'il confie ces revenus aux mains des partisans du nouveau système pour l'accomplissement de toutes les bonnes œuvres qu'il rêve pour le prétendu triomphe de la foi. Que deviendront alors les Lieux Saints ? Il n'en dit rien, mais s'en souciant fort peu, à coup sûr, il désire qu'on demande de l'argent aux voisins et aux orthodoxes, aux étrangers et aux hérétiques, c'est-à-dire qu'on pourvoie à l'entretien des Lieux Saints par la mendicité, tout en voulant que ceux-ci conservent leur dignité et conti-

nuent de mériter la sympathie des Orthodoxes. Si toutefois la mendicité leur répugne, alors ils n'ont qu'une chose à faire ces moines grecs indolents et corrompus, remettre aux agents russes en Palestine la garde des Lieux Saints, plier bagage et quitter la terre du Seigneur. Mais peut-on prêter l'oreille à de telles propositions et les permettre ? Il ne suffit pas que ces donations léguées par tant de Princes pieux et par tant de Chrétiens, dans un sentiment de foi, de dévouement et de prévoyance filiale pour les Lieux Saints, en vue de la rémission de leurs péchés, de la mémoire de leurs noms dans les Diptyques sacrés et dans les messes, il ne suffit pas, disons-nous, que ces donations aient été spoliées des $\frac{3}{5}$ de leurs revenus destinés à l'entretien des Lieux Saints, sous des motifs mensongers et sous des prétextes absurdes qu'on n'a pas même osé publier et qu'on ne peut du reste pas publier, il faut encore qu'exagérant les progrès du catholicisme et du protestantisme et tressaillant de joie à la pensée des biens qu'il attend de la fondation d'académies et de lycées, l'auteur de l'article qui se présente tantôt comme un politicien, tantôt comme un juriste et tantôt comme un historien (sera-t-il Dieu, table ou cuvette ?), conseille et engage ceux qui gouvernent le peuple russe à marcher de l'avant et à dérober ce qui reste pour que l'impiété soit complète et pour que les imprécations et les malédictions mentionnées dans les pièces de donations des grands ou petits pieux donateurs, des hommes ou des femmes veuves, sur la tête de ceux qui oseraient compléter le sacrilège se réalisent. Oh ! malheureux, pourquoi feins-tu

du zèle pour l'église et la religion, toi qui cherches par tous les moyens à les dépouiller de leurs biens et à les réduire à la misère ? Pourquoi jouer le rôle de juste quand on excite au vol et au pillage, qu'on méconnaît les principes les plus élémentaires du droit, et qu'on a l'air de vouloir faire du *cuique suum* une maxime d'anarchiste qui lorsqu'il vole se justifie en disant qu'il venge les injustices et les raptus commis par les propriétaires ? Pourquoi te réclames-tu de la Russie, toi qui essayes de tous les moyens de faire retomber sur les hauts magistrats de ce pays les imprécations et les malédictions et les peines par lesquelles les donateurs scellèrent leurs lettres que tu prétends, voulant tromper ta conscience, n'avoir pas lues, bien qu'elles aient été publiées et que tout le monde ait pu en prendre connaissance. Qu'en penses-tu ? Si la Russie sent la nécessité de faire élever les écoles dont tu parles, ne pourrait-elle pas trouver d'autres moyens que l'usurpation de la fortune sacrée de l'église et la violation des testaments ? Quand on a une telle idée de la puissance et des richesses de la très grande Puissance orthodoxe, il semble étrange qu'on préconise le vol ! Nitocris, la reine de Babylone, comme nous le rapporte Hérodote, s'était fait construire un tombeau et y avait gravé cette inscription : « Dans le cas où l'un de mes successeurs aurait besoin d'argent qu'il ouvre le tombeau et qu'il en prenne autant qu'il en désire. » Un des ceux-ci ayant fait ouvrir le tombeau, trouva, à la place de d'argent, cette inscription : « Si tu n'étais pas avide d'argent et escroc, tu n'aurais pas ouvert les tombeaux des morts. » N'est-ce pas là

ce que fait notre auteur qui, sans vergogne, incite ses compatriotes à violer les testaments, comme on vole des tombeaux dans lesquels on espère trouver de l'argent. Mais qu'il prenne garde à lui ! Ce qu'il trouvera, au lieu d'argent, ce seront les imprécations et les malédictions de toute l'orthodoxie. Nous aurions voulu n'élever aucun blâme contre la grande Puissance orthodoxe qui a été une grande bienfaitrice de l'église d'Orient ; malheureusement — nous disons ceci le cœur navré de douleur — nous avons, depuis quelques temps, d'après ce que nous voyons se passer dans les cercles russes, des raisons de craindre que ces idées abominables que l'auteur a audacieusement exposées dans cet odieux article, ne pénètrent aussi dans les sphères supérieures. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à faire entendre bien haut une voix de sincère avertissement contre les agissements en Terre Sainte de la grande Société russe de Palestine. On connaît le dessein primitif de cette Société : en face de la propagande étrangère, elle voulait fortifier la conscience des orthodoxes en Palestine par les efforts, l'argent et les conseils d'un grand nombre de Russes et affermir les remparts du christianisme orthodoxe en Palestine. Or, d'après ce plan et ce programme initial, on était en droit de s'attendre à voir cette nouvelle société, dès le début, unir fraternellement ses efforts à ceux des autorités ecclésiastiques orthodoxes qui travaillent depuis longtemps dans le même sens et qui, au milieu de tant de circonstances difficiles ont maintenu le flambeau de l'orthodoxie dans ce centre vénérable de l'ancien et du nouveau Testament. Mais lors-

qu'elle a passé des paroles aux actes, nous avons constaté avec étonnement que cette société, instituée au milieu de bénédictions, ne s'occupait pas d'autre chose que de spolier matériellement les restes vénérables de églises anciennes, de déprécier les membres du clergé grec en général, de répandre parmi les indigènes toutes sortes de calomnies contre les représentants des Patriarcats, d'exciter l'amour-propre national dans le but d'arrêter comme le disait l'auteur de l'article, la marche du monachisme oriental en Syrie, bref d'anéantir tout ce qui est grec, orthodoxe, antique, pour le remplacer par l'imitation de la méthode de prosélytisme exercé par les dissidents. La réalisation de ce programme chrétien fut confiée à des mains maladroites et à des esprits suffisants qui crurent possible, après avoir ébranlé et ruiné dans l'esprit des orthodoxes du pays tout respect envers les symboles vivants de l'orthodoxie et envers tout ce qui, dans les traditions et dans les cœurs, tient à la religion orthodoxe d'Orient, de constituer une nouvelle société orthodoxe en rapport seulement avec les orthodoxes du Nord et soumise aux volontés de la Société russe de Palestine. Chez des population intéressées et recherchant une protection politique, on a insinué l'idée qu'elles pourraient obtenir des roubles et la protection des consuls russes à condition de se soulever contre les Roums (grecs) et de reprendre leur prétendu développement national sous l'égide de la Société. Grâce à ces vils pièges la nouvelle société orthodoxe, formée sous de tels auspices, à l'imitation de cette autre société indigène convertie au protestantisme et

au catholicisme, et vivant des subsides des Consuls intéressés et des Sociétés, commença à rejeter tout rapport avec les autorités ecclésiastiques d'Orient, à exploiter les agents russes, à la grande joie de ceux-ci, qui voyant déjà se former un centre d'influence indépendante, analogue à celui des Américains, des Anglais et des Allemands, se mettent en quête des sommes d'argent qu'il leur faudra pour la réussite de leur plan. De là ce désir de ravir à l'église ancienne toute sa fortune.

Pour prouver la véracité de nos dires, rappelons le cas de l'ex-Patriarche Spiridion. Cet homme, on le sait, n'avait nullement recherché le siège d'Antioche pour en tirer du profit. Cependant à peine fut-il sur ce siège qu'il se vit entouré d'Arabes demandant qu'il fit pour eux ce que les protestants et les catholiques font pour leurs coreligionnaires, à savoir la fondation d'écoles, d'hôpitaux, d'écoles de filles, de dispensaires, etc. sans qu'il en coûte un sou aux indigènes, les riches subventions, envoyées en Palestine par les gouvernements européens et par les sociétés subvenant entièrement à ces frais. Le siège patriarcal d'Antioche avait autrefois d'importants biens en Roumanie et en Russie dédiés en faveur des Orthodoxes du pays par des hommes pieux qui avaient été exhortés à faire cela, comme l'histoire le prouve, par les représentants des autres sièges. Ceux-ci, en effet, prenant en considération les besoins particuliers de ce centre vénérable de l'orthodoxie et appartenant à cette nation des Roums (grecs) qui avaient travaillé, indépendamment de tout but intéressé, à la conservation des Lieux

Saints, exhortaient les fidèles à faire des donations au siège d'Antioche qui n'a jamais fait appel vainement aux secours des autres églises d'Orient. Or, le siège d'Antioche, s'il était resté dans la situation qu'il avait autrefois, aurait pu satisfaire à la plupart des demandes des Arabes orthodoxes et se défendre seul contre les attaques du dehors. Mais la perte de ses revenus de Roumanie et l'enlèvement des $\frac{3}{5}$ sur les revenus des biens du siège sis en Bessarabie, ajoutés aux réclamations des Arabes, habitués, par l'exemple étranger, à obtenir des subventions pécuniaires de leurs chefs spirituels pour les écoles et établissements du pays, ont mis le Patriarche dans un grand embarras.

Or, au moment où les affaires du siège patriarcal se trouvaient dans cette crise, la Société de Palestine, au lieu de faire tout son possible auprès du gouvernement russe pour le persuader de montrer de la bienveillance envers le siège d'Antioche qui souffre indignement, persuada, au contraire, les indigènes de demander au Patriarche de lui confier à elle les écoles et le soin de leur entretien, promettant en revanche de trouver en abondance en Russie les ressources nécessaires. Ces ressources, chacun le comprend, n'étaient autre chose que les revenus du siège d'Antioche, saisis en Bessarabie. La Société de Palestine espérait qu'après une telle mesure, le gouvernement russe, bon gré mal gré, et sous la pression des Arabes, consentirait à dépouiller le trône d'Antioche de son revenu ainsi que de son droit patriarcal spirituel de surveiller l'éducation morale et religieuse des ortho-

doxes d'Antioche et qu'elle hériterait par conséquent de ces deux droits.

Le Patriarche, pressé de toutes parts et dans un sentiment de simplicité chrétienne voulant faire tout ce qui était en son pouvoir pour venir en aide à son troupeau, a commis la faute de prêter l'oreille à ces suggestions et de livrer des documents dont le sens n'est pas tel qu'on le prétendait, mais qui venaient à l'appui de tout ce qu'on tramait contre lui.

Dès que le Patriarche, en effet, eut fait la déclaration en question, aussitôt on l'accusa près du gouvernement et partout ailleurs de vouloir vendre aux étrangers les droits et les prérogatives octroyés par le Berat Impérial ou Patriarche des Roums en faveur de l'élément indigène. Or qui étaient ces calomnieux ? C'étaient les mêmes organes soudoyés qui avaient engagé le Patriarche à confier à la Société de Palestine l'administration des écoles ; à peine ces mêmes organes soudoyés, ainsi que leurs patrons avaient-ils compromis le Patriarche que, pour conjurer toute responsabilité de leur tête et pour garantir leurs projets ultérieurs, ils rejetèrent les premiers sur le Patriarche toute la faute commise.

Quel a été le résultat de toute cette intrigue ? Le Patriarche se voyant auprès du gouvernement, accusé par les principaux acteurs de cette intrigue d'avoir négligé les intérêts des Syriens orthodoxes et ne pouvant déjouer « les pièges d'Até » (fatalité), dans lesquels l'avaient jeté, d'une part ses intentions pures, d'autre part des suggestions perfides, fut obligé de remettre sa démission. Cette démission a ouvert un

vaste champ d'intrigues à tous ceux qui méditaient leurs coups à l'occasion de l'élection ; des Arabes se soulevèrent contre les Roums (grecs) ; la Société de Palestine, après avoir attisé les passions, travaille maintenant en Russie à propager les mensonges que nous avons lus dans le journal en question, dans l'intention d'égarer l'opinion du gouvernement impérial et de parvenir à mettre la main sur tous les revenus du siège ; plus que jamais la conscience religieuse des orthodoxes du pays a été ébranlée ; le trafic de tout ce qu'il y a de sacré a atteint son apogée ; les étrangers et les dissidents rient de voir cette dissolution des affaires des orthodoxes et se réjouissent de la réprobation générale qui, à cause de cette dissolution, s'attache à la Société de Palestine, à laquelle ils avaient d'abord attribué une très grande importance, pensant qu'elle allait jouer un rôle capital en faveur de l'orthodoxie. Aujourd'hui ils disent : « Celui qui sème le vent récolte la tempête. »

Tels sont les déplorables résultats des agissements des soi-disant chrétiens de la Société de Palestine, de la sottise de ses agents en Syrie, résultats qui nous affectent surtout nous autres, qui sommes fiers du bon sens et du zèle chrétien du gouvernement russe et qui avons toujours mis notre confiance en sa protection forte et éclairée. A l'heure qu'il est, tandis que catholiques et protestants, quoique dissidents, témoignent du respect aux restes vénérables traditionnels de l'ancienne église orthodoxe en Syrie, n'est-il pas au plus haut point scandaleux pour tout chrétien de voir des agents revendiquant le nom russe si précieux aux

orthodoxes, tâcher de persuader aux indigènes qu'il est temps de rejeter de ce pays les restes de l'Orthodoxie des Roums qui menacent ruine et d'établir à sa place une autre orthodoxie fondée sur une abondance de richesse et d'influence politique, de calomnier auprès du gouvernement russe, par tous les moyens, l'Eglise orthodoxe d'Orient et de lui enlever jusqu'à ses moindres ressources pécuniaires, de s'approprier toute donation orthodoxe et pieuse et de la livrer à la merci des différents consulats et ministères. Pour réaliser les sentiments magnanimes qu'un empereur puissant et riche nourrit à l'égard de l'orthodoxie, la stupidité des agents ne conçoit rien autre que la lutte contre l'Eglise orthodoxe d'Orient, lutte qui finalement aboutira à sa spoliation et fera tomber sur ses entreprises les imprécations de générations entières disparues.

Si nous portons, en effet, nos regards sur tout ce que la Société de Palestine fait actuellement en Syrie, et si en même temps nous considérons tout ce que de misérables feuilles, comme celles du rédacteur des *Nouvelles de St-Petersbourg*, écrivent, pour dévoiler ses intentions, nous ne voyons là, pour employer le langage juridique, qu'une usurpation illégale de propriété étrangère, qu'un sacrilège et une entreprise de caractère entièrement socialiste, ainsi que nous venons de le constater. Quant à croire qu'il y a quelques principes religieux et ecclésiastiques à la base de cette entreprise qui consiste uniquement à briser avec la tradition pour le triomphe de mensonges de fonctionnaires inférieurs, à déprécier tout ce qui est

antique et vénérable, à abattre et à exterminer tout ce qui a été considéré de tout temps comme précieux, on n'y peut songer : il n'y a là qu'une tentative de conversion protestante, qu'un égarement des chrétiens indigènes, qu'un assujettissement des consciences aux intérêts purement matériels et une substitution de rapports consulaires à la parole du Christ et de l'Evangile.

Ces entreprises si profanes pour tout cœur russe orthodoxe sont certainement abominables pour le corps vénérable spirituel qui est à la tête de l'église de Russie et en notre qualité d'humble enfant de l'Eglise orthodoxe, ennemi de toute secte politique et religieuse, désirant sincèrement la gloire de nos frères du Nord puissants en Christ, nous faisons appel, des injustices des hommes, des crimes des légistes et des scribes « portant des uniformes, » des mains sacrilèges aux sentiments sincèrement chrétiens du régime sacerdotal en Russie.

Qu'ils repoussent cette injure contre l'orthodoxie. Le démon qui change de langage et de forme, suivant les siècles et les circonstances, parcourt aujourd'hui, selon l'apologue célèbre du spirituel Allemand, les bureaux des ministères et des journaux avec une cravate blanche, en présentant sa carte de visite sur laquelle sont inscrits ses titres et ses grades politiques.

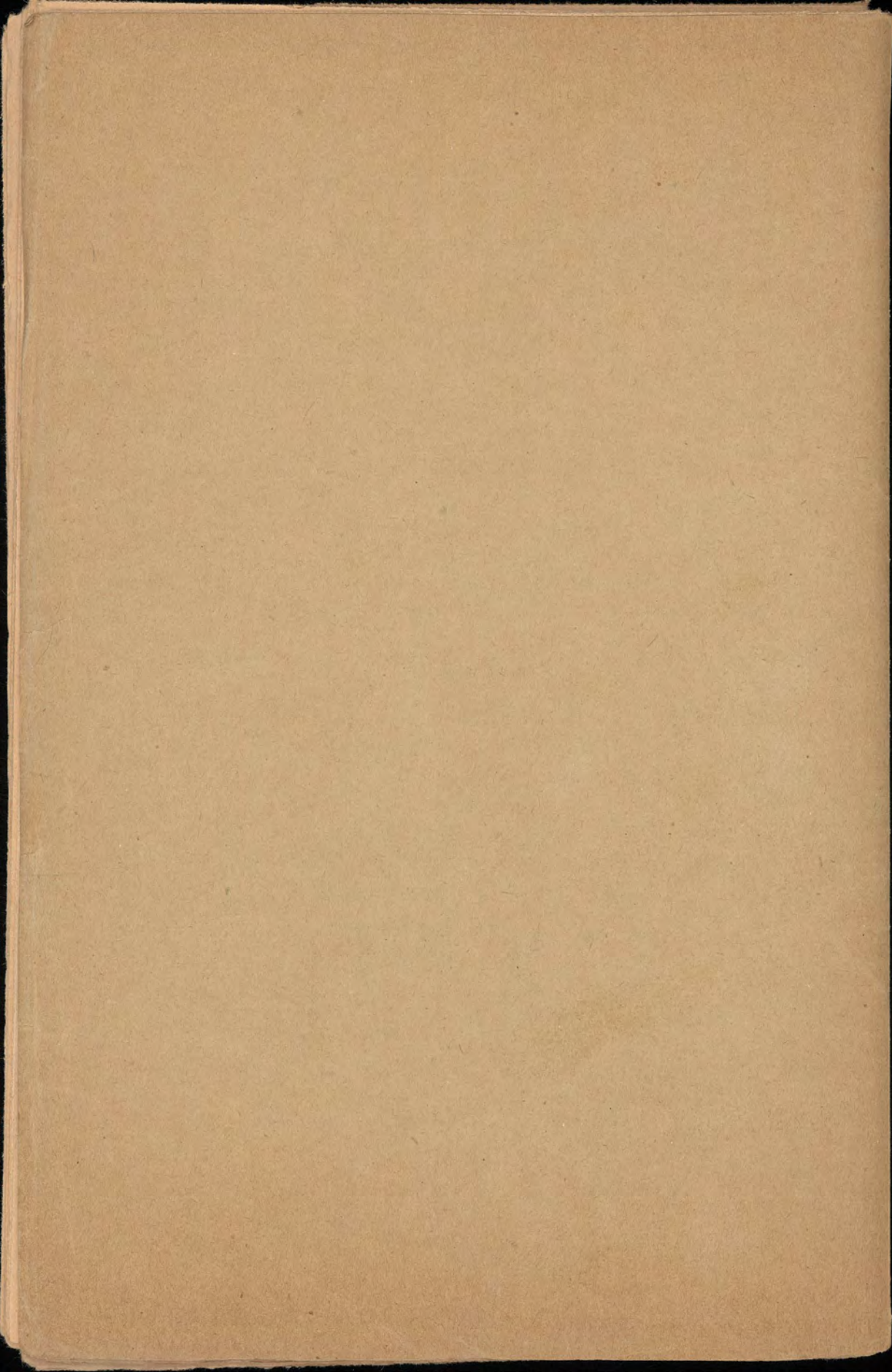
Telle est la bande qui aujourd'hui déborde dans les antichambres officielles en Russie et qui cherche à soustraire aux desseins du Souverain, par des chuchotements, un arrêt fatal pour l'Eglise orthodoxe

d'Orient. Que tout homme pieux se garde de ce mal !

Qu'on donne à chacun ce qui lui revient ; scellons nos vœux et nos prières par le ferme espoir que le gouvernement russe, plus complètement instruit, consentira à rendre d'abord justice aux Lieux Saints et au gardien du Saint Sépulcre, en respectant leurs propriétés et les imprécations des générations entières de pieux orthodoxes, en désapprouvant ensuite les sombres agissements d'une bande sinistre qui poursuit l'extermination des églises mères vénérables de Jérusalem et d'Antioche et veut faire disparaître des traditions sacrées, en rejetant la politique orthodoxe russe consacrée depuis longtemps et en remplaçant la parole de vie, fondée sur les convictions religieuses, par des rapports de fonctionnaires qui s'efforcent à l'envi d'imiter l'exemple d'autres politiques étrangers qui comptent sur l'appât de l'argent et des conversions.

UN ORTHODOXE.





ΕΤΑΙΡΕΙΑ "Ο ΕΛΛΗΝΙΣΜΟΣ",

MÉMOIRE
SUR LES
BIENS EN BESSARABIE
DES ÉGLISES ORTHODOXES D'ORIENT

PAR

TERTIUS PHILIPPOFF
(Contrôleur général de l'empire russe)

TRADUIT PAR

N. SARIPOLOS



ATHÈNES
IMPRIMERIE P. D. SAKELLARIOS
1901.



ΕΤΑΙΡΕΙΑ "Ο ΕΛΛΗΝΙΣΜΟΣ,"

MÉMOIRE

SUR LES

BIENS EN BESSARABIE

DES ÉGLISES ORTHODOXES D'ORIENT

PAR

TERTIUS PHILIPPOFF

(Contrôleur général de l'empire russe)

TRADUIT PAR

N. SARIPOLOS



ATHÈNES

IMPRIMERIE P. D. SAKELLARIOS

1901.



BIENS EN BESSARABIE

MÉMOIRE



T. PHILIPPOFF

Le 30 Novembre 1899, jour néfaste, l'hellénisme et, particulièrement, l'orient orthodoxe subissaient une perte terrible et irréparable; le fils le plus pieux de l'église orthodoxe, le vrai et excellent ami de la nation grecque, le ministre et premier contrôleur des finances de l'empire russe, le conseiller secret de sa Majesté impériale le Tsar et membre du conseil d'État suprême, Tertius Philippoff mourut!

Celui qui entreprend l'examen de l'action, si variée et si complexe, de l'éminent philhellène, ne sait comment s'y prendre ni par où commencer, car cet homme regretté était un serviteur sincère et consciencieux de l'empire, de la nation, des beaux-arts, de la science et éminemment de l'église.

Le riche talent de ce savant homme de science se fit jour par une action variée; il prenait une part active dans divers établissements d'intérêt commun; cela devient évident par une simple et courte revue et par un résumé de ses différents devoirs et occupations dont il était chargé; il était membre honoraire de l'Académie impériale des sciences, de l'Académie théologique de Moscou, de l'Université impériale de géographie, de la société des antiquités russes et d'histoire; il était président honoraire de la société impériale théatrale, de la société homéopathique, président d'une commission spéciale, établie, sur sa proposition, au sein de la société impériale de géographie afin de recueillir les chansons populaires; T. Philippoff, en effet, avait un culte ardent pour l'art russe et il considérait comme d'une importance considérable pour celui-ci la

conservation des trésors de la vieille poésie populaire; il était membre honoraire de la société archéologique de Constantinople, de la société littéraire et de la société archéologique d'Athènes.

Si l'on y ajoute ses hautes et difficiles fonctions de contrôleur financier de l'empire, de membre du conseil des ministres et du conseil impérial, on s'étonne comment un seul et même homme pouvait diriger son activité dans des sens si variés, et avec un pareil zèle infatigable qui honora la vie de cet homme inoubliable.

T. Philippoff naquit le 24 Décembre 1825; après la fin de ses études classiques, il se fit inscrire, comme étudiant en philologie et en histoire, à l'Université de Moscou, où, après avoir achevé son instruction scientifique, il fut reçu docteur en 1848; il fut nommé en même temps professeur dans un des gymnases (collèges) de Moscou. Sa connaissance exacte et profonde de la langue grecque, des sciences théologiques et du droit canon, lui ouvrit une nouvelle carrière, grâce à l'intérêt que lui a montré le comte A. P. Tolstoï, qui était alors procureur impérial auprès du très saint Synode. En sa qualité d'un des plus proches secrétaires du comte Tolstoï, son excellence, T. Philippoff, fut le collaborateur direct du comte dans l'examen de plusieurs questions ecclésiastiques, éminemment sérieuses; à cela contribuèrent sa large connaissance des sciences théologiques et de l'histoire ainsi que sa profonde connaissance de tout ce qui a été écrit sur le schisme des vieux croyants, et, en outre, la connaissance des besoins des églises orthodoxes d'Orient.

Le 10 Février 1864, T. Philippoff fut appelé au service de la Cour des Comptes impériale, et à partir de l'année 1878 il devint assistant du contrôleur des finances impérial, et au mois de Juillet 1889 il fut investi de la plus haute fonction; il devint contrôleur impérial. Le gouvernement récompensa T. Philippoff pour ses longs services offerts, pour son attachement à son devoir et pour ses efforts en vue du bien

de l'État, par les décorations suivantes, données à différentes époques: Saint Stanislas, 3^{me}, 2^{me} et 1^{re} classe, Sainte-Anne, 3^{me}, 2^{me} et 1^{re} classe, Saint Vladimir, 4^{me}, 3^{me}, 2^{me} et 1^{re} classe, aigle blanc de première classe et enfin Alexandre Newski, avec brillants, de première classe.

Par les gouvernements étrangers T. Philippoff fut honoré: de la grand'croix grecque (1887), de celles de Monténégro de Daniel 1^{re} classe (1877), de Serbie de Tacowo 1^{re} classe (1879) et du Saint Savas 1^{re} classe (1892). En 1884 il fut honoré du titre de représentant du Saint Sepulchre.

Quand on examine l'action de T. Philippoff comme contrôleur impérial des finances, on doit, d'abord, faire observer que cette fonction n'était pas facile, étant donné que le contrôle impérial constitue un ministère tout à fait à part, s'immisçant dans tous les autres ministères, sauf celui de la cour impériale. T. Philippoff fut à la hauteur de la grande importance de son ministère. Afin de caractériser l'action de cet homme inoubliable, comme intendant impérial, il suffira de rappeler le texte du décret impérial de l'empereur Nicolas II qui lui accordait le 13 Avril 1897, la haute décoration du Saint Vladimir, de 1^{re} classe: « Notre regretté Père vous avait appelé, en 1889, à la fonction responsable de contrôleur impérial; Vous avez complètement justifié les attentes impériales. Vous avez obtenu, dans l'œuvre complexe de la comptabilité financière, plus d'un succès réel garantissant l'amélioration future de cette importante branche de l'administration, grâce à votre connaissance exacte des questions de la gestion gouvernementale, grâce à votre large expérience et à votre amour du travail exemplaire qui vous caractérise ». T. Philippoff était universellement connu non seulement comme un homme sachant bien les questions de gestion gouvernementale, mais encore en sa qualité d'écrivain et de théologien d'une très large instruction scientifique; il avait le renom d'un homme actif, aimant sincèrement sa patrie et s'étant, de tout temps, distingué par ses vues patriotiques.

L'action littéraire de T. Philippoff date de très bonne heure, quand, en 1850, il fit paraître des articles dans les revues « Moscovite » et « collection moscovite » et fonda la revue slave « Conversation russe » dont il fut le directeur et un des collaborateurs y écrivant le plus souvent. Parmi les collaborateurs de la revue on comptait des hommes illustres, de savants slavophiles de l'époque, les Ostrowski, Pisemski, Almazoff, Chomiaccoff, Kyriewski, Axacoff et Samarin.

T. Philippoff n'interromput point ses travaux scientifiques tant qu'il fut au service de l'État; c'est ainsi qu'il publia, à plusieurs reprises, des articles et des études scientifiques dans le bulletin du ministère de l'instruction publique, dans « le Moniteur russe », « la Conversation », « le Jour », « le Citoyen », etc. Toutes ces études se distinguaient non seulement par la profondeur des idées et l'analyse scientifique mais aussi par la clarté, la beauté et la simplicité du style.

Connaissant bien l'ethnographie russe, il enrichit sa littérature nationale par des recherches précieuses sur la vie intellectuelle, les mœurs et les usages des populations habitant les bords du Tanaïde et de la mer d'Azov; il avait été chargé de ce travail pénible par le ministère de la Marine.

Désirant profondément l'épuration de la langue russe, la connaissant en même temps à fond et ayant étudié scientifiquement son évolution historique, il contribua à la fondation d'une association spéciale sous le nom de « Ligue pour la pureté de la langue russe », dont il avait dirigé lui-même les travaux. Par sa large intelligence et ses rares aptitudes, déjà dans sa jeunesse, il avait attiré sur lui l'attention des connaisseurs comme un excellent connaisseur de la musique en général, et particulièrement de la musique ecclésiastique et populaire. Son amour de la musique ne s'était pas éteint à l'âge mûr; étant arrivé, au contraire, aux plus hautes fonctions, il contribua, de toutes ses forces, au développement de la musique. Le chant, cet écho vivant de l'âme triste ou gaie du peuple, avec ses élans moraux et son idéal, dominait son esprit et son cœur et

complétait sa vie interne. Ses occupations multiples n'ont pas eu pour résultat de diminuer son intérêt pour les chansons populaires, et, un an avant sa mort, il s'occupa d'une nouvelle édition de chansons exprimant l'esprit populaire; c'est à lui que la société impériale de géographie doit la fondation d'une commission très active en vue de recueillir les chansons populaires; T. Philippoff fut le président de cette commission jusqu'à la fin de ses jours et il s'adressa plus d'une fois à S. M. I. le Tsar, demandant des secours pécuniaires en vue d'organiser et d'envoyer dans les différentes parties de la Russie des commissions spéciales pour recueillir les chansons populaires russes. Ces commissions, en effet, composées de compositeurs de musique et d'ethnographes, recueillirent dans les différentes provinces plus de mille chansons qui se publient par la société géographique dans des collections spéciales. T. Philippoff, recueillant avec un tel zèle les chansons populaires, avait en vue, ainsi qu'il le disait lui-même, de soustraire à l'oubli et à l'indifférence les restes de la production antique; il était en outre convaincu que les compositeurs russes trouveraient, dans ces chansons recueillies, une matière riche et variée en vue de la production d'œuvres nouvelles garantissant le progrès et le développement d'une musique russe originale.

T. Philippoff était considéré comme une autorité considérable en matière de sciences théologiques et de droit canon.

Il s'était occupé des questions ecclésiastiques, étant encore étudiant, et il écrivit une série d'articles, parmi lesquels les plus importants sont: « Quelques mots sur les Nestoriens » (1862), « Le Patriarche œcuménique Grégoire VII et le conflit gréco-bulgare » (1870), « Questions ecclésiastiques contemporaines » (1882), où il montrait les besoins palpables de l'église et il examinait, d'une façon profonde, les deux questions brûlantes de cette époque-là, l'effervescence ecclésiastique en Bulgarie et la question des vieux croyants. A partir de 1870-72 T. Philippoff avait entrepris une lutte ardente contre les défenseurs des prétentions bulgares et il montrait que l'établis-

sement de l'Exarchie à Constantinople était contraire aux canons de l'église. Nous devons mentionner aussi ce fait digne de remarque que T. Philippoff, aussi bien dans ses conférences publiques que dans ses articles publiés, défendait ardemment l'idée de la convocation d'un synode œcuménique pour résoudre diverses questions relatives aux besoins des églises coreligionnaires et pour revenir sur l'anathème prononcé contre les vieux croyants par le synode de Moscou (en 1667). On sait avec quelle persévérance il lutta en faveur de l'union ecclésiastique, en montrant le moyen de concilier l'église orthodoxe avec celle des vieux croyants. En vue de ce résultat il lutta au sein de l'*association des amis de l'instruction théologique* contre des membres éminents de cette secte, et il avait des relations et une correspondance suivies avec les représentants éminents des vieux croyants.

T. Philippoff était connu dans toute la Russie, car il était considéré comme un homme doué d'excellentes qualités de cœur; il était familier à tous, parce que tous rattachaient son nom à l'idée d'un homme foncièrement honnête et tout à fait pieux.

Partout où il se trouvait il cherchait toujours à cacher et à diminuer sa haute position politique; il se présentait comme ami, comme interlocuteur prêtant une oreille favorable; il était toujours affable, respectueux des idées et des opinions des autres, n'exprimant les siennes propres que très doucement.

Il doit les hautes fonctions politiques qu'il occupa à sa seule activité. Il chercha toujours, durant sa longue carrière, à protéger et à soutenir les personnes qui entraient dans telle ou telle branche des services publics. Étant le plus abordable de tous les fonctionnaires publics, il accordait sa protection à quiconque s'adressait à lui possédant en même temps les qualités requises pour la place postulée. Il n'aimait pas voir les gens se présenter à lui munis de lettres de recommandation; il se contentait seulement de former une opinion sur les

personnes qui se présentaient, en engageant une courte conversation avec elles. On doit avouer que presque toutes les personnes qui avaient obtenu des places grâce à lui n'ont pas démenti ses bonnes prévisions.

Fondant toute sa vie sur les grands principes de l'église orthodoxe, chose malheureusement si rare aujourd'hui, il paraissait à tous doux et affable, facile et abordable, serviable et aimable, et en outre tolérant, faisant le bien sans examiner à quelle religion appartenait celui à qui il le faisait ou s'il partageait telle ou telle de ses convictions. Croyant à Dieu d'une façon inébranlable, il observait ponctuellement jusqu'à la fin de ses jours les préceptes du Sauveur, qu'il proclamait d'ailleurs par la parole aussi bien que par sa vie exemplaire; il était, en effet, un vrai et pur chrétien, ayant aimé tout particulièrement la dignité de l'église et ayant lutté pour elle de toutes ses forces. Son principe fondamental était de croire à tout ce qu'il enseignait, et il exigeait que les autres aussi crussent aux vérités proclamées par lui, considérant que l'homme peut se tromper mais qu'il doit être franc. La droiture était la vertu caractéristique de ce vénérable vieillard qui était favorable à tout mouvement nouveau vers le progrès. Tel était cet éminent personnage, doué d'une âme éclairée et pure comme le cristal, ayant des convictions inébranlables et ne s'étant, durant sa longue vie, jamais écarté de sa sage conduite.

T. Philippoff était très connu et jouissait d'une grande considération; non seulement dans son propre pays mais aussi dans l'orient orthodoxe grec il était très estimé et très aimé; son nom est de ceux qui ont été les plus illustres et les plus précieux pour l'hellénisme et les saintes églises de l'Orient. Son affection pour les très saints trônes patriarcaux était sans limites. Depuis sa jeunesse jusqu'à sa mort il était, par conviction, le défenseur et l'ami ardent des églises orthodoxes d'Orient. Considérant que la mission historique russe envoyée en Orient devait soutenir les églises coreligionnaires dans la lutte pour leurs

éternels droits, il lutta pendant toute sa vie pour que la Russie accordât un secours et une protection efficaces aux trônes patriarcaux. Voilà pourquoi il salua avec joie la création de la société de Palestine, en y voyant le moyen de réaliser ses désirs sacrés. Ayant été élu vice-président de cette société, il prononça, dans sa première séance publique (le 2 Décembre 1882), un discours admirable et vibrant, où il faisait un appel chaleureux à l'État russe l'invoquant à intervenir en faveur de la patrie spirituelle commune, de la terre sainte, et surtout pour protéger et conserver l'orthodoxie dans la terre sainte. Ce discours admirable fut publié d'abord dans l'estimable revue « Le Citoyen », et puis en brochure séparée.

Mais quand il se fut aperçu que le vrai but de la société de Palestine n'avait rien de commun avec ses vues à lui, c'est-à-dire la défense de l'orthodoxie et de la mère des églises, il donna immédiatement sa démission de vice-président de la société, et même il refusa d'appartenir à la dite société comme simple membre.

Attaché de tout son cœur aux saints trônes patriarcaux, et très affligé de leurs besoins, il ne cessa jamais d'être un vaillant défenseur de leurs droits et de leurs intérêts.

Il n'y a pas eu de grave question se rapportant au patriarcat pour laquelle l'illustre représentant du très saint sépulcre n'eût pas pris un intérêt direct et sincère ; grâce à son autorité, à sa haute position dans le gouvernement, à sa savante expérience et à son activité, il contribuait à la solution efficace de cette sorte de questions.

En matière de pareilles questions les yeux de l'Orient orthodoxe étaient tournés vers le très pieux T. Philippoff, en qui les saintes églises avaient mis toutes leurs bonnes espérances. Parmi les sérieux services de cet homme regretté rendus aux trônes patriarcaux, on doit compter la libération des dettes de la caisse du trône œcuménique à Moscou, à laquelle un décret impérial d'Alexandre III, en 1893, accorda 174,000 roubles. Nicolas II, en 1895, donna au trône d'Alexandrie 75,000

roubles pour les besoins de ce trône, et en 1898 25,000 roubles encore. Toutes ces donations impériales sont dues à l'intervention personnelle de ce grand homme, de T. Philippoff.

Celui qui écrit ces lignes sait très bien que c'est seulement à l'intervention et aux efforts énergiques du grand philhellène T. Philippoff qu'est due l'heureuse solution des questions ci-dessus mentionnées. Si les trônes représentés en Russie se distinguaient par une énergie, une capacité, une initiative plus grandes, ils obtiendraient sans doute, du vivant de cet homme très pieux, la solution de bien d'autres graves questions.

Pour qu'on comprenne et pour qu'on se rende un compte exact de l'irréparable et grande perte que l'Orient orthodoxe grec vient de subir par la mort de cet homme très pieux, il nous suffira de dire que l'existence seule de cet ami de l'hellénisme obligea les ennemis des trônes patriarcaux à modérer assez leurs attaques enragées ; ils n'osaient pas, en effet, manifester toute leur aversion pour l'hellénisme, car ils savaient très bien qu'ils étaient surveillés par T. Philippoff qui se rendait parfaitement compte de leur véritable but et qui était à même de leur opposer une très forte résistance. Si nous ajoutons à cela que la vraie mission de cet homme était de servir l'église et que son vœu particulier fut de devenir représentant impérial auprès du très saint Synode, on comprendra facilement que la vie de T. Philippoff paraissait à beaucoup de personnes un sérieux obstacle, car, grâce à ses sentiments philhelléniques et à ses convictions vraiment orthodoxes, il aurait apporté des réformes radicales dans l'administration ecclésiastiques de la Russie et il aurait déjoué les projets dirigés contre les églises grecques. Tous ceux, ecclésiastiques ou laïques, qui venaient de l'Orient pour affaires à Saint Pétersbourg étaient munis, sans exception, de lettres de recommandation à T. Philippoff qui pourtant, même à défaut de pareilles lettres, les recevait. Il suffisait d'être grec pour être reçu par ce haut fonctionnaire.

T. Philippoff était en relations étroites et continues et en

correspondance avec tous les patriarches et avec beaucoup d'ecclésiastiques éminents de l'orient orthodoxe. En 1894 il réalisa ses vœux ardents qu'il avait formés depuis longtemps ; il est allé en pèlerinage aux lieux saints et il a visité Constantinople, Alexandrie et Jérusalem pour y étudier sur place les besoins des trônes patriarcaux. Malheureusement la mort de sa femme, survenue pendant son absence, l'obligea à raccourcir cet utile voyage pour l'orient orthodoxe et à rentrer en Russie plus tôt qu'il ne comptait. En 1897, à l'occasion du cinquantenaire de sa vie littéraire, T. Philippoff reçut des marques du respect dont il jouissait dans l'orient orthodoxe ; il reçut des dépêches de compliments de la part des chefs des très saints trônes apostoliques ainsi qu'une adresse de la part des représentants des patriarches en Russie écrite en russe et en grec, contenue dans un riche encadrement en argent, avec l'inscription : « ἀγαθῶν ἔργων καρπὸς εὐκλειῆς » (fruit glorieux de bonnes œuvres).

Étant donné que ce grand homme est caractérisé dans cette adresse comme le défenseur des saintes églises de l'orient Orthodoxe, nous insérons ci-dessous le contenu de l'adresse que le très fidèle fils de la Sainte église considérait comme un précieux évangile.

Voici le texte de l'adresse :

ADRESSE

Αἰνέσωμεν δὴ ἄνδρας ἐνδόξους·
σοφίαν αὐτῶν διηγῆσονται λαοί, καὶ τὸν
ἔπαινον αὐτῶν ἐξαγγέλλει Ἑκκλησία.
Σιράχ. Κεφ. ΜΑ. Ι. ΙΕ.

TRÈS ILLUSTRÉ ET TRÈS PIEUX T. PHILIPPOFF

Cinquante ans sont accomplis depuis l'époque où votre fructueuse action intellectuelle a commencé à manifester par la plume ces sentiments élevés du bien et de la vérité dont de tous temps était rempli votre noble cœur. Votre très honnête et très ardente action qui a servi pendant cinquante ans l'esprit humain, dans le sens large du mot, et les divers besoins sociaux, a, depuis longtemps, déjà attiré l'attention de nombreuses, savantes et pieuses personnes de tout rang social et de toute race. La haute confiance du très fidèle empereur Nicolas II. et de ses deux grands et regrettés prédécesseurs, Alexandre le libérateur et Alexandre le pacificateur, constitue pour votre excellence, suivant nous, une couronne précieuse. Voilà sous quels règnes fut développée et par qui fut appréciée votre glorieuse action ! Ce n'est pas à nous d'énumérer les nombreuses qualités et les services de votre excellence, mais, profitant de ce jour heureux, nous proclamons hautement ce qui, depuis longtemps déjà, a attiré l'attention de tout l'orient orthodoxe pour que celui-ci apprécie votre illustre nom acquis par divers labeurs et grâce à des publications variées sur des questions ecclésiastiques. Votre excellence, dans son amour inné pour la vérité qui la caractérise, levait toujours, en matière de questions ecclésiastiques, le drapeau de la vérité et de la légalité.

Vous soucieux peu du courant des passions et des orages adverses, vous avez lutté, sans aucune défaillance, pour la légalité, le droit et le bon ordre et pour fortifier l'amour et la concorde. Les faibles, au milieu des attaques réitérées dirigées de tous les côtés contre eux, ayant obtenu de vous protection et secours, se souviennent de votre courageuse parole, chaleureuse et vraie ainsi que de vos bonnes et paisibles intentions.

Votre esprit profond et éclairé a toujours bien compris l'importance d'une protection continuelle de la part de la puissante Russie des très saintes églises orthodoxes de l'Orient, qui, blotties par suite de diverses persécutions, languissent au milieu de privations de toute sorte. Fils fidèle et pur de l'église du Christ, en effet, vous restez, par vos paroles et par vos œuvres, le gardien infatigable des saints intérêts et des droits éternels des saintes églises orthodoxes de l'Orient. Durant toute votre vie vous avez combattu courageusement avec amour, conviction et énergie, défendant l'honneur et les droits des quatre très saintes églises, favorablement attentif à leurs divers besoins, et participant de tout votre cœur à leurs rares joies ainsi qu'à leurs bien plus fréquentes peines.

Cette bonté que vous avez témoignée aux églises que nous représentons, par les grands et précieux services que vous leur avez rendus, a eu pour effet d'inscrire dans leurs chroniques et de graver dans la conscience de tout le monde hellénique votre gloire impérissable, celle d'un défenseur éminent et zélé des églises orthodoxes d'Orient.

Nous sommes heureux de dire que tout l'orient orthodoxe a un profond respect et une grande estime pour votre fructueuse action dans la lutte en vue d'aplanir toutes les dissensions au sein de ces églises et de resserrer les liens réciproques des différents membres qui composent l'église apostolique une, sainte et catholique.

Témoins oculaires des efforts de votre excellence en faveur de l'église, nous ne pouvons laisser échapper cette occasion heureuse pour nous et pour tous ceux qui vous estiment

de vous saluer joyeusement et de vous exprimer, au nom des chefs des très saintes églises et en notre nom, notre profond respect, notre affection sans bornes et notre profonde reconnaissance pour tout ce que vous avez fait de grand et d'élevé aux églises, durant les cinquante années de votre glorieuse action intellectuelle.

Les églises orthodoxes en Orient, bénissant sans cesse votre nom vénéré, remercient de tout cœur le Seigneur de leur avoir donné en Vous un appréciateur si sagace et si impartial et un défenseur si dévoué de leurs droits. Elles prient Dieu de vivifier votre cœur pieux pendant de longues années pour la gloire de la Russie orthodoxe et pour le bien et le bonheur des églises orthodoxes, en vous inspirant un amour ardent pour le Très-Haut, pour sa sainte église, pour toute vérité, pour toute bonté et pour tout progrès.

* *

T. Philippoff est mort ! Son pieux et noble cœur, toujours imbu de l'amour de la vérité et du bien, a cessé de battre. Mais ces œuvres sont immortelles et son illustre nom ne mourra jamais dans la conscience de l'orient hellénique qui doit garder de lui à tout jamais un bon souvenir.

Une de ses plus graves préoccupations, un de ses plus ardens vœux était de rendre aux Saints lieux de l'orient orthodoxe les biens qui leur appartenaient en Bessarabie et qui furent confisqués par le gouvernement russe en 1873. T. Philippoff travailla, en vue de ce résultat, sans relâche pendant toute une série d'années.

Affrontant les dangers qui sont inhérents à la défense ouverte d'une pareille question, se présentant comme le seul défenseur du droit des églises d'Orient dans cette question, le regretté défunt travailla sans répit en faveur du but poursuivi, c'est-à-dire en vue de rendre aux saintes églises ce qui leur avait été injustement enlevé. Il consacra dans cette œuvre

toute son âme, et, finalement, après une lutte ardente et difficile qui dura plusieurs années, il réussit et obtint, s'étant adressé par lettre particulière à l'Empereur lui-même, que la revision de toute cette question fût donnée par un décret du très fidèle empereur Alexandre III.

Le regretté homme d'État n'a pas permis de son vivant la publication de son mémoire. Désirant éviter la possibilité de conséquences désagréables. Mais maintenant que ses œuvres, ses efforts et ses ouvrages n'appartiennent qu'au juste jugement de l'histoire, nous publions ci-dessous la lettre adressée à l'Empereur ainsi que son mémoire, appelant l'attention du lecteur sur ce fait que ces documents d'une si grande importance étaient destinés par leur auteur non pas à la publicité mais à l'Empereur lui-même. Ce fait leur donne encore plus d'importance puisque chaque mot renferme une vérité et exprime la sincérité et chaque fait est exposé avec une entière précision historique. On doit en outre tenir compte que l'auteur de ces documents n'est pas un publiciste ou un écrivain cherchant des mots et des phrases à effet sans se soucier, d'aucune façon, de la vérité, mais bien un homme d'État, un ministre, un vieux conseiller de l'Empereur de toutes les Russies à qui le langage de la vérité seule, s'adressant à l'Empereur, s'imposait. Depuis la première jusqu'à la dernière ligne, en effet, son éminent rapport est inspiré par la notion seule de la vérité, de l'amère vérité.

1892

MÉMOIRE

SUR LES

BIENS EN BESSARABIE

DES ÉGLISES ORTHODOXES D'ORIENT

LETTRE

du contrôleur impérial Tertius Philippoff
à S. M. l'empereur de toutes les Russies

Sire,

Le mémoire sur les biens en Bessarabie des églises orthodoxes d'Orient, a été renvoyé par moi à une délibération spéciale du conseil des ministres, fixée par décret impérial, en vue d'une réforme des dispositions arrêtées de 1873 à 1876, relatives à la soumission des biens en question à la direction gouvernementale.

La gravité extraordinaire de la question agitée et les dangers qui s'ensuivront inévitablement en cas d'une fausse solution, m'ont fait oser soumettre déjà mes vues et les résultats de mes recherches à l'approbation de votre Majesté. Mon but est de présenter mon opinion telle quelle, avec exactitude et clarté, à votre jugement, sans que celui-ci soit obscurci par les nombreuses discussions et controverses. Les mesures de 1873-1876 furent prises dans un moment de colère injuste contre les saintes églises d'Orient, afin de défendre l'apostasie religieuse bulgare, qui alors apparaissait devant l'opinion publique de presque toute la Russie, sous un voile trompeur et

séduisant et qui maintenant seulement, que les faits accomplis nous ont instruits et nous ont ouvert les yeux, apparaît sous toute sa nudité répugnante. Encore est il qu'aujourd'hui même, l'opinion publique n'a pas compris tous les caractères de cette question fatale et compliquée.

Suivant de près, pendant trente-cinq ans, l'évolution de cette question, et ayant gardé dans ma pensée, pour en comprendre l'esprit, un attachement inébranlable aux saintes traditions de notre histoire, je ressens dans l'accomplissement de mes obligations un devoir impérieux, qui me donne le droit de comparaître devant Votre Majesté avec les résultats de mes pensées, fruit des préoccupations si multiples relatives exclusivement au rétablissement de la paix et de la prospérité des saintes églises de Dieu ébranlées, avec notre complicité, dans leur base. La sincérité stricte, que je considère comme indispensable dans toutes les occasions de ma vie, et à plus forte raison dans des affaires d'une si haute importance, exige, dans l'exposé de mes pensées, une franchise complète, excluant toute réticence intentionnée et toute idée douteuse. Si l'on veut voir dans ma franchise une certaine brusquerie, j'espère qu'on me l'excusera pourvu qu'on pense à notre dicton populaire : « La vérité est amère, mais elle plait à Dieu ».

De Votre Majesté etc.
T. PHILIPPOFF.

**T. Philippoff, mémoire sur les biens en Bessarabie
des églises orthodoxes d'Orient.**

La quantité et la qualité des droits des lieux saints, du Mont Athos et des autres institutions saintes de l'Orient Orthodoxe, sur les biens leur appartenant en Géorgie et en Bes-

sarabie, se trouvent uniformément et clairement déterminées dans toute une série d'ordonnances gouvernementales rapportées dans l'enquête faite par le secrétariat en chef du conseil des ministres.

Après l'annexion de la Bessarabie à la Russie, en 1812, au moment de la fixation même de la circonscription de Bessarabie, la question fut agitée de savoir si l'article 7 du traité de Bucarest, fixant et sanctionnant les droits de propriété des particuliers sur les biens immobiliers se trouvant dans cette circonscription, devait s'étendre aux biens des monastères en Bessarabie. La question fut résolue en 1817, par décret impérial, de la façon suivante :

« Les biens possédés par les monastères ne sont soumis à aucune exception (Il s'agit des droits fixés par l'art. 7) et, *en vertu du traité, ils jouissent de la même liberté que celle qui a été donnée aux autres propriétaires particuliers* ».

« Toute application du traité, pouvant détruire cette confiance si juste et si nécessaire (relative à la défense des droits de propriété) est foncièrement contraire aux intentions de Sa Majesté ».

« L'échange des biens monacaux, d'après l'usage traditionnel, a eu lieu, de tous temps, dans ces lieux, librement et sans entraves. Mais, afin de maintenir les règles ecclésiastiques, on exige que ces conventions soient permises *seulement avec l'assentiment et sous la sanction canonique de la suprême magistrature spirituelle dont dépendent les biens monacaux en question*; la signature du supérieur, ou préposé, qui ne peut de sa propre autorité aliéner ou échanger ces biens, ne suffit pas ».

Ce décret impérial, d'après le témoignage du ministre des affaires étrangères, *forme la première base du droit des monastères en Bessarabie* (p. 2 et 3 de l'Enquête).

Les droits des institutions saintes d'Orient, fixés par cet acte, sur la propriété de ces biens, furent pieusement conservés, et ne furent violés que par l'évêque Gabriel, qui tenta

de s'approprier le couvent de Cyprien avec ses possessions, mais ils furent ensuite complètement rétablis, ainsi qu'il est exposé en détail dans l'enquête (p. 4-6).

Les réglemens et lois faits après l'annexion des biens monacaux à la Russie, d'après le témoignage du ministère, n'ont porté aucune atteinte aux droits fondamentaux des monastères en Orient, sur la pleine possession, soustraite à toute influence étrangère. A côté de la mention de cette défense tutélaire de ces droits incontestés et illimités, le ministère des affaires étrangères, n'a pas passé sous silence les raisons qui, en dehors du sentiment naturel et forcé de l'honneur de l'État, ont guidé, en cette question, le gouvernement russe, qui a toujours cherché, ainsi que le dit le ministère, à soutenir, de son mieux, la grandeur de l'église orthodoxe en Orient; le gouvernement russe accordant aux monastères les droits déclarés, prévoyait que, *de cette façon, il assurait le contact avec nos coreligionnaires à l'étranger et il augmentait l'importance de notre influence salutaire en Orient.*

Le haut gouvernement n'a jamais voulu se départir de cette haute conception, seule exacte, de ses rapports avec les biens monacaux et avec les autorités spirituelles les possédant, malgré les efforts réitérés et soutenus des autorités locales, qui, se fondant sur les abus et désordres constatés dans l'administration de ces biens, plaidaient en faveur de leur adjonction à l'administration du trésor public. Le gouvernement, tout en reconnaissant le bien fondé de ces plaintes contre la mauvaise administration des monastères, repoussait définitivement toutes les tentatives de cette sorte, et par son refus soutenait, en quelque sorte de nouveau, de plus en plus, d'une part, la plénitude et l'inviolabilité des droits de propriété, reconnus une fois pour toute en faveur des institutions saintes d'Orient, et de l'autre sa décision irrévocable de défendre ces droits contre toute tentative.

C'est ainsi que, lorsqu'en 1819 le général Hermoloff, dans un mémoire adressé à l'empereur Alexandre I, relatif aux abus

et désordres constatés par lui dans l'administration des biens des lieux saints et du Mont Athos, montra la nécessité de soumettre ces biens à la compétence du Trésor public, et d'envoyer leurs revenus directement aux patriarches de Constantinople et de Jérusalem, l'empereur Alexandre I, tout en reconnaissant l'utilité d'une pareille mesure, décida *qu'il serait incompatible avec la dignité de l'empire de procéder à son exécution, sans demander l'assentiment des autorités spirituelles qui ont des droits légaux sur ces biens, c'est-à-dire des patriarches de Constantinople et de Jérusalem.*

A une demande expresse, faite à propos de la mort tragique du patriarche Grégoire V. il a été répondu par le patriarche de Jérusalem seul, et encore d'une façon négative; la proposition du général Hermoloff en effet avait été considérée comme inadmissible et comme équivalente à une aliénation complète de la propriété, ce qui, d'après l'expression du patriarche, aurait été contraire à l'ordre jusque là établi, et aurait eu pour résultat l'abolition non seulement des bulles d'or en vigueur et des autres documents, mais encore d'autres décisions des patriarches de Jérusalem précédents qui défendent complètement, sous quelque forme que ce soit et par n'importe quel moyen, l'aliénation de telles propriétés.

Après l'examen de cette affaire au conseil d'État *les biens en question non seulement furent laissés intacts, mais encore ils furent protégés à l'avenir contre toute confiscation d'où qu'elle puisse venir.*

En 1829 la même question, agitée par le comte Paskevitz, fut soumise au très saint synode qui, considérant :

1) L'opinion de Sa Majesté, d'après laquelle il est incompatible avec la dignité de l'Empire de procéder à de pareils ordres, sans demander l'assentiment de ceux qui ont des droits légaux sur ces biens, 2) que la réponse reçue du patriarche de Jérusalem est absolument contraire à la proposition du général Hermoloff, 3) que, conformément à une

décision du très saint synode et à l'avis du conseil d'État sanctionné par décret impérial, les biens en question non seulement furent laissés intacts, mais furent protégés à l'avenir contre toute confiscation, et, 4) que l'autorité sacerdotale russe n'a pas le droit de se mêler des affaires de l'église grecque indépendante, et que la moindre ingérence peut engendrer entre elles un certain refroidissement ou même un certain dissentiment, décida, sans prendre aucune décision relative à la soumission des biens en Géorgie de l'église grecque (des églises orthodoxes d'Orient) à la compétence du Trésor public, de laisser le comte Paskevitz se référer seul à l'empereur, ce qu'il n'a pas osé faire.

En 1834 le gouverneur général de la Géorgie baron Rosen malgré le double échec de ses prédécesseurs, renouvela leur tentative avec beaucoup de persévérance, soutenant leur opinion relative à la soumission au Trésor public des biens monacaux en Géorgie.

Le ministre des affaires étrangères, à qui avait été soumise la proposition du baron Rosen, soumettant la question à l'empereur, a émis sa propre opinion suivant laquelle il ne conviendrait pas au droit et à la dignité de l'État de priver les monastères des lieux saints et du Mont Athos *de la propriété qui leur avait été concédée par diverses personnes et qu'ils possédaient de tous temps*. Le ministre se conformait particulièrement à la haute volonté impériale, déjà manifestée sur ce sujet, relative à l'inviolabilité de ces biens et à leur préservation, à l'avenir, contre toute espèce de confiscation.

Sa majesté impériale a bien voulu, le 9 février 1835, ordonner qu'il soit déclaré au baron Rosen de laisser intacts tous les biens appartenant aux monastères étrangers dans la circonscription transeucasienne.

En 1858, le gouverneur du Caucase prince Variatinsky, plaidant de nouveau en faveur de l'adjonction au trésor public des biens monacaux en Géorgie, donna l'occasion, encore une fois, au haut gouvernement, sous un nouveau règne, d'ex-

primer sur la question une opinion conforme, en tous points, aux avis déjà émis précédemment.

Le ministère des affaires étrangères a rejeté cette demande renouvelée, en se fondant sur les raisons suivantes : 1) Les propositions du prince Variatinsky relatives à la soumission au trésor public des biens monacaux furent provoquées par les mêmes abus qui donnèrent lieu à des demandes analogues de la part des précédents gouverneurs généraux du Caucase et qui n'ont jamais obtenu la sanction de Sa Majesté. 2) D'après l'avis du ministère des affaires étrangères *les raisons sérieuses qui avaient empêché l'admission de la mesure proposée, non seulement subsistent jusqu'à l'heure actuelle, mais encore par suite des circonstances actuelles, ont pris une importance bien plus considérable*. 3) Les biens que possèdent les lieux saints, dans différentes régions, par suite d'offrandes pieuses, forment la source principale des revenus de l'église orthodoxe en Orient. 4) *Le ministère impérial ne fait que soutenir, de toutes ses forces, le principe de la non-intervention dans l'administration des biens monacaux, contre les tentatives du gouvernement des principautés unies de Moldovalachie de se mêler des affaires des biens monacaux qui se trouvent dans leur territoire. De pareilles tentatives pourraient aboutir dans ces pays à la confiscation intégrale des biens des monastères, aux dépens de l'église orthodoxe d'Orient*. 5) Dans l'état actuel des choses toute violation, faite par nous, des droits des lieux saints sur leurs biens se trouvant en Russie, quoique *peut-être, avantageuse aux monastères*, constituerait un précédent dangereux en faveur de la violation de ce principe en Moldovalachie, que des circonstances très sérieuses nous obligent à soutenir. Et enfin. 6) *Il serait très difficile de violer nous-mêmes, chez nous, le principe que nous défendons hardiment contre toute violation en dehors de notre pays*.

C'est ainsi donc que, par la décision impériale de 1817, qui a mis la première base du droit des monastères étrangers

d'avoir des biens fonciers en Bessarabie, et par les décisions gouvernementales rendues postérieurement (jusqu'en 1858) en vue de raffermir et de développer le décret impérial de 1817, les droits des monastères en Orient furent reconnus comme équivalents aux droits des propriétaires particuliers et ils furent toujours défendus, dans toute leur étendue, avec respect par le gouvernement.

Le droit de pleine et entière propriété fut laissé aux monastères, et souvent sanctionné. Il n'est pas possible de trouver dans une décision la moindre allusion à quelque condition ou obligation pouvant, de quelque façon, gêner ou restreindre ce droit. Toucher, si peu que ce soit, à ces droits là, était considéré comme incompatible avec le droit et la dignité de l'État.

Toutes ces dénonciations, souvent renouvelées, avec instance, des abus et désordres qui avaient été remarqués dans l'administration des biens monacaux et qui donnaient des ennuis à l'autorité locale, se dissipaient en face de ce principe sacré et inébranlable au nom duquel le gouvernement russe défendait l'inviolabilité des droits des églises d'Orient.

C'est en vain que les autorités locales faisaient remarquer que la soumission des biens monacaux au trésor public, le revenu net de ces biens devant revenir, *en entier*, aux propriétaires, devait être avantageuse aux propriétaires eux-mêmes. Toutes ces idées furent pourtant rejetées au nom du même principe suivant lequel sans l'assentiment des autorités spirituelles qui possèdent les biens, le gouvernement russe n'approuvait pas l'admission d'une mesure arbitraire, dût-elle être au profit matériel de ces autorités.

Le simple respect du droit de propriété, consacré par le gouvernement même et officiellement reconnu, serait sûrement une raison suffisante pour un gouvernement qui se respecte, pour ne pas faire attention aux rapports unilatéraux des autorités locales. Mais cette abstention austère et, peut-on dire, respectueuse, de la moindre immixtion dans les droits des

institutions sacrées d'Orient, s'explique par ce fait, que le gouvernement russe, de tous temps, d'après l'expression du ministre des affaires étrangères, luttait, de toute façon, afin de soutenir la grandeur de l'église orthodoxe d'Orient, et d'augmenter, par ce moyen, l'importance de notre influence salutaire dans les affaires d'Orient.

Tel est le sens profond et tel est le but sacré des ordonnances des années 1817, 1819, 1829, 1835 et 1858.

Leur sens général peut-être résumé exactement par le mot de l'éminent ecclésiastique russe :

« Ces biens sont sacrés ; y toucher c'est presque commettre un sacrilège ».

C'est ainsi que les choses se passèrent jusqu'en 1873. A ce moment ce n'était plus les autorités locales mais bien le ministère des affaires étrangères lui-même qui agissait contrairement à ses manifestes officiels, souvent renouvelés, d'après lesquels la moindre atteinte aux droits des couvents en Orient, fût-elle à leur avantage, serait incompatible avec le droit et la dignité de l'Empire, et elle pourrait, par son propre exemple, faciliter et justifier les tendances rapaces du prince Kouza. Contrairement donc à ces manifestes catégoriques et au principe proclamé, le ministère soumit, le 7 Février, une proposition au conseil des ministres, en vue de soumettre les biens monacaux en Caucase et Bessarabie à l'administration du Trésor public. Cette proposition fut sanctionnée par la décision du conseil des ministres, du 9 Mars, sanctionnée par décret impérial.

Tout ce qui concerne l'administration de ces biens, la distribution de leurs revenus et, en général, les conditions de leur état nouvellement créé (p. 83-85 de l'enquête) fut déterminé par des décisions du conseil des ministres, rendus à différentes époques, et notamment par la décision du 21 Mai 1876, sanctionnée par décret impérial.

Comment expliquer ce revirement brusque, cet abandon facile de ces mêmes principes, qui, hier encore, étaient con-

sidérés comme si importants et, apparemment, inviolables? Que s'est-il passé pour que les considérations sur les exigences de la dignité de l'État aient pris une telle direction, et pour que le gouvernement russe soit tombé dans une contradiction avec lui-même sans exemple?

Comme première raison, le ministère des affaires étrangères a invoqué pour justifier les mesures des années 1873-1876, l'observation, déjà connue, des désordres et des abus dénoncés par le général Hermoloff en 1819, le comte Paskevitz, en 1829, le baron Rosen en 1835 et le prince Variatinsky en 1858. Mais si cette raison, à ces dates, était considérée comme n'ayant aucune valeur, comment a-t-elle pris de l'importance et de la valeur pendant les années 1873-1876?

La mesure ne fut pas limitée dans une simple soumission des biens au Trésor public. Cette fois-ci, le ministère des affaires étrangères, et à sa suite les autres ministères intéressés à la question, ont de beaucoup dépassé les propositions des gouverneurs de la Géorgie ci-dessus mentionnés.

Ces gouverneurs, au moins, dans leurs démarches, visaient uniquement à l'établissement d'un ordre meilleur dans l'administration des biens monacaux, et ils laissaient complètement les revenus de ces biens aux autorités spirituelles seules, qui y avaient droit, sans prétendre à une part quelconque de ces revenus. Par les décisions du 21 Mai 1876, au contraire, il fut établi que les deux cinquièmes seulement de ces revenus seraient donnés aux monastères, les deux autres cinquièmes devant rester à la disposition du très saint synode, du ministère de l'instruction publique et du ministère de l'intérieur, pour qu'ils les employassent dans des buts charitables et pour la propagation de l'instruction locale; le $\frac{1}{5}$ restant devait servir à couvrir les dépenses de l'administration, et s'il en restait quelque chose, le ministère de l'intérieur devait l'employer en vue de constituer un capital de réserve pour des besoins imprévus.

Qu'invoque-t-on en faveur d'une telle distribution des reve-

nus? La présomption d'une clause tacite dans les testaments des personnes qui ont légué ou donné ces biens aux monastères, leur incombant l'obligation de secourir les églises locales, les écoles et autres institutions philanthropiques.

Il n'y a aucun document digne de foi dans nos archives gouvernementales sur le point de savoir si tous les monastères sont soumis à de telles obligations ou bien si quelques uns seulement, et en quoi consistent ces obligations, ainsi qu'il résulte des déclarations confuses et contradictoires du ministère des affaires étrangères qui suivent :

« On sait, dit le ministère des affaires étrangères, que *tous* les biens monacaux situés dans les principautés unies et en Bessarabie, font partie du territoire de ces principautés, et qu'ils ont été donnés par les donateurs aux monastères *sous condition*, notamment sous celle de fonder des institutions d'instruction et de charité. *Mais ces conditions ne sont nullement remplies.* »

Le non-accomplissement de ces conditions en Moldavie formait un des principaux prétextes en faveur de la saisie de ces biens par le prince Kouza (v. enquête p. 19). Dans un autre passage le même ministère dit qu'« il n'y a pas de renseignements précis sur le point de savoir quels sont les monastères qui possèdent des biens sous condition ou sans condition; vu que ces conditions se trouvent dans des bulles d'or et des titres que les monastères évitent soigneusement de montrer (loc. cit. p. 12).

« Ces documents, ajoute le ministère, sont soigneusement gardés dans les archives des monastères, et, jusqu'ici, nous sont complètement étrangers et inconnus; se trouvant entre les mains des monastères grecs, ils forment pour eux une arme excellente en vue de la défense de l'inviolabilité de leurs droits. Mais ils ne nous ont jamais servi, et ne serviront jamais peut-être à imposer ces obligations ».

Enfin, il est probable, d'après le ministère, que ces documents manquent complètement : « Des recherches innombra-

bles ont démontré déjà que les documents authentiques ou bien font complètement défaut pour le moment, ou bien... » (v. enquête p. 78).

C'est ainsi que, sans savoir, et sans aucun espoir de le savoir jamais, si dans les testaments il y a pour les monastères d'Orient une obligation quelconque en faveur de qui que ce soit, et, en cas d'une telle obligation, ne sachant pas quels monastères seraient soumis à cette obligation et dans quelle mesure et en vue de quel besoin, en un mot, se trouvant dans une ignorance complète des choses et sans avoir demandé aux propriétaires les explications nécessaires en présence d'une question aussi compliquée et si obscure, on a considéré comme *juste* de mettre tous les monastères sur le pied d'égalité et de leur enlever plus de la moitié, sans exception, de leurs revenus, aussi bien des monastères qui, par hypothèse, étaient soumis réellement à de telles obligations que de ceux qui étaient libres de tout espèce d'obligation. (De tels monastères existaient d'après le témoignage du ministère des affaires étrangères lui-même. v. enquête p. 12).

La question suivante se pose maintenant: Quand, en 1817 le gouvernement russe reconnut pour la première fois le droit des monastères en Orient à la propriété immobilière en Bessarabie, considérée comme possession russe, avait-il pris en considération les testaments, les bulles d'or et les actes de disposition en vertu desquels les monastères étaient entrés en possession des biens dont ils étaient propriétaires par testament ou par donation?

Il est impossible de répondre directement à cette question. Et d'abord, si le gouvernement russe a pris en considération ces documents, il a reconnu le droit de propriété des monastères dépourvu de toute obligation; il est alors évident que le contenu des testaments ne présentait aucun obstacle à cela. Si, au contraire, le gouvernement n'a pas pris en considération ces documents, il est évident qu'il n'a pas fondé sur

ceux-ci les droits des fondations saintes et les conditions de la propriété de ces biens.

Quoiqu'il en soit, dans l'espace de 56 années, de 1817 à 1873, le gouvernement russe n'éleva aucune prétention contre les monastères en Orient, au nom de ces documents; le gouvernement fondait leurs droits non pas sur ces documents, mais bien sur ses propres décisions, non contradictoires et bien précises, ainsi qu'il résulte des témoignages du ministère des affaires étrangères lui-même:

« Le droit de propriété et de possession de biens immobiliers en Russie, droit absolu, *concédé par le gouvernement russe aux monastères situés à l'étranger*, en vue de protéger l'Orthodoxie, *ne peut, en aucune façon et dans aucun cas être transmis, ni totalement, ni partiellement, par les monastères, à qui que ce soit.* » (enquête p. 28).

Afin d'expliquer ce zèle manifesté dans l'exécution minutieuse des testaments et des conditions qui, par hypothèse, s'y trouvent, on invoque l'argument suivant: « En Moldavie, le non-accomplissement des conditions a servi de principal prétexte au prince Kouza dans la confiscation des biens qu'il a faite. » (p. 19). Mais le prince Kouza était rapace et brigand, ayant besoin de prétextes et de justifications, pour trouver n'importe quelle explication, fût-ce mensongère, de ses confiscations immorales qui ont toujours provoqué le mécontentement du gouvernement russe; de telle façon que l'invocation de cet exemple dans cette question, doit être attribuée à un malentendu ou bien à un prétexte.

En tout cas, s'il y avait une raison quelconque pour exiger, au nom de l'intégrité des testaments, l'exécution des obligations qui, par hypothèse, grèvent les biens, nous ne pourrions exiger que l'accomplissement des obligations seulement qui sont clairement fixées dans les testaments. Imposer, au contraire, l'exécution de ces obligations à tous les monastères, en bloc et sans distinction, c'est bien plus aller contre l'esprit

des testaments que ne le ferait le refus des monastères d'accomplir les conditions imaginaires.

L'action du ministère des affaires étrangères, dans le cas présent, ne s'explique pas par l'intérêt de l'exécution exacte des testaments; ce qui le prouve d'une façon éclatante c'est son intention d'employer, de sa propre autorité, une partie des revenus enlevés aux monastères, en faveur de la Bulgarie et d'autres pays slaves, de l'Orthodoxie et de l'humanité, alors que la moindre mention n'est faite, ni de la Bulgarie ni d'un autre pays slave quelconque, dans les testaments; et elle ne pouvait être faite, car les fidèles testateurs donnaient et accordaient non pas à des races et à des nations, mais bien aux institutions saintes d'Orient. Mais ce qui est vraiment étonnant c'est que, accordant une part des revenus enlevés aux églises orthodoxes à la Bulgarie séparée d'elles et se trouvant en apostasie manifeste, on se figurait de cette façon, « servir les intérêts de l'Orthodoxie. »

D'ailleurs, si nous nous préoccupions réellement de l'exécution stricte des testaments, il pourrait arriver ce qui s'est passé sûrement de 1873, au moins, jusqu'au 3 Avril 1876, c'est à dire le fait que « la plupart des propriétaires n'avaient rien reçu de leurs revenus. » (v. Enquête p. 73). Le Chancelier de l'Empire lui-même s'en était plaint, dans sa proposition du 3 Avril 1876 au conseil des ministres, mais sans désigner ceux qui en avaient été la cause. De ce qui précède nous pouvons conclure, sans tomber dans une erreur de logique, que, ni les désordres et abus dans l'administration par représentants des biens monacaux, ni la précaution d'une stricte exécution des testaments, n'ont été la vraie cause des mesures prises par le gouvernement russe, pendant les années 1873-1876.

Mais alors où faut-il chercher les vraies causes de ces mesures?

Ces causes ne se trouvent pas exposées directement dans les procès-verbaux présentés dans l'Enquête; il y a, cependant,

quelques allusions cachées mais compréhensibles; la date d'ailleurs de 1873 montre clairement ces causes, date à laquelle les idées du gouvernement russe sur les droits de propriété des saintes églises de Dieu changèrent brusquement et une certaine violence à l'égard de cette propriété, jusqu'à cette époque défendue avec respect par le gouvernement impérial, se fit jour.

L'ex-commissaire impérial auprès du Saint-Synode, comte Tolstoï, approuvant la proposition du ministère des affaires étrangères de soumettre les biens monacaux à l'administration du Trésor public, se référait à l'attitude prise par le clergé grec en Orient, et aux dissentiments provoqués, et il supposait que *cette mesure non seulement n'affaiblirait pas, mais, au contraire, fortifierait l'influence de notre gouvernement en Orient*; parce que, d'un côté, le paiement d'une indemnité fixée proportionnellement aux revenus nets des biens, ne diminuerait pas les ressources des monastères, et de l'autre côté, le gouvernement aurait toujours une liberté et un pouvoir absolus de garder ces ressources, en cas de troubles en Orient, jusqu'au rétablissement de l'ordre (Enquête, p. 46 et 47).

Le commissaire impérial auprès du Saint-Synode n'est qu'une personne servant d'intermédiaire entre les autorités gouvernementales et l'autorité spirituelle en Russie qui, d'après son propre aveu, n'a pas le droit de s'immiscer dans les affaires de l'église grecque indépendante et qui, en 1829, refusa de prendre part à l'œuvre de l'adjonction des biens monacaux à l'administration du Trésor public; *car elle craignait que la moindre immixtion ne produisît un certain refroidissement ou même un certain dissentiment entre elles*. C'est pourquoi l'avis du comte Tolstoï doit être considéré comme une opinion personnelle, absolument contraire à l'opinion de l'église russe, et par conséquent dénuée de toute importance. Étant donné, pourtant, que cet avis fut compris parmi les avis des autres autorités gouvernementales, il nous était impossible, dans le cas présent, de le passer sous silence. Cet avis, déjà contraire

à la voix de la suprême autorité spirituelle de la Russie, se trouve aussi aux antipodes de l'opinion, clairement exprimée et ci-dessus mentionnée, de l'autorité politique de la Russie.

Le Gouvernement russe a toujours cherché à augmenter notre influence *bienfaitrice* sur les affaires d'Orient non pas en portant atteinte à la propriété des églises d'Orient, ni en retenant les ressources qui leur appartiennent jusqu'à nouvel ordre, mais bien en s'abstenant complètement de toute entreprise contre ces biens et en défendant, de toute façon, la grandeur de l'église orthodoxe en Orient. S'il est vrai que, d'après l'opinion de l'autorité temporelle de la Russie, fondée sur les traditions sacrées de l'histoire et de tous temps dominante, son influence salutaire en Orient découlait de son intérêt pour la grandeur de l'église orthodoxe d'Orient, et qu'un des moyens de soutenir cette grandeur était le respect strict des droits de propriété de cette église, il est évident que la violation de ces droits considérés comme inviolables devait entraîner, ainsi que cela a eu lieu, l'humiliation de l'église orthodoxe, l'amoindrissement de notre influence en Orient, et, ce qui est plus sérieux, le changement capital du caractère de cette influence.

Par l'attitude spéciale que le clergé grec avait prise en Orient et les dissentiments provoqués ici, le comte Tolstoï entendait manifestement la décision du synode de Constantinople en 1872 qui a clos l'histoire de l'apostasie religieuse des bulgares et qui fut immédiatement suivie (au commencement de 1873) des ordonnances du gouvernement russe, sur les biens des églises orthodoxes d'Orient. Là se trouvait réellement la vraie cause de ces ordonnances. Voilà pourquoi on ne saurait comprendre leur vrai sens que si l'on a bien compris les causes, le caractère et le but de cette révolte fatale des bulgares contre le Trône œcuménique dont le résultat, pour notre chagrin et la joie de nos ennemis et rivaux, était l'ébranlement de toute l'église d'Orient, le dérangement de notre affinité spirituelle avec tous les trônes patriarcaux orthodoxes, l'apostasie de tout un peuple de l'église, la perte d'une grande partie de notre in-

fluence politique sur les affaires de la péninsule des Balkans, correspondant à une augmentation d'influence pour les puissances qui nous sont hostiles et à la création d'un monstre politique par des sacrifices innombrables et par le sang sacré du peuple russe, d'un monstre insultant sans vergogne nos bienfaits.

II.

Il existe une opinion très répandue chez nous, suivant laquelle la principale et presque la seule cause de l'agitation bulgare seraient les irrégularités et les abus de l'administration du patriarcat dans les provinces bulgares, la violation des droits naturels de la nation bulgare dans l'église aussi bien que dans l'école et ailleurs.

La première éruption de la colère bulgare contre le patriarcat se fit jour dans la presse russe, en 1858, quand, dans le *Moniteur russe* parurent des articles du bulgare Dascaloff, pleins d'amertume, qui ont donné le change à l'opinion publique en Russie dont la légèreté coupable est maintenant manifeste, après les événements.

Quel était l'accusé devant nous et quel était l'accusateur ? Comme accusateur se présenta l'aventurier bulgare, personnage inconnu et vulgaire, semblable aux apôtres actuels de la Bulgarie, personnages sans nom, sans conscience et sans honneur. Qui poursuivait ce bizarre procureur du roi ? Une des églises saintes de Dieu, celle qui est la première, en matière d'honneur, la mère de l'église russe, celle qui l'a nourrie, et par elle toute la nation russe, par ces principes saints et par ces traditions saintes grâce auxquels la Russie reste jusqu'ici et restera à l'avenir debout, leur étant fidèlement attachée ; cette église dont sortirent ces immortels frères de Salonique, les éducateurs de toute la race slave, qui, grâce à leur merveilleuse traduction, ont donné à notre langue la profondeur in-

finie de l'enseignement ecclésiastique et la grandeur de la poésie ecclésiastique. A l'égard de cette église, pour ses bienfaits spirituels sans nombre, toute la Russie, depuis l'empereur jusqu'au dernier paysan, s'est habituée, pendant plusieurs siècles, à se comporter avec respect et à compatir à ses maux et à ses privations. Par le lien avec cette église, ainsi qu'avec les autres trônes patriarcaux, notre dévouement au dogme orthodoxe se conserve et se détermine.

Et, pourtant, une institution si haute et si sacrée, liée avec nous par les solides liens de même religion et de bienfaits réciproques, destinée à vivre avec nous dans un lien intellectuel perpétuel, fut poursuivie par le premier venu, et nous autres, nous nous sommes prononcés contre elle, sans avoir seulement pris le soin d'entendre d'abord ses explications; nous les avons négligées d'ailleurs, quand elles furent données. Telle était cette époque-là, tels étaient ces temps troublés, qui, grâce à Dieu, sont déjà passés, mais qui laissèrent des traces ineffaçables dans toutes les branches de notre vie politique et sociale et même religieuse. Nos esprits, jusqu'à l'heure actuelle, sont souillés par le venin des calomnies portées contre l'église d'Orient. Les événements déroulés devant les yeux du monde entier devaient nous ramener à la raison et nous faire comprendre que le désordre des affaires ecclésiastiques en Orient n'était qu'un simple prétexte pour justifier les troubles ourdis, et que les chefs de la révolte bulgare ne se préoccupaient nullement du bon ordre dans les affaires ecclésiastiques. Nous ne pouvons, au contraire, jusqu'à l'heure actuelle même, nous débarrasser complètement des préjugés qui remplissent nos esprits et nous n'abandonnons pas l'habitude perverse de calomnier le clergé de nos églises orthodoxes, nous appropriant un jugement, qui ne nous convient pas, sur des frères qui, d'après les volontés de Dieu, ont passé des siècles entiers d'un lourd esclavage et qui, au milieu de souffrances, ont pu conserver intact le dépôt de la foi qui leur était confié. Nous n'avons pas honte d'ajouter à leurs plaies de nouvelles blessures, qui, por-

tées par des mains fraternelles, sont mille fois plus lourdes et plus graves que celles qu'ils reçoivent de leurs ennemis qui sont aussi les nôtres.

Des abus et des désordres! Mais, où donc y a-t-il, sous le soleil, une société et une vie dépourvues de tout désordre et de tout abus? Où donc se trouve ce pays de cocagne où il n'y aurait ni injustices ni injures? Qui saurait jamais montrer un gouvernement exempt de tout reproche? Ces phénomènes regrettables, qui sont innés à la vie de toutes les sociétés humaines, ne donnent pas encore le droit de se soulever contre l'autorité établie, et ne peuvent servir de justification à la révolte. Ordinairement ces faits sont invoqués par tous les apôtres de l'anarchie et de la dévastation en vue de leur justification. Si nous pensions comme eux, nous devrions jeter le monde entier dans un tourbillon de bouleversements, et proclamer comme loi fondamentale de toute vie sociale, le mouvement perpétuel révolutionnaire (*perpetuum mobile*). Si ce moyen défectueux était appliqué pour peindre l'état actuel de nos propres affaires ecclésiastiques, les figures noires et blêmes des tableaux de Dascaloff pâleraient peut-être devant cette peinture.

Personne n'a soutenu, moi moins que tout autre, qu'il fallait supporter un tel état de choses et ne pas chercher le moyen d'en sortir. Mais il n'en est pas moins vrai que je ne saurais considérer cet état comme une justification suffisante d'un bouleversement violent de l'administration ecclésiastique et d'une apostasie.

L'état lamentable des choses ecclésiastiques dans l'Orient orthodoxe n'est pas quelque chose de nouveau, étant de tous temps connu de tout le peuple russe, de ses fidèles rois et prélats. Ils en savaient même les causes cherchant, autant que cela dépendait d'eux, à l'améliorer et ils auraient considéré comme un péché grave de l'aggraver par des reproches lâchement cruels, ainsi que s'exprime Chomiakoff.

Mais, en laissant de côté ou plutôt en réduisant à leur juste

valeur ces causes et ces prétextes, où faut-il chercher les vraies causes du dissentiment bulgaro-ecclésiastique ?

Il y a vingt-deux ans j'avais donné à cette question la réponse suivante :

« Le différend gréco bulgare, quelles que soient les raisons qui l'ont, pour la première fois, engendré, était, sans contredit, depuis longtemps préparé, et quand, après, il se transforma en une hostilité internationale ouverte, il était soutenu, et l'est jusqu'à présent, par les soins amicaux des ennemis communs de l'orient orthodoxe, des musulmans, des catholiques et des protestants, qui cherchent, grâce à cette division, la satisfaction de leurs intérêts sordides. Ils l'emportent de beaucoup sur les alliés et amis de l'orthodoxie, par le nombre, la richesse des moyens matériels, la connaissance claire de leurs propres buts et l'union en vue de leur succès ».

« Cette action seule, ininterrompue et habilement calculée, de mauvaises forces contre la liberté et le bonheur de nos coreligionnaires en Orient, et le manque d'une réaction énergique et sagace, *fût-ce minime*, contre ces forces, peuvent nous donner la vraie explication de ce phénomène si regrettable d'un différend, au commencement contenu dans des limites si étroites et par conséquent facile à résoudre, prenant après des dimensions redoutables. A l'heure qu'il est, ce différend n'est point du tout calmé, mais de jour en jour il s'aggrave davantage, et, à moins que les choses ne prennent une direction inattendue, il risque d'aboutir à un grand et irréparable désastre pour les parties hostiles, pour la Russie et pour l'église tout entière. »

« Il est très difficile de fixer exactement la date de la naissance du conflit gréco-bulgare. Nous pouvons dire, néanmoins, sans crainte de nous tromper, que ce différend fut tracé d'avance par la renaissance de la nationalité bulgare, dont le principe, d'après les souvenirs des personnes vivantes encore, fut posé par les travaux scientifiques de Venelina et dont le résultat inévitable devait être la rupture des relations de cette nation

avec la nation grecque qui, par le cours normal des choses, avait atteint une supériorité complète sur la nation bulgare aussi bien que sur les autres peuples qui se trouvent dans l'empire turc ».

« On attribue ordinairement la suprématie des Grecs, en leur en faisant un reproche, à des conquêtes, dues à l'amour du gain et à l'ambition, grâce auxquelles les autres peuples de même religion habitant l'empire turc ont perdu les derniers restes de leur indépendance, et ils ont ainsi subi, outre le joug musulman, la dure soumission aux Grecs, à un peuple, de même religion, il est vrai, mais de race différente et orgueilleux à leur égard. »

Tout en n'entendant pas défendre les côtés faibles du caractère du peuple grec, dont nous le verrions avec plaisir se débarrasser, nous croyons néanmoins que, ramener tout aux appropriations seules des Grecs, quand il s'agit d'expliquer l'état de choses créé chez les chrétiens en Turquie, c'est quelque peu contraire aux exigences d'un bon jugement historique de ce phénomène. On sait que le conquérant de l'empire grec Mahomet II, avait considéré comme nécessaire, d'après ses calculs politiques, de diviser administrativement les peuples soumis de la péninsule balkanique, non pas d'après leurs origines de race mais bien d'après leur religion ; c'est ainsi qu'il a réuni tous les sujets chrétiens appartenant au dogme orthodoxe en un tout, sous le nom de Roum-milleti (peuple romain ou grec), et qu'il a établi comme chef de ce peuple artificiellement constitué, le patriarche de Constantinople qui, depuis lors, est considéré comme le représentant des populations orthodoxes en Turquie vis-à-vis de la Porte.

Les avantages inhérents à la dignité de patriarche de Constantinople, qui est d'origine grecque, devaient, naturellement, contribuer à la consolidation de la situation exceptionnelle des Grecs parmi les peuples orthodoxes de la Turquie. Cette situation tenait d'ailleurs à d'autres causes encore et surtout à leur supériorité intellectuelle incontestable sur les peuples voi-

sins des Balkans, pauvres en matière d'instruction, et non seulement sur ces peuples, chez qui, même à l'époque de leur indépendance politique, l'histoire ne rencontre que des rudiments d'instruction pris aux Grecs eux-mêmes, mais encore sur toute l'Europe d'alors.

Il est universellement connu que la dispersion des Grecs à travers l'Europe occidentale, après la chute de Byzance, a produit ce mouvement intellectuel qu'on appelle, dans l'histoire moderne, *Renaissance* et que, de cette façon, le peuple grec, deux fois déjà, d'abord à l'antiquité païenne et puis pendant les premiers siècles du christianisme, ayant occupé la première place dans le mouvement intellectuel de tout le genre humain, a rendu, encore une fois, au monde de grands services, par la création du mouvement intellectuel qui avait envahi toute l'Europe occidentale, et, grâce aux germes qu'il portait, par la fertilisation de son riche et favorable terrain. On sait encore que ce n'est qu'après des siècles d'une persécution barbare et incessante contre laquelle ne le préservait, à ce qu'il paraît, que faiblement sa situation relativement privilégiée, que le peuple grec finit par perdre, toutefois non pas aussi complètement que les autres peuples de Turquie de même religion que lui, son instruction ; il se trouva ainsi dans la nécessité de la reconquérir par de nouvelles et grandes luttes.

Ces qualités des Grecs, indépendamment de la position accordée à leur chef spirituel, leur ont frayé la voie de la participation aux affaires gouvernementales, ce qui leur donnait l'occasion d'offrir à la Porte, dans des moments difficiles, des services importants et d'obtenir en même temps quelques immunités et privilèges, dont étaient complètement privés les autres peuples de même religion qui n'étaient pas en relations directes avec le gouvernement turc.

Il serait fort étrange de reprocher aux Grecs de n'avoir pas abandonné leur position exceptionnelle créée par le cours normal des choses, comme s'ils devaient, au nom du principe abstrait de l'égalité des nations, renoncer à ces privilèges et à

ces avantages que le conquérant avait donné à leur nation, pour servir ses propres buts, et qui formaient en outre (et l'on doit avoir ceci toujours sous les yeux) le seul rempart de l'église contre les entreprises de la Porte qui se sont fait jour immédiatement après la conquête et qui continuent jusqu'à ce jour.

C'est ainsi que ce qui est donné aujourd'hui, avec une surveillance incompréhensible envers le peuple grec si glorieux et si étroitement lié avec nous et si dévoué, à l'avidité de ce peuple qui a englouti les peuples ayant des rapports avec lui, s'explique avant tout par la vigueur spéciale du peuple grec, qui seul pouvait résister à la violence séculaire des barbares, se sauver, au milieu de tant d'épreuves, et conserver, pour lui et ses coreligionnaires, intact et pur le dogme qui lui avait été particulièrement confié. Les Grecs ont soutenu une lutte séculaire non seulement contre la rude violence des turcs, mais encore contre la fine diplomatie de l'Europe occidentale qui chercha, par tous les moyens à sa disposition, légaux et illégaux, à soumettre à son influence l'Orient orthodoxe. Ce petit peuple, opprimé de tous côtés, dans cette lutte à forces inégales, n'a jamais été vaincu et il n'a pas abandonné son haut drapeau. Cette lutte séculaire constitue la gloire immortelle des Grecs, écrite avec de superbes et ineffaçables lettres sur les pages de l'histoire, et leur donne le droit incontesté à une éternelle reconnaissance de la part du monde orthodoxe, comme ayant été les combattants habiles et solides pour la religion commune. Si les Grecs se sont appropriés quelque chose conformément au droit qui appartient à n'importe quel autre peuple de même religion, nous devons avant de porter un jugement sur ce phénomène, prendre en considération ce fait que, à des époques de calamités communes, qu'il s'agisse de peuples ou d'individus, la loi de la conservation acquiert une valeur particulière et s'applique à l'exclusion de toute autre, ainsi que la maxime : sauve qui peut, qui, bien qu'immorale en soi, ne permet pas d'accuser celui qui, sur le point de se noyer,

ne tend pas la main à son frère qui se noie à côté de lui. Et si, dans cette lutte, le caractère national des Grecs a perdu une part de sa pureté morale, il ne s'ensuit nullement que nous ayons le droit, à cause de cela, de tomber dessus et d'aboyer d'une façon toute inconvenante. Nous aurions pu, tout simplement, laisser ce soin à nos ennemis communs, dont la haine contre ce peuple s'explique complètement non pas par ses défauts (si les Grecs étaient leurs alliés en Orient, ils ne sauraient assez manifester leur admiration pour eux), mais par leurs propres échecs dans leurs entreprises contre l'indépendance spirituelle de nos coreligionnaires. A nous autres, il conviendrait d'agir tout différemment à l'égard de ce peuple, d'autant plus qu'il ne doit pas y avoir une seule et même mesure pour le libre, qui agit comme il veut, et l'esclave, qui agit comme il peut. L'esclavage, aussi bien de l'individu que de tout un peuple est, en général, une mauvaise école de moralité, et entraîne inévitablement la perte de plusieurs bonnes qualités de la nature humaine.

» Ἡμῶν γὰρ τ' ἀρετῆς ἀποαίνονται εὐρύοπα Ζεὺς
 « Ἀνέρος εὖτ' ἂν μιν κατὰ δούλιον ἦμαρ ἔλῃσι ».
 ('Οδυσ. P, 322).

C'est ainsi que, après la renaissance de la nation bulgare, Grecs et Bulgares devaient inévitablement avoir des comptes à se rendre. Pour nous autres, c'était d'une haute importance d'épier le moment propice, et, en s'appropriant la question, de la faire aboutir d'une façon satisfaisante pour les deux parties, en même temps qu'agréable à nous-mêmes et à l'orthodoxie tout entière. Nous avions tous les moyens à notre disposition pour influencer ainsi la marche des choses. Le prestige de la force de la bienveillance était alors sans bornes; il n'y avait pas longtemps que notre armée était près des murs de Constantinople même et elle s'était arrêtée dans sa marche triomphante; la Porte tremblait devant nous; tous les peuples chrétiens de la Turquie avaient tourné les yeux vers nous avec

foi et espérance. Malgré cette force et, peut-être, à cause de cette force même démesurée, qui nous a jetés dans une grande incurie, nous n'avons pas abordé la question avec les précautions nécessaires, et, pendant longtemps, nous n'avions même pas remarqué l'hostilité qui avait éclaté parmi nos coreligionnaires. Au contraire, nos ennemis prévoyants l'avaient remarquée de très bonne heure, connaissant mieux que nous le véritable état de l'État turc et des rapports mutuels des éléments qui le composent. C'est surtout la Propagande latine, aux yeux sans nombre, qui a observé cette hostilité; elle n'a pas manqué, sûrement, d'envoyer en Bulgarie ses agents qui parcourent la terre et la mer. Les missionnaires protestants ont essayé, eux aussi, de profiter de cet état de choses dans les Balkans, afin d'acquérir une certaine influence sur les peuples du dogme orthodoxe. La Propagande, ayant compris très bien qu'il lui serait difficile d'influencer des hommes d'un âge mûr, élevés par des Grecs dans un attachement solide à la foi de leurs pères, dirigea son attention du côté des jeunes générations destinées à remplacer les pères et les aïeux. Sous le prétexte de l'intérêt de leur développement intellectuel, elle a établi dans les différentes parties de la Bulgarie et dans Constantinople même, des écoles où elle préparait, habilement et librement, les esprits de ses créatures à l'adoption des idées démontrées favorables à ses vues rapaces.

La Propagande ne se contentait pas seulement d'établir des écoles au milieu des populations bulgares, mais elle envoyait encore de jeunes Bulgares pour parfaire leurs études aux centres de la civilisation occidentale, notamment à Paris et à Rome, où, loin de leurs traditions nationales et de leur famille, ils devenaient une proie fidèle et facile et quand ils retournaient chez eux ils étaient des organes complets du catholicisme souvent privés de toute foi religieuse. On comprend facilement que de pareils jeunes gens, ne se doutant pas de la gravité de la partie purement ecclésiastique de la question bulgare, ne lui accordent qu'une importance nationale; ils considéraient la scission d'avec l'é-

glise grecque comme une chose ne présentant aucune difficulté. Étant donné que ces jeunes gens, à cause de leur instruction occidentale, avaient forcément une importance particulière aux yeux de la vieille génération, ils communiquèrent petit à petit, à leurs concitoyens cette conception légère de la partie ecclésiastique du conflit.

Nos agents diplomatiques, dont la sympathie pour les Bulgares ne fait aucun doute, ont toujours signalé ce trait caractéristique des mœurs et de l'état intellectuel de la jeunesse bulgare instruite, trait qui est d'une importance incontestable quand il s'agit de caractériser le mouvement en Bulgarie. « *Un autre obstacle*, écrit l'un d'entre eux, à la solution de la question gréco-bulgare, et peut-être, le plus important de tous, est l'absence de toute conviction religieuse chez les Bulgares. Depuis les premiers jusqu'aux derniers ils étaient une indifférence pour la foi des plus cyniques. Il n'y a qu'une seule pensée qui les domine : « rien de commun avec les Grecs. » En ce qui concerne leurs convictions religieuses, ils les sacrifieraient volontiers et, ainsi que je les ai entendus moi-même, ils s'adresseraient volontiers au grand rabbin et au *Scheik-oul-Islam*, si, de cette façon, ils pouvaient obtenir une église indépendante du Patriarche de Constantinople. » La hiérarchie bulgare n'était pas mieux disposée. Un des chefs de la révolte, Hilarion de Macarioupolis, d'après le témoignage de notre ambassade à Constantinople, croyait que les Bulgares devaient former une hérésie, suffisamment distincte de l'église orthodoxe, afin qu'ils aient droit à une administration ecclésiastique indépendante. Il s'est même adressé aux représentants de la confession évangélique, leur proposant la réforme de certains dogmes orthodoxes, à la condition que les Bulgares obtiennent, à l'aide des protestants, une administration ecclésiastique indépendante. Il participait en même temps à la rédaction de l'acte connu relatif à l'acceptation par les Bulgares de l'union avec l'église latine.

La résidence accidentelle en Bulgarie des réfugiés hongrois

et polonais, qui aux années 1848—1849 s'étaient établis dans maint endroit de Bulgarie, n'a pas laissé d'exercer une certaine influence sur la marche du conflit gréco-bulgare. « Ces réfugiés, dit Dascaloff, commencèrent par proclamer une conception particulière des choses, par attaquer la liberté de penser et d'agir, par enseigner aux slaves les arts européens, par railler la tolérance des Bulgares pour les abus des évêques. Entendus avec méfiance au commencement, ils finirent, grâce à leur sagesse et à leur habileté, par donner de l'autorité à leurs paroles. » Les partisans de la réaction étaient bien disposés envers les réfugiés, car ceux-ci leur montraient leurs vrais ennemis, les Phanariotes.

Mais avant tout et surtout c'était le gouvernement turc qui soutenait la scission et l'animosité entre Grecs et Bulgares, étant donné qu'il n'attendait de la paix et de l'union des populations chrétiennes sujettes que le danger, alors que leur haine réciproque consolidait la domination des Turcs sur elles. Voilà pourquoi le gouvernement turc le premier suggéra aux Bulgares l'idée de demander la séparation complète du patriarche et une administration de l'église bulgare indépendante; non pas, sûrement, afin de donner réellement aux Bulgares cette indépendance, mais seulement pour les pousser à des exigences manifestement irréalisables et pour empêcher toute entente avec l'autorité ecclésiastique et dresser ainsi un obstacle infranchissable à la conciliation des Bulgares et des Grecs. Cette double face de la Porte domine toute l'histoire de la révolte ecclésiastique des Bulgares.

Ainsi, en bas, il y avait la révolte d'un troupeau insoumis, en haut, la contrainte d'une autorité peu franche, autour, toute une série de nombreux et divers ennemis venus de l'Occident, et pour les aider, les méchantes protestations de presque toute la presse russe. Tel était l'état de l'Église de Constantinople à cette époque. Trouver une solution pacifique, pour les deux parties satisfaisante en tous points, semblait un problème dépassant les forces humaines. Ce problème cependant avait été

résolu rapidement et excellemment par le patriarche Grégoire VI, monté sur le trône de Constantinople en 1866 ¹⁾.

III.

En vue de satisfaire les exigences des Bulgares, sans porter atteinte à l'ordre ecclésiastique et aux décisions des Synodes œcuméniques, le patriarche Grégoire proposa l'établissement d'une Exarchie spéciale formée de toutes les éparchies, notamment de la Bulgarie, depuis le Danube jusqu'aux Balkans. Le patriarche lui accordait une indépendance pleine et entière dans l'administration intérieure en ne se réservant qu'une autorité nominale sur elle. L'ambassade russe salua avec enthousiasme cette mesure salubre pouvant établir, ainsi qu'elle l'espérait, entre le patriarcat et son troupeau révolté un *modus vivendi* stable, jusqu'à la solution définitive de la question, ce qui n'aurait été possible qu'après l'affranchissement politique de la Bulgarie et le tracement de ses frontières géographiques. L'ambassade annonça à notre ministère des Affaires étrangères qu'elle considérait la question comme résolue et que, grâce à la magnanimité du juste patriarche, l'Exarchie bulgare jouirait d'une liberté en matière ecclésiastique sinon supérieure au moins égale à celle dont jouissait alors l'église de la principauté mi-souveraine de Serbie, et que, grâce à l'établissement de cette Exarchie, une base solide serait posée en faveur de la réalisation graduelle et au moment opportun de toutes les exigences légales et raisonnables des Bulgares.

C'est avec le même sentiment que salua la proposition du

¹⁾ Le métropolite de Moscou Philaretos salua en ces termes l'élévation sur le trône de Grégoire VI:

« Que le Seigneur, entre les mains duquel se trouve le pouvoir de la terre et qui élève en temps opportun l'homme utile comme vous, vous garde sous sa protection en vous guidant dans la direction de son peuple qui vous a été confiée, pour que le rameau brisé de la vigne du Christ, s'unissant de nouveau avec la tige et la racine, reflorisse et produise des fruits de paix. »

patriarche la partie, malheureusement peu nombreuse, des Bulgares qui tendait à la réalisation de son but sous la condition *sine qua non* du maintien de la paix ecclésiastique et du lien spirituel avec la Russie, impossible sans cette paix.

La Porte, émue par cette tournure inattendue des choses, se fâcha beaucoup contre le patriarche appelant cette mesure une *idée russe* et accusant le patriarche de trahison politique. Afin d'éviter ce danger inattendu, elle appela près d'elle les représentants invités de Bulgarie à Constantinople, qu'on appelait des chefs, à la tête desquels se trouvait le docteur, tristement connu, Tsomacoff, et elle leur ordonna de manifester leur mécontentement contre la mesure du patriarche et de tracer un projet de solution de la question ecclésiastique propre à eux, fondé sur d'autres bases.

C'est alors que Tsomacoff et consorts soumirent à la Porte, et par son intermédiaire, le 3 Novembre 1868, au Patriarche, deux projets foncièrement identiques, célèbres dans l'histoire de la question bulgare, fondés sur l'anarchie épiscopale. Il y était proposé que, dans les provinces de la Turquie où des Grecs vivent avec des Bulgares, chacune de ces deux nationalités eût un évêque à elle de même race.

D'après le paragraphe 3 de ces deux projets on devait établir à Constantinople, à côté du patriarche œcuménique orthodoxe, un métropolite orthodoxe bulgare ayant auprès de lui une assemblée spéciale, espèce de Synode.

L'administration de l'église bulgare, considérée comme un corps indépendant, était confiée à ce grand métropolite et à ce Synode, de telle façon que ce métropolite fût considéré comme un prélat orthodoxe à part, dont l'autorité devrait s'étendre sur tous les Bulgares vivant sur le territoire de l'empire turc, y compris Constantinople même; exactement comme l'autorité du Patriarche œcuménique s'étendrait, après une telle séparation des Bulgares de sa compétence, sur les chrétiens orthodoxes de toutes les autres nationalités qui habitaient dans le ressort de la compétence du patriarche bulgare.

Mais une telle anarchie, quelle qu'en fût la cause, serait un phénomène sans exemple dans l'histoire ecclésiastique et manifestement contraire à l'un des principes fondamentaux et inviolables de l'administration ecclésiastique.

Le 8^{me} canon du premier Synode œcuménique dit: « Il ne faut pas qu'il y ait deux évêques dans la même ville. »

Cette règle n'a pas seulement pour but d'éviter les désordres et les maux inhérents à la confusion des pouvoirs (ce qui déjà à lui seul est très grave); elle va plus loin et touche au dogme de l'union de l'église. L'évêque, en effet, est donné à son église d'après le modèle du Christ et il réunit en un tout spirituel tous ceux qui vivent dans sa province quelles qu'en soient les différences de race, d'état social, d'âge ou d'autre condition physique. « Tâchez, écrit Théophore Ignace dans sa lettre aux Philadelphes, d'avoir une seule eucharistie; car la chair de notre Seigneur Jésus Christ est une comme c'est un le verre servant à l'union de son sang et comme il n'y a qu'un seul *évêque* avec ses prêtres et diacres »

C'est ainsi que l'Eglise, dès son établissement dans le monde, a une claire conscience de l'importance de l'unité de l'évêque, le considérant comme la manifestation vivante et comme la condition indispensable de l'unité de l'Eglise.

Saint Corneille de Rome n'hésita pas à s'écrier: « Un Dieu, un Seigneur Jésus Christ et un Saint Esprit; un *évêque* dans l'église catholique. »

D'un côté ne pouvant accepter aucun de ces projets bizarres, de l'autre pressé par la Porte de choisir l'un ou l'autre de ces projets, le patriarche decida de soumettre la question gréco-bulgare au jugement de toutes les églises coreligionnaires, et il s'adressa à cet effet à elles les invitant à un synode œcuménique de l'église orthodoxe.

« Étant donné, écrivait-il au Grand-Vizir, que les canons réglant le même mode d'administration pour toute l'église orthodoxe, canons que les Bulgares veulent maintenant bouleverser, ont été établis par les synodes œcuméniques et que,

par conséquent, il n'est permis à aucune église de les changer pour n'importe quelle raison, sous peine de condamnation par les autres églises coreligionnaires, la question bulgare ne peut être résolue que par un synode œcuménique de toute l'église orthodoxe. »

Il n'y avait pas d'autre moyen de résoudre la question, et il ne pouvait pas y en avoir. Ces canons, pour l'établissement desquels se réunissait tout l'univers chrétien et qui étaient pieusement gardés par toute l'église partout et toujours, ne pouvaient être changés par la seule volonté du patriarche, en admettant même qu'il aurait essayé une pareille chose. L'attitude du patriarche en cette circonstance était en tous points correcte. Il invita toute l'église à porter un jugement non seulement sur les bulgares mais encore sur lui-même, consentant d'avance à signer toute décision qu'elle aurait prise unanimement sur la question. D'ailleurs c'était le seul moyen de soustraire le sort de cette malheureuse question aux mains de la Porte et de ses alliés qui agissaient contre l'église; sur ce point encore l'intention du patriarche devait attirer l'attention particulière de la Russie.

L'indignation de la Porte contre le Patriarche et la confusion des chefs bulgares que signala notre ambassade, prouvaient assez la force et le succès du coup porté par le Patriarche.

Mais les Bulgares respirèrent librement et se sentirent de nouveau maîtres de la situation quand ils apprirent que, malgré l'acquiescement unanime des autres églises orthodoxes à participer au synode, nous n'avions pas accepté la proposition et que nous avions laissé à ses propres forces le pacificateur fatigué dans la lutte.

Nous reconnaissons que le Patriarche œcuménique est l'archevêque **canonique de tous les Bulgares orthodoxes** qui vivent dans sa circonscription et qu'il a des **droits incontestables** à leur égard et que, sans son consentement, les Bulgares ne peuvent lui refuser obéissance, étant donné qu'il est leur **chef**

ecclésiastique suprême, ni se séparer de lui de leur propre volonté, *car un tel acte serait considéré, d'après les canons ecclésiastiques, comme schismatique.*

Nous reconnaissons également que non seulement l'intérêt de l'église orthodoxe en général, mais encore celui des Bulgares eux-mêmes exigeait de ne pas demander la séparation complète du patriarche œcuménique et l'indépendance ecclésiastique pleine et entière, tant que la Bulgarie ne formerait pas un corps politique séparé et à part.

Malgré tout cela nous avons refusé de participer au synode, craignant que la condamnation inévitable des Bulgares par le synode n'entraînât leur séparation de l'église avec toutes ses conséquences fâcheuses.

Quels moyens, en dehors du synode, avons-nous proposé au Patriarche, en vue de l'apaisement du conflit qui a secoué l'église de Constantinople ? Nous lui avons conseillé de proposer de nouveau aux Bulgares ce même projet de réforme des affaires ecclésiastiques de Bulgarie (l'établissement de l'Exarchie), qui, proposé déjà par lui, avait été repoussé par les Bulgares avec dédain. Avec quel espoir de succès le patriarche pouvait-il renouveler une telle proposition sans exposer à une nouvelle offense la dignité de son autorité sacrée ?

Le Patriarche invitait les églises à juger non pas les Bulgares mais bien leur intention d'ordonner leurs affaires ecclésiastiques sur la base de l'anarchie épiscopale. Tel était l'objet du synode proposé. La conséquence immédiate et inévitable de notre refus fut la convocation, avec l'assentiment secret de la Porte, de quatre des plus arbitraires archevêques bulgares qui soumirent au Patriarche œcuménique, sous leur signature commune, une séparation solennelle de son autorité ; c'est-à-dire ils firent ce qui, ainsi que s'exprima le très saint Synode, d'après les canons ecclésiastiques, devait être considéré comme un schisme. C'est ainsi que ce ne fut pas la convocation du Synode, mais bien notre refus d'y prendre part qui poussa au schisme les Bulgares.

C'est ainsi que le sort de la question avait été complètement abandonné aux mains de la Porte et de ses alliés d'Occident qui n'ont pas tardé à intervenir auprès d'elle en faveur de la reconnaissance politique du schisme. Grâce à leur concours un firman du Sultan fut publié au commencement de 1870 établissant une nouvelle église orthodoxe locale ayant à sa tête un exarque bulgare. Le fait que nos ennemis politiques et ecclésiastiques contribuèrent à la publication de ce document désastreux n'a rien d'étonnant, étant donné qu'ils agirent courageusement et vite en vue de la réalisation de leur but déjà clairement tracé par eux. Ce qui est plus difficilement compréhensible c'est la collaboration en faveur de la publication du firman de l'ambassadeur russe auprès de la Porte, collaboration que tous les journaux bulgares et ceux qui leur étaient favorables ont louée, sans qu'ils aient été contredits, avec un enthousiasme tout naturel.

Après son rétablissement inespéré de la maladie dont il avait été atteint par suite des émotions qu'il avait eues, le Patriarche déclara immédiatement à la Porte qu'il se refusait à obéir au firman, étant donné que celui-ci bouleversait les premières bases du droit ecclésiastique et qu'il empiétait sur un domaine qui fut toujours considéré, et devait l'être, comme inaccessible non seulement aux autorités d'une autre religion mais encore aux princes orthodoxes que l'église sacre rois et qu'elle proclame ses défenseurs.

« Si ce firman, écrivait le Patriarche au grand Visir le 24 Mars 1870, n'était que la ratification de l'entente directe entre le patriarcat œcuménique et les représentants de la question bulgare, une telle ratification serait, comme toujours, respectée et admise. Mais il n'en est pas ainsi maintenant. Voilà pourquoi le Patriarche ne peut se soumettre à l'ultimatum politique, dans une question purement religieuse, d'autant plus que les dispositions de ce document sont manifestement

contraires aussi bien aux saints canons qu'aux droits et privilèges de l'Église. ¹⁾

Sachant ainsi que les représentants de la question bulgare repoussent énergiquement toute proposition de réconciliation provenant du Patriarche et que d'autre part, le gouvernement ne peut en matière de question purement ecclésiastique, donner une solution sans appel; considérant que, par suite de cet état de choses irrégulier, les saints canons furent violés, le patriarche revient sur sa demande relative à la convocation d'un Synode œcuménique lequel seul aurait le droit de donner une solution réelle à la question, une solution irréprochable et également obligatoire pour les deux parties. »

Le Patriarche adressa en même temps au très saint Synode une nouvelle invitation qui, cette fois-ci encore, ne fut pas acceptée.

C'est alors que le Patriarche Grégoire, voyant ses intentions pacifiques bafouées, moralement troublé et physiquement affaibli, abandonna le trône avec le triste pressentiment que les choses ne pouvaient s'arrêter là et que les nouvelles agitations des *chefs* révolutionnaires de la question bulgare obligeraient à la longue l'église à reconnaître *de jure* leur schisme existant jusqu'alors *de facto* et à le condamner conformément aux saints canons.

Une telle décision, triste mais imposée par la force des choses, fut émise contre eux sous le patriarche Anthime, suc-

¹⁾ L'intention des Bulgares, écrivait alors le métropolite Philaretos, de demander à la Porte la permission d'établir leur église nationale indépendante, montre, bien qu'ils eussent déjà beaucoup de temps de penser à leurs affaires, qu'ils avaient encore le désir persévérant de le faire, mais ils n'avaient pas compris de quoi il s'agissait: *l'établissement d'une autorité ecclésiastique nouvelle et indépendante n'est possible qu'avec la bénédiction de l'autorité ecclésiastique légalement existante*. L'évêque Hilarion se fonde sur la demande adressée à la Porte; étrange raisonnement, c'est comme si l'on disait à la Porte: « Nous sommes décidés de nous débarrasser de la soumission légale au Patriarche; faites en sorte que cette attitude illégale devienne légale; le Patriarche œcuménique chrétien ne nous donnant pas de patriarche bulgare, que l'autorité musulmane nous en donne un. »

cesseur de Grégoire VI, dans le Synode convoqué par lui à Constantinople les 12 et 16 Septembre 1872.

Les mesures, déjà mentionnées, des années 1873-1876 furent prises en réponse à cette décision, à titre de représailles.

Quel était le crime pour lequel tout l'orient orthodoxe subit une punition si sévère et tout à fait inattendue de la part d'une église, sa protectrice, qui, jusqu'à cette époque, pendant des siècles, considérait comme un honneur non pas de toucher, d'après le droit du plus fort, à ses propriétés, mais, au contraire le fait de subvenir par son propre superflu, aux besoins des églises coreligionnaires qui se trouvaient dans la servitude et de les défendre, par tous les moyens, contre les attaques de nos ennemis communs?

Tout ce qui pouvait être inventé et proposé pour la pacification de l'église troublée de Constantinople, avait été inventé et proposé par le Patriarche Grégoire VI, dont le projet, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus, avait agité la Porte qui le considérait comme une *idée russe*. Peut-on reprocher au patriarche de n'avoir pas accepté l'irrévérencieuse proposition des chefs menés par la Porte, relative à la réforme des affaires ecclésiastiques de Bulgarie, sur la base de la hiérarchie épiscopale? assurément non. Est-il coupable de n'avoir pas voulu se soumettre au firman du Sultan qui avait été publié relativement à l'établissement de l'église bulgare? Mais si, comme dit le métropolite Philaretos, « l'établissement d'une nouvelle hiérarchie indépendante n'est possible qu'avec la bénédiction de celle existante », et si les princes orthodoxes eux-mêmes n'ont pas un pareil droit, qui pourrait jamais donner un droit de cette nature à un prince d'une religion différente?

La décision du Synode de Constantinople de 1872 est-elle juste ou non?

Une réponse claire a été donnée à cette question en ce que le très saint Synode a écrit, répondant à la première invitation du Patriarche Grégoire VI: « Sans le consentement du patriarche les Bulgares ne peuvent lui refuser, étant considéré

comme leur chef ecclésiastique suprême, leur obéissance, ni s'en séparer de leur propre autorité; un pareil acte serait considéré, conformément aux canons ecclésiastiques, comme un schisme. »

Cette réponse tient une place remarquable parmi les autres raisons incontestables sur lesquelles est fondée la décision des 12-16 Septembre 1872.

On n'a pas besoin de nouveaux témoignages quand la résidence même à Constantinople de l'exarque bulgare, nommé par le Sultan, constitue une preuve claire comme le jour de sa position schismatique.

Il y a encore une question : le Synode de Constantinople n'a-t-il pas pris hâtivement sa décision? Mais que pouvait-on attendre puisque les Bulgares, comptant sur la Porte et les protecteurs occidentaux de leur révolte, et même sur la protection de l'ambassadeur russe, après sa participation à la publication du firman du Sultan, devenaient de plus en plus audacieux et plus énergiques dans leurs entreprises contre le Patriarcat? Quelle différence y aurait-il si la séparation des Bulgares, devenue inévitable après notre refus de prendre part au Synode, avait eu lieu en 1882 et non pas en 1872?

C'est ainsi donc que la responsabilité de la malheureuse solution du différend gréco-bulgare n'incombe pas au Patriarcat mais bien à son troupeau révolté et, en partie, à nous-mêmes.

Ces tristes événements offrent ceci de remarquable que nous n'avons pas réussi à obtenir des représentants Bulgares la moindre concession et que l'histoire du conflit gréco-bulgare, lorsque le temps de son libre exposé viendra, ne relatera aucune trace de notre influence sur eux. C'est triste, mais il faut avouer que nous n'avons pas même réussi à maintenir sous notre influence ce peuple encore jeune, appelé hier à peine à une vie consciente grâce à nos efforts, lié à *cette époque* avec nous par le double lien du sang et de la foi, et ayant eu en outre un besoin absolu de notre protection. Nous de-

vions avoir maintenu sous notre influence ce peuple non pas certes pour nous servir de lui comme d'un organe aveugle de nos intérêts politiques, mais bien pour l'empêcher, par de sages conseils, sincères et amicaux, de procéder à des démarches fautives et pour l'écarter de la voie où l'attendait une séparation spirituelle de nous et de tous les autres peuples appelés, par la volonté cachée du Très-Haut, à composer l'église apostolique une, sainte et catholique.

IV.

Après les témoignages et les preuves ci-dessus rapportés, les mesures des années 1873-1876 se présentent de la façon suivante :

Par elles furent violés le caractère sacré et l'intégrité des droits de propriété des saints établissements de l'orient orthodoxe; droits que le gouvernement russe avait établis, solennellement proclamés et plus d'une fois consacrés.

Par elles fut violée la justice et fut atteinte la dignité de l'État; par elles fut violée la volonté sacrée des testateurs, qui avaient garanti, par des conditions, leurs donations et legs contre toute violence et contre tout travestissement de leurs intentions primitives.

Ces mesures sont fondées sur la mauvaise interprétation de l'esprit des testaments inventée, et acceptée sans aucun examen approfondi, par la cupidité de l'administration municipale de Bessarabie. D'après ces documents les saints établissements d'Orient entrèrent en possession des biens en Bessarabie.

Ces mesures ont considérablement nui et elles ont moralement causé beaucoup de peine aux églises d'Orient, dont le sort nous est confié, et dont nous défendions, il n'y a pas longtemps, l'honneur et la prospérité, par tous les moyens matériels et moraux qui étaient à notre disposition.

Ces mesures furent inventées et appliquées, dans un mo-

ment d'injuste colère contre la hiérarchie des saintes églises d'Orient, par l'esprit intransigeant des révoltés qui ont obligé le Patriarcat à recourir aux décisions des Synodes œcuméniques; c'était là la seule protection qui lui fût restée, puisque nous lui avons refusé tout concours spirituel et nous l'avons abandonné, au moment de l'épreuve, à la discrétion totale de ses ennemis qui sont aussi les nôtres.

Nous avons pris des mesures et nous avons fait des sacrifices en faveur de ce peuple, de l'oppressé qui s'est mis du côté des ennemis de notre influence intellectuelle et politique dans les Balkans, pour que soit réalisé à nos dépens le savant dicton: « Vous n'avez pas respecté ce qui appartient à autrui, qui vous donnera le vôtre? »

Que faut-il faire maintenant?

La réponse à cette question n'est pas difficile: Il faut revenir à ces principes, auxquels le gouvernement russe s'attachait solidement et inébranlablement, tant qu'il considérait l'église comme le commencement et la fin de nos relations avec les peuples qui lui sont soumis; il faut revenir à ces principes dont le gouvernement russe ne se départit que depuis peu de temps, quand, sous l'empire des passions de race, il prit sous sa protection la révolte organisée contre l'église.

En ce qui concerne particulièrement les droits des établissements ecclésiastiques en Orient sur leurs biens se trouvant en Bessarabie, ils doivent être intégralement reconnus de nouveau, ainsi qu'autrefois, comme sacrés en tous points, conformément aux décisions du gouvernement russe, pendant les années 1817-1828. Nous voulons dire par là que ces biens doivent, sans faute, être soustraits à l'administration du Trésor public et remis de nouveau à la gestion des propriétaires eux-mêmes, ainsi que cela se faisait avant 1873.

Cette solution serait assurément très correcte, et si elle était conforme aux vœux des propriétaires, il conviendrait de l'adopter, comme nous avons déjà adopté une semblable

relativement aux biens monacaux se trouvant au Caucase. On doit certainement tenir compte des inconvénients signalés dans l'administration par représentants de ces biens, quand il s'agira d'adopter la solution, ci-dessus exposée, de la question. Il y a, d'ailleurs, d'excellentes raisons pour considérer ces inconvénients comme formant un obstacle infranchissable au rétablissement de ce système. Mais il n'est pas impossible de trouver des moyens propres à garantir les exigences du Gouvernement aussi bien que les intérêts des propriétaires contre les abus de la gestion monacale. A condition pourtant de prendre ces mesures avec le consentement des propriétaires, dont l'obtention aujourd'hui est certaine. La soumission seule des comptes de ces biens à la surveillance du ministère du contrôle public serait peut être suffisante pour la tranquillité du Gouvernement et la protection des intérêts des propriétaires.

C'est donc facile de déterminer et d'introduire, sous quelque forme, le contrôle des comptes. Les propriétaires ne sauraient nullement s'opposer à cette introduction, puisque celle-ci aura avant tout pour but la protection de leurs intérêts. Elle sera en même temps une preuve de l'intérêt porté par le Gouvernement.

Une autre hypothèse est possible; tous les propriétaires peuvent préférer laisser les biens monacaux à l'administration du Trésor Public, si, bien entendu, les conditions de cette administration, dans ce qu'elles ont d'essentiel, sont modifiées dans l'intérêt des propriétaires aussi bien que du Gouvernement, et si cet arrangement de la question est laissé à leur choix.

L'observation de cette dernière condition rétablira le caractère sacré des droits de propriété des saints établissements qui a été violé bien que le Gouvernement l'ait pris sous la protection de son propre honneur.

Mais, quelle que soit la solution de cette question fondamentale, les explications réciproques du Gouvernement et des propriétaires exigeront du temps; or, il faut, dès maintenant, sans attendre la solution de cette question-là, chercher les

*Op. de l'arce
des propriétés
des biens
des propriétés
des biens
des propriétés
des biens*

moyens tout à fait propres à rétablir, en tout ou en partie, les droits violés des propriétaires et à soulager leur position insupportablement lourde.

Depuis qu'il a été décidé de retenir les deux cinquièmes ou le cinquième des revenus des biens appartenant, en Bessarabie, aux lieux saints d'Orient, ainsi que les revenus des forêts et le prix des terres concédées aux paysans, des capitaux furent constitués dont les intérêts (280,798 roubles), ainsi que cela résulte du tableau ci-joint, dépassent notablement les dépenses (113,064 roubles) que les ministères des affaires étrangères, de l'instruction publique, de l'intérieur et le commissaire impérial auprès du Synode russe ont faites en 1892, grâce aux retenues annuelles des revenus en question.

Rien n'empêche alors de mettre complètement fin dorénavant à la retenue des deux cinquièmes des revenus¹⁾, car les dépenses y correspondant peuvent être couvertes par les intérêts des capitaux accumulés. En ce qui concerne la retenue du cinquième des revenus, une partie de cette somme fut dépensée et est dépensée aujourd'hui pour l'administration des biens monacaux; l'autre partie, mise à la disposition du ministère des affaires étrangères, est destinée aux dépenses extraordinaires. . .

Rien que l'accumulation de la somme de 596,365 roubles au ministère des affaires étrangères constitue une preuve éclatante que cette soustraction n'est nullement nécessaire et que les propriétaires sont privés jusqu'ici gratuitement de cette partie de leur fortune incontestée. C'est pourquoi il fallait dès maintenant nous contenter de ne retenir des revenus des biens monacaux que la somme strictement nécessaire pour couvrir les dépenses de l'administration.

Après cela il faut que tout le produit net soit laissé aux

¹⁾ Actuellement $\frac{2}{5}$ sont relevés seulement des revenus des biens de l'église de Constantinople (du Mont Athos). Toutes les autres églises d'Orient (de Jérusalem, d'Antiochie et de Sina) gardent les $\frac{4}{5}$.

églises d'Orient, proportionnellement aux revenus qui proviennent des biens leur appartenant.

Cette disposition des revenus serait juste, surtout en ce qui concerne l'église de Constantinople qui, ne recevant aujourd'hui que les deux cinquièmes de ses revenus alors que toutes les autres, ainsi que nous l'avons dit, touchent déjà les $\frac{4}{5}$, se présente quant à cela comme une exception unique et inexplicable parmi toutes les églises d'Orient; d'autant plus que, pendant ces dernières années, elle a subi les plus grands dommages et qu'elle s'avilit, par conséquent, faute de ressources, elle qui tient, quant aux honneurs, le premier rang parmi les églises d'Orient. La séparation de la Bulgarie et l'annexion de la Thessalie à la Grèce avec leurs riches monastères, ont privé l'église de Constantinople de plus de la moitié de ce qui lui revenait auparavant.

Je reviens aux capitaux appartenant aux lieux saints et retenus par le gouvernement russe, dont les intérêts, ainsi que nous l'avons démontré, dépassent la somme des dépenses annuelles faites par les ministères.

Étant inadmissible qu'une prétention puisse être élevée sur une partie quelconque de cet argent sacré, on devait rendre immédiatement aux propriétaires la part de cet argent qui resterait après défalcation de la somme dont les intérêts suffiraient à couvrir les dépenses déjà faites; les ministères devaient se limiter à ce dont ils jouissent maintenant.

La retenue de cette partie même des revenus des biens monacaux en faveur de nos ministères constitue sans contredit une violation de leurs droits de propriété; il en résulte que cette mesure ne peut être admise que provisoirement, jusqu'à ce que le ministère des finances trouve le moyen de mettre à la charge du trésor public la somme de 113,800 roubles, puisée aujourd'hui à la source ci-dessus indiquée. Cette somme n'est pas tellement considérable pour que le ministère des finances soit gêné pour la remplacer.

Le gouvernement russe a plus d'une fois cédé aux exigen-

ces de personnes aussi bien que d'institutions dont les droits étaient bien plus contestables de peur qu'il ne s'appropriât ce qui ne lui appartenait pas. Il vient même au secours de personnes et d'institutions qui, par leur manque d'aptitude ou de leurs fautes, ont jeté le désordre et la confusion dans leurs affaires et qui, n'ayant nullement le droit de demander secours au gouvernement russe, en implorent la pitié.

Dans le cas présent il s'agit du rétablissement des droits violés par le gouvernement russe lui-même par suite de malheurs malentendus, et même des droits des saintes églises de Dieu avec lesquelles nous désirons vivre dans un lien spirituel éternel et solide et dont le sort est confié par Dieu à notre protection. L'accomplissement de cette obligation, dans le cas où le ministère des finances ne pourrait que difficilement y pourvoir maintenant, peut être retardé pendant quelque temps, sur la base du calcul suivant: D'après la nature de l'administration les dépenses de chaque année sont couvertes par les sommes défalquées des revenus de l'année précédente. Si les revenus des biens monacaux pour l'année 1893 sont déjà libres de toute défalcation, alors le gouvernement russe aura à sa disposition pour pourvoir aux dépenses pendant les années 1893-1895, les ressources suivantes;

1) Le reliquat laissé, après paiement des dépenses de 1892, par la somme défalquée des revenus de 1891, c'est à dire 96,708 roubles, et,

2) La défalcation des revenus de l'année 1892. On doit ajouter à cela la somme de 48,000 roubles qui a été donnée en plus par le ministère du domaine royal à l'administration municipale pour l'entretien des écoles d'agriculture; le superflu doit être rendu. Si nous ajoutons aux défalcatons des revenus de 1892 celles de 1891 (209,772 roubles et 13 c.), alors la somme totale devant couvrir les dépenses ci-dessus mentionnées durant le laps de temps de trois années, monte environ à 354,000 roubles et 13 c. (96,702 + 48,000 + 209,772,13), alors que la somme des dépenses pendant la

même période, calculée d'après les dépenses de 1892, n'atteint que 339,000 roubles (113,000 × 3).

Afin de pourvoir à ces dépenses il serait nécessaire de mettre, pendant trois années, à la disposition des ministères, des crédits extraordinaires, suivant les exigences de chaque année; quant aux 354,000 roubles et 13 c., gardés parmi les ressources particulières et les dépôts desdits ministères, on devrait les compter comme capital de réserve du trésor public; après quoi, on devrait rendre aux propriétaires des biens monacaux tous les capitaux qui se trouvent aujourd'hui à la disposition des ministères de l'Instruction publique et des Affaires étrangères, soit en argent soit en obligations portant intérêts.

En même temps une commission particulière doit être constituée qui pourra, après examen des capitaux constitués de sources diverses, régler les comptes définitifs entre le gouvernement russe et les propriétaires des biens monacaux.

Conformément à ce qui vient d'être exposé je crois que les mesures suivantes doivent être prises:

1) Les revenus des biens appartenant aux lieux saints doivent être exempts, à partir de 1893, de la retenue des $\frac{2}{5}$ et $\frac{1}{5}$.

2) La défalcation annuelle des revenus ci-dessus mentionnés doit être limitée à la somme strictement nécessaire pour pourvoir aux dépenses de l'administration des biens monacaux.

3) Tout le produit net annuel des biens monacaux en Bessarabie doit être donné par le gouvernement russe aux églises d'Orient, proportionnellement aux revenus des biens appartenant à chacune d'elles.

4) Les dépenses faites aujourd'hui par les ministères et portées au compte des revenus des biens monacaux doivent être faites désormais par le Trésor public pour son propre compte.

5) Pour exécuter les obligations exposées dans l'article précédent on doit consacrer a) toute la somme des retenues des revenus des biens monacaux pour l'année 1892, conformément aux dispositions actuellement en vigueur; b) les som-

mes non dépensées provenant des retenues des revenus de 1891 et données aux ministères, et c) la somme donnée à l'administration municipale de Bessarabie pour l'entretien des écoles d'agriculture.

6) Après le dépôt de ces sommes dans les caisses du Trésor public, on doit ouvrir des crédits aux différents ministères, suivant les besoins de chaque année.

7) Toutes les sommes et tous les capitaux accumulés, sauf ceux mentionnés dans le n° 5 ci-dessus, doivent être rendus par le gouvernement russe aux propriétaires des biens monacaux.

8) Pour régler le compte définitif entre le gouvernement russe et les propriétaires des biens monacaux, en ce qui concerne ces derniers capitaux leur appartenant, on doit nommer une commission spéciale composée de représentants du très saint Synode et des ministères de l'Intérieur, de l'Instruction publique, des Affaires étrangères, du domaine royal et du contrôle public.

De Votre Majesté Impériale etc.

très humble serviteur
TERTIUS PHILIPPOFF.

T A B L E A U
des sommes gérées par le gouvernement russe
provenant des revenus des biens en Bessarabie des monastères étrangers
tracé à partir du 1^{er} Mars 1893, en roubles

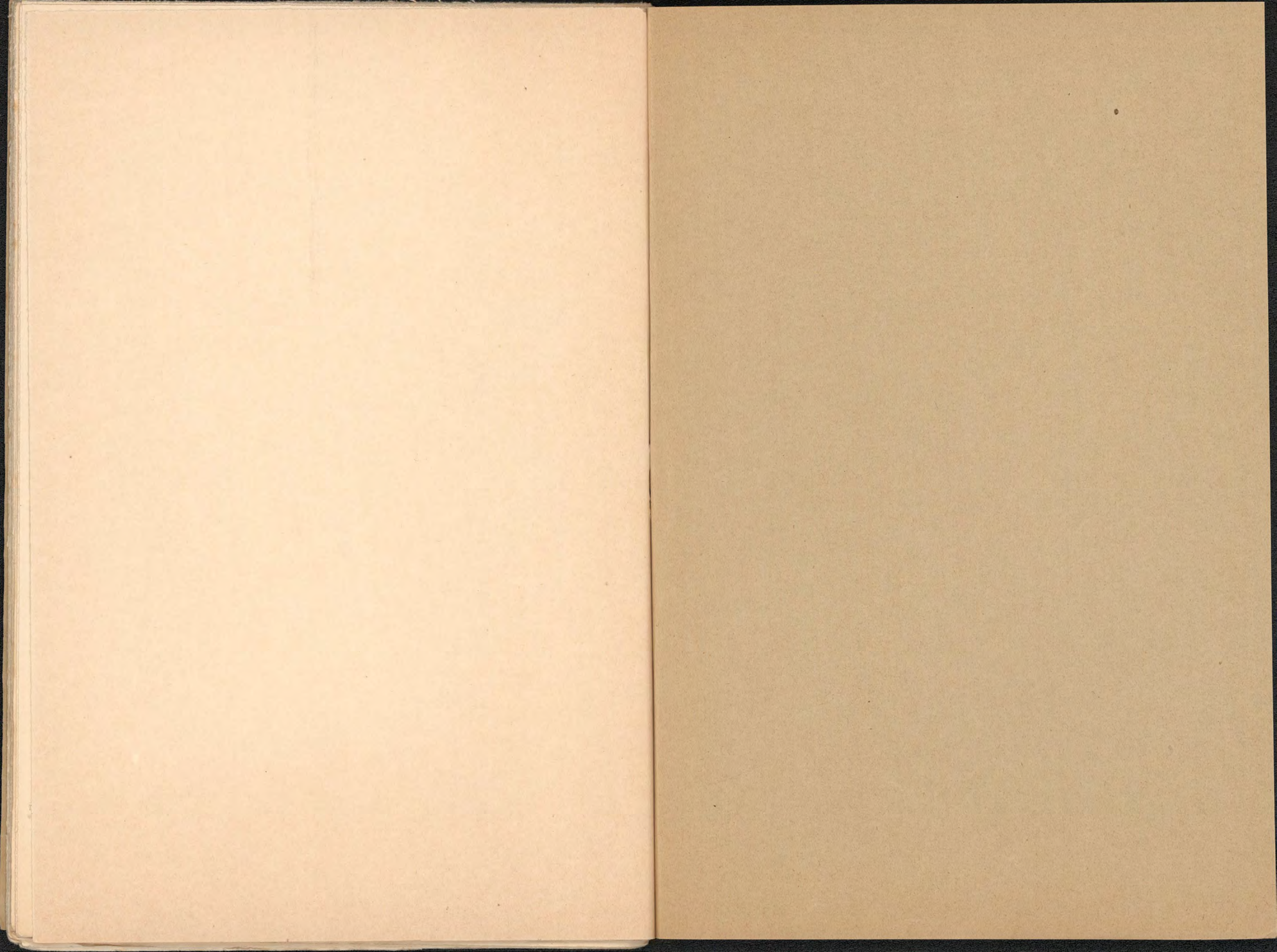
	Somme totale des capitaux	Intérêts des capitaux	Partie du re- venu retenue en 1891	Dépenses faites par les différents ministères au moyen des reve- nus de 1891	Superflu laissé après les dépen- ses faites en 1891
1. Ministères des affaires étrangères					
a) De concessions de terres faites aux paysans	3,120,550	148,226			26,694
b) Capital de réserve	596,365	22,662	48,634	(1) 12,000	—
c) Produit des forêts	409,481	15,560	—	—	11,152
2. Ministère de l'Instruction publique	1,165,363	49,125	43,652	42,500	27,682
3. Ministère de l'Intérieur	1,078,013	45,405	43,652	16,000	31,210
4. Très Saint-Synode	—	—	73,843	42,561	96,738
	6,369,702.4 c.	280,978	209,781	113,064	

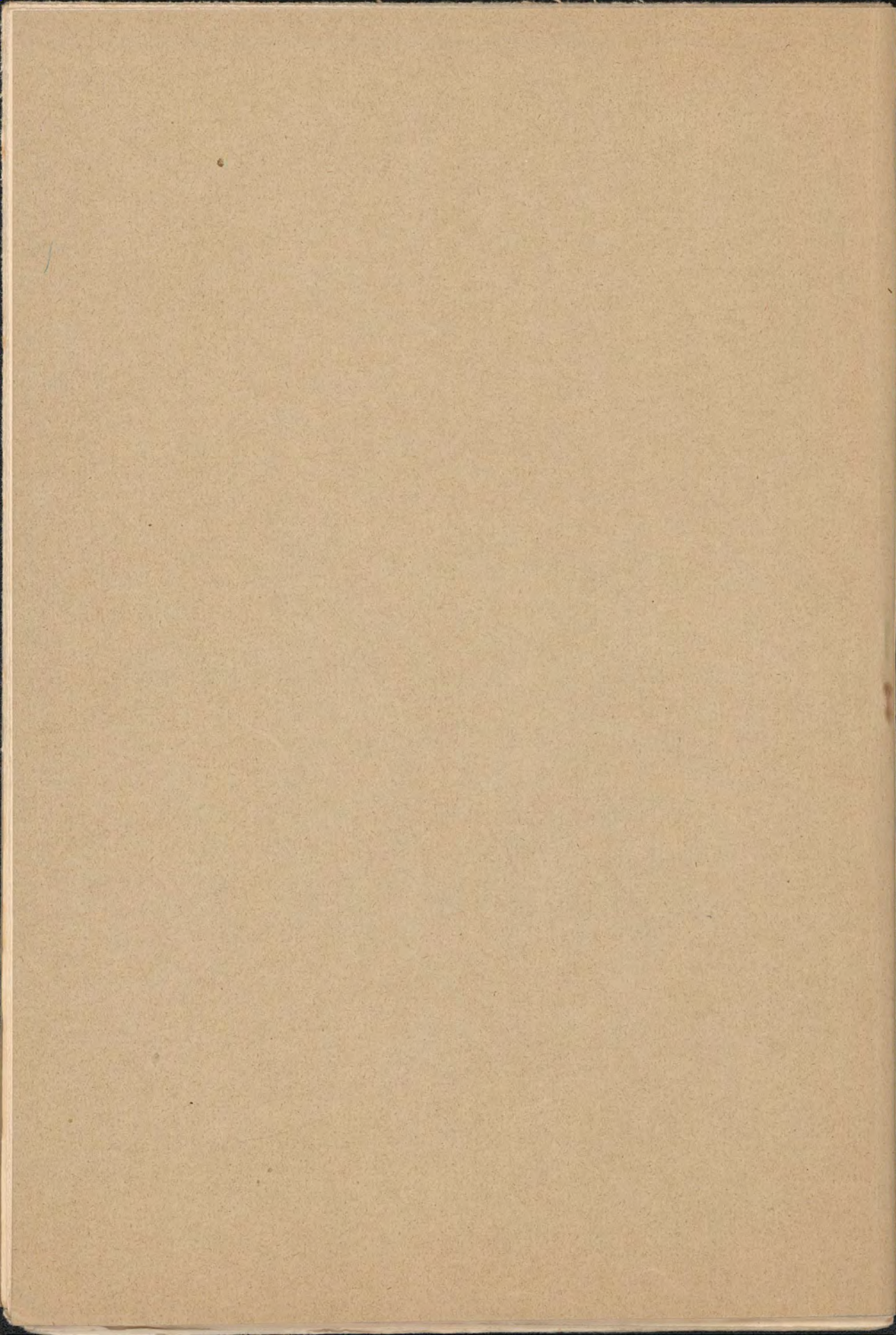
(1) Donnés à titre de prêt au Patriarcat œcuménique par décret impérial de 1892.

Name		Age		Sex		Religion		Marital Status		Occupation		Education		Income		Assets		Liabilities		Total	
John Doe		35		Male		Protestant		Married		Teacher		High School		\$10,000		\$5,000		\$5,000		\$15,000	
Jane Doe		30		Female		Catholic		Single		Nurse		College		\$8,000		\$3,000		\$5,000		\$11,000	
Robert Doe		40		Male		Jewish		Married		Engineer		University		\$12,000		\$7,000		\$5,000		\$19,000	
Mary Doe		25		Female		Muslim		Single		Student		High School		\$6,000		\$2,000		\$4,000		\$10,000	

The following table shows the results of the survey conducted in the year 1900. The data was collected from a sample of 100 households in the city of New York. The table is organized into columns representing different demographic and socioeconomic factors. The rows represent individual households. The total income for each household is listed in the final column.

The survey was conducted by the Bureau of the Census, and the results are presented in this report. The data is intended to provide a general overview of the living conditions and economic status of the population in New York City at the time.





Μέγα Ἀγιοταφειτικὸν Σκάνδαλον

Οἱ Πατριάρχαι Δαμιανὸς Α' καὶ Ἰωακείμ Γ'

κρινόμενοι ὑπὸ τοῦ Σεβαστείου Γλυκερίου.

Πρὸς τὸν Πατριάρχην Δαμιανὸν Ἐπιστολὴ τῆς 27ης 96ρίου 1908.

«Τὴν Ὑμετέραν Θειοτάτην καὶ Πανσέβαστόν μοι Μακαριότητα ταπεινῶς προσκυνῶν, τὴν Ἁγίαν Αὐτῆς Δεξιὰν εὐλαβῶς κατασπάζομαι.

Μόνον φιλόστοργος καὶ συμπαθεστάτη ἀληθῶς Πατρικὴ καρδιά καὶ εὐγενὴς μεγάλη ψυχὴ ἠδύνατο νὰ ὑπαγορεύσῃ τηλεγράφημα οἷον τὸ ἀπὸ 14ης ἐκπεμφθέν μοι, ὅπερ ἀνεπτέρωσε μου τὴν ψυχὴν καὶ ὅλον ἐμὲ ἐνεψύχωσε καὶ τὴν καρδίαν γλυκὺ βάλαμον ἐπέχρισε. Καὶ ἤδη μετὰ ψυχῆς ἐμβεβαπτισμένης τῇ εὐγνωμοσύνῃ πρὸς τὸν φιλοστοργότατον Πατέρα καὶ Δεσπότην μου προσέρχομαι ταπεινῶς καὶ γονυκλινῶς, ἵνα κατασπασθῇ τὴν Πατρικὴν δεξιὰν καὶ δῶ δόξαν τῷ Ὑψίστῳ καὶ δεηθῶ Αὐτοῦ, ὅπως μηδέποτε ἀποστερήσῃ με τῆς εὐμενείας ταύτης καὶ συμπαθείας τοῦ Δεσπότη μου.

Καὶ ταῦτα μὲν οὕτως ὥσπερ καὶ ὁμολογῶ ταῦτα ἐγώ.

Περὶ τῶν ἐνταῦθα ἀπὸ ἐκκλησιαστικῆς καὶ πολιτικῆς ὀψεως καὶ τελεσθέντων καὶ τελεσθησομένων γεγονότων τῶν σχέσιν ἔχόντων πρὸς τὰ ἡμέτερα τῇ ἀμέσως προσεχεῖ εὐκαιρίᾳ θὰ ὑποβάλλω τὴν δέουσαν ἐκθεσὶν μου, σήμερον περιορίζομαι νὰ φέρω εἰς γνῶσιν τῆς Σεπτῆς καὶ Παναγίας μοι Αὐτῆς Κορυφῆς τὰ ἐξῆς.

Α'.)

Β'.) Ἐνταῦθα ἀπὸ ἡμερῶν, διὰ τῆς ἀποσκιρτήσεως ἐκ τῶν Πατριαρχικῶν τάξεων τοῦ Χίου καὶ τοῦ Συμβούλου Χατζοπούλου σημαίνοντος τὸ πᾶν ἐν τῷ Ἰωακειμικῷ κόμματι καὶ ἔνεκα πολλῶν τοῦ Πατριάρχου καὶ πρὸς πολλοὺς καὶ καθ' ἑκάστην δημιουργουμένων δυσαρεσκειῶν ἤρξατο συστηματικωτέρᾳ ἀντιπατριαρχικῇ κίνησις, ἥτις ἄγνωστον, ἂν θὰ ἐπιτευχθῇ ἢ καὶ πάλιν θὰ ναυαγήσῃ ἀλλ' ὅπως ποτ' ἂν ᾗ φαίνεται, οὐ οὐ μετὰ πολὺ θὰ ἔχωμεν Πατριαρχικὴν κρίσιν ἣς τὰς φάσεις θὰ παρακολουθήσω. Τὸν Οἰκουμενικὸν δὲν ἐτάραξε τόσον τὸ πρὸς Αὐτὸν τηλεγράφημα τῆς Πανσεβάστου μοι Κορυφῆς τὸ διὰ τῆς ἐκτάκτου ὁδοῦ ἐκπεμφθὲν αὐτῷ¹ ὅσον ἢ πεποιθήσις ἥτις ἐγένετο Αὐτῷ, ὅτι τὰ δύο Πατριαρχεῖα Ἰε-

1. Δι' αὐτοῦ ἀπ'αγορεύετο τῷ Ἰωακείμ ἡ ἀνάμειξις εἰς τὰ Ἱεροσολυμιτικὰ πράγματα.

ροσολύμων καὶ Ἀλεξανδρείας στενωὺς συνδέδενται ἐν πᾶσι καὶ ἐν τῷ Κυπριακῷ. Οὗτος δὲ ὁ πολὺς μένει μόνος ἐν τῷ ζητήματι τούτῳ, ἐν ᾧ ἡξίου καὶ μοι ἐδήλωσε τοῦτο πολλάκις ἡμεῖς νὰ κοσμοῦμεν τὸ ἄρμα τοῦ Οἰκουμενικοῦ, τὴν πεποιθήσιν δὲ τὴν τελευταίαν ἐσχημάτισεν ἐκ τῆς μεταβάσεως τοῦ Ἀρχιερατικῆς εἰς Ἀλεξανδρείαν, ἀσχάλλει, ἀγανακτεῖ, πνέει καθ' ἡμῶν ἀλλὰ ἡ θέσις του ἐν γένει ὡς Πατριάρχου εἶνε τοιαύτη, ὥστε δὲν ἐπιτρέπει Αὐτῷ νὰ κάμνη ὅ,τι θὰ ἐπεθύμει ἀναγκάζεται λοιπὸν νὰ ξεθυμαίνῃ ὅπως ὅπως, αἰσθάνεται ἑαυτὸν **σφόδρα τεταπεινωμένον ἀπέναντι τοῦ Πατριάρχου Φωτίου** καθ' οὗ τὸ πάθος του δὲν ἔχει ὅρια καθ' ἐκάστην ἀναγινώσκει κατ' αὐτοῦ ἀναφορὰς καὶ λιβελογραφίας καὶ ἀνωνύμους ἔτι ἐν τῇ Συνόδῳ μεθ' ὅλην τῶν Συνοδικῶν τὴν διαμαρτυρίαν ὅτι δὲν ἀρμόζουσι τὰ τοιαῦτα, ὅτι οὐδὲν ἔχουσι δικαίωμα Ἐκεῖνος ἐπιμένει οὐ μόνον νὰ τὰ ἀναγινώσκῃ ἀλλὰ καὶ νὰ τὰ καταχωρῇ ἐν τοῖς πρακτικαῖς εἰς αἰώνιον αἴσχος καὶ ἀτιμίαν τοῦ ἐν Χρῷ ἀδελφοῦ καὶ ἰσοτίμου του Πατριάρχου. Εἶνε περὶ τὸν νὰ μακρογοῶ περὶ τῶν χαρακτηριστικῶν τούτων γνωρισμάτων Ἰωακείμ τοῦ Γ'. Ἡ ἀνάμιξις Αὐτοῦ εἰς πᾶσαν ὑπόθεσιν θὰ φέρῃ γνωστὰ ἀποτελέσματα ὅταν ἄλλοι πάσχουν αὐτὸς χαίρει, ἡ Σεπτῇ μοι Αὐτῆς Πατροῦ τὸν γνωρίζει καλῆτερον παντὸς ἄλλου, ἀναγκάζομαι ὡς ἐκ τῆς θέσεώς μου νὰ παραβλέπω ὅσα δὲν θίγουσιν ἡμᾶς καιρίως καὶ νὰ τὸν περιποιῶμαι χωρὶς νὰ ἀδικῶ ἑμαυτὸν καὶ τὴν ἀξιοπρέπειάν μου τοῦ ἔχω ἐμπνεύσῃ πρὸ πολλοῦ τὴν ἰδέαν ὅτι δὲν εἶμαι ἀπὸ τοὺς εὐκόλως χειριζομένους οὔτε χωρὶς ὁδόντας καὶ γλῶσσαν καὶ κάλαμον, διὰ τοῦτο καὶ εἶμαι σχετικῶς ἥσυχος, μὲ τὸν διαβήτην πρέπει νὰ πορεύεταί τις μετ' Αὐτοῦ.

Γ'.) Πολλάκις ἔγραψα καὶ ἐπισήμως περὶ τοῦ νέου δυνάστου, τοῦ τύπου, καὶ ὑπέδειξα, ὅτι δέον ἔστι νὰ ἀναγραφῇ ἐν τῷ προϋπολογισμῷ καὶ ὑπὲρ τοῦ τύπου, καὶ νὰ διατεθῇ ἀπὸ τοῦ νῦν καὶ ἐγκαίρως ὁρισμένον ποσὸν δι' ἕκαστον Διευθυντὴν ὀργάνου δημοσιογραφικοῦ. Καθ' ἐκάστην ἔχω ἀπὸ τοὺς Διευθυντὰς παραστάσεις, παράπονα καὶ ἀξιώσεις πρὸς συνδρομὴν ἐκτάκτως ἐκτὸς τοῦ φύλλου καὶ διὰ τὸ Γραφεῖον, αἱ ἀξιώσεις τινῶν εἶνε καὶ πως λογικαί, ἄλλων ὅμως εἶνε ἀνυπόφοροι, καθ' ἐκάστην ξεφυτρώνουν καὶ νέαι ἐφημερίδες· ὅλαι τρέχουν Πατριαρχεῖον καὶ Μετόχιον νὰ ἐξοφλήσουν συνδρομὰς πρὶν ἀρχίσουν ἢ ζητήσουν προκαταβολὰς, ὁ Οἰκουμενικὸς ἐκ μακρᾶς καὶ πικρᾶς πείρας, φαίνεται εἰς ὅλους λίαν γενναίως, καὶ ἐγὼ φροντίζω πότε δι' ὑποσχέσεων μελλοντικῶν πότε καὶ πραγματικῶν πρᾶσπαθῶ νὰ κρατῶ τὸν Τύπον, τὸν χειρότερον καὶ τῆς ἀπολυταρχίας δυνάστην καὶ **τύραννον** τοῦτον, ὅπως ὅπως εὐχαριστημένον. Εἶπον ὅμως καὶ ἀνωτέρω ὅτι μερικῶν Διευθυντῶν τῶν μᾶλλον πειναλέων καὶ φτυζοῦντων πλέον αἱ ἀξιώσεις καὶ αἱ καθ' ἐκάστην ἀφαιμάξεις ὑπερβαίνουσι πάντα λόγον καὶ πᾶσαν ὑπομονήν, **τούτων ὁ χειρὶς καὶ ἀθλιέστερος εἶνε ὁ τῆς Κ/πόλεως Διευθυντῆς ὁ γνωστὸς Νικολαΐδης** ὅστις ἀπὸ τῆς μεταπολιτεύσεως, μετέρχεται τὸ φαῦλον ἐπάγγελμα τοῦ ἐκχριστοῦ ἀπαιτῶν καὶ ἀπειλῶν ἐγγράφως, τὸν τελευταῖον τοῦτον ἐξαντλήσαντα πᾶσαν τὴν **ὄνιον** ὑπομονήν μου τὸν ἔστειλα εἰς τὴν εὐχὴν. τὴν ἐπιούσαν ἔγραψεν ὑπὸ τίτλον Σκανδαλώδη μερικὰς φλυαρίας αἱ ὁποῖαι ἐκίνησαν τὸν γέλωτα ἐν Φαναρίῳ ἀφ' οὗ μάλιστα γράφονται ὑπὸ τοῦ Νικολαΐδου, καὶ αὐτὸς ὁ οἰκουμενικός, γελῶν μοι εἶπε «πόσα σοῦ ἐξήτησε καὶ δὲν τοῦ ἔδωκες ἅγιε Ἀδελφέ». Ἔχω τὴν ἰδέαν ὅτι γρήγορα θὰ ξεκάμῃ νὰ ἀπαλλαγῶμεν ὅλοι αὐτοῦ καὶ τοῦ ὀργάνου του, ὅχι ὀλιγώτερον τῶν 50 λιρῶν ἡξίου ὡς δάνειον ἑκτακτὸν διὰ τρεῖς μῆνας!!!

ἐννοεῖται πρὸς τοιοῦτους κακοὺς θησαυροὺς δὲν ἐπαρκεῖ.

Ταῦτα εἶχον νὰ φέρω εἰς γνῶσιν τῆς σεπτῆς μοι Αὐτῆς Πατρότητος, ἐπὶ πᾶσι δὲ τούτοις ἐπικα-
λοῦμαι εἰς ἐνίσχυσίν μου ἐν τοῖς ποικίλοις ἀγῶσι τὰς εὐχὰς καὶ εὐλογίας Αὐτῆς καὶ πόθῳ υἱικῷ πολλάκις
κατασπαζόμενος τὴν Ἁγίαν Αὐτῆς Δεξιὰν διατελῶ.

Τῆς Πανσέπτου μοι Αὐτῆς Κορυφῆς

Ἐν Κ/πόλει, τῇ 27ῃ Νοεμβρίου 1908.

Υἱὸς καθωστωμένος

† ΣΕΒΑΣΤΕΙΑΣ ΓΛΥΚΕΡΙΟΣ

Ἐτηρήθησαν καὶ αἱ ἀνορθογραφίαι τοῦ πρωτοτύπου.

Καὶ ἐπεται συνέχεια.

Ὀλιγόστιχοι εἰδοποιήσεις καὶ ἀγγελίαι δημοσι-
εύονται ἐν τῇ τετάρτῃ σελίδι ἀντὶ 60 σολ. κατὰ στίχον.

ΕΒΔΟΜΑΔΙΑΙΑ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΙΣ.

Ἀπὸ τοῦ παρελθόντος Σαββάτου τὸ αὐτοκρατορικὸν τῆς Γερμανίας ζεύγος ξενεῖ ἐν Ποτσδάμῃ τὴν βασιλείαν Βιλελμίνην τῆς Ὀλλανδίας καὶ τὴν βασιλευμένην Έμμαν. Καίτοι τὸ ταξιδεῖον τῶν δύο βασιλισσῶν στερεΐται χαρακτηρισμοῦ ἐπισπουδῇ, οὗχ ἥττον ὁ Ρουλιέλωμος ἔσπευσεν ὅπως δεξιωθῇ αὐτάς αὐτοπροσωπῶς ἐν τῷ σταθμῷ ἐν ᾧ παρέστησαν κατ' ἀνωτέραν διαταγήν καὶ πάντες οἱ πρίγκιπες καὶ οἱ στρατηγοί. Ὁ αὐτοκράτωρ ἐνηγκαλίσθη τὰς ὑψηλάς αὐτοῦ ξένας, καὶ ἀφ' οὗ τὰς προσήγγεικεν εὖδα ὠδήγων αὐτάς εἰς τὰ Ἀνάκτορα ἐν μέσῳ τῶ ἀπαρτάκτοντος ἱππικοῦ τῆς φρουράς. Αἱ βασιλισσῶαι δὲ ἐπισκέπονται ἐμβραΐως τὴν Γερμανίαν χάριν ἀπλής ἀναψυχῆς. Ὁ σκοπὸς τοῦ ταξειδίου αὐτὰν ἐστὶν ἄλλος, οὕτως ὥμως δὲ κατορθώθῃ εἰσέτι ἡ ἐξαρκούντων. Οἱ μὲν ἰσχυρίζονται ὅτι ἡ Βιλελμίνη ἐπιθυμεῖ να παρακαλέσῃ αὐτοπροσωπῶς τὸν αὐτοκράτορα ὅπως αὐτὸς ἐπειθαμένον διευθετήσῃ ἀναμάστιξιν τὴν ἐρίαν τοῦ Τραπεζβαλλ, ἄλλοι πάλιν βεβαιοῦσιν ὅτι ἡ νεαρὰ βασιλίσσα ταξιδεῖται ὅπως ἐκλέξῃ τὸν σύμπροσθεν τοῦ βίου αὐτῆς καὶ ὑποδεικνύουσιν ὡς τὸν μέλλοντα σύζυγον τὸν Γερμανὸν πρίγκιπα Βηθ, ἄλλοι δὲ τέλος, ἐξηγουμένους τὴν αἰτίαν ἐξ Ἀυστρίας ἐπάνοντο τοῦ Βύλβω εἰς τὴν Γερμανικὴν πρωτεύουσαν, πιστεύουσιν ὅτι ἐπικρατεῖ ἡ συνολόγησις ἐμπορικῶν συμβάσεων μεταξὺ Γερμανίας καὶ Ὀλλανδίας. Καίτοι δὲ ἀποκλείεται τὸ δυνατόν συνομινησεῖς τινος μεταξύ Ρουλιέλωμου καὶ Βιλεμίνης, ἐν τοιαύταις ὡς πιθανώτατον κρίνεται ἐν ἐν Ποτσδάμῃ νὰ κανονισθῶσι πρωτίστως ζητήματα ἀπλοποιήσαντα μάλλον εἰς τὴν καρδίαν τῆς εἰς τὴν πολιτικὴν. Ἡ εἰς Βερολὸν ἀφίξις τῆς πριγκιπέως οικογενείας τῶν Βηθ συμπεσοῦσα πρὸς τὴν αἰτίαν τῶν δύο βασιλισσῶν προσδίδει ὀνόματι εἰς τὴν διάδοσιν αὐτῆς ἢ νεαρῇ τῆς Ὀλλανδίας ἡγεμονίης ἀπεράστες παρὰ τὸ στέμμα να κοσμῇ τὴν κεφαλὴν αὐτῆς καὶ διὰ τοῦ στεφάνου πρὸς αὐτὴν ἀνεκτικὴν ἀντιπαράστασιν.

Πᾶν τὸν ἅγιον Τόπον, ἐν Ἱερουσαλὴμ καὶ Βηθλέεμ, ἀπὸ τοῦ 1517 καὶ ἐξῆς ῥῆζατο λυσσώδης ἄγων μεταξύ τῶν χριστιανικῶν ἔθνων πρὸς κατοχὴν τοῦ ἁγίου Τάφου καὶ τοῦ ἁγίου Σπηλαίου, ἁγίων εἰσεχθῆς βεβίαιος καὶ τῷ χριστιανικοῦ ἐνόματος ἀνάξιος. Ἐθέσμεν ὅριον τοῦ λυπηροῦ τούτου ἀγώνος τὸ 1517, διότι μέχρι τοῦ ἐτους ἐκείνου δὲν ὑπῆρχον ἐν Παλαιστίνῃ αἱ μὴ μόνον αἱ Ἑλληνικαὶ κάτοχοι τῶν ἁγίων Τόπων, ἐκ τοῦ ἐτους δὲ ἐκείνου ῥῆζατον ἐρχόμενοι εἰς Ἱερουσαλὴμ Λατῖνοι καὶ Ἀρμενιοὶ καὶ ῥῆζατο ὁ ἄγων πρὸς διαπληγὴν τῶν προσκυνημάτων. Ὁ ἄγων ἐκείνος δὲν διεξήχθη μόνον ἐν τοῖς ἁγίοις Τόποις μεταξύ Ἑλλήνων, Λατίνων καὶ Ἀρμενίων μοναχῶν, ἀλλὰ καὶ ἐν Κωνσταντινουπόλει μεταξύ τῶν Πρεσβυτῶν καὶ τῆς Ἱερᾶς Ὑψίστης Πύλης. Οἱ Πρεσβῆται τῆς Ἀγγλίας καὶ Ὀλλανδίας πολλὰκις ἐβόηθησαν τοὺς Ἑλληνας μοναχοὺς κατὰ τὸν συναδελφικὸν αὐτῶν πρεσβευτὸν τῆς Γαλλίας, διότι ἡ Γαλλία, παραμένουσα προστατὴς τῶν Καθολικῶν μετ' ὅσα τελευτήσας κατὰ τὸ εἰς Ἱερουσαλὴμ ταξίδιον τοῦ Αυτοκράτορος τῆς Γερμανίας ἐλέγχθησαν καὶ ἐγράψαν, κατ' ἐξοχὴν ἐργασθῆναι ὑπὲρ τῶν Λατίνων μοναχῶν, πολλοὶ δὲ ἅλλοιοι πρεσβεῖται ἤλθον χάριν τῶν ζητημάτων ἐκείνων ἀποπορευόμενοι εἰς Ἱερουσαλὴμ καὶ μάλιστα ἡ εὐσευστὴ De Nointel ἐσημάνθη καὶ διὰ φόβου Ἑλληνας μοναχοὺς ἐντὸς τοῦ Κουβουκλίου τοῦ ἁγίου Τάφου. Ὡστε πρέπει πρὸς τὴν ὑπόθεσιν ἐκ τούτων, ὅτι τὸ ζήτημα τῶν ἁγίων Τόπων δὲν ἦτο μικρὸν λόγου ἄξιον, μικρὸν δὲ κατὰ μικρὸν ἡ ἐξέλιξις τῶν πραγμάτων ἔφερεν εἰς μέσον τὰ γεγονότα τοῦ Κρηματικοῦ πολέμου, τοσοῦτον συναρξάς πρὸς τὸ ζήτημα ἐκείνου. Τὸ ἐνδιαφέρον τῆς Εὐρώπης δὲν ἐγενετό μόνον ἐκ τῆς ἀπλῆς διαμάχης περὶ τῆς ὑπὸ τῶν Ἑλλήνων ἡ τῶν Λατίνων κατοχῆς τῶν προσκυνημάτων, ἀλλὰ καὶ ἐκ τῶν πολιτικῶν περιπετειῶν τῆς Συρίας καὶ Παλαιστίνης κατὰ τὴν λήγοντα αἰῶνα. Γνωστὸν δὲ ἐστὶ, ὅτι κατὰ τὸ 1840 ἡ Συρία καὶ Παλαιστίνη ὀριστικῶς ἐξεκονώθησαν ὑπὸ τοῦ Αἰγυπτιακοῦ στρατοῦ τοῦ Ἀλῆ πασᾶ καὶ τοῦ αὐτοῦ αὐτοῦ ἱμπράτι, ἐπὶ τῇ εἰς τὸ μέσον ἡ ἰδέα ἐν Εὐρώπῃ περὶ ἰδρύσεως ἰδιαίτερου «Βασιλείου τῆς Ἱερουσαλὴμ» ἐκφραζομένου ἐκ τῆς Τουρκίας, κυβερνομένου δὲ ὑπὸ χριστιανῶν Βασιλέως τοῦ ὁποῖο σύμβουλοι ἐμελλόν να ὦσι αἱ προέχοντες τῶν Εὐρωπαϊκῶν Δυνάμεων. Ἡ Πρωσιτικὴ κυβέρνησις δὲ ἐγκυκλίω πρὸς τὰς πέντε μεγάλαις Δυνάμεις κατὰ Φεβρουάριον τοῦ 1841 προὔτεινε τὸ ἐξῆς σχέδιον τῆς ρυθμίσεως τῶν χριστιανικῶν τούτου Βασιλείου α) Νὰ καταληφθῶσιν αἱ ἅγιοι Τόποι ὑπὸ τῶν πέντε μεγάλων Δυνάμεων ἀποδομένου ποσοῦ τιнос χρημάτων εἰς τὴν Τουρκίαν β) Νὰ ἀρχωρῶθι ὁ λόφος τῆς Σιών καὶ παραμένει ἐν αὐτῷ εὐρωπαϊκῇ φρουρᾷ εἰς 60 ἀνδρῶν παρ' ἐκαστῆς τῶν πέντε Δυνάμεων. Ὁ λόφος τοῦ Μωρία νὰ ἀρεθῇ εἰς τοὺς Τούρκους, γ) Οἱ χριστιανὸι νὰ ἀπαρτίσιν τέσσαρας Κοινότητας 1) Καθολικῶν, 2) Ἑλληνικῶν, 3) Ἀρμενικῶν, 4) Εὐαγγελικῶν, 5) Νὰ διορίζωνται τρεῖς Ἐπίτροποι τῶν Δυνάμεων, εἰς ἐκ περιτροπῆς ὑπὸ τῆς Γαλλίας καὶ Αὐστρίας διὰ τὴν Καθολικὴν Κοινότητα, ἕτερος ὑπὸ τῆς Ρωσσίας διὰ τὴν Ἑλληνικὴν καὶ Ἀρμενικὴν καὶ τρίτος ἐκ περιτροπῆς ὑπὸ τῆς Ἀγγλίας καὶ Πρωσίας διὰ τὴν Εὐαγγελικὴν Κοινότητα. Μετατροπὰς τινος τοῦ ἀρχικοῦ τούτου πρῶσιου σχέδιον προὔτειναν ἄλλαι Κυβερνήσεις, ἀλλ' ἡ Ρωστικὴ κυβέρνησις ἀπέκρουσε συστηματικῶς πάντα τὰ σχέδια, προὔτεινε δὲ ἰδιὸν σγῆδιον καὶ ὁ ἅπλος ἐξεβέδωτο ὑπὸ τῆς Ὑψίστης Χάτ-Σερὶ παρέχον προνόμια τινὰ τοῖς χριστιανικοῖς, ἡ Ἱερουσαλὴμ μετὰ τῆς Ἱσπτίας ἀπέτελει ἰδιαίτην διοικήσιν ἀπὸ Μοναρχῆν ἀνεξάρτητον ἀπὸ τοῦ διοικητοῦ τῆς Δαμασκού, ἱδριετο ἐπιτροπὴ τῶν τοῦ διοικητοῦ καὶ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν Ἑλλήνων, Λατίνων καὶ Ἀρμενίων μοναχῶν, αἱ Ῥώσσοι προσκυνητὰ ἐτύχουν ἰδιαιτέρως προστασίας καὶ ἐπετέρευτο ἡ ἱδρυσις ἰδιαίτης ἀποστολῆς Ῥωστικῆς ἐν τινι τῶν παλαιῶν μονατηρίων τῆς Ἱερουσαλὴμ. Τὸ ἐκδοθέν πρᾶγματι Χάτ-Σερὶ δὲν περιεῖχε ὅλα τὰ σημεία τῆς Ῥωστικῆς προτάσεως, ἀλλ' ἐπεφύλαξεν εἰς ἐαυτὴν ἡ Ῥωσσία τὸ δικαίωμα νὰ ἐνεργήσῃ αὐτοβούλως. Ὁ καγκελάριος τοῦ Ῥώσπου Αυτοκράτορος κόμης Νεσελρόδε κατὰ Ἰούνιον τοῦ 1842 ὑπέβαλεν ὑπόμνημα πρὸς τὸν Αυτοκράτορα δι' οὗ ὑπεδείκνυε τὴν ἀνάγκην ἀποστολῆς εἰς Ἱερουσαλὴμ ἰδιαίτερου προσώπου κληρικοῦ Ῥώσπου πρὸς ἐξέτασιν τῶν ἐκεῖ πραγμάτων. Τῇ 12 Ἰουνίου 1842 ὁ Αυτοκράτωρ ἐνέκρινε τὸ σγῆδιον τούτο, εἴτα δὲ ἡ Ῥωστικὴ Σύνοδος τῇ 27 Ἰουνίου 1842 ὑπέδειξε κατάλληλον πρόσωπον ἐν Βιέννῃ Ῥώσσοι Ἀρχιμανδρίτην Πορφύριον Οὐσπένσκην. Εἰς τούτων ἐλθόντα εἰς Πετροῦπολιν ἐδόθησαν λεπτομερῶς οδηγίαι ὑπὸ τοῦ ὑπουργείου τῶν ἐξωτερικῶν καὶ ἄς εἶεν ἐν Ἀνατολῇ νὰ προσπορίῃ τὸν ἰδιωτὴν Ῥώσσον προσκυνητὴν μὴ ἐχοντα οὐδεμίαν ἐπίσημον ἀποστολὴν καὶ τοιοῦτος ἐπὶ τῶν ἀσφαλῶς νὰ κατασκοπεύσῃ τὴν κατάστασιν τῶν πραγμάτων καὶ νὰ ὑποδείξῃ τὰ μέσασιν δι' ὧν δὲ δυναθῇ ἡ Ῥωσσία νὰ ἐγκαθιδρύσῃ τὴν ἐπιτροπὴν αὐτὴν ἐν Ἀνατολῇ. Ὁ Οὐσπένσκις μετὰ περισσοῦ ζήλου ἐξεπλήρωσε τὴν ἀποστολὴν κατασκοπεύων καὶ ὑπέδειξε εἰς τὸ ὑπουργεῖον δι' ὑπομνήματος αὐτοῦ (28 Ὀκτωβρίου 1842) ὅτι οὐ μόνον ἐπιπορὴν ἀπλῶς σπουδαίαν δύναται νὰ ἐκτελέσῃ ἡ Ῥωσσία ἐν Ἀνατολῇ ἀλλὰ καὶ ἐκτελένουσα τὰς ἐνεργείας αὐτῆς ἐν Παλαιστίνῃ, Συρίᾳ καὶ Αἰγύπτῳ δύναται ἐν προσεχεῖ μέλλοντι νὰ καταστῇ κυρία τῆς Χριστιανικῆς Ἀνατολῆς. Ἡ αἰσιοδοξία αὐτῇ τοῦ Οὐσπένσκου δὲν ἐπιστεῖθη οὔτε ὑπὸ τῆς ἐν Κωνσταντινουπόλει Ῥωστικῆς πρεσβείας οὔτε ὑπὸ τοῦ ἐν Πετροῦπολιν ὑπουργείου τῶν ἐξωτερικῶν. Διὰ καὶ ἀπερασίαν νὰ διερθεῖ ἀπλῆς τῆς Ῥωστικῆς ἀποστολῆς ἐν Ἱερουσαλὴμ μετὰ λίαν περιωρισμένων προγράμματος, τῆς δὲ ἀποστολῆς ταύτης ἀρχηγὸς ὠρίσθη αὐτὸς οὗτος ὁ Πορφύριος Οὐσπένσκις, ἀλλὰ παρενέβησαν ἐν τῷ μεταξύ λίαν ταχέως ὁ Κρηματικὸς πόλεμος καὶ ἡ Ῥωστικὴ ἀποστολὴ ἀνεκλήθη ἀνεῖν σπουδαίον τινὸς ἀποτελεσματος. Μετὰ τὸν Κρηματικὸν πόλεμον ἐπανδρούθη ἡ ἀποστολὴ ὑπ' ἀρχηγὸν τὸν Ῥώσσον ἐπίσκοπον Μελιτόν πόλεως Κυρίλλων. Οὗτος ἐλαβεν οδηγίαν νὰ ἐκτελέσῃ τὰς ἐνεργείας αὐτοῦ καὶ μέχρι Συρίας καὶ Αἰγύπτου, κεντρὸν ἔχον τὴν Παλαιστίνην. Συνοδὸν δὲ ταῖς οδηγίαις ταύταις ὁ Κυρίλλος συνέλαβε τὸ σγῆδι τῆς ἐπικρατήσεως τῆς Ῥωσσίας ἐν Ἀνατολῇ καὶ κατέ

ἐν Ῥωσίᾳ δι' ἣν τὸ Πατριάρχειον ἐκεῖνο ἔχει ἀνυπερβλή-
τον κύρος, ἀλλὰ ὅπως τὸ Πατριάρχειον διατελῇ ὑπὸ τὴν
ἐπιρροὴν τῆς Ῥωσικῆς δυνάμεως ἐκασθενήσῃ διὰ τῆς
ἐκκλησιαστικῆς ἀνεξαρτησίας τῶν Βουλγάρων, ἣν δὲν νὰ
ἐπιζητήσῃ ἡ Ῥωσία (ταῦτα ἐγίνοντο 20 ἔτη περίπου
πρὸ τοῦ Βουλγαρικῆς σχίσματος) καὶ πάντως μέσου καὶ νὰ
καταστήσῃ τὸ Πατριάρχειον ἐξαρτώμενον οἰκονομικῶς ἐκ
τῆς Ῥωσικῆς. Τὰ λοιπὰ τρία πατριαρχεῖα ἡ τοῦλάχιστον
τὰ δύο πρέπει νὰ ἀραιώσῃ ἀπὸ τῶν Ἑλλήνων, πρὸς
τοῦτο δὲ πρέπει νὰ ἀρχίσῃ ἡ Ῥωσία ἀπὸ τοῦ Ἀντιοχι-
κοῦ, διότι ἐκεῖ ὁ λαὸς κατηγγίθη τὸ μέγιστον κατὰ τῶν Ἑλ-
λήνων καὶ τὴν ἀγάπην πρὸς τὴν Ῥωσίαν. Διὰ νὰ κατορ-
ύσῃ οὕτως ἡ Ῥωσία ὅπως ἐκλεγῇ Ἀραβόφρωνος Πατρι-
άρχην, τὸν ὁποῖον εὐκόλως δύναται εἰς νὰ ἀντικαταστήσῃ
Ῥωσικὸν Πατριάρχην, πρέπει ἐκ τῶν προτέρων νὰ κατορυσθῇ
ὅπως ἀποσπασθῇ τὴν συνάντησιν τῆς Ἰψήλας Πύλης, εἴνε
δὲ ἀνάγκη νὰ ἰδρῇ πρὸς ἐνὶ δαμασκῷ καὶ σχολοῖεν
Ῥωσικὸν καὶ γράμματα νὰ σταλῶσιν ἀφ' ὧν. Ὅταν ἡ Ῥω-
σία κατορυσθῇ νὰ καταλάβῃ τὸ Πατριάρχειον τῆς Ἀντιο-
χείας εὐκόλως θὰ καταλάβῃ καὶ τὸ πᾶν Ἱερουσαλὴμ καὶ
τὸ τῆς Ἀλεξανδρείας.

Τοιοῦτο ἦτο τὸ πρὸ πεντηκονταετίας πρόγραμμα τῆς
Ῥωσικῆς, ὡς μαρτυροῦνται τὰ ὑπομνήματα τοῦ Ἐπισκόπου
Κυρίλλου, (ἀνάλυσιν αὐτῶν δύναται τις νὰ ἴδῃ ἐν τῷ πε-
ριόδικῳ τῆς Ἀκαδημίας Κιέβου, Ἰουλίου 1899), καὶ τὰ
ἐκτοτε γεγονότα μαρτυροῦν ὅτι τὸ πρόγραμμα ἐκεῖνο ἤρ-
χεται ἐκτοτε ἐφαρμοζόμενον. Ἀλλὰ μὲν πρὸ δεκαπενταετίας
περίπου λίαν ἀσθενῆ ἦσαν τὰ ἀποτελέσματα αὐτοῦ, ὅτε δὲ
τελευταίως ἰδρῇ ἡ Ῥωσικὴ Παλαιστινίαις Ἐταιρεία, δὲν
ἐβάρυναν νὰ ἀποδείξωσιν αἱ καρποὶ τῶν Ῥωσικῶν ἐνε-
ργειῶν. Σήμερον πάντα τὰ Ἐκκλησιαστικὰ ζήτηματα τῆς
Ἀνατολῆς εὐρήνται εἰς χεῖρας τῆς Ἐταιρείας ταύτης, ἥτις
ἀπὸ ἁπλοῦ φιλοφρονητικῶν συμπεριφορῶν μετεβλήθη εἰς Παν-
δοξοδότην ἐν τῇ Ἀνατολῇ συμπεριφορῶν. Αἱ ἐνέ-
ργειαι αὐτοῦ, τελευταίως, ἀποτέμωσιν ἐπικίνδυνον ἐξεδιήλθη-
σαν καὶ ἐντέθειν ἐξηγείται ἡ ἀνησυχία τῆς Εὐρώπης καὶ
τὸ ἐνδιαφέρον αὐτῆς. Πᾶν ἐκ τῶν ἐνδιαφερόντων τούτου καὶ
τῆς ἀνησυχίας δύναται νὰ προκύβῃ, θὰ διδάξῃ τὸ λίαν
ποσοῦς ἐλλείων βέβαιον μόνον δύναται νὰ θεωρηθῇ τὸ
ὅτι οὕτῃ ἡ Γαλλία διὰ τὴν Συρίαν τοῦλάχιστον, οὕτῃ ἡ
Ἀγγλία διὰ τὴν Παλαιστίνην καὶ Αἴγυπτον, οὕτῃ ἡ Γερ-
μανία διὰ τὴν Ἀνατολίαν καθόλου δύναται νὰ μειωνῇ
ἀπαθείς, πρὸ τοῦ κινδύνου τῆς πολιτικῆς ἐπικρατείας τῆς
Ῥωσικῆς διὰ τῶν Ἐκκλησιαστικῶν προσχημάτων. Ἐπειτα
δὲ καὶ αὐτὴ ἡ Τουρκία δὲν ἐβρίσκει ἀκόμῃ εἰς σημείον
τοιούτης παραγνωρίσεως τῶν ἰδίων συμφερόντων ὥστε νὰ
ὑπενώσῃ εἰς τὰς πιέσεις τῆς Ῥωσικῆς, γινώσκει δὲ ὅτι
ἡ Ἐκκλησιαστικὴ ἀνεξαρτησία τῶν Ἀραβόφρωνων λαῶν τῆς
Συρίας καὶ Παλαιστίνης δὲν θὰ μείνῃ ἀνεπαρκολογη-
μάτων καὶ πολιτικῆς ἀνεξαρτησίας, διότι τὸ αὐτὸ πείραμα
ἐπανεληφθῇ ἐν τοῖς Βαλκανικοῖς κρατίδιοις. Δὲν εἶνε δὲ
καὶ ὁλως ἀπίθανος ἡ γνώμη τινῶν ὅτι τὸ κίνημα τῶν
Ἀραβόφρωνων Χριστιανῶν τῆς Συρίας ἐνδομύχως στέργουσιν
οἱ Ἀραβες τῆς Συρίας Μουσουλμάνους, καὶ ἥδη ἐπιθυροῦσιν
ἐν αὐτῇ ἐκλεγῇ Ἀραβὶ Πατριάρχην διὰ τοὺς Χριστιανούς
δαμασκῶν, δὲν νὰ ἐκλεγῇ καὶ Ἀραβὶ Διοικητὴς διὰ τοὺς
Ἀραβας Μουσουλμάνους, ἀντὶ τοῦ φίλου τῆς Ῥωσικῆς
Ναζήμ πασά. Ἡ ἀπαίτησις προδήλως εἶναι ὀρθή, ἀλλ' ἐγ-
κρίνει σοβαροῦς κινδύνους διὰ τὴν Τουρκίαν καὶ ἀποβλέπει
αὐτὴν ταύτην τὴν ὑπαρξὴν αὐτῆς.

Ο ΠΟΛΕΜΟΣ ΚΑΙ Η ΔΗΜΟΣΙΑ ΓΝΩΜΗ.

ὑπὸ τὸν τίτλον τοῦτον ἡ Ἐθνικὴ Ἐφημερίς τοῦ
Βερολίνου δημοσιεύει τὴν ἐξῆς περισπούδαστον ἀρθρον, ἐν
ᾧ μεταξὺ ἄλλων κρίνει ἀναγκαῖον νὰ παραβῇ καὶ τοὺς
Ἑλλήνας πρὸς τοὺς Ἀγγλοὺς καὶ τοὺς Ἀμερικανούς ὑπὸ
τὴν ἐποψίαν τῆς ἀρπακτικῆς καὶ τῆς μανίας τῶν κατα-
κτήσεων. Ὡς φαίνεται, ἡ ἐκ τῶν γνωστῶν ἀντισημιτικῶν
δυσάρεστον ἐκ Κωνσταντινουπόλεως ἐντύπωσις δὲν ἐξηλείφθη
ἀκόμῃ ἐντελῶς.

«Καίτοι ἡ Νοτιοαφρικανικὴ θυσελώδης πεφύλη συνε-
κινεῖται ὁσημέρᾳ ἀπειλητικώτερον, καθ' ὅν χρόνον ἡ Συνδιά-
σκεψις τῆς εἰρήνης συνήρουν ἐν τῷ εὐρωπαϊκῷ μεγάρῳ
τὸ ἀνδρῶν τῆς Χάγης, ὅλγιοι ὅμως ἄρ' ἐπίστευον τότε
ὅτι πραγματικῶς ἐμελλε νὰ ἐκχυρῇ πολέμικαί καὶ ἐμε-
ταξὺ λαῶν συγγενῶν, ἀπὸ ἐκτονταετίας συνικοῦντων ἐπὶ
τοῦ αὐτοῦ Ἀφρικανικοῦ εἰσόδου ἐν μέσῳ φυλῶν ἡμιβαρ-
βάρων, μετὰ πολλοὺς μύθους δαμασθεύσαν, ἀνυπερβλόντες
δὲ κατὰ τὸ πλῆθος. Ἀλλ' ὅμως κινδυνεύει νὰ πραγματοποιηθῇ
τὸ φαινόμενον τοσοῦτον ἀπίθανον, τὸ πρὸς τὴν γενικὴν
ἀμερῆλητον ἀντίληψιν τοσοῦτον ἀντιπαρῶν, τὸ δὲθεω-
ρῶντος ὡς εἰς τὸν πολιτισμὸν τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς. Ὁ
πόλεμος οὗτος μεταξὺ τῶν Ὀλλανδῶν χωρικοῦ καὶ τῶν
Ἀγγλῶν, ἐπὶ τῆς κοινῆς ἐργασίας τῶν ὁποίων ἐν τῇ ἐκ-
γερωσσίᾳ καὶ ἡμετέροις τῆς χώρας, ἐν τῇ γεωργίᾳ καὶ τῇ
μεταλλουργίᾳ, στήριζεται ὁ πολιτισμὸς καὶ ἡ σπουδαιότης
τοῦ μεγίστου μέρους τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς, θὰ εἴνε ἡ πο-
ρὰ ἀπόκρισις τῆς πραγματικότητος πρὸς τὴν νομικὴν καὶ
διπλωματικὴν ῥητορικὴν τῆς Συνδιασκεψέως τῆς εἰρήνης.
Ἀποδεικνύει ἀπᾶς ἐπὶ πόσον ἀπρόσιτος εἶνε τὰ ἐξηγη-
μένα λαϊκὰ πᾶσι εἰς τοὺς λόγους τῆς ὁλοφροσύνης καὶ
πόσον εὐκόλως εἶνε σήμερον ὡς πρὸ ἐκατὸν ἐνταῦθα τὸ
ἐργον τῶν δημογυγῶν, οἵτινες γινώσκουσι νὰ ἐξερεθίζωσι
τὰ πλῆθος κρούοντας τὰς χορὰς τῶν πολεμικῶν αὐτῶν
ἐνστικτῶν, τῆς δοξομανίας τῶν, τῶν ἀρπακτικῶν τῶν ὀρέ-
ξεων καὶ τῆς ματιοδοξίας τῶν.

Τρίτην ἥδη φορὰν ἐντὸς βραχέως χρόνου ὑφίσταται ἡ
δημοσία γνώμη τῆς Εὐρώπης τοιοῦτον ἀτύχημα. Ἐν εἴτῃ
1897 ἐκρηγύθησαν, ἐκτὸς ὀλίγων ἐξαίρεσεων, αἱ κυβερ-
νήσεις καὶ οἱ λαοὶ κατὰ τὸν πόλεμον τῶν Ἑλλήνων πρὸς
τοὺς Τούρκους. Ἀλλὰ μετ' ὅλην τὴν ἀνιστότητα τῶν δυνά-
μεων καὶ παρὰ τὴν ἐκ τῶν προτέρων βεβαιότητα τῆς ἡ-
ττῆς, παρὰ τὰς ἀποπειρὰς νομιστικῶν τῶν ἀληθινῶν φίλων
τῶν καὶ τὰς σοβαρὰς παρακινήσεις τῶν μεγάλων Δυνάμεων,
ὁμοῦσαν οἱ Ἑλλήνες μετὰ τυφλῆς ἀπειρητικῆς πρὸς τὸν
πόλεμον. Ἀλλ' οὐχ ἥττον παράδοξος τῆς ἐμπαιχτικῆς ἀπο-
φάσεως τῶν Ἑλλήνων ἦτο διὰ τὸν παρατηρητὴν ἡ ἀδυ-
ναμία τῶν μεγάλων Δυνάμεων, αἵτινες δὲν ᾔδοντο δὲ ἀ-
ποραστικῆς ἐπεμβάσεως νὰ ἐμποδίσουν τὴν παραβίαν
τῆς εἰρήνης. Ἡ Εὐρώπη εὐρέθῃ οἰονεῖ ἡνυχασμένη νὰ
θεάται τὸν μεταξὺ Τούρκων καὶ Ἑλλήνων πόλεμον, ὅσον
μέγαν καὶ ἂν ἦτο ἐπὶ τινι χρόνῳ ὁ κίνδυνος τῆς ἐν ἀπάσῃ
τῇ Χερσονήσῳ τοῦ Αἴμου ἐξελπίσεως τῆς πυρκαϊκῆς. Κατὰ
τὸ ἐπὶ ἐτος ἐπανεληφθῇ τὸ θέμα αὐτὸ μείον μορφήν.
Αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι ἐκρήξαν εἰς τοὺς Κουβαίους ἐπα-
ναστάτας ἐνεκα τῆς Ἰσπανίας τὸν πόλεμον. Δίκαιον λόγον
πρὸς τοῦτο οὐδένα εἶχον οἱ Ἀμερικανοὶ ὅπως οὐδ' οἱ Ἑλ-
λήνες. Ὅπισθεν τὸν ὑπὲρ ἐλευθερίας καὶ φιλοφρονητικῆς
δηλώσεως τῶν ἐκρηγύσαντες ἡ μανία τῶν κατακτητῶν. Οὕχῃ
ὡς ἐλευθερωταί, ἀλλ' ὡς κατακτηταὶ εἰσέβαλον οἱ Ἑλλή-
νες εἰς τὸν Τούρκικον καὶ οἱ Ἀμερικανοὶ εἰς τὸν Ἰσπανικόν
ἐδαφον. Οὕτῃ τῶν Ἑλλήνων τὸ ἐθνικὸν αἰσθημα προσε-
βλήθη ὑπὸ τῶν Τούρκων, οὕτῃ τῶν Ἀμερικανῶν ὑπὸ τῶν
Ἰσπανικῶν. Οὕχῃ ἡ ἀπελευθέρωσις, ἀλλ' ἡ κατακτήσις τοῦ
Πορτορικῶν, τῆς Κούβας καὶ τῶν φιλιππίνων ἦτο ὁ σκο-
πὸς τοῦ πολέμου. Ὅτι αἱ παραστάσεις τῶν μεγάλων Δυ-
νάμεων, αἵτινες οὐδὲ καὶ ἐπὶ τῆς Ἑλληνικῆς κυβερνήσεως
ἐνεπείσαν ἐντύπωσιν, ἐμελλόν νὰ ληρωθῶσιν ὑπ' ἐπὶ ὑπὸ
τῆς Ἀμερικανικῆς κυβερνήσεως, οὐδεὶς ᾔδωντο νὰ παρα-
δεχθῇ ὡς πιθανόν. Πεισματωδὲς ἀπῆργοντο οἱ Μὰκ Κίν-
λεϋ πᾶσαν μεσολαβήσεως ἀπέπεισαν καὶ πάλιν ἡνυχασθῇ
ἡ Εὐρώπη νὰ παραστῇ ἀδρανὴς θεατὴς πολέμου, ὅστις διὰ

τὴν πολιτικὴν καὶ τὴν οἰκονομικὴν ἀνάπτυξιν τοῦ κόσμου
θὰ ἔγῃ τὴν αὐτὴν σπουδαιότητα, ἣν ἔσμεν ὁ κατὰ τὸν
παρόντα αἰῶνα συντελεσθεὶς χωριστῶς τῶν Ἀμερικανι-
κῶν ἀποικίων ἀπὸ τῆς μητρὸς αὐτῶν Ἀγγλίας. Ἐν τῷ
ὑπὲρ ἀνεξαρτησίας ἀγῶνι ἐκείνῳ ἡ Γαλλία διεδραμάτιζε
σπουδαίοντα μέρη, ἐκπροσωπῆσεν τὰς Εὐρωπαϊκὰς συμ-
φέροντας κατὰ τῆς Ἀγγλίας, ἥτις καὶ τότε ἥδη ἠγωνίζετο
ὅπως καταλάβῃ τὴν ἀπὸ τῶν καὶ ἀπερίριστον ἐπὶ τῶν
βαλκανίων κυριότητα. Ἀλλὰ τὴν φορὰν ταύτην οἱ δύο
ἀντίπαλοι ἔμεναν μόνον καὶ οὐδεμία χεὶρ ἐκινήθη πρὸς
ὑποστήριξιν τῆς Ἰσπανίας. Οὕτῃ ἡ γνώμη οὕτῃ τὸ συμ-
φῆρον τῆς Εὐρώπης εὐρην ὑπερασπιστὴν. Νῦν δὲ ὁ πόλε-
μος τῆς Ἀγγλίας πρὸς τὰς Ὀλλανδικὰς Δημοκρατίας τῆς
Νοτίου Ἀφρικῆς θὰ καταδείξῃ ἀπᾶς ἐπὶ τὴν ἀδυναμίαν τῆς
δημοσίας γνώμης καὶ τῆς ἡθικῆς διαμαρτυρίας. Δὲν ὑπάρ-
χει Εὐρωπαϊκὴ τοῖμῳσα νὰ ἐμποδίσῃ τὸν πόλεμον καὶ νὰ
ὑπερασπίσῃ τὸν ἀσθενῆ κατὰ τοῦ ἰσχυροῦ.

Διότι οἱ ἀπὸ τῆς σφάρακας καὶ ἀν' ἐπιμέλειαν ἡ ἰσχυ-
ρογυμνασίαν καὶ ἀδιακρίτως τῶν Βορῶν, ὅσον καὶ ἂν
ὑπερβῇ τὸ κυβερνητικὸν αὐτῶν σύστημα, ὅσα δὴποτε δι-
καια παράνομα καὶ ἂν ἐγείρῃ εἰς τὸν Τρανσβαλὶ ἐπιδράσεις
Ἀγγλικῆς πληθυσμῶς — οὐδὲν δικαίωμα κέκτηται ἡ Ἀγ-
γλία νὰ διαλέγῃ κατὰ τὸ δοκὸν τὰ τῆς χώρας τῶν Βού-
ρων. Ταῦτάς ἀπαίτησεις, οἷος ἀπευθύνει πρὸς τὴν Νοτιο-
αφρικανικὴν Δημοκρατίαν, οὐδέποτε βεβαίως καὶ ἐπὶ μᾶλλον
Ἀγγλία ν' ἀπευθύνῃ πρὸς Μεγάλην τινὰ Δύναμιν. Τὸ γέ-
λοιον μεγάλου Ἀγγλικοῦ κράτους ἐν τῇ Ἀνατολικῇ Ἀ-
φρικῇ ἐκτενόμενον ἀπὸ τῆς Ἀλεξανδρείας μέχρι τῆς Εὐ-
έλπιδος Ἀκρας ἐρριζώθη ἀνασπαράσσας ἐν ταῖς κεραλαῖς
τῶν Ἀγγλῶν. Χρηματικὰ συμφέροντα καὶ κερδοσκοπικὸν
ὕπολητοι διαδραματίζουσιν, ὡς οὐδεὶς δύναται ν' ἀρνήσῃ,
σπουδαίοντα μέρη ἐν τῷ πολέμῳ τούτῳ, ὅπως καὶ κατὰ
τὸν πρὸς τὴν Ἰσπανίαν πόλεμον τὸν Ἡνωμένων Πολιτειῶν.
Ἡ Ἀγγλικὴ καθὼς καὶ ἡ Ἀμερικανικὴ πολιτικὴ τῆς ἐξα-
πλώσεως ἔχουσιν οἰκονομικὴν ὅψιν πολλὴ σπουδαιότητα τῆς
καθάρσεως πολιτικῆς βίβης. Ἡ φιλοφρονητικὴ καὶ πλεονε-
ξία εἶνε σήμερον ἐν Ἀγγλίᾳ, ὅπως πρὸ ἐνὸς ἐτος; ἐν Ἀ-
μερικῇ, εἰς τῶν σπουδαιωτάτων παραγόντων τῆς φιλοπο-
λέμου κινήσεως, ἐκμεταλλεύεται δὲ ἀσυνείδητος ἡ ἐθνι-
κὴ φιλοδοξία; καὶ πᾶσι τὸν πλῆθος καὶ τὴν στρατιωτικὴν
ματιοδοξίαν. Τὸ δίκαιον καὶ ἡ ἥθικη οὐδεμία ἰσχύϊ ἔχουσι
κατὰ τῆς ὁρμῆς τῶν ἑλκτικῶν τούτων. Ἐν τῇ Συνδιά-
σκεψί τῆς εἰρήνης οἱ Ἀγγλοὶ πληρέστερον ἐπαρρησιάζον-
ται ὡς οἱ θεμελιῶντες ὑπερμαχίαν τῶν διακτικῶν δικαιοτη-
ριων, ὡς θεωροῦντες τὸν θεσμὸν τοῦτον ἀληθινὴν πανάκειαν
κατὰ τῶν φρικῶν τοῦ πολέμου. Ὁ δὲ Ἀγγλικὸς τύπος
ἐπιλήρως τὰς στήλας τῶν σφοδρότατων καὶ μοχθηροτάτων
κατηγοριῶν κατὰ τῆς Γερμανίας, ὡς ἐναντιομενῆς πρὸς
τὴν ἀπερίριστον ἐφαρμογὴν τοῦ θεσμοῦ τῶν διακτικῶν
δικαιοτηριῶν. Ἀλλὰ πόσον ταχέως μετεβλήθη τὰ πράγ-
ματα, εὐθὺς ὡς ὁ πρόεδρος τῆς Νοτιοαφρικανικῆς Δημοκρα-
τίας κατὰ τὴν διάσκεψιν τῶν διαπραγματευτῶν προέτεινε
νὰ ὑποβληθῇ τὰ ἐκκερτῆ ἀμειψήματα εἰς τὴν κρίσιν
διακτικῶν δικαιοτηρίων! Ἐν τῇ ἰδίᾳ αὐτῇ ὑπολήσει
ἡ Ἀγγλία οὐδὲν ἤθελε ν' ἀκούσῃ περὶ τῆς κατὰ τὸ ἀπακ-
τικὸν πολέμου πανακείας, διότι εὐλόγως ἐροῦνται ὅτι ἡ
ἀπερῆσις τοῦ διακτικῶν δικαιοτηρίου ἐν τῷ ζήτηματι τοῦ
Τρανσβαλὶ ἦτο ἐναντία πρὸς τὰ συμφέροντά τῆς.

Τὸ σήμερον ἐν τῇ Νοτίᾳ Ἀφρικῇ συμβαίνοντα καὶ
παρασκευαζόμενα γεγονότα ὁμοιάζουν πολὺ πρὸς τὰ συμ-
βάντα περὶ τὰ τέλη τοῦ δεκάτου ὁγδοῦ αἰῶνος ἐν ταῖς
Ἀνατολικαῖς Ἰνδίας ὑπὸ τὸν Robert Clive καὶ Warren
Hastings. Καὶ ἐκεῖ τότε, ὅπως νῦν ἐν τῇ Νοτίᾳ Ἀφρικῇ,
ἡ πλεονεξία καὶ ἀρπακτικὴ μανία μᾶλλον ἐμπροκίτης Ἐται-
ρείας καὶ τῶν ἀντιστοιχούντων τῆς τῶν κῆρυον ἐλαττήρων. Οἱ
Ἰνδοὶ ἡγεμόνες ἀπεστερήθησαν ληστρικῶς τῶν κτημάτων
καὶ τῶν θησαυρῶν τῶν πρὸς βρελάς τῆς ἐμπορεύσεως Ἐται-
ρείας τῶν Ἀνατολικῶν Ἰνδῶν καὶ τῶν ἐν Λονδίνῳ κερ-
δοσκοπῶν. Ὅτι ἐξ αὐτῶν ἀπέμεινε εἰς χεῖρας τῶν ὑπαλ-
λήλων καὶ τῶν ἀξιωματικῶν τῆς Ἐταιρείας ἐθεωρήθη ὡς
θεμιτὴ καὶ ἐπιτετραμμένη λεία. Ὅπως δὲ τῶρα κατὰ τῶν
Βορῶν, οὕτω καὶ τότε κατὰ τῶν Ἰνδῶν ὁρμησαν οἱ Ἀγγλοὶ
ἐν ὀνόματι τοῦ πολιτισμοῦ καὶ τῆς φιλοφρονητικῆς ἡ ὀη-
μοσία γνώμη ἦτο καὶ τότε κατὰ τῶν ἀσυνείδητων κερδο-
σκοπῶν καὶ τῆς πολιτικῆς τῶν κατακτητῶν οὐχ ὀλίγω-
τερον ἐξηρησμένη ἡ σήμερον ἐπὶ τῇ ἀδικίᾳ καὶ ἀσυνείδητῳ
διαγωγῇ τῶν Ἀγγλῶν πρὸς τὸν μικρὸν καὶ φιλοφρονη-
λατὸν τῶν Βορῶν. Ἀλλ' ἐπὶ τέλους ἡ ἥθικη αὐτῇ ἀγανά-
κτησις οὐδὲν ἀποτελέσμα ἔφερε, διότι ἡ ἐπὶ τῆς ἀνί-
σχυρος ὡς σήμερον ἡ ἀγανάκτησις τῆς δημοσίας ἐν Εὐ-
ρώπῃ γινώσκει. Ἡ δημοσία γνώμη οὐδὲν μέσον ἔχει ὅπως
ἐπιβλήθῃ. Πρὸς τὸν πόλεμον μόνος ὁ πόλεμος δύναται νὰ
ἀντιταχθῇ, ἀλλὰ σήμερον οὐδεμία τῶν μεγάλων Δυνάμεων
σκέπτεται νὰ κρατήσῃ τὸν ὑφ' ὀνόματι βραχίωνος τῆς Ἀγ-
γλίας. Αἱ νίκαι αἱ ἦσαν τὰ Ἀγγλικά ὅπλα ἐν Σουδαν
κατὰ τῶν Δερβιστῶν καὶ ἡ ταχιστὴ ὑποχώρησις τῶν Γάλ-
λων ἐκ τοῦ Φασαχῶδ ἐξερτύνουσι καὶ παραρῶσιν οὐ μόνον
τοὺς ὑποκινητὰς τοῦ πολέμου, ἀλλὰ σύμπαντα τὸν
Ἀγγλικὸν λαόν, ὅπως τὴν ἐπιτυροῦσαν ἐν Αἰγύπτῳ κατα-
κτινῶν πολιτικὴν δοκίμασιν νῦν καὶ ἐν τῇ Νοτίᾳ Ἀφρικῇ.
Ἡ παρούσα στιγμή φαίνεται καταληλυστάτη πρὸς τὴν ἀπό-
πειραν ταύτην, διότι ἡ μὲν Ῥωσία εἶνε ἀπῆχουληρὴν ἐν
τῇ Εὐρώπῃ, ἡ δὲ Γαλλία ἐνεκα τῆς ἐσωτερικῆς αὐτῆς ἀκα-
ταστασίας δὲν εἶνε ἐπιρροῦς. Κερδοσκοπικὸν κύκλον, καὶ
ἐκτὸς τῆς Ἀγγλίας, διαβλέπεται μέγαν κέρδην ἐν τῇ κατα-
στροφῇ τῶν Βορῶν, ὧν τὸν συντηρητικὸν καὶ φιλοφρονη-
χαριστικὴν τοσοῦτον ἐπιδοξίαν ἐκμεταλλεύονται οἱ Ἀγ-
γλοὶ ὡς πρόβρασι τῆς καταστροφῆς τῶν. Μεταξὺ τῶν
φασμάτων, ἅτινα προφαίνει δειλαστικῶς εἰς τὰ πλῆθος ὁ
κοινωνισμὸς, εἶνε καὶ ἡ κατάρξις τῶν μονιμῶν στρατῶν
καὶ τῶν πολεμῶν. Ἀλλ' αἱ βουλομένηται φιλοφρονητικὴ δια-
θέσεις τῶν λαῶν οὐδέποτε καὶ οὐδαμῶς ἀντέγουν πρὸς
τὸν ὀρυβρον τοῦ πολέμου καὶ τυμπάνου. Ἀλλ' ὁλοκλήρως
ἀπέδειξαν τοῦτο ἡ Ἑλλάς, αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι καὶ ἡ
Ἀγγλία. — κράτη πολλὰ ἀπέγοντα τῆς «στρατοκρατίας» —
Εἰς ἀσυνείδητος ὑποταγῆς, ὅλγιοι ἐνδοσυμμεταξὺς λόγους καὶ
ἀδρᾶ ἐφημερίδων, καὶ τὰ ἀνταρκτικὰ γραμματικὰ ποσὰ πρὸς
προσληπτικὴν ἐνέργειαν, ἀρκοῦσι πανταγῶς ὅπως ἐξηγε-
ροῦσι τὴν φιλοφρονητικὴν ὁρμήν τοῦ πλῆθους. Οὕχῃ τὰ πλῆθος,
ἅτινα πάντοτε ἀκολουθοῦσι τυφλῶς τὰς κραυγὰς τῶν φι-
λοφρονητῶν, ἀλλ' ἡ ἐκλεκτὴ μειονότης τῶν εὐπαιδευμένων
προσταβῶν καὶ ἐν τῷ παρόντι κερρὶ νὰ καταστήσῃ ἀκου-
στήν τὴν φωνὴν τῆς φρονήσεως καὶ τῆς δικαιοσύνης. Ἀλλὰ
πόσον μάταιον ἀποβαίνει αἱ προσπάθειαι αὐταί, ἀπείδειξε
νεωστὶ ἡ ἐν τῇ πλείστῃ τοῦ Τρανσβαλὶ συνένεσις, καθ' ἣν
τὰ πλῆθος κατεβουρβύθησαν καὶ ἐξεσείσαν τοὺς ὑπερμάχους
τῆς εἰρήνης. Ἡ πολυκίνητος ἐνέργεια καὶ δραστηριότης τῶν
φίλων τῆς εἰρήνης, ἡ ἀναπτυσσόμενη ἐν συνειδήσει καὶ
προσχετῶν, παραλύεται ὑπὸ τοῦ δαιμονιώδους ὁρμήν
τῶν φιλοφρονητῶν. Πάντες οἱ ἐν ταῖς Ἡνωμέναις πολιτεῖαις
πολυφρονῶντες σύλλογοι τῶν ὑπερμαχῶν τῆς αἰωνίας εἰρήνης
ἐσιώπησαν ἀφῆλναι ἡ καὶ συνηλάξαν πέρου μετὰ τῶν
φιλοφρονητῶν ὑπὲρ τῆς ἐλευθερωσεως ὁρμήν τῆς Κούβας.
Ὅποιον διδακτικὸν παράδειγμα τῆς ἀδυναμίας παῶν τῶν
πρὸ αἰώνων εἰρήνης θεωρῶν καὶ πάντος ἐνθουσιασμοῦ
ὑπὲρ τῆς ἀδελφώσεως τοῦ ἀνθρώπου γένους, ὅταν ἐν τῷ
κόσμῳ τῆς πραγματικότητος συγκρούονται τὰ συμφέροντα!
Ἐπὶ ἀπᾶς καταστάσεσιν νῦν δὲ μόνον οἱ ἰσχυροὶ ἐξοπλι-
σμοὶ δύναται νὰ προστατεύωσι τὴν εἰρήνην καὶ τὴν ἀνε-
ξαρτησίαν ἐκαστοῦ κράτους. Οἱ φαντασιώκοι, οἵτινες διὰ
φράσεων περὶ ἐλευθερίας καὶ φιλοφρονητικῆς ἡττοσύνης νὰ ἐμ-
ποδίσουν τὴν ἀμυντικὴν δύναμιν τῶν λαῶν, ἀνοήτοις καὶ
πύλας εἰς τὸν πόλεμον καὶ εἰς τὴν μανίαν τῶν κατακτη-

σεων. Τοὺς δαίμονας τοὺτους παραλύουσι μόνον τὰ ὅπλα,
οὐχὶ μαχικὸι λόγοι.

ΑΙ ΔΥΝΑΜΕΙΣ ΚΑΙ ΤΟ ΤΡΑΝΣΒΑΛ.

Περὶ τῆς στάσεως, ἣν ἐνδέχεται νὰ λάβῃ ἡ Ῥωσία
κατὰ τὸν ἐν τῇ Νοτίᾳ Ἀφρικῇ πόλεμον, ὁ ἐν Λονδίνῳ
ἀνταποκριτὴς τῆς Ἐθνικῆς Ἐφημερίδας τοῦ Μονάχου
ἐπιστέλλει τὰ ἀκόλουθα. «Δὲν εἶνε πιθανόν, ὡς καὶ πρό-
τερον ὑπεδείκνυν, ὅτι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς νοτιοαφρι-
κανικῆς ἐρίδος οἱ Ῥώσοι δὲν θὰ ἐπιχειρήσωσιν ἐγγεῖρμα
τι οἰονδήποτε πρὸς προαγωγὴν τῶν ἐαυτῶν συμφερόντων
ἐν Ἀσίᾳ. Κατὰ τὴν παρούσαν στιγμὴν τὰ ἐν Περσίᾳ συμ-
βαίνοντα παρέχουσιν ἀφορμὴν εἰς μελέτην τοῦ ζητήματος
τούτου. Ἐν Κασβὶν τῆς Βορείου Περσίας προεβλήθη, ὡς
γνωστὸν, ἀναβρασμός τις ὑπὸ τῶν ἀπαύστων ὑποκινήσεων
τῶν Μωαμεθανῶν ἀρχηγῶν κατὰ τοὺς τελευταίους μῆνας,
τῇ δὲ 8 Σεπτεμβρίου ἐγένετο αὐτοῖς καὶ ἐπίθεσις κατὰ τὸν
Χριστιανικὸν πληθυσμόν. Κατὰ τὴν ἐπίθεσιν ταύτην συνέβη
νὰ περιπέσῃ καὶ ὁ ἐκεῖ παρὰ τῶν ἀνταποκριτῆς τῆς Ῥω-
σικῆς ἐφημερίδος «Βιεδουστ» εἰς τὰς χεῖρας τοῦ ὅλγου
καὶ νὰ ὑποστῇ δεινὰς κακοποιήσεως. Ὅτε ὁ ἐν Τεχεράνῃ
Ῥώσος πρεσβευτὴς ἐλαβε γινώσιν τῆς φαντατικῆς ταύτης
ἐξεγέρσεως, ἤγειρεν εὐθὺς διαμαρτυρίας, ἀλλ' οἱ ἐξηρη-
σμένοι Μωαμεθανοὶ οὐ μόνον δὲν κατέστησαν τὸν φαντα-
στικόν τὸν ἀλλὰ καὶ ἐκκαποτήσαν δέκα ἑτέρα πρόσωπα, ἐν
οἷς καὶ τρεῖς Ῥώσους ὑπηκόους, κατέστρεψαν δὲ προσέτι
καὶ δύο οἰκίας ἀνηκούσας εἰς ἕνα Ῥώσον Ἀρμένιον. Αἱ
ἐγγύροι ἀρχαὶ ἀπέγον πᾶσης ἀναμείψεως, ἀλλ' ὁ Σάγης
τῆς Περσίας ἀπέρριπτε, συνέπειαν τῶν παραστάσεων τοῦ
Ῥώσου πρεσβευτοῦ, πρὸς τὸν διοικητὴν τοῦ Κασβίν δρι-
μυτάτην ἐπιλήρησιν, ἥτις ἔσμεν ὡς ἀποτελέσμα τῆς συλ-
ληφθῆναι τριακασίον ἀνθρώπων. Οἱ συλληφθέντες οὗτοι ἐρα-
βίδισθησαν πάντες, πολλῶν δ' ἀπεμνησθήσαν αἱ χεῖρες, αἱ
ρίνες καὶ τὰ ὀτα. Οἱ κύριοι ὑποκινηταὶ καὶ πρωταῖοι τῶν
ταραχῶν ἀπεληλύθησαν σῶσι καὶ ἀμείωρητοι, διότι ὁ διοι-
κητὴς δὲν ἐτόλμα νὰ τοὺς συλλάβῃ πρὸ τῆς ἀφίσεως τῶν
στρατευμάτων τοῦ Σάγης εἰς Κασβίν. Ἡ πόλις α

Ἐν ἐκ τῶν μάλιστα διαδεδομένων στρατιωτικῶν φύλλων τῆς Γαλλίας, («La France militaire», δημοσιεύει κύριον ἄρθρον περὶ Γαλλο-Γερμανικῆς συμμαχίας, ἐπισημαίνον ἐν Γερμανίᾳ λίαν εὐερέστεν ἐντοπισμὸν. Ὁ ἄρθρον φέρει φρονεῖ δι' ὃ πέρασμα τοῦ 1870/71 καὶ ἡ πρόκλησις τῆς Ἀσιατικῆς καὶ Ἀφρικανικῆς διὲν πρόσκομμα παρεμβάλλουσιν ἐπὶ τὴν Γαλλο-Γερμανικὴν συμμαχίαν. διὲν καὶ ἐν Γαλλίᾳ καὶ ἐν αὐ-

ταῖς ταῖς ἐπαρχίαις μεταβιβάσας ἤδη καὶ οἱ ἄνθρωποι καὶ τὰ πράγματα. «Ὁρείωνται ἐν ἐμολογισμένῃ, λέγει ὁ ἀρχιεπίσκοπος, ἡ εὐεχία ἐκ τῆς Ἀλασκας καὶ Λαπωνίας μεταβιβάσονται ἀνεστῆλαι καὶ τὸ Γαλλικὸν πνεῦμα ἐν ταῖς ἐπαρχίαις ταύταις ἐξερθεύσῃ, ἐκλήρυξας τῆς ἐλπίδος ὅτι ὁ δυνήσων ποτε νὰ ἐπιστρέψωμεν ἐκεῖσε διὰ τοιαύτης Γαλλικῆς κυβερνήσεως θὰ σκεφθῇ ποτε νὰ ἐπιχειρήσῃ τὴν τῆς ἐκδικήσεως πόλεμον.» Ἡ ἰδέα τῆς ἐκδικήσεως, (λέγει παρακατὼν ὁ ἀρχιεπίσκοπος), ἡγάγετο τὴν Γαλλίαν εἰς τὸ μέγα σφάλμα νὰ παραμελήσῃ τοῦ ναυτικοῦ καὶ τῆς ἀμύνης τῶν ἀπομακρυσμένων ἀποικιῶν τῆς. Ἡ ἰδέα τῆς ἐκδικήσεως αὐθιγὴν ἡμᾶς προσεῖτε εἰς τὰς ἀρχαίας τῆς Ρωσίας, ἥτις ἀναμνησθῆναι ἐκ τῆς μεθ' ἡμῶν συμμαχίας ἐπορεύθη μὲν αὐτὴ μεγάλως ὠφέλεια, οικονομικὰς τοὐλάχιστον ἂν μὴ καὶ ἄλλως, εἰς ἡμᾶς δὲ οὐδὲ τὴν ἐλαχίστην, καθ' ὅσον γινώσκω, παρέσχεεν ὑπερβολὴν. Καὶ ἐν αὐτῷ τῷ ζήτηματι τοῦ Φορτσόδ δὲν ὑπεστήριξεν ἡμᾶς μεγάλως, μᾶλλον δὲ ἡ ἐπιρροὴ τῆς ὑπῆρξεν ἐλαχίστη. Μετὰ ταῦτα ὁ ἀρχιεπίσκοπος φέγει τὴν ἀποικιακὴν πολιτικὴν τῆς Γαλλίας, ἥτις, μὴ ἔχουσα πληθυσμὸν αὐθαγῶμεν μὴδὲ βιομηχανίαν ἀναπτυσσόμεν, ὡς ἡ Γερμανία, ὠρμῇ πρὸς τὴν ἀποικιακὴν ἐξάπλωσιν, χωρὶς νὰ ἐρρονήσῃ περὶ τῆς καμφορῆς καὶ λυσιτελοῦς ἀναπτύξεως τῶν ἀποικιῶν τῆς. Πρὸ πάντων ὅμως ἠμῶντες νὰ προστατεύσῃ ἐκείνους τὸ ἀποικιακὸν αὐτῆς κράτος. Ἐπειδὴ δὲ νῦν ἐνὶ ἀπὸ πάλιν ἐν ἡ Γερμανίᾳ σκεπτικὰ περὶ Εὐρωπαϊκοῦ πολέμου, ἐκτός διὰ τῆς Κιρκωσῆς δὲν ἔχει συμπεριεῖται συγκαταστήματα πρὸς τὰς Γαλλίας, διὰ τοῦτο «ὀφείλομεν (λέγει) εἰς τὸ ἐξῆς νὰ ἐγώμεν πάντοτε πρὸς ὁρθολογισμὸν τὸν κατὰ τῆς ἡ Γαλλίας πάλιν. Ὅπως ἐστὶν ὁ ἐγὼρ, καθ' οὗ ὀφείλομεν ἀνεῖν ἄλλως ἀναβολὴν νὰ ἐπιτελούμεθα. Ἡ ἡ Γαλλία εἶνε ὁ ἀπ' αἰώνων ἐχθρὸς ἡμῶν. Ἡ ἱστορία διδάσκει ἡμᾶς ἐν τοῖς Γερμανοῖς ἐβλίσταμεν ἡμῖς οὐχὶ ἐλπιώτερον ἢ ἐσον ἐβλίσταμεν ὑπ' αὐτῶν, ἐνῷ πρὸς τοὺς Ἀγγλοὺς οὐδὲμὴς ἡδυνήθημεν ν' ἀνταποκριθῶμεν τὰ ἑα. Εἰς τοὺς τοὺτους λοιποὺς βρεθόμεν νὰ στρέψωμεν τὴν ἐκπαιδευτικὴν ἡμῶν ὁργάν. Ὅσοι ἐνὶ ἐκ καταστράσαντες ἐκείτους μισοῦσι καὶ ἀπεχθῆναι ἐν ἑαυτῷ τὸν κόπον. Νῦν δὲ παρέρχεται ἡ καταλήξις ἐκδικήσεως ὡς ἐπὶ τῆς ἡμετέρας τῆς τῆς καταστάσεως τῶν πραγμάτων καὶ προσεγγίζομεν ἐπὶ τέλος πρὸς τὴν Γερμανίαν καὶ συμμαχίζομεν μετ' αὐτῆς κατὰ τὸ κοινὸν ἡμῶν ἐχθρὸν. Τοιαύτη συμμαχία θὰ ἐπέστρεψεν ἡμῖν νὰ συντάξωμεν ἐβραῖον καὶ σταθερὸν πρόγραμμα τῆς ἀποικιακῆς ἡμῶν ἐκπαιδεύσεως, νὰ τελειοποιήσωμεν τὸν ἡμέτερον ναυτικὸν καὶ νὰ δημιουργήσωμεν ἀδύναμον ἀποικιακὸν στρατὸν, ὅπως δυνήσωνμεν ἐν ἀνάγκῃ νὰ ἀνταπεξείλωμεν βαρύνοντες κατὰ τὸν ἐχθρὸν ἡμῶν, χωρὶς νὰ διατρέχωμεν τὸν κίνδυνον νὰ πάλωμεν ὑπὸ τῆς ἡ Γαλλίας, διὰ πάσης σήμερον τὸ Τρανσβαλ. Ἐγὼ καὶ μετ' ἐμοῦ πολλοὶ τὸν νῦν τὴν πολιτικὴν ἡ ἀποκαταστάσεως ὑπὸ τὸν αἰσθητικὸν ὁρμὴν πεπεισμένοι ὅτι ἐν τῇ μετὰ τῆς Γερμανίας συμμαχίᾳ κελταὶ τὸ μέλλον ἡμῶν καὶ ἐν τῇ ἐκείνῃ τὸν Ρώσων σπαταλῶμεν τὸν χρόνον ἡμῶν.»

Ἡ ἐξαπείκτιστος τοῦ Γαλλικοῦ πληθυσμοῦ ἥρπαστο αὐθις καθιστάμενη ἡμῶν αἰσθητὴ ἐν τῇ στρατιωτικῇ ὑπηρεσίᾳ. Ἐπὶ τῇ βίβῃ τῆς ἀρχῆς ἡ ἐξέθλυν ἐν τῇ πολιτικῇ αὐτοῦ ἀγρόσεως ὁ πρῶτος ἐπὶ τῶν Στρατιωτικῶν ὑπουργῶν Φρανσίε, ἐπὶ οὗλῃ τὸ ποσὸν ἄλλα τὸ ποῖον ἀποτελεῖ τὴν δυνάμιν τοῦ στρατεύματος, ἡ Γαλλία ἀναγκάζεται νὰ παραστήσῃ τὸ σχεδόν, οὗ ἡ ἐκτέλεσις ἐπέκυτο τὸ 1900, τῆς ἐνισχύσεως δηλαδὴ τῶν συνταγματικῶν τοῦ πεζικοῦ καὶ διὰ τεταρτὸν τάγματος. Ἀρρομ τοῦτο εἶνε ἡ ἐν ἑαυτῇ εἰσὶν διατάξεις αὐστηρὰ διαταγῇ τοῦ Φρανσίε πρὸς τὰς στρατολογικὰς ἐπιτροπὰς ὅπως κατατάσσονται αὐταὶ εἰς τὸν στρατὸν μόνον, τὸν τελεῖται ἰκανοῦς, ἡς ἐνεκα ὁ ἐφετινὸς ἀριθμὸς τῶν νεοσυλλεγμένων ὑπῆρξεν ἐλάττωσιν τοῦ περὶ τοῦ κατὰ εἰκοσι καὶ τρεῖς χιλιάδας, καταστρέφας τοιοῦτον πρόβλημα τὴν συγκρότησιν τῶν τεταρτῶν ταγμάτων. Τὰ γενέσθαι τοῦτο φαίνεται ἐπὶ εἰς ἡμετέρας ὁ Γαλιεῖ, διότι, πρὸς δὲ τὴν ἀμέλειαν ἡμῶν διέταξε τὴν διακοπὴν τῶν πρὸς τὰς κοινότητας διαπραγματεύσεων ἐπὶ τοῦ ζήτηματος τοῦ στρατιωτικοῦ τῶν τεταρτῶν ταγμάτων. Πρὸς παραγομένην μάλιστα τὴν κοινότητα εἶπε προσεχθὲν ἐπὶ τῇ σχετικῇ τῷ Γαλιεῖ διαταγῇ διὰ ἀδιαπραγματεύσεως διὰ ἐπαναληφθῶσαν εὐθὺς ὡς ἐξαφαινομένη ὁ ὅρος τῶν τεταρτῶν ταγμάτων ἀπαιτούμενος ἀριθμὸς νεοσυλλεγμένων. Ἐν ὅμως ἡ Γαλλία ἐπιμελῶς ἐμμένοντα ἐν τῇ ἀρχῇ τοῦ Φρανσίε περὶ εὐρείας ἀπαλλαγῆς, δύναται νὰ θεωρηθῇ ὡς βέλτιον ὅτι ὁ ἀπαιτούμενος ἀριθμὸς οὐδέποτε θὰ ἐξαφαινομένη.

Ἐν τῷ τελευταίῳ ὑπουργικῷ συμβουλίῳ ὑπὸ τὴν προεδρίαν τοῦ Λουμπὲ, ὑπετάχθησαν οὗτοι τὸ ὑπὸ τὸν Γαλιεῖ ὑποβληθέν διατάγμα διὰ τοῦ ποσίου διαγράφας ἀ ἐκ τῶν τὰς ἐν τῷ στρατῷ ὁ ὑπολογιστὴς Βενεράδου ὁ προαίτιος τῶν ἐν Μοντελιάρ σκηνῶν ἐπὶ εὐκαιρίᾳ τῆς ἐκεῖ παρουσίας τοῦ προέδρου τῆς Δημοκρατίας. Αἱ λυπηρὰ αὐτὴ σκηνὰ ἐλαβὼν ἡμῶν ὡς ἐξῆς. Οἱ κατωτέρω ἀξιωματικοὶ τοῦ ἐκκοστὸν δευτέρου συντάγματός τῆς γρημῆς συνοδευθέντες εἰς τὸν πτεροδρομικὸν σταθμὸν τὸν πρῶτον συνελθόντων καὶ καὶ ἐνθουσιάζοντα βουλήσαντες ὡς ὧσαν, ἐστάθμισαν πρὸς τὸν οὐκίματον ὅτι ὁ δέξιμεν ὁ Πρέσβης καὶ ἤρξαντο δι' ἀπερὶ τῶν κραυγῶν ἀποδοκιμαζόμενος αὐτὸν. Ἐκ τῆς διαταγῆς ἀνακρίσεως προέκυψε ἐν τῇ διαβολῇ αὐτῇ ἡτο προμελετημένη, καὶ ἐπὶ αὐτῇ ἀξιωματικὸν ἐξέβρισην βραδυνῶν ἐν τῇ κακοδομίᾳ ποταμῶν τινὰς ἀπλῶς διότι μεταξὺ αὐτῶν ἐβρίσκετο καὶ ὁ υἱὸς τοῦ Λουμπὲ. Ἡ δὲ ἡγίαια σκῆψις ἐν τῷ ὑπουργείῳ τῶν στρατιωτικῶν περὶ τῆς τιμωρίας καὶ αὐτοῦ τοῦ δὲ ὧσαν ὅπως τυγχάνει ἐν ἀξιωματικῆς τῆς ἐφεδρείας. Αἱ σκηνὰ καὶ Μοντελιάρ — παρατρέφει ὁ «Ν. Ἐλ. Τύπος» — εἶνε νῦν ἀποδείξεις περὶ τῶν ἀντιδραστηρίων ἐργασιῶν τῶν Γαλλικῶν ἀξιωματικῶν.

ΒΕΡΜΑΝΙΑ.

Ἐπιστέλλουσιν ἐν Κωνσταντινουπόλει εἰς τὴν «Γενικὴν Ἐφημερίδα» τοῦ Μονάχου ὅτι ἡ ἐκλογὴ τοῦ Πατριάρχου Ἀλεξανδρείας θὰ ἐνεργηθῇ κατὰ τὸν συνήθη τρόπον, ἐκλέγοντος τοῦ Οἰκουμηνικοῦ Πατριαρχείου τοῦ καταλήγειν πρόσωπον τοῦ ὑποβληθέντος καταλόγου. Ἡ ἐν Ἀλεξανδρείᾳ παρατηρηθεῖσα ῥησιστορικὴ τάσις, ἡ οὐκοῦτα τὴν πληρὴ ἀνεξαρτησίαν τοῦ Ἀλεξανδρινικοῦ θρόνου ἀπὸ τοῦ οἰκουμηνικοῦ Πατριαρχείου δὲν νὰ θεωρηθῇ ὡς ὑπερνομιηθεῖται. Ἡ αὐτὴ ἐφημερίδα δημοσιεύει ἐπὶ διωριστῇ ἡδὴ καὶ εἰς βολύβωρον ἐν τῷ Συμβουλίῳ τοῦ Βιλαστὸν Θεσσαλονίκης. Ἐν τῷ Βιλαστὸν τοῦτο καλεῖται καταληκτικῶς πλεονάζοντες ὁ Βολύβωρος (1) ἀποδοκίμασι μὲν τὸν νῦν ἀντιπροσώπου ἐν τῷ συμβουλίῳ. Κατὰ τὸν διορισμὸν τοῦτο διαμαρτυρήσαντες ὅτι ἐν τῷ συμβουλίῳ ἔβληται ἀντιπροσώπου καὶ ὁ ἐν αὐτῷ αὐτοδικαίως παρακαθήμενος καὶ φησὶν ὅτι ἡμῶν μισοπολίτης Θεσσαλονίκης καὶ ἐβλήσαντες ἐπὶ ἐπὶ τῶν παρευρισμένων ἐν τῷ συμβουλίῳ ὁ βολύβωρος αὐτοὶ δὲν θὰ προσεγγίζονται. Καὶ οὕτως, τὸ συμβούλιον συνεδριεῖται ἀνεῖ αὐτῶν.

Ἡ Ἐφημερίδα τῆς Κολωνίας ἡ ἀνακηρύσσει μετὰ προαναφῶς εὐαρεσκίας τὰς ἀποδοκίμασι κρίσεις τῆς γαλλικῆς Ἐφημερίδος «Στρατὸς καὶ Ναυτικόν» περὶ τοῦ γερμανικοῦ καταδρομικοῦ Prinzess Wilhelm. «Τὸ γερμανικὸν πολεμικὸν Prinzess Wilhelm ἐπαναπέδον εἰς Κίελον ἐστάθμισαν ἐπὶ μακρὸν ἐν τῷ γαλλικῷ λιμένι τοῦ Σαζίν, ὅπως ἐτύχε καλλίστης υποδογῆς. Οἱ κάτοικοι τοῦ Σαζίν ὑπερεκπαινοῦντες τὸς ἀξιωματικούς καὶ τὸ πλοῖμα, ἵδρι δὲ τὸν κυβερνήτην, ὅπως εἶνε ἀριστος ἀξιωματικὸς ὑπὸ πᾶσαν ἐποχὴν. Θυμαζόμεν ἵδρι παραφῆσιν ἡ περὶ βαρύνει καὶ ἡ ἀρίστη στάσις τῶν ναυτῶν, καὶ ἐπὶ ἀκόμη ἀντισηρτήριον περιεφέροντο οὗτοι ἐκτός τοῦ πλοίου.»

ΑἴΓΙΑ.

Περὶ τῶν αἰτίων τοῦ μεταξὺ Ἀγγλίας καὶ Τρανσβαλ πολέμου ἐπιστέλλουσιν ἐν Λονδίῳ εἰς τὴν «Πολιτικὴν Ἀναπόκρισιν» τὰς ἐπομείνας πληροφορίες. «Ὅπως ἐννοήσαμεν τὴν ἀπορίαν τῆς κυβερνήσεως νὰ κινήσῃ πόλεμον πρὸς τὸ Τρανσβαλ, δὲν ἀκούομεν αἰ γινώσκει τῇ Ἀγγλίᾳ πρὸς τὴν κυβερνήσιν τοῦ Τρανσβαλ διαφοράι καὶ ἀμειψιότητες· ἀλλὰ καὶ αὐτὴ ἡ ἐπιθυμία τῆς Ἀγγλίας νὰ ἀφῇ τὰ προσκόμματα, ὅπως παρεμβῇ εἰς τὴν ἐβραυνίαν καὶ ἐξάπλωσιν τῆς Ἀγγλικῆς ἐν Ἀφρικῇ κυριαρχίας ἡ ὑπαρξὶς τῶν δύο ὀλλανδικῶν Δημοκρατιῶν, δὲν παρέχει πληρὴ τὴν ἐξήγησιν τῆς ἀπορρήσεως ταύτης. Τὸ κυριώτατον ἐλαττωρὸν ἔπερ κινεῖ τὴν Ἀγγλικὴν κυβερνήσιν εἶνε ὁ φόβος μήπως ἀναπτύσσῃ ἐν τῇ Νοτίῳ Ἀφρικῇ παρανομία τῆς κινήσεως πρὸς τὴν ἐν τῇ Βορείῳ Ἀφρικῇ κατὰ τὸν παρελθόντα αἰῶνα παραβέβαιον, δι' ἣν αἱ Ἀγγλικαὶ εἰς ἀντικαταστάσει ἀπεστήσαντες τῆς μαχηθῆναι καὶ ἐγένοντο ἀνεξαρτήτως. Ἡ Ἀγγλικὴ κυβερνήσις εἶχε ὑπ' εὐχὴ ἐκθέσεις, εἰς τὸν καταλίσαντες τὴν τοιαύτην τάσιν πρὸς ἀποστασίαν καὶ ἀνεξαρτησίαν εἰλάνων ἐν τῇ Νοτίῳ Ἀφρικῇ καὶ ἵδρι ἐν τῇ Ἀποικίᾳ τῶν Ἀκροατρίων ὁπταίοντες πλείονας ἀποδοκίμασι, ἐπὶ τέλος δ' ἐθεώρησαν ἀναγκαῖον νὰ καταστήσῃ εἰς τὸ ἐσχάτον μέσον, εἰς τὸν πόλεμον, πρὸς στερεώσιν τῆς ἐκεῖ κυριαρχίας τῆς. Ἡ σφοδρὴς καὶ τὸ ἐκπινύοντος τοιοῦτο ἐγχειρηματικὸς οὐδὲμὴς παρανομιῶνται οὐδ' ὑποπταίαν ὑπὸ τὸν κυβερνήσαντα, οἷνες γινώσκοντες καλλίστα ὅτι ὁ πόλεμος θὰ εἶνε πᾶν ἄλλο ἢ στρατιωτικῆς περιπέτειας, καὶ ἐν κατὰ τὴν διάρκειαν αὐτοῦ ἀνέχεσθαι νὰ προκύψωσιν ἐκπληκτικὰ ἐπιστάσεις, ἵσως δὲ καὶ ἑλως ἀπροσδόκητοι ἀποτελέσματα, καίτοι οὐδεμὴς ὑπαρξεί ἀμειψιότης ἐν τῇ Ἀγγλίᾳ ἐπὶ τέλος θὰ κινήσῃ. Ἐπὶ τῇ προσδοκίᾳ τοιοῦτον διατρέσαντος ἐπιστάσεων ἡ Ἀγγλικὴ κυβερνήσις λαμβάνει πάντα τὰ δυνατὰ μέτρα πρὸς διεξαγωγὴν τὸν πόλεμον ὡς οὐδὲν τὰχύτατα. Πρὸς τοῦτο θὰ ἐκπεριωρίσθῃ κατὰ τὸ Τρανσβαλ καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Ὀρβάνης στρατιωτικὴν δυνάμιν ἀσυνήθιστον τὸν λόφῳ μεζιζόντες ἡ ἑσὼν κατ' ἀρχὰς ἐκπομπῆς. Θὰ ἐπιστρατεύσῃ διόκληρος ἡ ἐφεδρεία, προσεῖτε δὲ καὶ ἐκδοκίμασι ὁ πολεμικὸς στόλος θὰ μὲν παροσκευασμένους πρὸς ἐνέργειαν· διότι, ἐπὶ αἱ ἀνυμνῆσι τῆς Τριπλῆς Συμμαχίας θεωρεῖται βέλτιον ὅτι δὲ τῆς τῆς τῆς ἀντιπρὸς οὐδὲν ὁρμήσῃ, ἡ δὲ Γαλλία εἶνε ἀμειψιότης ἂν θὰ ἐπιχειρήσῃ περιστολῆσαι τὴν τῆς Ἀγγλίας χρεὶν τῶν Βούρων, ὑπαρξεί ὅμως φόβος μὴ ἡ Ρωσία ἐπιχειρήσῃ ἐν Συνοικίᾳ ἐν Κερσίᾳ ἐν Περσίᾳ καὶ ἐν Ἀγγλίᾳ συμπεριεῖται. Διὰ τοῦτο ἡ Ἀγγλία παρασκευάζεται διὰ πᾶν ἐνδεχόμενον.»

ΒΟΥΛΓΑΡΙΑ.

Ὁ ἡγεμὸν Φερδινάνδος ἐπανελθὼν ἐν Βιέννῃς ἐδέξατο ἐν Ρουσσικῇ εἰς ἀκρόασιν τὸν Ρώσων συνταγματάρχην Γεαντίαν, παρατώ-

σαντα ἡδὴ τὴν ἐπιθεωρήσιν τοῦ Βουλγαρικῶν στρατευμάτων. Εἰς τὸ μετὰ τὴν ἀκρόασιν παρατείναντες δέπνους ὁ ἡγεμὸν ἤγειρε πρόσωπον ἐν εὐεχίᾳ τὴν πρὸς τὸν Τσάρον εὐγνωμοσύνην αὐτοῦ ἐπὶ τῇ ἀποστολῇ τοῦ Γεαντίαν, προσεῖτε δὲ θὰ προσπαθῇ πάσης δυνάμει ὅπως διατηρῇ τὸν Βουλγαρικὸν στρατὸν ἀντικατὰ τὸν ἱσταντὸν ἐν τῶν πρώτων αὐτοῦ ὁργανισμῶν, στρατηγῶν πάντων τοῦ ἐνδεχοῦ Ρωσσικοῦ στρατοῦ.

ΑἴΓΥΠΤΟΣ.

Ἐν τῇ αἰ Ἀγγλικῇ πολεμικῇ παρασκευῇ ἀντικατὰ τὸ Τρανσβαλ ἐπιστέλλουσιν ὁπταίοντες προαίτιος ἀφ' ἑτέρου καὶ ἡ ἀνάγκη ὅπως συμπληρώσῃ ἡ Ἀγγλία τὴν περυσινήν αὐτῆς παρὰ τὸν Κερσίον νικητὴν διὰ τῆς ἐξοντώσεως τοῦ Καλιφῆ. Ὅπως εὐρίσκειται ἀκόμη σήμερον μετὰ τῶν ὁπαδῶν τῶν ἀνεργημένων ἡδὴ εἰς 10,000 ἐπὶ τοῦ Dalziel Gedir. Ἡ ἐξοντώσις αὐτοῦ κρίνεται τοσοῦτο μᾶλλον ἀναγκαῖοντα καθ' ὅσον οὗτοι ἤρξαντο βαθυμῶν προχωρῶν πρὸς τὰ μέλη ἀπὸ ἀπώλειας κατὰ τὸ παρελθὸν ἔτος. Τὰ αἰγυπτιακὰ στρατεύματα συναθροίζονται ἡδὴ ἐν Ὀυδουμῶν, αἱ Ἀγγλοὶ ἀξιωματικοὶ ἐπαρκοῦνται ἐπιστεύοντες ἐκ τῶν ἀδείων τῶν, ἀπορροαῖων πολυάριθμοι καμῶν, πάντα δὲ ἐν γένει τὰ ἀνέμενα πείθονται ὅτι ἡ νέα ἐκστρατεία θὰ ἐπιχειρήσῃ κατὰ τὸ Νοεμβρίον. Τὴν ἐκστρατείαν ταύτην δὲ νὰ παρακολούθησιν ἱππικὸν ἑστῶς δὲ θὰ ἀποσπῶνται κατ' ἐπιτάξειαν ταύτης καὶ τὰ Ἀγγλικά στρατεύματα. Καίτοι ἡ προσεχὴς αὐτὴ κατὰ τὸν Καλιφῆ ἐπιχειρήσις δὲν θὰ ἀπεσπῇ τὴν ποσότητα στρατιωτικῆς δυνάμεως ὅσας ἡ τὸν παρελθόντος ἔτους, ἐν τοιαύτῃ κρίνεται πάντοτε ὡς δυσχερὴς, μέλλουσα νὰ ἐρῇ τοὺς Αἰγυπτίους μαχητὰς πολὺ μακρὰν τὸν Νεῖλον τοῦ κέντρου δηλαδὴ τῆς συντηρήσεως καὶ τῆς δραστηριότητος αὐτῶν.

ΚΥΠΡΟΣ.

Ὁ ἐν Λονδίῳ γινώσκων φιλόκληρον κ. Χάρκιν ἐπέστειλεν ἡμῖν πρὸς δημοσίευσιν τὰς ἐπομείνας ἐπιστολάς.

Ἐν Λονδίῳ, τῇ 26/8 Ὀκτωβρίου.

Πρὸς τὸν Κύριον Ν. Καταλάν, Πρέσβην τοῦ Ἀναγκωτηρίου «Ἡ Ἀγία τῶν Λαῶν», εἰς Λευκωσίαν (Κύπρον).

Ἐντιμὲ Κύριε.

Ἐν τῷ ὑπ' ἀριθ. 500 φύλλῳ τοῦ «Κυθάρου» ἐ. ἀνέγνω τὰ πεπραγμένα τοῦ σπουδαίου ὡμῶν σωματείου καὶ τὸ φέρεται ἐν ὧν ἄλλως καὶ ἐμοὶ ἐκδηλοῦται ἡ ἐμετέρα εὐγνωμοσύνη ἐρ οἷς ὑπὲρ τῶν γενικῶν τοῖς Κυπρίοις συμφερόντων μέρει τοῦ νῦν συνηγέρρα.

Εἰς αἰωνῶς ἄριστος, ἀμύνεσθαί περὶ πάσης

θεωρηθῆναι αἰσίοις ἡ ψήφισι τοῦ ἀνθρώπου ἀρετῇ παρὰ πᾶσι τοῖς λαοῖς· πρώτην πασῶν ἐν τῇ πατρίδι μου. ἡ ἐλευθερία τῶν Ἀγγλίας, δὲν δύναται ἀλλ' ἢ ν' ἀναμνησθῇ τὸ δικαίον τῶν ὑμετέρων πῶλον καὶ προσδοκίαν. Ἀλλ' οὐδὲ νὰ καταπολεμήσῃ δύναται τὴν προσηκόντως ἐνδεχόμεν ὡμῶν τῆς ἀμετέρας τυγχάνει ἡ ἐθνικὴ συνειδήσις· ἀρ οὐν οὐδενὸς ἐμμένει τὰς νομιμῆς ὡμῶν διαμαρτυρίας, ἐν κατὰ τὸν γινώσκον.

Νόμος καὶ πᾶντα γίνεσθαι καὶ κρίνεσθαι.

οὐδὲ λαυθέντες ὡς ἐστερ,

καίροι δὲ καταλύουσιν τὰς τυραννίδας.

Ὁ ὑμέτερος

Charles Hancock δικηγόρος.

Ἐν Λονδίῳ, τῇ 26/8 Ὀκτωβρίου.

Πρὸς τὸν Κύριον Σ. Χουρμυζιάν, Πρέσβην τοῦ Ἀναγκωτηρίου «Ἰσότης», εἰς Λεμεσό (Κύπρον).

Ἐντιμὲ Κύριε.

Ἀσμεν ἐκκομίσαντες τὸ ὑμέτερον «Ψήφισμα» τῆς 1/1 Ἀυγούστου ἐ. δὲ δι' οὗ τὰ μέλη τοῦ σπουδαίου ὡμῶν σωματείου ἐκείνης μὲν ἀποδοκιμαζομένη τὴν τὴν κυβερνήσιν ὡμῶν, διαγινώχῃ τῆς ἀποστροφῆς τὴν Κύπρον τῶν προσηκόντων αὐτῇ κειμηλίων, ἐνδραστηριοῦν δὲ ἐκ ἐμοῦ ἐρ οἷς ἀφῇ κατὰ τὸ δύνατον συνηγέρρα ὑπὲρ τῶν κατακατομένων ὡμῶν δικαίων.

Ἡ δὲ δὲν ἦν διὰ τῆς ἀμειψιότητος ἐν τῇ τῇ τῇ καὶ προσκομίζεσθαι ἐπὶ τοῦ προκειμένου ζητήματος ἐπαβιβαστέον καὶ διότι, καὶ ὡς Ἀγγλίας ἐλευθεροβόρος μερὶς τῶν ὡς δικαίω ἀνθρώπου· τὸ μὲν διὰ βαρέως δὲ ἔφερον νὰ ἐκαστοῦσθαι ἐπὶ τῆς πατρίδος μου ὅπως κατὰ τὴν λαμπρὰν τῆς ἀρχιτέκτονος ὡμῶν ἐποχῇ ἐφῆρται τὸν ὑμετέρων ποιητῶν ὁ μεγαλοφρονότατος.

οἱ γὰρ μολόντες Ἑλλάδ' οὐ θεῶν βρέθῃ ἥδοντο σὺλάν...

τὸ δὲ, διότι ἀρχήνεν δικαίαν ἐνὸς ἀνθρώπου τὴν ἀντανάστην τῶν Κυπρίων ἐπὶ τῶν προσηκόντων αὐτοῖς ἀδικίαις· ἀρ οὐν πρῶτος ἡ κατὰ τῆς ἀρχαίας τῶν ὑμετέρων ἀρχιτέκτονος ὑφῆσθαι φωνή, καὶ προσηκόντες ἡ ἐπιμνήσις.

οὐ γὰρ ἐνομοκί τὸς θεῶν σὺλῃτος.

Ὁ ὑμέτερος

Charles Hancock δικηγόρος.

ΤΟΥΡΚΙΑ.

Ἡ κρίσις ἐν τῷ ἀρμενικῷ ἐρθεῖσθαι Πατριαρχεῖον ἐπεδυνώθη διὰ τῆς ἐπιστομῆς ὑποβολῆς τῆς παρατήσεως τοῦ Πατριάρχου. Ὁ Πατριάρχης ἐκδικολογῶν τὸ διαβῆμα αὐτοῦ διὰ τὸν κραυγαλέον ὁρισμὸν μέρων μέτρων ὅτινα πεινῶντα ἀκαταπαιστὸν ἐν ὅλῃ καὶ δυνάμει τῆς Ἀρμενικῆς ἀφαιρέσεως θέσεως, εὐλοῦν καὶ ἡλικίας καὶ ἐνεκα τῶν ὁπίων κινήσεων πλεόν ἡ Ἀρμενικὴ γῆ μὴδὲν ἀπέναντι τοῦ νόμου Πατριαρχεῖον — γράφει ἡ «Ἐθνικὴ Ἐφημερίδα» τοῦ Βερολίνου — ἐν τὰ παραπάνω τοῦ Πατριάρχου δὲν στερεοῦνται ὑποστάσεις, περὶ τοῦ δὲ μαρτυροῦνται ἀπὸ παραδείξεων. Ἡ Ἀρμενία μισανόουσι πρᾶγματι ἐνὸς τῶν νόμων, οὐδὲς ἂν εἰς αὐτὴν δύναται μετ' ἀσφαλείας νὰ ταξιδεύσῃ ἐπὶ μεγίστῃ ζημίᾳ τῆς ἐμπορικῆς κινήσεως.

Ἐτελεύτησεν ἐν Πριγκίπῳ εἰς ἡλικίαν πενήντηκα καὶ ὅτι ἔτων ὁ πανήτορας ἐννοήσεως καὶ ἀρχιτελετάρχης τοῦ Σουλτάνου Μουβίρ-Πασῆ. Ὁ ἀποβάνων ἤρξατο τοῦ σταδίου αὐτοῦ ὡς γρημικαῖς τῆς ἐν Παρισίῳ Τουρκικῆς Πρεσβείας εἰς τῆς ὁπίας μετεστήθη βραδυνῶν εἰς τὸ ὑπουργεῖον τῶν Ἐσωτερικῶν, οἷνες ἐγχειρήσαντες ἐπὶ βραγὺ καὶ γενικῶς γρημικαῖς. Μετὰ τὴν ἐπὶ διωριστῇ διεργασίᾳ πρὸς τὸ αὐτοκρατορικὸν συμβούλιον, ἐντεῖθεν ἐλθόντες κατὰ τὸν Κερσίον πόλεμον εἰς τὴν διεύθυνσιν τῆς Ἀνατορικῆς Ἀλληλογραφίας, τέλος δ' ἐνυμνήθη εἰς τὴν ἀξιωματικὴν ἀρχιτελετάρχης ἐν ὧ καὶ ἀπέβησαν. Ὁ αὐτοκράτωρ Ρωσικῶντος συνεληφθῇ τηλεγραφικῶς τὸ Σουλτάνον, οἱ δ' ἐν Κωνσταντινουπόλει προσεβήτην συνεληφθῇσαν τῷ γαμβρῷ τοῦ Μουβίρ. Ἡ καὶ δὲ ἐγένετο μεγαλοπρεπεστάτη ἐξέδρις τοῦ ἱερατέρου αὐτοκρατορικοῦ ταμεῖου. Εἰς τὴν χρεώσασαν θέσιν τοῦ ἀρχιτελετάρχου διωριστῇ ἡδὴ ὁ Ἰμπραήμ Βέης.

ΚΡΗΤΗ.

Κατὰ τὸν παριστιανὸν «Χρόνον» ὁ πρίγκηψ Γεώργιος προσεκάλεσε τὸν διάσημον Δανὸν δερματολόγον Ἑλσερ, ὅπως καταλήθῃ εἰς Κρήτην καὶ μελετήσῃ τὰ αἰτία τῆς καταληκτικῆς ἐν τῇ νήσῳ διαδόσεως τῆς λέπρας. Οἱ ἐν τῇ νήσῳ ἡσπροι ἀρθροῖσιν εἰς τραχηλούς. Ὁ προσκαλεσθῇ δερματολόγος δὲ μεταξὺ εἰς Κρήτην ἐνὸς τοῦ προσεγγίζεσθαι τὸς καὶ παραμένει δὲ αὐτῷ τρεῖς ἡ τέσσαρας μῆνας. Τὸν κ. Ἑλσερ δὲ συνοδεύει καὶ ὁ ἐν Δρέδνῃ ἱατρὸς Κάνγκι, ὅστις εἶχεν ἄλλοτε μελέτησιν τὴν ἐν Ἰνδίας λέπραν.

Ἐπιστέλλουσιν ἐκ Χανίων εἰς τὴν «Πολιτικὴν Ἀναπόκρισιν» τῆς Βιέννης. «Ἡ ἀποκατάστασις τῆς τάξεως ἐν τῇ νήσῳ χωρὶ γοργῇ τῷ βήματι. Τὰ δικαστήρια λειτουργοῦσι κανονικῶς ἐνὸς τῆς πρὸς διακρίσεως πλεθρὸ

ΣΑΛΠΙΓΞ

ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΡΙΖΟΠΟΥΛΟΣ
ΥΠΟΨΗΦΙΟΣ ΔΗΜΑΡΧΟΣ ΛΑΡΙΣΗΣ

ΕΤΟΣ Γ'. ΑΡΙΘ. 488

ΠΕΡΙΟΔΟΣ ΔΕΥΤΕΡΑ

Εν Λαρίση τη 29 Αυγούστου 1899.

ΚΛΙΝΙΚΗ

ΠΑΘΟΛΟΓΙΚΗ—ΧΕΙΡΟΥΡΓΙΚΗ—ΓΥΝΑΙΚΟΛΟΓΙΚΗ
ΤΩΝ ΙΑΤΡΩΝ

ΔΓ. ΠΑΠΑΓΕΩΡΓΙΑΔΟΥ & ΔΓ. ΚΟΥΤΣΑΓΓΕΛΗ
(Παθολόγου) (Χειρουργού-Μαιευτήρος)

ΕΝ ΒΟΛΩ

Επὶ τῆς διασταυρώσεως τῶν ὁδῶν Φιλελλήνων-Θησέως

πλησίον Δικαστηρίου.

ΕΝ ΤΗ ΚΛΙΝΙΚῃ ἰδρυθεῖσα κατὰ τὸ πρό-
τυπον τῶν ἐν Εὐρώπῃ τοιούτων, νοσηλεύον-
ται ἐσωτερικοὶ ἄρρώστοι καὶ γίνονται δεκτοὶ
πρὸς ἐπίσκεψιν ἐξωτερικοὶ τοιοῦτοι

ΘΕΡΑΠΕΥΟΝΤΑΙ

Τὰ ΠΑΘΟΛΟΓΙΚΑ ἐν γένει νοσήματα.

Τὰ ΧΕΙΡΟΥΡΓΙΚΑ νοσήματα καὶ ἐκτελοῦν-
ται ἐγχειρήσεις ἐν τῇ ἐπὶ τούτῳ διοικουμένῃ
νῇ αἰθούσῃ κατὰ τοὺς αὐστηροτέρους τῆς
ἀσκήσεως καὶ ἀντιστήσεως κανόνας.

ΤΩΝ ΓΥΝΑΙΚΕΙΩΝ νοσημάτων (ἀμνησ-
τορίας, δυσμηνόρροιας, λευκορροίας, ὀγκῶν
ὠοθηκοσαλπιγγίτιδος, προπτώσεων κόλπου
μήτρας κλπ.) Ἡ ἐν τῇ Κλινικῇ θεραπεία τε-
λεῖται κατὰ τὰς τελευταίας καὶ τελειοτέρας ἐν
τῇ ἐπιστήμῃ θεραπευτικὰς καὶ ἐγχειριστικὰς
μεθόδους.

Οἱ ἐκ ΣΥΦΙΛΙΔΙΚΩΝ νοσημάτων πάσχοντες
γίνονται δεκτοὶ ἐν τῇ Κλινικῇ ὡς ἐξωτερικοὶ
καὶ θεραπεύονται ἐν ἰδιαιτέρᾳ πρὸς
τοῦτο αἰθούσῃ διὰ τῶν νεωτέρων μεθόδων.

ΕΦΑΡΜΟΓΗ πάντων τῶν νεωτέρων θερα-
πευτικῶν συστημάτων.

ΗΛΕΚΤΡΟΘΕΡΑΠΕΙΑ ΟΡΡΟΘΕΡΑΠΕΙΑ
ΥΔΡΟΘΕΡΑΠΕΙΑ Massage.

Ἡ ἐπιμελεία τῶν ἐν τῇ Κλινικῇ νοσηλευ-
ομένων γυναικῶν ἀνετέθη εἰς τὴν πτυχιούχον
ΜΑΙΑΝ κ ΕΛΕΝΗΝ ΤΣΑΚΜΑΚΗ.

ΓΙΝΟΝΤΑΙ ΔΕΚΤΟΙ πρὸς ἐπίσκεψιν ἐν τῇ
Κλινικῇ ἐξωτερικοὶ ἄρρώστοι καθ' ἑκά-
στην ἀπὸ 10—11 π. μ. καὶ 2—3 μ. μ. οἱ ἄ-
ποροι δὲ δωρεάν κατὰ Δευτέραν, Πέμπτην
καὶ Σάββατον 11—12 π. μ. καὶ 3—4 μ. μ.

ΑΡΩΜΑΤΑ ΣΑΠΩΝΕΣ ΑΡΩΜΑΤΙΚΟΙ Κ.Α.Π.

Εἰς τὸ φαρμακεῖον τοῦ κ. Κωνστ. Παπα-
σταύρου ἐκομίσθησαν ἐκ τῶν καλλιτέρων οὐ-
κων τῆς Εὐρώπης τὰ ἐξῆς πρόσφατα ἀρώμα-
τα κ.α.π.

Όποπονάζ, Ίλάγκ Λάγκ, Πατσουλί διαφό-
ρων εἰδῶν, ὡς καὶ πολλὰ ἄλλα ἀρώματα μαν-
δυλίων εἰς μικρὰ φιαλίδια. Ὑδρὸ Κωλω.ίας,
Πορτοκαλλίου. Ντουαλέτας. Λεδάντας, Κινί-
νης, ὡς καὶ ἄλλα διάφορα ὕδατα καλλωπισμοῦ
τοῦ προσώπου, Βι.έγκρ διάφορα. Βοιλαντίναι.
Σάπωνες νυμφικοὶ καὶ ἄλλων ἄλλων εἰδῶν
καὶ ποιοτήτων. Ποῦδραι διάφοροι. Σοζώδων-
τον Παστέρ καὶ τὸ περίφημον ἐπανορθωτικὸν
τῶν τριχῶν τῆς Μαντάν. Ἄλλεν.

Ἄπαντα δὲ ποιοῦνται λιανικῶς καὶ χον-
δρικῶς εἰς τιμὰς λίαν συγκатаβατικὰς.

Ἐπίσης ἐκομίσθη διὰ τοὺς πάσχοντας ἐκ
διαφόρων παθήσεων, ἱαματικὸν θειοῦχον ὕ-
δωρ Κυζιλίνης.

Εἰς τὸ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕῖΟΝ
ΤΗΣ «ΣΑΛΠΙΓΞ»

ΕΚΤΥΠΟΥΝΤΑΙ
ΕΚΔΟΣΤΙΚΑ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΑ
ΚΑΛΛΙΤΕΧΝΙΚΩΤΑΤΑ

ΠΩΛΟΥΝΤΑΙ
ΔΙΟΡΙΣΜΟΙ ΣΦΑΙΡΙΔΙΟΔΟΤΩΝ

ΠΡΟΣΟΧΗ

Εἰς τὴν ΑΛΕΞΑΝΔΡΕΙΑΝ

Ἐπὶ τὸ τέλος, τὸ ὁποῖον πρὸ πολλοῦ ἀ-
νεμένετο, ὁ δὲ ἀειμνήστos Πατριάρχης Ἀλεξαν-
δρείας Σωφρόνιος, ἀπερχόμενος πρὸς Κύριον, ἀ-
νοίγει νέον πρόσφορον ἔδαφος εἰς τὴν Σλαυκὴν
δράσιν. Ἡ Διπλωματία τοῦ Πανσλαυτισμοῦ, ἐ-
πιτηδευστική καὶ προβλεπτική, ἔχει λάβει πρὸ
πολλοῦ χρόνου τὰ μέτρα τῆς διὰ τὴν ἄλυσιν
καὶ τοῦ θρόνου Ἀλεξανδρείας. Οἱ διευθύνοντες τὰ
κατ' αὐτὴν γινώσκουσι νὰ ἦε καὶ ὀλιγαρχεῖς
καὶ βραδυκίνητοι, μὴ ἀπαξιοῦντες ἐν ἀνάγκῃ νὰ
συλλάβωσι τὸν λαγῶν καὶ δι' ἁ ρ α μ π ἂ μόνον
κατὰ τὴν κοινὴν παροίμiam.

Τὴν τακτικὴν ταύτην ἐπιτηδεύεται ὁ Πανσλα-
υτμὸς ἐν Ἀλεξανδρείᾳ ἰδίως ἀπὸ μακροῦ ἐπὶ τῇ προ-
σφύει τοῦ θανάτου τοῦ ἀρτί μεταπτάντος Προεδράρ-
χου. Ὑποστηρίζει ὁ Πανσλαυτμὸς ἐν Ἀλεξαν-
δρείᾳ ἀπὸ ἐτῶν ὡς διάδοχον τοῦ Σωφρονίου Ἑλ-
ληνόφωνον Ἱεράρχην, συνιστᾷ ὅμως ἐκείνῳ, τὸν
ὁποῖον οἱ Ἀραβες προτιμῶσιν ὡς ἀρεστὸν τῷ Ἀρα-
βικῷ ἔθνῳ καθὼ ἐπιτυχῶς ἐργαζόμενα ν' ἀποσπῇ-
σιν τὴν εἰς τὸν Παππισμὸν προσχώρησιν ἱκανοῦ ἀ-
ραβικοῦ πληθυσμοῦ. Ἄν δὲν ἐκλεγθῇ αὐτὸς πολλοὶ
Ἀραβόφωνοι θὰ προσέλθωσιν εἰς τὸν Καθολι-
σμόν, ἡ δὲ Ὁρθόδοξος Πίστις θὰ πάθῃ βλάβην
ἀνεπανέρωτον, λέγει ὁ Σλαυτμὸς. Ἀς γείνη
ἡ πρώτη ἀρχή, ἃς ἐπικρατήσῃ δηλονότι οἱ
Ἀραβες ἐν τῇ Πατριαρχικῇ ἐκλογῇ· ἀδιάφο-
ρον, ἂν ὁ αὐτὸς ἐκλεγθῇ ὡς ἐστὶ Ἑλ-
ληνόφωνος καὶ Ἑλληνοφρονῶν· ἀρκεῖ, ὅτι δημι-
ουργεῖται ἐν προηγούμενον· ἀρκεῖ, ὅτι τίθεται ὁ
ἀκρογωνιαίος λίθος τῆς Ἀραβοκρατίας·
διάδοχος τοῦ αὐτοῦ ἐκλεγθῇ ὡς ἐστὶ εἰς
Ἀραβ. ἦτοι Σλαυός. Κατὰ τὸν ἴδιον τρόπον ὑ-
πεξήρσε ποτε παρὰ τοῦ γείτονός του ὁ Ναστρά-
τιν Χότζας ἐν καζάνῳ. Ὁ τῶν Μουτουλμάνων
Αἰτωπος ἐδανείσθη τὸ καζάνιον τοῦ γείτονος, ἵνα
πλῶν τὰ ἐνδύματά του, ἀποδίδων δ' αὐτὸ με-
τὰ τινὰς ἡμέρας εἰς τὸν κτήτορα, ἔδωκε καὶ μι-
κρὸν καζάνιδιον, λέγων, ὅτι ἐν τῷ μεταξύ τὸ κα-
ζάνιον ἐτεκνεοποιήσε. Ὁ κτήτωρ ὤκτειρε
τὴν βλακειάν τοῦ Χότζας καὶ ἐκ πλεονεξίας ἐ-
δέχθη τὸ τέκνον τοῦ καζανίου, εἶπε δ' ἐνόητον,
μετὰ πάσης προθυμίας ἐδάνεισε καὶ ἐκ δευτέρου
τὸ καζάνιον, πεποιθώς, ὅτι ἐκ νέου ἤθελε τε-
κνοποιήσει. Μάτην ὅμως περιέμεινε διότι καζά-
νιον, τὸ ὁποῖον τεκνοποιεῖ, ὑπόκειται καὶ εἰς θάνα-

τον, εἶπεν ὁ Χότζας, ὅτε τῷ ἐξητήθη ἡ ἐπιστροφή.

Ὁ μῦθος δηλοῖ, ὅτι ἀραβικαῖς ψήφοις ἦτοι
Σλαυτικαῖς θέλει μᾶς δοθῇ καὶ κρείστων ἴσως τοῦ
μεταπτάντος Πατριάρχης μόνον καὶ μόνον, ἵνα
λήξῃ αὐτῷ ἐν τῷ προσώπῳ αὐτοῦ ὡς διὰ τελευ-
ταίας λάμπει ἡ σειρά τῶν ἡμετέρων ἐκεῖ Πα-
τριαρχῶν, τῶν κλεισάντων οὐ μόνον τὸν θρόνον,
οὐ μόνον τὴν Ὁρθοδοξίαν, ἀλλὰ τὴν Χριστιανω-
σύνην καθόλου.

Ἀρκοῦσιν ἄρα γε αἱ Ἀραβ. καὶ τοῦ Κογιάνδερ
(=τοῦ ἐπισήμου τοῦ Πανσλαυτισμοῦ ἐν Ἀλε-
ξανδρείᾳ Πράκτορος) ψήφοι; Οὐχὶ βεβαίως. Ἐ-
γένετο ὅμως φροντίς, ἵνα σπουδαία καὶ ἐγκριτος
μερὶς Ἑλλήνων τῆς Ἀλεξανδρείας προσηλωθῇ
εἰς μὲν τὴν τὴν μέριμναν τῆς ἀναχαιτίσεως τοῦ
ἐκπαπτισμοῦ Ἀράβων τιμῶν, ἐπιζητούσα καὶ αὐ-
τὴ τὸν ἀρεστὸν τοῖς Ἀραβιν, καθὼ ἐργαζόμενα
ἀποτελεσματικῶς εἰς πρόληψιν τοῦ ἐκπαπτισμοῦ.
Εἰς τοῦτο συνίσταται ὁ κίνδυνος καὶ εἰς τοῦτο ἐ-
φιλοκῶμεν τὴν προσοχὴν τῶν ἐν Ἀλεξανδρείᾳ
καὶ Ἀθήναις συναδέλφων, ἀφοῦ δὲν ἔσχον εὐ-
καιρίαν νὰ εἰσδύσωσιν εἰς τὰ ἄδυτα τῆς Διπλω-
ματίας τοῦ Πανσλαυτισμοῦ καὶ αἰματηρῶς
νὰ συγκρουσθῶσι μετ' αὐτῆς.

Ἀς προσέξωσιν οἱ συναδελφοί, ὅτι ὁ Παν-
σλαυτμὸς θέτει πολιорκητικὰς μηχανὰς ἐν Ἀν-
τιοχείᾳ, Ἀλεξανδρείᾳ καὶ Ἱεροσολύμοις πρὸς ἐκ-
πόρθησιν τοῦ Οἰκουμενικοῦ θρόνου ἦτοι πολιτι-
κὴν κατάληψιν τῆς Κωνσταντινουπόλεως. Πά-
σαν ἄλλην σκέψιν οἱ Ἑλληγες τῆς Ἀλεξανδρεί-
ας, πρῶτος δ' ἐν αὐτοῖς ὁ ἀρεστὸς τοῖς Ἀραβιν
Ἑλληγ καὶ ἐν Ἀθήναις διατρίβων Ἱεράρχης,
ὀφείλουσι νὰ θέσωσι κατὰ μέρος. Δὲν ἐχάθη ἡ Ὁρ-
θοδοξία, ἂν ὀλίγοι Ἀραβες, περιφρονῶντες τὴν
Ὁρηκειάν των, προσέλθωσιν εἰς τὸν Παππισμόν.

Πατριάρχης Ἀλεξανδρείας πρέπει νὰ ἐκλεγθῇ
ἡ ὁ πρώην Οἰκουμενικός Νεόφυτος ὁ Η'. ἡ ὁ ἐκ
τῆς Ἐκκλησίας Ἱεροσολύμων Φώτιος Περόγλους,
Μητροπολίτης Φιλαδέλφειας, ἂν μὴ ἀπατώμεθα,
διατελῶν σήμερον. Προτιμῶμεν τὸν πρῶτον, το-
μὲν διότι αὐτῷ δίδεται ἐνίσχυσις εἰς τοὺς ἐκάστο-
τε Οἰκουμενικοὺς Πατριάρχας, οἱ ὁποῖοι διὰ τῆς
ἐκλογῆς τοῦ Νεοφύτου θὰ ἴδωσιν, ὅτι τὸ ἔθνος
δὲν ἐγ' αταλείει αὐτοῦς, τὸ δὲ διότι ὁ Φώτιος
εἰς ἀπαραίτητος εἰς τὴν Σιωνίτιδα Ἐκκλησίαν.

Ἀς ἀφῆτωσιν οἱ ἐν Ἀθήναις συναδελφοί ἐπ' ἐ-
λίγον τὴν δημοκρατικὴν διαπάλην καὶ αἱ ἐξουσί-
σιν ἵσον τόπον καὶ χρόνον διὰ τὸν θρόνον Ἀλεξαν-
δρείας. Ἡμεῖς, καθὼ ἐνήμεροι τῶν διπλωματικῶν
παροσχηνίων, ἐπράξαμεν τὸ καθήκον μας, δώσαν-
τες τοῖς ἐν Ἀθήναις ὁμοτέχνου ἐδαφος ἐνεργείας.

Εἰς καιρὸς νὰ ἐνοήσωμεν, ὅτι ἡ ἐσωτερικὴ
πολιτικὴ δὲν εἶνε δίκαιον νὰ καταστρέφῃ τὴν Ὁρ-
θοδοξίαν καὶ τὰ πέντε ἐκατομύρια τῶν ἐν Τουρ-
κίᾳ Ἑλλήνων· εἶνε καιρὸς νὰ ἐνοήσωμεν, ὅτι,
ἀποβροφώμενοι ὑπὸ τῆς ἐσωτερικῆς πολιτικῆς, ἀ-
ποβαίνωμεν οἱ ἰσχυρότεροι σύμμαχοι τοῦ Παν-
σλαυτισμοῦ.

Η ΥΠΟΨΗΦΙΟΤΗΣ ΤΟΥ κ. ΡΙΖΟΠΟΥΛΟΥ

Κηρυχθέντες ἐν τῷ προηγουμένῳ ἡμῶν φύλλῳ ὑπὲρ τῆς υποψηφιότητος τοῦ κ. Ριζοπούλου ἐπράχθημεν τούτο, ὑπείκοντες, τὸ μὲν εἰς τὸ πολιτοτρόπως ὑπὲρ τούτου ἐκδηλωθὲν δημόσιον φρόνημα, τὸ δὲ εἰς τὴν ἰδίαν ἡμῶν γνώμην, ἣτις ἦτο, ὅτι ἐκ τῶν τριῶν υποψηφίων Δημάρχων, ὁ μόνος ἱκανὸς, ὅστις πληρέστατα θὰ ἠδύνατο ν' ἀνταποκριθῇ εἰς τὸ Δημοκρατικὸν ἄξιωμα τῆς Λαρίσης, ἐφαίνετο ὁ κ. Ριζοπούλος. Καὶ ἐνῷ τοιαῦτα εἰς τὸ φύλλον ἡμῶν ἐκείνο περὶ τοῦ κ. Ριζοπούλου ἐγράφομεν, μετὰ λύπης ἡμῶν βραδύτερον ἐπληροφορήθημεν, ὅτι ὁ κ. Ριζοπούλος δὲν συγκατανεύει νὰ υποστηρίξῃ ἤδη τὴν υποψηφιότητά του, τέλειον ἀπογορευτικὸν ἐκ τῆς οὐχὶ καλῆς συμπεριφορᾶς, ἣν ἐσχάτως οἱ διάφοροι παρ' ἡμῖν πολιτικοὶ δὲ καὶ ἄρχοι ἐπεδείξαντο, ἀναφρικῶς πρὸς τὴν ἀπὸ κοινοῦ υποστήριξιν τῆς κάλπης τοῦ κ. Ριζοπούλου, ἀγρίως καθ' ἑκάστην ἐρίζοντες πρὸς ἀλλήλους, καὶ δι' ἄλλους μὲν ἀπωτέρους λόγους, καὶ κυρίως, διότι ἕκαστος ἐξ αὐτῶν ἐξήτει νὰ ἐπικρατήσῃ τὸ ἴδιον αὐτοῦ σῆμα, ἔρις παραπληγία, ὡς παρρησιᾶς, πρὸς ἐκείνην, ἣν ἄλλοτε, προκειμένου περὶ τῆς Γαλλικῆς σημαίας εἶχον ἐγείρει, αἱ καλῶς ἐνθυμώμεθα, οἱ τοῦ οἴκου τῶν Ὁρλεάν, καὶ τὴν ὁποίαν παραδόξως εἶδμεν κατ' αὐτὰς ἐπαναχαιρμένην, αἰεὶ καὶ τῆς ἐλαχίστης, ἐννοεῖται ἐντροπῆς, μετὰ τῶν λεγομένων πολιτικῶν μας.

Καὶ εἶνε μὲν ἀληθὲς ὅτι αἱ τοιαῦται μωραί, καὶ ἀνάξαι καὶ ἀπλῆς ἔστω ἀναγραφῆς, μικροφιλοτιμίαι καὶ κενοδοξίαι, καὶ τὸ ἀκριβὲς μέτρον τῆς πολιτικῆς περὶ νομίας τῶν ἐρίζοντων προδίδουσι, καὶ τὰ λαμπρότερα θέματα καὶ τοὺς ἀρμεδιωτέρους τύπους διὰ κωμωδιογράφους ἀποτελοῦσι. Ἠλὴν, ἀλλ' ὅμως, ἐφ' ὅσον τοῦτο ἀληθές, ἐπὶ τούτου ἀληθέστατον εἶνε, ὅτι τὸς τῶν, ἕνεκα τῶν τούτων τύπων καὶ κωμωδιῶν, καταδικάζεται, ἀποσυρμένου ἤδη τοῦ κ. Ριζοπούλου, ἐπὶ ὁλόκληρον τετραετίαν εἰς τὴν στασιάζοντα, καὶ τὴν ἀλλήν τὴν παρομαρτοῦσαν αὐτῇ ἀθλιότητα.

Φρονούμεν δὲ ὅτι ὁ Λαριστικὸς Λαὸς θὰ δεχθῇ ἀνάξιος ἑαυτοῦ πλέον, ἐάν, μετὰ τὰ γεγονότα ταῦτα, δὲν ἀποφασίσῃ νὰ πατάξῃ ἀμιλλικῶς ἐπὶ τὸ μέλλον ὅλους τοὺς κυρίους τούτους, οἵτινες καὶ μόνον, ἕνεκα παρομίων πάντοτε λόγων, ὑπῆρξαν ἐκ περιτροπῆς οἱ ἀληθεῖς ἐργάται τῆς κακοδαιμονίας του.

ΠΕΡΑΝ ΤΗΣ ΜΕΘΟΡΙΟΥ

Ἐν Ἐλασσῶνι τῇ 25 Ἀγούστου 1899.

Μεθ' ὅλα τὰ αὐστηρά μέτρα, ἅτινα ἡ Τουρκικὴ Κυβέρνησις ἔλαβεν, ὅπως παρακωλύσῃ τὴν εἰς Μακεδονίαν εἰσβολὴν Βουλγάρων λιπστανταρῶν, ἐν τούτοις δὲν τὸ κατώρθωσε, διότι, ὡς θετικῶς ἐπληροφορήθημεν, σῶμα ἐξ 120 ἀνδρῶν ὑπὸ τοῦ κομιτάτου Σόφιας ἀποσταλὲν, εἰσέβαλε διὰ Πέριλεπε εἰς Μακεδονίαν πρὸς τινῶν ἡμερῶν, ὅπου διαιρεθὲν εἰς τμήματα μικρὰ διεσπάρη εἰς διάφορα μέρη. Ἡ εἰδήσις τῆς εἰσβολῆς τῶν ληστῶν τούτων κατετάραξε πάντας τοὺς ἐν Μακεδονίᾳ Ἕλληνας, διότι ἐχούσης ὑπ' ὄψιν, ὅτι πᾶσαι αἱ ἐνέργειαι τοῦ ἐν Σόφίᾳ Κέντρου σκοπὸν ἔχουσι τὴν καταστροφὴν καὶ ἐξόντωσιν τοῦ ἐν Μακεδονίᾳ Ἑλληνισμοῦ.

— Τὸ παρελθὸν Σάββατον ἡ συμμορία Κεφάλαι

ἐξ ἑπτὰ συγκεκλιμένων ἀτόμων, ὧν ἄνωθεν τοῦ Δομενίκου. Τὴν ἐπομένην ἡ αὐτὴ συμμορία ἐνεδρεῖν οὐσα εἰς τινὰ θέσιν μετὰ τῶν Ραδοβισίων καὶ Δομενίκου συνέλαβε τὸν Ἰω. Κώτσον, ὃν ἀφ' οὗ ἠρώτησαν καὶ ἔμαθον οἱ λησταὶ πότε θὰ ἐπιστρέψῃ ἐκ Τσαριτσάνης εἰς Δομενικὸν ὁ Ἰω. Παπαστεργίου τὸν ἀπέλυσαν. Οὗτος μετὰ εἰς Δομενικὸν ἰνῆγγειεν εἰς τοὺς συγγενεῖς τοῦ Παπαστεργίου τὸ γεγονός, οἱ τινες ἀμέσως ἀπέστειλαν πεζὸν εἰς Τσαριτσάναν, ὅπως εἰδοποιήσῃ τοῦτον νὰ ἀναβάλῃ τὴν ἀναχώρησίν του. Ἀλλ' ἔως ὅτου φθάσῃ ὁ ἀποσταλμένος, ὁ εἰρημένος Ἰω. Παπαστεργίου εἶχεν ἀναχωρήσῃ ἐκεῖθεν. Ἐκτοτε δὲ δὲν ἀνεφάνη πλέον οὔτε εἰς Δομενικὸν οὔτε ἀλλοῦ καὶ ὡς ἐκ τούτου ὑποτίθεται ὅτι περιέπεσεν εἰς χεῖρας τῆς ὁδοῦσης συμμορίας, ἥτις πρὸ πολλοῦ ἐμελέτα τὴν αἰχμαλωσίαν του.

ΜΕΘΟΡΙΑΚΟΝ Ζήτημα. Τὸ ἰχθυοτροφεῖον ἠοταμοῦται

Ὁ ἐνοικιαστὴς τοῦ παρὰ τὸν μεθοριακὸν σταθμὸν Παπαπούλιον ἰχθυοτροφείου Ποταμοῦ, δι' ἀναφορᾶς του πρὸς τὰς ἀρμοδίους Ἀρχὰς παρεπονέθη, ὅτι καίτοι ἔχει ἐνοικιάσει πολυετὲς παρὰ τοῦ Δημοσίου ὁλόκληρον τὸ εἰρημένον ἰχθυοτροφεῖον, ἐν τούτοις οἱ Τούρκοι δὲν ἐπιτρέπουσιν εἰς αὐτὸν ν' ἀλιεύσῃ εἰς τὸν κεντρικὸν τούτου βραχίονα, διατεινόμενοι, ὅτι δι' αὐτοῦ διέρχεται ἡ ὁδοθετικὴ γραμμὴ, καὶ συνεπῶς τὸ ρεῦμα εἶνε οὐ δέτερον.

Καὶ ὅμως δι' ἐπιτοπίου ἐξετάσεως ἐβεβαιώθη, ὅτι ἡ τοιαύτη ἀπαίτησις τῶν Τούρκων εἶνε αὐθαίρετος, καθόσον τὸ πρωτόκολλον τῆς ἐπὶ τῆς διαρρυθμίσεως τῶν συνόρων Ἐπιτροπῆς ὁρίζει ὡς ὁδοθετικὴν γραμμὴν τὸν μεσημβρινώτερον βραχίονα τὸν ἐκβάλλοντα εἰς τὴν θάλασσαν, ἐνῷ ὁ περὶ οὗ ὁ λόγος δὲν ἐκβάλλει εἰς αὐτήν, ἀλλὰ χύνεται ἐν μέρει εἰς τὸν ἀντίθετον βραχίονα, καὶ εἰς διάφορα ἄλλα σημεῖα καὶ συνεπῶς ὀνάκει ἐξ ὁλοκλήρου εἰς ἡμᾶς.

Ἦδη ἀνομένεται ἡ διὰ κοινῆς τῶν ὁμόρων ἐπικρατειῶν συνεννοήσεως ἐπίλυσις τοῦ ζητήματος τούτου. ἥτις ἀβυστικῶς θέλει εἰσθεῖ ὑπὲρ ἡμῶν, ἐπομένως δὲ καὶ ὑπὲρ τοῦ ἑνομαστοῦ.

ΑΡΗΑΓΗ 400 ΑΙΓΩΝ

Ὁ Ὀλωμανὸς σταθμάρχης τοῦ ὁροσίου 40. εἰσβάλων μετὰ 5 νιζάμιδων τὴν νύκτα τῆς 21 πρὸς τὴν 22 λήγοντος εἰς τὸ ἡμέτερον ἑδαφίον, ἤρπασε 400 αἴγας τῶν ποιμένων Ἰω. Σκόνδρα καὶ Γκουντῆ Μπούμπουλα, βόσκουσας εἰς τὸ παραμεθόριον λειβάδιον Τσακίρι τὸ ὁποῖον οὗτοι ἔχουν ἐνοικιάσει παρὰ τῆς κοινότητος Καζακλαρίου, εἰς ἡν ἀνάκει, ἐπὶ ἐξαιτίαν, τμήμα τοῦ ὁποῖου κατὰ τὴν διαρρύθμισιν τῶν συνόρων περιῆλθεν εἰς τὸ Τουρκικὸν Κράτος. Τὰς αἴγας ταύτας, ἀφ' οὗ τὰς κατεκράτησεν ἐπὶ 24 ὥρας ὁ ὁδοθεὶς σταθμάρχης λόγῳ τοῦ ὅτι αὐταὶ δῖθεν ἔδωσκον εἰς ἐπιδिकासθὲν τῇ Τουρκίᾳ ἑδαφίον, ἐνῷ καὶ τοῦτο ἂν συνέβαινε οἱ κύριοι τῶν αἰγῶν ἐδικαιοῦντο δυνάμει ἀδείας τῶν ἐν Ἐλασσῶνι Ἀρχῶν νὰ βόσκωσι καὶ εἰς τὸ μέρος τοῦτο, τὰς ἀπέλυσαν ἀφ' οὗ προηγουμένως ἔλαβε παρὰ τῶν αἰγοβοσκῶν δραχμὰς 100.

ΑΛΛΗ ΑΡΗΑΓΗ 600 ΑΙΓΩΝ ΚΑΙ ΤΡΑΓΩΝ

Τὴν ἐπομένην νύκτα ἄλλη ἀρπαγὴ συμβαλεῖρα τῆς πρώτης συνέβη εἰς τὴν περιφέρειαν τοῦ παραμεθορίου χωρίου Ἀργυροπού-

λι καὶ παρὰ τὸ ὁροσίου 41. Ὁ Τούρκος σταθμάρχης, τοῦ ὁδοθέντος ὁροσίου ἐπὶ κεφαλῇ 7 νιζάμιδων, εἰσελθὼν λάθρα εἰς τὸ Ἑλληνικὸν καὶ εἰς τὸ κατὰ τὴν ἀνωτέρω θέσιν ὁμιώνυμον λειβάδιον ἀφῆρεσεν 600 αἴγας καὶ τραγούς τῶν ποιμένων Σπυρ. Μπούμπουλα καὶ Εὐαγ. Μπαζόνα, τὰς ὁποίας ὠδήγησεν εἰς τὸ Τουρκικόν, καὶ τὰς ὁποίας ἀπέδωκεν, λαβὼν διὰ τὸν κόπον του τοῦτον ὁ ἀνθρωπος δραχμὰς 150.

Η ΒΟΜΒΥΚΟΤΡΟΦΙΑ ΕΝ ΘΕΣΣΑΛΙΑ

Σπουδαιότατος παράγων πλούτου διὰ τὴν Θεσσαλίαν εἶνε καὶ ἡ βομβυκοτροφία. Αὕτη εἰς προγενεστέρους χρόνους ἐκαλλιέργετο μετὰ μεγάλου ζήλου καθ' ἅπασαν τὴν Ἑλλάδα, μέγα δὲ ἐμπόριον μετᾶξής, τοῦ εὐγενοῦς τούτου προϊόντος, ἐνεργεῖτο συντελοῦν καὶ εἰς τὴν εὐημερίαν τῶν κατοίκων καὶ εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ ἐθνικοῦ πλούτου. Δυστυχῶς ὅμως ἀπὸ τινος χρόνου, ἐνεκὰ τοῦ κατέχοντος ἡμᾶς πειθικισμοῦ πρὸς πᾶν Εὐρωπαϊκόν, παρημελήθη ἐν Ἑλλάδι, καὶ μόνον ὀλίγα μέρη ὡς ἐν παρέργῳ καὶ πρὸς ἰδίαν ὡς ἐπὶ τὸ πλεῖστον χρῆσιν καταχίνονται εἰς τὴν καλλιέργειαν τῆς μετᾶξής. Ἐν Θεσσαλίᾳ ὅμως, ὅπου, ὡς φαίνεται, ὁ Εὐρωπαϊσμὸς δὲν εἰσεχώρησε πολὺ, ἡ βομβυκοτροφία ἀκμάζει, πολλὰ δὲ πόλεις ἢ κωμοπολεις καὶ χωρία ἀσχολοῦνται εἰς αὐτήν, ἱκανὰ κέρση ἀπολαμβάνοντα. Ἐφέτος ἰδίᾳ πολλοὶ ἐπέδοθησαν λίαν ἐπιμελῶς εἰς τὴν καλλιέργειαν τοῦ εἴδους τούτου, καὶ τὸ πρᾶν εἶνε ὅχι μόνον ἱκανοποιητικὸν κατὰ ποσότητα, ἀλλὰ καὶ ἐξαιρετικὸν κατὰ ποιότητα, ἰδίᾳ δὲ εἰς τὰς Ἐπαρχίας Ἀγρινίου καὶ Τυρνάβου ἡ ἀνατροφὴ μετὰ ζορκωλίων ἦτο τόσο μεγάλη ἐφέτος ὥστε ἐξηντλήθησαν τὰ μωρεσφυλλὰ καὶ αἱ σκοληκοτρόφι ἡ ἀγκάσθησαν νὰ προμηθευθῶσι τοιαῦτα ἐξ ἄλλων μερῶν. Τὸ ἐπόμενον ἔτος ἡ καλλιέργεια θὰ εἶνε καὶ μεγαλητέρα καὶ ἀπιστημονικώτερα.

ΕΠ' ΘΕΩΡΗΣΙΣ ΣΤΡΑΤΟΥ

Μετὰ τὴν ἀεὶ ἀντιμετώπισιν καὶ διακρίσιν ἡρῶν ἀπὸ ἡμερῶν τῇ ἐπιθεώρησιν τοῦ ὑπὸ τὴν διανομοσίαν τοῦ Στρατοῦ ὁ Ἀρχηγὸς κ. Δημόπουλος, ἐπιθεώρησε δὲ μέχρι τῆς χθρῆς τὰς ἐξῆς φρουρὰς καὶ τμήματα στρατοῦ.

Ἀπᾶσαν τὴν ἐν Τυρνάβῳ φρουράν. Τὸ ἐν Μακρυχωρίῳ 2ον πεζ. Τάγμα. Τὸν ἐν Μουργαῶ 3ον λόχον τοῦ 2ου πεζ. ταγματος. Τὸν ἐν Δριελῇ 2ον λόχον τοῦ ἰδίου ταγματος. Τὸν ἐν Κηρατζόλῃ 1ον λόχον τοῦ 4ου εὐζ. ταγματος. Τὸν ἐν Γουδίτῃ 4ον λόχον τοῦ 4ου εὐζ. ταγματος. Τὸν ἐν Γουδίτῃ 1ον λόχον τοῦ ἰδίου ταγματος. Τὸν ἐν Ζήρκῳ 2ον λόχον τοῦ 6 εὐζωνικοῦ καὶ τοὺς ἐν Γριζίνῳ καὶ Μακρίνῃ 2ον καὶ 3ον λόχον τοῦ 9ου εὐζ. ταγματος.

Καθὼν ἐμάθεμεν τὰ ἀποτελέσματα τῆς ἐπιθεώρησεως ταύτης, μέχρι σήμερον εἶναι εὐχρηστα.

ΝΕΟΣ ΕΙΣΑΓΓΕΛΕΣ ΤΩΝ ΕΦΕΤΩΝ

Ἀρίκετο καὶ ἀνέλαβε τὰ καθήκοντά του, ὁ ἄρτι προχθρῆς εἰς Εἰσπγγελίαν τῶν ἐνταῦθα Ἐφετῶν κ. Ἰωάννης Σαπουντζάκης. Γόνος τῆς μεγάλης Κρητικῆς ἀπογενεῆς, καὶ υἱὸς τοῦ στρατηγῶν Βασιλ. Σαπουντζάκη, ὁ νέος Εἰσπγγελεὺς τῶν Ἐφετῶν τυγχάνει γνωστός εἰς τὴν πόλιν μας ὑπηρετήσας καὶ ὡς Εἰσπγγελεὺς Πρωτοδικῶν, κατὰ τὴν πόλιν καὶ τὰς ἀρίστους τῶν ἀναμνητέων. Ἀρίκας ἐπιστημονικῆς μορφώσεως, ἐπεμελημένης ἀνατροφῆς, ἀξιοπρεπὲς συμπεριφορᾶς, ὁ κ. Σαπουντζάκης, θὰ διακρίνῃ νυμίζοντες τὰς προσδοκίας ὁλοκληροῦ τῆς Θεσσαλίας, καὶ θὰ ἱκανοποιήσῃ τὴν Κυβέρνησιν, ἥτις τῷ ἐνεπιστεῖλε τὴν ἀνωτάτην τῶν Δικαστικῶν θέσεων.

ΣΑΛΠΙΓΞ

ΣΤΗΝ ΔΡΟΜΗ προπληρωτέα έτησίαν Δραχ. 10
» Έξωτερ. » έτησίαν » 15
ΚΙΤΑΧΩΡΗΣΕΙΣ δι'έκαστον σίχ. Δεπτά 25
Διατριβαί και Ειδοποιήσεις κατ' αποκοπήν.

Ίδιοκράτης και Διευθυντής
ΜΙΧΑΗΛ ΤΣΟΥΚΑΣ

Τα χειρόγραφα δημοσιευόμενα ή αή δεν επι-
στρέφονται.
Απόδειξεις υπογράφονται μόνον παρά του
Διευθυντού.

ΕΤΟΣ Γ'. ΑΡΙΘ. 492

ΠΕΡΙΟΔΟΣ ΔΕΥΤΕΡΑ

Έν Αθήναις τῇ 26 Σεπτεμβρίου 1889.

ΕΙΔΟΠΟΙΗΣΙΣ

Προκειμένου να κατασκευασθῇ ἐντός τῆς πό-
λεως, ὡς τῆς οἰκίας διώροφος μετὰ παραρτήμα-
τος Γραμμῶν τοῦ Κυρίου Παύλου Στεφανοβί-
σκυλίτου, ἐκτίθεται εἰς μειοδοτικὴν δημοπρασίαν,
ἅτατα ἡ τοιχοποιεῖα αὐτῆς καὶ εἰδοποιῶνται οἱ
βουλεύμενοι ἂν ἀναλῶσι τὴν κατασκευὴν ταύ-
της, ὅτι δύναται νὰ προφέρωσι τιμὴν δι' ἐν-
σφραγίστων δελτίων μέχρι τῆς μεσημέριας τῆς
3ης Ὀκτωβρίου ἔ. ἔ. ἡμέρας Κυριακῆς, παρὰ τῷ
ἐν Αθήναις κ. Εὐσταθίῳ Ἰατροῖδι, πληρεξουσίῳ
δικηγόρῳ τοῦ Κου Παύλου Στεφανοβί-
σκυλίου, παρ' ᾧ εὐρίσκονται κατατεθειμένοι οἱ ὅροι
συμφωνιῶν καὶ τὰ σχετικὰ σχεδιαγράμματα καὶ
ὧν δύναται νὰ λάβωσι γνῶσιν.

(Ἐκ τοῦ γραφείου τῆς Διευθύνσεως.)

ΑΡΩΜΑΤΑ ΣΑΛΠΙΓΞ ΑΡΩΜΑΤΙΚΟΙ Κ.Α.Π.

Εἰς τὸ φαρμακεῖον τοῦ κ. Κωνστ. Παππα-
σταύρου ἐκομίσθησαν ἐκ τῶν καλλιτέρων οὐ-
κων τῆς Εὐρώπης τὰ ἐξῆς πρόσφατα ἀρώμα-
τα κ.λ.π.

Ὀποπονάξ, Ἰλάγκ Λάγκ, Πατσουλί διαφό-
ρων εἰδῶν, ὡς καὶ πολλὰ ἄλλα ἀρώματα μαν-
δυλίων εἰς μικρὰ φιαλίδια. Ὑδρὸν Κωλοῦ, ἰας,
Πορτοκαλλίου, Ντουαλέτας, Λεβάντας, Κινί-
νης, ὡς καὶ ἄλλα διάφορα ὕδατα καλλωπισμοῦ
τοῦ προσώπου, Βιέγκρ διάφορα, Βριλαντίναι,
Σάπωνες νυμφικοὶ καὶ διαφόρων ἄλλων εἰδῶν
καὶ ποιότητων. Ποῦδραι διάφοροι. Σωζώδον-
τον Παστέρ καὶ τὸ περιφθιμον ἐπανορθωτικὸν
τῶν τριχῶν τῆς Μαντῆς Ἄλλεν.

Ἀπαντα δὲ πωλοῦνται λιανικῶς καὶ χον-
δρικῶς εἰς τιμὰς λίαν συγκαταβατικὰς.

Ἐπίσης ἐκομίσθη διὰ τοὺς πάσχοντας ἐκ
διαφόρων παθήσεων, ἱαματικὸν θειοῦχον ὕ-
δωρ Κυλλήνης.

ΦΑΡΜΑΚΕΙΟΝ « Ο ΓΑΛΗΝΟΣ »

ΣΑΛΒΑΤΩΡ ΜΑΤΑΛΩΝ

Τὸ ὑπὸ πᾶσαν ἐποψίν ἀξιόσυστατον τοῦτο Φαρ-
μακεῖον, τὸ διακριόμενον διὰ τὸν πλοῦτον τῶν
φαρμάκων καὶ τὴν εὐθηνίαν αὐτῶν, μετεφέρθη εἰς
τὸ νεόδμητον καὶ εὐρυχωρότατον μαγαζεῖον τοῦ
κ. Δ. Σαρμούσακη, κείμενον εἰς τὴν ἀρχὴν τῆς
ὁδοῦ Δάσκουλη καὶ ἀκριβῶς ἀντικρὺ τῆς οἰκίας
Δέρβις Βέη ἐνθα ἦτο πρὶν τὸ εἰρημένον Φαρμακεῖον.

Φέρεται δὲ εἰς γνῶσιν τοῦ κοῖνου, ὅτι ἐσχάτως
ἐκομίσθησαν πρόσφατα φάρμακα παντὸς εἶδους.

Ο ΠΡΩΗΝ ΠΑΤΡΙΑΡΧΗΣ

ΙΩΑΚΕΙΜ Ο Γ'.

Ἐγνώσθη ἀθηναικῶς, ὅτι ὁ πρῶην Οἰκουμε-
νικὸς Πατριάρχης Ἰωακείμ ὁ Γ' ἀπεκρίθη πρὸς
τοῦς ἐξ Αἰγύπτου ἐρωτήσαντας αὐτόν, ὅτι ἀπο-
ποιεῖται ἀνεκκλησίως τὸν Θρόνον τῆς Ἐκκλη-
σίας τοῦ Ἀποστόλου Μάρκου. Ἡ ἀποποίησης
αὕτη τιμὰ κατ' ὑπερβολὴν Ἰωακείμ τὸν Γ' ἔ-
χοντα δεδηλωμένην ἀπὸ χρηστοτάτου καὶ ἱερο-
πρεποδῆς, συειδότης γνώμην περὶ τῶν ἀμεταξύ
τῆς Ὀρθοδοξίας καὶ τοῦ Πανσλαβιμοῦ γνώμην,
ὅπως ἀντίθετον πρὸς τὸ ἀπὸ τοῦ 1872 δημόσιον
τῶν Ἀποστολικῶν Ἐκκλησιῶν καὶ τῶν σὺν
αὐταῖς Αὐτοκρατορῶν δίκαιον. Ἐπεκύρωσε λοιπὸν
οὕτως ὁ ἐν Ἀγίῳ Ὁρει Πρωτοεράρχης τὴν γνώ-
μην, τὴν ὅποιαν ἐν τινι τῶν τελευταίων φύλλων
ὑπεστηρίξαμεν καὶ κατὰ τὴν ὅποιαν οἱ ἐπὶ ἐκ-
κλησιαστικῇ ἀρχηγίᾳ καλούμενοι ἱεράρχαι τῆς
Ὀρθοδοξίας ἔχουσιν ἱερὰν ἐπὶ ὅρκῳ ὑποχρέωσιν
νὰ μὴ ἔλχωνται τὴν προσφερομένην αὐτοῖς
ἐξουσίαν, ἂν διασω αἰσι, ἐκ πεποιθήσεως ἀσα-
λεύτου πρὸς τὰ ἐν τῇ Ἐκκλησίᾳ κρατοῦντα.

Εἰς Ἰωακείμ τὸν Γ' μία ἀναποδράτως δέ-
ον νὰ προσενοχῇ ἐκκλησιαστικὴ ἐξουσία, ἡ δι-
οίκησις τῆς Ἐκκλησίας τῆς Ἑλλάδος, ψηφίζο-
μένου ἐιδικῶς πρὸς τοῦτο Νόμου, κατὰ τὸν ὁποῖ-
ον πᾶς πρῶην Πατριάρχης προτιμᾶται ὡς Πρό-
εδρος τῆς Ἱερᾶς Συνόδου τῆς Ἑλλάδος καὶ Μη-
τροπολίτης Ἀθηνῶν ἐπὶ ἔτησίῳ μισθῷ 30,000
δραχμῶν καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον, ὅτι εἰς τῶν Ἐπισκό-
πων τοῦ Κράτους ἐκ περιτροπῆς θὰ παρέρηται
ἐν Ἀθήναις ὡς βοηθὸς τοῦ Προέδρου διὰ τὰς ἐκ-
κλησιαστικὰς ἐκτελεστικὰς, δημοσίας τε καὶ ἱ-
διωτικὰς, ἀπὸ τῶν ὁποίων δέον ν' ἀπέχη ὁ Μητρο-
πολίτης Ἀθηνῶν ὅσον ἀπέχει καὶ ὁ Πατριάρχης.
Ἄν τοιοῦτον συντομώτατον Νόμον ὑποβάλῃ εἰς
τὴν Βουλὴν ὁ κ. Εὐταξίας, θὰ δημιουργήσῃ ἁ-
ξίαν τῆς περιωπῆς τῆς τῆς ἐν Ἑλλάδι Ἐκκλη-
σίας καὶ θὰ καταστήσῃ περιττὰς ὅλας τὰς πο-
λυσυνέτους καὶ ἀντικανονικὰς συνταγὰς, τὰς
ὁποίας ἀνεκοίνωσε κατ' αὐτὰς εἰς τὴν Ἱερὰν Σύ-
νον ὁ κ. Ὑπουργὸς περὶ ἀνορθώσεως τῆς Ἐκ-
κλησίας.

Ἀλλὰ τί δέον γενέσθαι ἐν Ἀλεξανδρείᾳ πρὸς
ἐκλογὴν Πατριάρχου; Ἐπιμένομεν, ὅτι δέον νὰ
προτιμηθῇ ὁ πρῶην Οἰκουμενικὸς Νεόφυτος ὁ Η'.
ὅχι μόνον δι' ὅσα φέρει, ὡς εἴπομεν, ὑπέροχα
προσόντα καὶ δαφνοστεφῆς τῆς Ἐκκλησίας πρό-
μαχος ἐν τῷ κατὰ τοῦ Πανσλαβιμοῦ ἀγῶνι δι-
ατελεῖ, ἀλλὰ πρὸ πάντων διότι εἶνε πρῶην
Οἰκουμενικὸς Πατριάρχης. Ἐχόμεν
δὲ χρέος οἱ ἀπουδῆποτε Ἑλληνας νὰ προτιμῶμεν,
ὁσάκις ἔχομεν τὴν δύναμιν, εἰς πάσας τὰς ἐπι-
φανεῖς θέσεις τοὺς πρῶην Οἰκουμενικοὺς Πατρι-
άρχας, διότι οὕτω μόνον θὰ ἐνισχύσωμεν τὸν
Οἰκουμενικὸν Θρόνον. Ὅταν ὁ ἐκάστοτε ἐπὶ τοῦ

Θρόνου τοῦτου καθήμενος δὲν ἔχῃ νὰ φεβηθῇ πε-
ρὶ τοῦ ἐπιούσιου ἄρτου τῆς αἰῶνος. ἔστι δὲν ἔ-
χῃ ἀνάγκην τῆς Τουρκικῆς μετὰ τὴν πτώσιν του
μυθοδοσίας, τότε θὰ μάχηται ἀνευδότης ἐναντίον
οἰωνοδῆποτε ἐλθῶν τῆς Ἐκκλησίας.

Μετὰ τὸν Νεόφυτον προτιμῶμεν τὸν Φιλα-
δελφείας Φώτιον Περογλου, κατὰ τρίτον δὲ λό-
γον τὸν Ἰωαννῖνων Γρηγόριον καὶ τὸν Χαλκη-
δόνης Γερμανόν. Πᾶσα ἄλλη λύσις εἶνε ἐπιζη-
μιωτάτη εἰς τὸν προορισμὸν, τὸν ὁποῖον εἰ τοῖς
πονηροῖς τούτοις καιροῖς ἔχει ἡ Ἐκκλησία τῆς
Ἀλεξανδρείας. Δὲν προτείνομεν καὶ τὸν Ἐφέ-
σαν Ἰωακείμ Εὐθυβούλην, ὡς ἡ διαθήκη τοῦ ἀ-
ειμήστου Σωφρονίου, διότι τοῦτον θεωροῦμεν ὡς
τὸν ἀπαραίτητον διάδοχον τοῦ νῦν Οἰκουμενικοῦ
Πατριάρχου.

Ἀς ἐλπίζωμεν, ὅτι τῶρα μετὰ τὴν ἀποποί-
ησιν τοῦ Ἰωακείμ Γ' ἡ Κυβέρνησις τοῦ Θεοτό-
κη θὰ ἐνθυμηθῇ τοῦς εὐνοηθέντας ὑπὸ τοῦ μα-
καρίτου Τριετύπῃ Ἱεράρχας, τιμηθέντας δὲ ὑ-
περβαλόντως καὶ ὑπὸ Δηλιγιάννη.

Εἶχον στοιχειοθετηθῇ τ' ἀνωτέρω ὅτι εὐτυ-
χῶς ἡ πολιτικὴ ἡμῶν ἐπικράτησεν ἐν Ἀλεξαν-
δρείᾳ. Οἱ ἐκεῖ ἀρμόδιοι ἀνήγγειλαν τῷ Οἰκουμε-
νικῷ Πατριάρχῃ, κατ' ὅς ἔχομεν νεωτέρας πλη-
ροφορίας, ὅτι οἰλοῦται συμμορφωθῇ πρὸς τὴν θέ-
λησιν τῆς Μητρὸς Οἰκουμενικῆς Ἐκκλησίας διὰ
τὴν ἐκλογὴν τοῦ διαδόχου τοῦ Σωφρονίου. Ὅρε-
λομεν νὰ ὁμολογήσωμεν, ὅτι ἡ σωφροσύνη τοῦ
Ἰωακείμ Γ' ἔφερε τὸ ἀποτέλεσμα τοῦτο. Εὐ-
χόμεθα ν' ἀποδειχθῇ, ὅτι συνέπραξε καὶ ἡ Ἑλ-
ληνικὴ Κυβέρνησις. Τὸ βέβαιον εἶνε, ὅτι ἐξ ὧν
τῶν ἐπουδῆποτε Ἑλληνικῶν ἐφημερίδων ἡ «Σαλ-
πιγξ» μόνη ἠγωνίσθη τὸν φιλορθόδοξον ἢ φιλο-
δογματικὸν ἅμα καὶ Ἑθνικὸν ἐν τῇ περιστάσει
ταύτῃ ἀγῶνα.

ΑΝΤΕΘΝΙΚΟΝ ΚΗΡΤΤΜΑ

Ὁ Ὑπουργὸς κ. Εὐταξίας ἐδήλωσε πρὸ τινῶν
ἡμερῶν ἐξηγῶν κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς ἐξάρξεως
τῆς ἐφετεινῆς Συνοδικῆς Περιόδου, ὅτι εἶνε ἀντί-
θετος πρὸς τὴν πλήρη ἀνεξαρτησίαν τῆς Ἐκκλη-
σίας ἀπὸ τῆς Πολιτείας. Ἡ δήλωσις αὕτη προ-
ειδοποιεῖ τοὺς ἐν Τουρκίᾳ ἐκ πέντε ἑκατομμυ-
ρίων Ἑλληνας, ὅτι πρέπει ν' ἀποβάλλωσι πᾶ-
σαν ἐλπίδα περὶ ἐνότητος τῆς Ἑλληνικῆς Φυ-
λῆς, ὅτι τὴν ἐνότητά ταύτην ἀποκηρύττει καὶ
ἀπαρνέται ἡ μικρὰ ἐλευθέρα Ἑλλάς, ἐρ' ὅσον
τούλάχιστον ἀνέχεται ἐν τῷ Ἱερῷ, τῇ σήμε-
ρον κυβερνώσαν ψευδοτρικουπικῇ συμμορίᾳ τοῦ
κ. Εὐταξίου, ὅτι τέλος δρεΐλουσιν οἱ ἐν Τουρ-
κίᾳ ὁμόφυλοι ν' ἀναγνωρίσωσιν, ὅτι ἔχει δι-
καιον νὰ ἐπεμβαίνῃ εἰς τὰ τῆς Ὀρθοδόξου Ἐκ-
κλησίας ὁ Σουλτάνος τῶσον τούλάχιστον, ὅσον
ὁ Λοκρὸς ὕπουργός καὶ ὁ προκάτοχός του, ὁ σο-
φὸς σταφιδέμπορος Παναγιωτόπουλος.

Χωρισμὸν λοιπὸν τῶν δύο Τμημάτων τοῦ Ἑλληνισμοῦ ἐκήρυξεν ὁ κ. Εὐταξίας· δῶτι, τί ἄλλο κηρύσσει ἢ Ἑλλάς, ὅταν ἤχη ἡ Ἑκκλησία τὴν ἀνεξαρτησίαν ἀπὸ τῆς Πολιτείας ἐν τῇ Ἑλληνικῇ Βασιλείᾳ, ὅταν κατὰ τὰ Φερμάνια καὶ τὰς Συνθήκας ἔσχηεν αὐτὴ ἐν Τουρκίᾳ ἀπὸ τοῦ 1453; ὅταν δὲν ἐννοῇ ὁ καὶ τὸν Μακεδονικὸν ἐπαγγελλόμενος κ. Εὐταξίας, ὅτι δὲν ἔχωμεν ἀξιομαχὸν στρατὸν νὰ περιστελλώμεν τὰ καθημερινὰ κατὰ τῆς ἀνεξαρτησίας τῆς Ἑκκλησίας τολμήματα τοῦ Σουλτάνου, ἀξιοῦντος ρητῶς νὰ ἔχη ἐν Τουρκίᾳ πρὸς τὴν Πολιτείαν ἡ Ἑκκλησία μας τὴν αὐτὴν καὶ ἐν Ἑλλάδι θέσιν ὅταν τέλος δὲν διαγιγνώσκῃ, ὅτι τὸ μόνον ἀκαταμάχητον κατὰ τῶν τοιούτων τάσεων τοῦ Σουλτάνου ὅπλον τῆς Ἑλλάδος εἶναι νὰ χορηγῶμεν αὐτῇ ἐν τῇ Βασιλείᾳ Ἑκκλησίᾳ τὴν αὐτὴν ἀπέναντι τῆς Πολιτείας θέσιν, ὅποιαν ἀκριβῶς δημιουργοῦσι διὰ τὴν Μεγάλην Οἰκουμένην Ἑκκλησίαν τὰ Φερμάνια τοῦ Κατακτητοῦ Μεχμέτ καὶ τῶν Διαδόχων αὐτοῦ.

Ὅταν τοσοῦτος εἴνε ὁ νεὺς τοῦ Ὑπουργοῦ μας καὶ τοιαῦτα κηρύττωσιν, εἶνε δυνατόν νὰ ἀπάξῃ ἂν τὸ νικητικὸν τερπὸν κυβερνητικὸν πρόγραμμα; Δεῖται ἤδη ἐλεβόρου ὁ Ὑπουργός, ὅστις ἐξέπαυρον τῆς ἐν Θεσσαλίᾳ ἀτιμώσεως τῇ ἐπαύριον τῆς περικοπῆς τῶν συνόρων μας, τῇ ἐπαύριον τῆς ἀπωλείας τῆς ἀνεξαρτησίας μας διὰ τῆς ἐγκαταστάσεως τοῦ διεθνoῦς ἐλέγχου ἐνδριεύεται, ὅτι εἶνε Ὑπουργός τῶν ἐν Βυζαντίῳ Ἀυτοκρατόρων μας ἐκείνων καὶ θέλει νὰ ἀποκαταστήτῃ τὰς τότε μετὰ τὴν Πολιτείας καὶ Ἑκκλησίας σχέσεις; Ἀλλὰ θὰ ἀφῇτῃ ἄρα γε ἡ Βουλὴ τὸν νεώτερον ταῦτον ὑπὸ μικροσκοπικῇ ἐποψίᾳ Φαρμακίδην νὰ συνπελέσῃ τὸ προδοτικὸν ἔργον τοῦ 1830; Τίλος δὲ διατὶ ἡ ποσάτη γλωσσολογία; διατὶ θέλετε νὰ καθαρίζετε, ὡς φλύχοι ἐρυνθες, ὅσα ἀναστειργήματα πράττετε κατὰ τῆς Ἑκκλησίας καὶ τοῦ ἔθνους; Πράττετε ἀλλὰ μὴ λέγετε. Τοιαύτην συμβουλήν ἔδωκεν ἡμῖν πάλιν σοφῶς ὁ πολὺς Φουὰτ Παστᾶς τῷ 1847.

ΤΟ ΚΥΒΕΡΝΗΤΙΚΟΝ ΣΚΑΦΟΣ.

Πολλὰ νερὰ κάμνει τὸ κυβερνητικὸν σκάφος, μάταια δὲ φαίνεται ὁ ἀπὸ πῶς δλων τῶν ἐδικῶν ἐργατῶν αἱ προσπάθειαι πρὸς ἀπόρραξιν τῶν ρηγμάτων. Καὶ τὸ ἀλλόφυλον καὶ ὁ ἀσυμβίβιστον πῶν σημερινῶν κατοίκων τοῦ Ὑπουργικοῦ Ὀλύμπου καὶ ἡ ἀνυπολόγιστος ἀπρονοησία, ἥτις ἐπεκράτησε παρὰ τῷ κ. Πρωθυπουργῷ ὡς πρὸς τὴν οικονομικὴν τῆς χώρας ἀνεπάρκειαν διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν νέων διοικητικῶν μέτρων κατὰ τὴν εἰληκρινὴ ῥημοσολογίαν τοῦ κ. Μπουφίδου, προκηρύσσουσιν ὡς μὴ ἀπρόσποτον τὴν ἐνδεχομένην κυβερνητικὴν μεταβολὴν καὶ τὸν σχηματισμὸν Ὑπουργείου Διληγεώργη.

ΣΗΜΑΤΑ ΚΑΙ ΚΟΜΜΑΤΑ

Οὐδεὶς τῶν πολιτευομένων Διρίσης ἀπεκρίθη ἔτι εἰς τὸ ἐρώτημα, τὸ ὁποῖον πρὸ δέκα καὶ πέντε ἡμερῶν ὑπὸ τοῦ ἀνωτέρω τίτλου ἐθέσαμεν. Ἡ πληθώρα τῆς ἑλλας ὕλης καὶ ἡ κατ' αὐτὰς ἐμπορικὴ πηνήγυρις ἀρχαλίζουσιν ἡμᾶς ν' ἀναβλάσκωμεν νὰ ἐκπνεύσωμεν ἐπὶ τοῦ θύμκτος τοῦτου σφρόστεροι καὶ ισχυρικότεροι.

ΣΤΡΑΤΩΝΕΣ ΕΝ ΜΑΚΡΥΧΩΡΙΩ.

Μὴ ὑπαρχόντων οἰκημάτων καταλλήλων ἐν Μακρυχωρίῳ, καὶ πρὸς στρατωνισμὸν τῶν ἀνδρῶν καὶ πρὸς ἐνοίκισιν τῶν Ἀξιωματικῶν,

τοῦ ἐκεῖ διαμένοντος τὸν πεζικοῦ, τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Στρατιωτικῶν διέταξε τὴν ἐνταῦθα Διεύθυνσιν τοῦ Μηχανικοῦ, νὰ προβῇ εἰς τὴν σύνταξιν καταλλήλου σχεδιαγράμματος μετὰ τοῦ σχετικοῦ προϋπολογισμοῦ διὰ τὴν ἱδρύσιν στρατῶνων διὰ διλοχίαν Πεζικοῦ, καὶ ἀνέγερσιν οἰκημάτων διὰ τοὺς Ἀξιωματικοὺς τῆς διλοχίας ταύτης, ὡς καὶ τοῦ ἐπιτελείου τοῦ Γάγματος. Τὸν προϋπολογισμὸν τοῦτον συντάξασα ὑπέδωκεν εἰς τὸ Ὑπουργεῖον ἡ Διεύθυνσις, καθ' ὃν ἡ ἀπαιτηθεῖσα δαπάνη θέλει ἀνέλθῃ εἰς 55,000 περίπου δραχμὰς.

ΑΡΗΛΗ ΗΟΙΜΝΙΟΥ.

Τοῦρκοι στρατιῶται τοῦ μεθοριακοῦ σταθμοῦ Μιτερίζη περιπολοῦντες τὴν μεθόριον, εἰσέλθοντι τοῦ σταθμοῦ Μονοδεδι (ἢ Κόκα) εἰς τὸ ἡμέτερον ἔδαφος ἐν τῇ περιφερείᾳ τοῦ χωρίου Μανρελίου καὶ συλλαβόντες τὸ ἐκεῖ βόσκον ποιμνίων τοῦ Γιώτα Εἰσθ. Μέρμηγκα ἀπάγαγον αὐτὸ εἰς τὸ Ὀθωμανικὸν ἐπὶ τῷ λόγῳ διδέν, ὅτι τὸ μέρος, εἰς ὃ ἔδωσκεν τοῦτο, ἀνάκει τῇ Τουρκίᾳ. Ἀλλὰ κατέπιν ἐντόνων παραστάσεων τοῦ Διοικητοῦ τοῦ λόχου Μανρελίου ἐναγκάσθησαν νὰ τὸ ἀποδώσωσιν χωρὶς, ἐννοεῖται ὁ κύριος τοῦ ποιμνίου νὰ πληρώσῃ τὸ χρεὸν τὸ ὅπερ ἀπέρχεται.

ΑΛΛΗ ΑΡΗΛΗ

Προχθὲς ἄλλοι Τοῦρκοι στρατιῶται ὑπὸ τὸν δεκανέα Ἀβζὶ Ἐφένδην, εἰσελθόντες πάλιν εἰς τὸ ἡμέτερον ἔδαφος διὰ τοῦ σταθμοῦ Λογκᾶ ἢ Σωτήριον συνέλαβον εἰς θέσιν Γελαδαργιὶ τὸν ποιμένα Ἀθ. Πλάμπρον, βόσκοντα τὰ ποιμνία τῆς Μονῆς Μετεώρων α Ἀγίου Στεφάνου, παρὰ τοῦ ὁποῖου ἀπῆλθον νὰ τοῖς δώσῃ γάλα καὶ πέντε σβήγια, ἐπὶ τῇ προφίσει διδέν, ὅτι καὶ οὗτος ἔδωκε εἰς μέρος ἀνέκον τῇ Τουρκίᾳ. Ἐπὶ τῇ ἀποφαιτικῇ δὲ τούτου ἀναντῶσαι χολωθέντες οἱ Τοῦρκοι τὸν μὲν ποιμένα ἐτραυματίσαν σοβαρῶς εἰς τὴν κεφαλὴν διὰ ροπαλίου, τὸ δὲ ποιμνιον συνέλαβον καὶ μετέφερον εἰς τὸν σταθμὸν τῶν Μαθῶν τὸ γεγονός· ὁ ἐν τῷ εἰρημένῳ σταθμῷ ἡμέτερος Δοχίας σταθμάρχης, μετέβη εἰς τὸν Τουρμακὸν σταθμὸν, καὶ ἀπῆλθεν ἐντόνως τὴν ἐπιστροφὴν τοῦ ποιμνίου, ὅπερ καὶ ἐγένετο, ἀλλ' ἀφ' οὗ ἐκράτησαν οἱ Τοῦρκοι 10 πρόβατα καὶ 5 ἐρίβια, ὑποσχεθέντες νὰ ἐπιστρέψωσι καὶ ταῦτα, ὅταν λάβωσι διαταγὴν παρὰ τοῦ ἀνωτέρου τῶν.

ΤΟΥΡΚΟΙ ΑΙΠΟΤΑΚΤΑΙ

Τὴν παρελθούσαν Τετάρτην προσήλθον καὶ παρεδόθησαν εἰς τὰς ἐν Ραϊνάνη στρατιωτικὰς Ἀρχάς, δύο Τοῦρκοι λιποτάκται, εἰς λοχίας, καὶ εἰς ἀπλοὺς στρατιώτης τοῦ ἐν Καρυῖ ἐδρεύοντος Τάγματος, οἵτινες, ὡς ἐν τῇ ἀνάκρισει τῶν κατέθεντο, ἐναγκάσθησαν νὰ ἐγκαταλίψωσι τὰς τάξεις. ἔνεκα τῶν ταλαιπωριῶν, καὶ δυστυχιῶν, ἃς ἐφίστανται καὶ τοῦ ξύλλου, ὅπερ οἱ ἀνωτέροι τῶν τοῖς ἐδίδον καθ' ἐκάστην.

ΠΡΟΣ ΤΟΝ κ. ΝΟΜΑΡΧΗΝ ΚΑΙ ΔΗΜΑΡΧΟΝ ΛΑΡΙΣΗΣ.

Ὁ μέγας ὑδραυλικὸς τῆς Εὐρώπης κ. Μπέκμαν ἀφίχθη εἰς Ἀθήνας, ἡ ἂν εἰσέτι δὲν ἐφθασεν ἀναμένεται προσεχῶς, ὅπως μελετήσῃ τὰ μεγάλα τῆς πρωτευούσης ὑδραυλικά ἔργα. Λαμπρὰ εὐκαιρία διὰ τὴν Λάρισαν νὰ ὑποβάλλῃ εἰς τὴν μελέτην καὶ τὴν γνώμην τοῦ ἐξόχου τεχνήτου, τὸ ζήτημα τῆς ὑδρεύ-

σεως τῆς πόλεως, δι' αὐτοῦ θὶ μάθωμεν τὸν ἀσφαλέστερον τρόπον τῆς κατασκευῆς τοῦ πολιδαπάνου ἔργου ὅπως μὴ ἐκτεθῶμεν εἰς δαπάνας ματαίας ἐπὶ τῇ βίᾳ σὺ δὲ μὴ ἐδίδον ἀνδρῶν, ἢ τυχαίων καὶ πλεονεκτῶν ἐργολάβων. Ὁ κ. Νομάρχης θὰ ἐπισπάσῃ τὸν ἔπαινον καὶ τὰς εὐλογίας τῶν Λαρισαίων ὡς μεριμνήσῃ καὶ κληθῇ ἐνταῦθα ὁ κ. Μπέκμαν, ἀφ' οὗ, ὡς μενθίσθωμεν, πρόκειται νὰ ἔλθῃ καὶ εἰς Βίλον, πρὸς τοῦτο δὲ μετέβῃ εἰς Ἀθήνας καὶ ὁ κ. Γεωργιάδης. Πάτῳτις πρὸς μελέτην ὑπάρχει, ὀλίγη μόνον δραστηριότης ἀπαιτεῖται ὅπως ἐξασφαλίσωμεν τὰς προκαταρκτικὰς ἐργασίας.

ΠΑΝΗΓΥΡΙΣ ΛΑΡΙΣΗΣ

Ἀπὸ τῆς προχθὲς ἡ πύλις μὴς ἀσυνήθην παρουτιάσει ὄψιν, χάρις εἰς τὴν ἀρξάμενην τὴν ἡμέραν ἐκείνην πανήγυριν.

Πολλοὶ ξ'νοὶ συνέρρυσαν καὶ συρρέουσιν ἀπὸ διαφόρων μερῶν, καὶ ἡ κίνησις καὶ ἡ ζωηρότης διεχρῶθη εἰς τὴν ἡμερὴν πῶς μας. Οἱ χωρικοὶ ἰδίᾳ τῆς Θεσσαλίας ἀθρόοι· σὺν γυναιξὶ καὶ τέκνοις ἐφθασαν, κομίζοντες μετ' αὐτῶν καὶ τὴν πρὸς πώλητιν ζῶα, τὰ ἵποια κυρίως ἀποταλοῦν τὴν ἐμπορικὴν κίνησιν αὐτῶν τῶν ἡμερῶν. Ὁλόκληρον τὸ ἐκτεταμένον πεδὸν τοῦ Ἀλ'αζ'αρ κατελήφθη ὑπὸ τῶν ζῶων καὶ τῶν ὀδηγούντων αὐτὰ, καὶ παρουτιάσει ὄψιν ἀθρόας κατασκηνώσεως στρατεπέδου, ὁρώμενον ἀπὸ τοῦ φρουρίου, καὶ τοῦ Ναοῦ τοῦ Ἀγίου Ἀχιλλείου.

Πλείστοι ἐξ ἄλλων ἐμποροῦ ἐνφύκισαν τὰ ξύλινα παραπύργια, καὶ αἱ ἡπλώσαν τὰ διάφορα ἐμπορεύματά των, ἐν ᾧ εὐθὺς ἀμέσως μετὰ ταῦτα εἰς ὑπόσπεχα ἔχουν ἰδρυθῇ διάφορα πρόχειρα μαγειρεία, οἶνοπωλεῖα, χαλβαδοποιεῖα, κτλ. καὶ συγκεντρῶνουν ἀπειρίαν χωρικὴν κίσημον, ὅστις σπεύδει εἰς τὴν πρόσκλησιν τῶν κηκεῶς ἡχοῦντων ἐγχαρίων ὀρχάνων.

Μία ζωηρότης καὶ κίνησις ἀτελεύτητος, φωναί, γέλωτες, θόρυβος, ἀπλώνεται παντοῦ εἰς τὸν τόπον τῆς πανηγύρεως.

Ἐκτὸς τούτων διάφορα θεάματα προσελκύουν τὸν κόσμον Φισουλῆδες, Καραγρόζηδες, Καφέ—ἀμάν, παντομίμαι, πανοράματα, δεξιὰ καὶ ἀριστερὰ καλοῦν τὸν κόσμον εἰς διασκέδασιν.

Πολλοὶ ποδηλάται ἀφίκοντο ἐξ ἄλλων πόλεων, ἐκ τῶν ὁποίων οἱ πλείστοι φαίνονται διατεθειμένοι νὰ λάβωσι μέρος εἰς τοὺς σήμερον ἀρχομένους ἀγῶνας. Πλείστοι δὲ ἄλλοι ἐδήλωσαν διὰ τὰ ἄλλα ἀγωνίσματα, καὶ οὕτω θὰ διεξαχθῇ ἐν ἀπτότῳ διασκέδασιν ἡ πανήγυρις ἡμῶν, ἥτις θὰ ὑπερβῇ πάσας τὰς τῶν ἄλλων μερῶν.

Ἐκτὸς ὅμως ὅλων αὐτῶν ἡ Φιλαρμονικὴ τοῦ Βίλου εὐγενῶς φερόμενη ἐτίμησε τὴν πανήγυριν μας, καὶ θὰ λαμπρύνῃ διὰ τῆς συμμετοχῆς τῆς τὰς ἐορτὰς μας. Καὶ πρῶτον θὰ παιανίσῃ κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἰγώνων ἐν τῷ στάβῳ. Ἐπειτα διωργάνωσε δύο εὐεργετικὰς παραστάσεις, ἀπόψε καὶ αὐριον, ἐν τῷ θεάτρῳ Ἀπόλλων, τῇ συμπράξει ἐρασιτεχνῶν, τὴν μίαν ἱπὲρ αὐτῆς, καὶ τὴν ἄλλην ὑπὲρ τοῦ Δημοτικοῦ Νοσοκομείου μας.

Ἐπίσης δὲ καὶ κουσέρτο ἀπὸ Ἰταλίδας καλλιτέχνιδας τοῦ ἐν Βόλῳ Ἰταλικοῦ Μελοδραματικοῦ Θεάσου θὰ λάβῃ χώραν, ἀφεινωμένον σήμερον δύο ἐξ αὐτῶν ἐπὶ τούτῳ.

Καὶ τοιουτοτρόπως θὰ διέλθωμεν τὰς ἡμέρας ταύτας ἐν ἀληθεῖ πανηγύρει, διότι ὅλαι αἱ τάξεις θὰ δύνανται νὰ εὖρωσιν ἀνάλογον διασκέδασιν.

ΤΙ ΘΑ ΓΕΙΝΗ ΣΗΜΕΡΟΝ

Ἡ σημερινὴ ἡμέρα εἶνε πλουσιωτάτη εἰς διασκέδασεις καὶ ἐορτὰς ἐπὶ τῇ πανηγύρει δημιουργηθείσας.

Καὶ πρῶτον θὰ ἔχωμεν τοὺς ἀγῶνας περὶ τὴν 4ην ὥραν μ. μ., τῶν ὁποίων τὸ πρόγραμμα ἀναδημοσιεύομεν, χάρις τῶν μὴ γνωριζόντων τοῦτο ξένων μας.

Κατὰ τοὺς ἀγῶνας ἡ δημοτικὴ μουσικὴ τῆς πόλεώς μας καὶ ἡ Φιλαρμονικὴ τοῦ Βόλου εὐγενῶς προσφερθεῖσα, δι' ὃ τῇ σφίγγωμεν ἐξ εὐχαριστήσεως τὴν

χε'ρα, θά παιανίζει διάφορα μουσικά τεμάχια ἐν τῷ στίβῳ.

Κατὰ δὲ τὸ ἐσπέριον διόφοροι θιαῖτοι, ἡ Φιλαρμονική τοῦ Βόλου καὶ ἡ μουσική τοῦ δήμου μας, θιέ'ρψωσιν εἰς διάφορα κέντρα τοὺς πολυπληθεῖς παυηγυριστάς.

Οὕτω ἡ σημερινὴ ἡμέρα θά ᾔηε μία ἐκ τῶν καλλίστων, ἂν μὴ ἡ καλλιτέρα τῶν τῆς πανηγύρεως διὰ τὴν πλυσθὴν τῶν διαφύρων διασκεδάσεων, τὰς ὁποίας θά ἀπολαύσωμεν ἡμεῖς, καὶ οἱ πολλοὶ ξένοι, οἱ κατακλύζαντες τὴν πόλιν μας.

Ἰδὲν τὸ πρόγραμμα τῶν ἀγώνων:

ΗΜΕΡΑ Α΄.

Ὡρα 4 Μ. Μ.

1ον) ΑΓΩΝ ΤΑΧΥΤΗΤΟΣ 100 ΜΕΤΡΩΝ.
(Βραβεῖον, ὄπλον κυνηγετικόν).

Ὡρα 4 1/4 Μ. Μ.

2ον) ΑΛΜΑ ΤΡΙΠΛΟΥΝ.
(Βραβεῖον, ἀργυροῦν ὥρολόγιον).

Ὡρα 4 3/4 Μ. Μ.

3ον) ΑΓΩΝ ΔΡΟΜΟΥ 2000 ΜΕΤΡΩΝ.
(Βραβεῖον, δραχ. 50).

Ὡρα 5 Μ. Μ.

4ον) ΠΟΔΗΛΑΤΙΚΟΣ ΑΓΩΝ.
Δρόμος ἀντοχῆς ἐκ 10000 μέτρων.
(Βραβεῖον, ἐν χρυσοῦν ὥρολόγιον καὶ διπλωμα-
τιμῆς).

Ὡρα 5 1/2 Μ. Μ.

5ον) ΙΠΠΙΚΟΣ ΑΓΩΝ.

Α΄.) Δρόμος ἐκ 2000 μέτρων.

Εἰς τὸν ἀγῶνα τοῦτον εἶνε δεκτοὶ ἵπτοι καταγω-
γῆς ἐξ Ἑλλάδος ἢ Μακεδονίας.

(Βραβεῖον, δραχ. 600 καὶ στέφανος δάφνης μετὰ
διπλώματος τιμῆς).

ΗΜΕΡΑ Β΄.

Ὡρα 4 1/4 Μ. Μ.

1ον) ΑΛΜΑ ΑΠΛΟΥΝ.

(Βραβεῖον ἐν περιστροφῇ καὶ διπλωματιμῆς).

Ὡρα 4 1/2 Μ. Μ.

2ον) ΙΠΠΙΚΟΙ ΑΓΩΝΕΣ.

Β΄.) Δρόμος 2000 μέτρων.

Εἶνε δεκτοὶ μόνον Ἑλληνικῆς καὶ Μακεδονικῆς κατα-
γωγῆς ἵπποι. Οἱ δὲ βραβευθέντες ἵπποι δὲν εἶνε δεκτοί.

(Βραβεῖον, δραχ. 400).

Ὡρα 5 Μ. Μ.

3ον) ΕΙΔΙΚΟΣ ΔΡΟΜΟΣ ΕΓΧΩΡΙΩΝ
ΙΠΠΩΝ ΘΕΣΣΑΛΙΑΣ 1000 ΜΕΤΡΩΝ.

Εἰς τὸν δρόμον τοῦτον εἶνε δεκτοὶ μόνον Θεσσα-
λικοὶ ἵπποι.

(Βραβεῖον, δραχ. 200).

Ὡρα 5 1/4 μέχρι 5 1/2 Μ. Μ.

4ον) ΔΡΟΜΟΣ ΑΝΤΟΧΗΣ ΑΠΟ ΤΥΡΝΑ
ΒΟΥ ΕΙΣ ΛΑΡΙΣΑΝ.

Ἀναχώρησις δρομέων ἐκ Τυρνάβου 4,25 μ.μ.
(Βραβεῖον, εἰς τὸν νικητὴν δραχ. 150).

Κατὰ τὸ διάλειμμα τὸ μεταξὺ τῶν δύο πρώτων ἀ-
γωνισμάτων βέλουσι τελεσθῇ καὶ τὰ ἐξῆς ἀγωνίσματα.

1ον). ΛΙΘΟΒΟΛΙΑ ΜΕΤΑ ΦΟΡΑΣ.

(Ψιχημὸ πέτρας μετὰ φῶρα)

2ον) ΑΓΩΝ ΤΑΧΥΤΗΤΟΣ.

Δρόμος πεζῶν 1000 μέτρων.

Εἰς τοὺς νικῶντας ἐν τοῖς ἀνωτέρω ἀ-
γωνίσμασι θέλει δοθεῖ βραβεῖον ἀνὰ ἓν ὥρο-
λόγιον ἀργυροῦν.

Η ΕΤΑΙΡΙΑ ΤΩΝ ΣΙΔΗΡΟΔΡΟΜΩΝ ΘΕΣΣΑΛΙΑΣ

Ἐχομεν ὑπ' ὄψιν τὸ ἀπὸ 16 τοῦ μηνὸς τούτου πρὸς
τὸν Δήμαρχον Λαρίσης ἔγγραφον τῆς ἐν Βώλῳ διευ-
θύνσεως τῶν σιδηροδρόμων. Ἐχρηκώτερον πρὸς τὴν
Θεσσαλίαν ἄμα δὲ καὶ παρὰλογώτερον ἔγγραφον δὲν
ἀνεγνώσαμεν. Ἀρνεῖται νὰ χορηγήσῃ ἐφέτος ἢ ἐν λόγῳ
διευθύνσις τὸ καλὸ ὅλα τὰ προηγούμενα ἔτη χορηγηθέν
χρηματικὸν ἐπαθλὸν πρὸς ἐνθάρρυνσιν τῆς βελτιώσε-

ως τοῦ γένους τῶν ἵππων. προσπαθῶμεν τὸ μὲν οὐ
βραδέως ἔργον ἢ πρὸς τοῦτο ἀπὸ 12ης τοῦ τρέχον-
τος μηνὸς ἀπὸ τῆς Δημαρχίας μας. τὸ δὲ οὐ, ὡς
ἐπὶ τὰ παρὲλθόντα ἔτη, πέντε ἡμέρας μό-
νον πρὸ τῆς ἐκκλήσεως τῶν ἀγώνων προσκρίνεται καὶ
ἐφέτος δὲ τοῦ τύπου τὸ εἰρημένον διακρίνεται ὅτι δὲ
κατ' ἀκροαθίαν δὲν δίδεται τοῖς βουλομένοις ὁ ἀ-
παιτούμενος χρόνος, ὅπως κατέλθωσιν εἰς τὸν ἀγῶνα
παρεστῶσιν.

Οἱ παρὰλογισμοὶ τοῦ εἰρημένου ἔγγραφου, κρύ-
πτοντες ἀναιτιολόγητον ἄρνησιν, ἔχουσιν ὡς ἐξῆς:
1) "Οτι καὶ πέρυσιν τῇ 12 Ἰουλίου, ὅπως ἐφέτος, ἔ-
γγραφον ἡ Δημαρχία μας, ἡ δὲ διευθύνσις τῶν Σιδη-
ροδρόμων ν' ἀπεκρίθη τῇ 17, οὐχὶ δὲ τῇ 16, ὅπως ἐφέ-
τος, ἥτοι ἐνωρίτερον καὶ ὅμως πέρυσιν ὑπῆρχε κενὸς
διὰ τὸ ἐπαθλὸν, καὶ διὰ τὴν αἵτησιν τῆς ἀδείας τοῦ ἐν
Ἀθήναις Διοικητικοῦ Συμβουλίου τῶν σιδηροδρόμων.
2) "Οτι, ἂν ἀπὸ πέρυσιν, ὡς οὐδ' ἐπιτρέπεται, εἶχε κάμει ἡ
διευθύνσις τῶν σιδηροδρόμων τὴν περὶ ἀνεπαρκείας τοῦ
χρόνου ἀνὰ κλάσιν, ἡ εἰλικρίνεια ἐπέβαλλε τῷ κ. Δι-
ευθυντῇ νὰ διατυπώσῃ ἔκτοτε τὴν περὶ τούτου ἀξίω-
σιν του καὶ νὰ ὁρίσῃ μάλιστα αὐτὸς τὸν χρόνον τῆς
προκηρύξεως. 3) "Οτι, ἂν ἐφέτος ὁ κ. διευθυντὴς ἔ-
καμει τὴν ἀνὰ κλάσιν, ἡ εἰλικρίνεια καὶ ἡ ἀνδρικό-
της ἀπῆλθον νὰ χορηγήσῃ καὶ ἐφέτος τὸ ἐπαθλὸν, νὰ
προαναγγεῖν δὲ ἄμα τοὺς ὅρους, ὑπὸ τοὺς ὁποίους
ἵκνεται νὰ ἐπακταθῇ αὐτὸ κατὰ τὰ ἐπόμενα ἔτη. 4)
"Οτι, καίτοι κατ' ἀρχὴν ὁμολογούμεν καὶ ἡμεῖς ὡς
ἀνεπαρκὲς τὸ χρονικὸν διάστημα, ἐν τούτοις εἶνε βέ-
βαιον, ὅτι οἱ πρόθυμοι διὰ τὸν εἰρημένον ἀγῶνα δὲν
ἔχουσιν ἀνάγκην προειδοποιήσεως, διότι γνωρίζουσι τὸ
ἀπὸ τοσούτων ἐτῶν καθιστώσας καὶ θεωροῦσιν ὡς ὅρον
τῶν ὧν οὐκ ἀνεύ τοὺς εἰρημένους ἀγῶνας ἐν τῇ ἐτησίᾳ
πανηγύρει τῆς Λαρίσης προετοιμάζονται ἐκ διὰ τοῦτο
λίαν ἐγκαίρως.

Διὰ τὴν δὲ μὲν δυνάμει, Νικητὰς Χόντσα, τὰ
σχετῆς σου, διότι ἔχω τραχυνὰ ἀπλωμένον.

Τὸ βέβαιον εἶνε, ὅτι ἡ Ἑταιρία τῶν σιδηροδρόμων,
ὡς προσέχω, ὅ' ἀποδείξωμεν, ἔχει διαζύγιον πρὸς τι-
νας πόλεις τῆς Θεσσαλίας, καὶ ἰδίᾳ τὴν Λάρισαν, ἀρ-
κουμένη εἰς μόνους τοὺς τρυφεροὺς πρὸς τὸν Βόλον ἑ-
ρωτας.

"Οσον δ' ἀρρεῖ τὴν διὰ τοῦ εἰρημένου ἔγγραφου
σύστασιν πρὸς τὸν δήμαρχον, ὅπως ἔχει ἀμάξας ἐπαρ-
κεῖς διὰ τὴν ἀνεύ μεταφορᾶν τῶν ἐπιβατῶν ἀπὸ
τοῦ σιδηροδρομικοῦ σταθμοῦ μέχρι τῆς πόλεως, δὲν ἔ-
χομεν εἰμὴ νὰ ὑπομνήσωμεν εἰς τὴν διευθύνσιν ὅτι μό-
νον αὐτὴ ἔχει τὴν ἀναληγίαν νὰ φέρῃ ἐπιβάτας σαρ-
δελιδὸν ἐστιαχμένους τοὺς δὲ τῆς πρώτης θέσεως εἰς
διαμερίσματα τρίτης θέσεως καὶ πολλὰ καὶ εἰς τὰ
διὰ τὰ ζῶα προσωρισμένα τοποθετημένους πρὸς περισ-
στέραν ἀνεύσιν.

Οὐχ ἥττον ὁμως σπολάτι διὰ τὴν συμβουλὴν τῆς!

Ο ΔΙ' ΑΣΕΤΥΛΙΝΗΣ ΦΩΤΙΣΜΟΣ ΤΗΣ ΠΟΛΕΩΣ ΜΑΣ

Ἀπὸ τῆς προχθῆς ἐσπέρας εἰσῆλθη καὶ παρ' ἡ-
μῖν ὁ δι' Ασετυλίνης φωτισμὸς, φωτισθείσης διὰ
τοῦ αἰρίου τούτου τῆς πλατείας τῶν δικαστηρίων.
Τὸν φωτισμὸν τοῦτον γλυκύτατον καὶ ἰσχυρὸν ἀνέ-
λαβεν ἡ ἐν Ἀθήναις ἐδρεύουσα Γαλλοελληνικὴ Ἑται-
ρία Ἀσετυλίνης, καὶ ἀπὸ τὸ ἐσπέρας τῆς Παρασκευ-
ῆς ἡ πόλις μας παρουσιάζει ἐντελὲς ἀλλοίαν ὄψιν
μετὰ τὰ ῥάμφη τῆς Ἀσετυλίνης. Ὁ φωτισμὸς οὗτος
ἐγένετο δοκιμαστικῶς, χάριν τῆς πανηγύρεως, ἵνα
καὶ κατόπιν ἐξακολουθήσῃ, ἂν θεωρηθῇ ἱκανοποιη-
τικός.

Καθ' ἡμᾶς ὁμως, ὡς προσωρινὸς φωτισμὸς πλη-
ροὶ ὅλας τὰς ἀπαιτήσεις, τὰς ὁποίας δύναται τις νὰ
ἔχῃ.

Ο ΦΩΤΙΣΜΟΣ ΤΡΙΚΚΑΛΩΝ.

Ὡς πληροφοροῦμεθα μεταδίδει ἐντὸς τῆς ἐβδομά-
δος εἰς Τρίκκαλα ὁ μηχανικός κ. Ἀριστοτέλης Τσά-
κωνας μετὰ τοῦ ἐν τῇ ὑπηρεσίᾳ του Βέλου μηχανι-
κοῦ κ. Σκίπερς ὅπως ἐπὶ τόπου μετὰ τοῦ Δημάρχου

ὁρίουν τὰς θέσεις τῶν ἐν τῇ πόλει τοποθετηθσομέ-
νων φανῶν. Ὁ κ. Τσάκωνας ὅ' ἀπέλθῃ ἡμέτως εἰς
Βιζυῖον ὅπου ἔχει ἤδη συνειννοθῇ μετὰ μεγάλῃς
ἡλεκτρικῆς ἐταιρίας, διὰ τὸν δι' ἡλεκτρισμὸν φωτισμὸν
τῶν Τρικκάλων καὶ ἄλλων Ἑλληνικῶν πόλεων.

Ὁ κ. Τσάκωνας ὅ' ἐπισκερθῇ καὶ τῇ πόλιν μας
πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ ἴδῃ τὰ ἀρρῶντα τὸν φωτισμὸν,
καὶ καμὴν προτάσεις ἐπίσης. Ὡς γνωστὸν, ὁ κ. Τσά-
κωνας ἐξακολουθεῖ φωτίζων δι' 600 φανῶν Ἀσετυ-
λίνης τὴν Σύρον, εἶνε δὲ ὁ πρῶτος εἰσαγγων τὸν δι'
Ἀσετυλίνης φωτισμὸν εἰς τὴν Ἑλλάδα.

Η «ΕΦΗΜΕΡΙΣ»

Μετὰ πολλὰς θάβρους — εἰα μὴ τί ἄλλο εἰ-
πωμεν, — διαφύδει ἡ συνάδελφος «Ἐφημερίς» ὅσα
ἔγραψεν ἡμεῖς ἐν Ἑλλάσῳ ἀνταποκριτῆς μας
περὶ τῆς διαγωγῆς τῶν Ρωμοσύων καὶ Ρω-
μουνοφύλων τῆς Ἀδδέλλας πρὸς τὸν Μητροπολί-
την Γρεβενῶν τῇ 1 Αὐγούστου, ὅποτε εἶχε με-
ταβῇ εἰς τὴν εἰρημένην κομπολίαν. Τὸ Ἀθηναί-
κον ὄργανον τυρβάζει περὶ πολλὰ, ὡς ἐκ τούτου
δὲ δὲν εἶνε εἰς θέσιν νὰ ἐξελέγῃ ἡμᾶς, εἰς μόνον
τὸ δημοσιογραφικὸν καθήκον ἀρωσιωμένων. Ὁ
ἐν Ἑλλάσῳ ἀνταποκριτῆς μας εἶνε εἰς πολὺ
καλλίτερον θέσιν νὰ γνωρίζῃ τὰ κατὰ τὴν Μα-
κεδονίαν ἀπὸ ὅλου ἐκείνου τοῦ δημοσιογράφου
αἰνίτες λεηλατοῦτες τὰς στήλας τῆς «Σίλπιγ-
γος» ἀναδημοσιεύουσι τὰς εἰδήσεις του ὡς ἰδικὰς
τῶν διὰ τῆς μεθόδου τῶν ἀνταποκρίσεων.
Ὅτι δὲ τὸ γεγονός ἐλαβε χώραν ὡς τὸ ἀνέγραψεν
ὁ ἀνταποκριτῆς μας, τὸ διαβεβαιεῖ καὶ ὁ προχθὲς
ἐλθὼν ἐξ Ἀδδέλλας ἀξιόπιστος συμπολίτης μας
κ. Στέργιος Οἰκονόμου, ὅστις παρέστη μάρτυς
τῶν τελεσθέντων ἐν Ἀδδέλλᾳ μέχρι τῆς 6 Αὐ-
γούστου, ὅποτε ἀπῆλθεν ἐκεῖθεν εἰς Γρεβενὰ ὁ
ἀξιολογώτατος Σέβαστος Ἱεράρχης.

Ἄλλοι εἶνε, ἀγαπητὴ συνάδελφος, καὶ ὅχι ἡ
«Σίλπιγξ» οἱ ἔχοντες τακτικὴν τὸ ἀναμαγειρεύ-
ειν ἀρχαίας εἰδήσεις ἢ καὶ ὑπεξαίρειν τὰς τῶν
ἄλλων, πεποιθότες, ὅτι οὕτω ἐπαρκοῦσιν εἰς τοὺς
παντοῖους αὐτῶν πελάτας.

ΓΥΜΝΑΣΙΟΝ ΕΝ ΛΑΡΙΣΗ

Αἱ ἐγγραφαὶ ἐν τῷ ἐνταύθα Γυ-
μνασίῳ λήγουσιν ὀρισμένως τῇ 30
φθίνοντος μηνὸς Σεπτεμβρίου.

Ἐν Λαρίσῃ τῇ 25 Σεπτεμβρίου 1899.

(Ἐκ τοῦ γραφείου τοῦ Γυμνασίου).

ΕΙΔΗΣΕΙΣ

Ἡ νόσος ὀττακία εὐρίσκεται ἐν μεγάλῃ ὑφέσει.
Οὕτω πως ὑπάρχει μεγίστη ἐλπίς λίαν προσεχῶς
ν' ἀπαλλαγῶμεν ταύτης, διότι ἤδη σχεδὸν δὲν ὑπάρ-
χει, καθόσον καθ' ὅλην τὴν λήξασαν ἐβδομάδα ἐν
καὶ μόνον κρούσμα συνέβη, καὶ τοῦτο ἐλαφρότατον.

— ΣΥΛΛΗΨΙΣ ΛΗΣΤΩΝ. Ἐν τῷ χωρίῳ
Καλλιφῶνι τῆς ἐπαρχίας Καρδίτσας συνελήφθη πα-
ρὰ τοῦ ἀνωτέρου Ἐπόπτου τῶν μεταβατικῶν ἀπο-
σπασμάτων ὁ ἐπικεκλημένος ληστής Μηχαῖλ
Κίκης, ὅστις ὑπεκρύπτετο ὑπὸ τὸ ψευδώνυμον Τί-
της Θύμμιος. Εἰσέτι ὅμως δὲν ἐβεβαιώθη ἡ ταυτό-
της του.

ΚΟΙΝΩΝΙΚΑ

ΑΝΑΣΤΑΣ. ΦΙΛΙΟΣ-ΠΙΠΙΝΑ ΚΑΛΑΜΙΔΟΥ.

Ἐν μέσῳ ἀπείρων ἐγκαρδίων εὐχῶν συγγενῶν
καὶ φίλων ἐτελέσθησαν τὴν παρελθούσαν Κυρια-
κὴν ἐν Βώλῳ ἐν τῷ ἀβραμιαίῳ οἴκῳ τοῦ κ. Κα-
λαμίδα οἱ γάμοι τοῦ συμπαθοῦς καὶ εὐληκροῦς
φίλου τῆς ἡμετέρας κοινωρίας Ἀναστ. Φιλίου μετὰ
τῆς ἐπὶ κάλλει, καὶ τελείᾳ μορφώσεως διακρινομένης
δεσποινίδος Πιπίνας Καλαμίδου. Εἰς τὸ εὐάρμοστον
ζεῦγος εὐχόμεθα σὺν ταῖς ἀπείροις ἐγκαρδίαις εὐ-
χαῖς, βίον ὀλβιον καὶ ἀνέφελον καὶ τὴν ἐκπλήρωσιν
παντὸς ποθομένου.

Α. Κ.

ΜΕΤΑ ΥΕΛΟΠΩΛΕΙΟΝ (ΤΟ ΔΟΥΒΡ ΕΝ ΑΡΓΙΣ)



Ἀληθῶς Δούβρ κατέστησε τὸ
υελοπωλεῖον τοῦ ὁκ. Φίλιππος Δ.
Ρούφος μὲ τὴν νέαν ἐξ Ἀγγλίας
παραγγελίαν του. Τί δὲν ἔφερε;
Λάμπας τῆς Τραπεζῆς, κρεμα-
σιάς, τοῦ τοίχου, καὶ εἰσόδου κομ-
ψοτάτας καὶ πολυτελεστάτας Λάμ-
πας νέον συστήματος, αἱ ὁποῖαι
εἶνε μετὰ τέχνης κατεσκευα-
σμένα, ὥστε μία καὶ μὴν τοιαύτη
εἶνε καὶ τῆς Τραπεζῆς, καὶ κρε-
μαστή καὶ τοῦ τοίχου. Κυροπάγια
τῆς αὐτῆς τέχνης ὡραιότατα Δί-
σκους διαφόρων εἰδῶν καὶ ποιοτήτων. Ἀρτο-
φόρους ἐκ μετάλλου, πυρειοδόχους, τεφροδό-
χους, καὶ σιελοφόρους, δοματίων καὶ εἰσόδων.

Μεγάλων καὶ ἰδιότροπον συλλογὴν πιάτων,
πιατέλων, σουπιερῶν, φρουτιε-
ρῶν, φλιτσανίων καφέ, καὶ τείου
Φιάλας νεροῦ καὶ οἴνου ἐκ κρυ-
στάλου, ὡς καὶ ποτήρια τῆς αὐ-
τῆς χρήσεως. Σερβίτσια ὀλό-
κληρα ἐκτάκτου ὡραιότατος καὶ
κομψότητος. Σημειώσατε δὲ, ὅτι
ὅλα ταῦτα εἶνε Ἀγγλικῆς κα-
τασκευῆς, αἱ δὲ τιμαὶ αὐτῶν εἶνε
συγκριτικῶς μετριώταται.

Πλείοτερά δὲν λέγομεν. Ἐπι-
σκεφθῆτε τὸ εἰρημένον υελοπω-
λεῖον, καὶ θὰ πεισθῆτε, ὅτι δὲν
εἶνε ρεκλάμα.



ΚΛΙΝΙΚΗ

ΠΑΘΟΛΟΓΙΚΗ—ΧΕΙΡΟΥΡΓΙΚΗ—ΓΥΝΑΙΚΟΛΟΓΙΚΗ
ΤΩΝ ΙΑΤΡΩΝ

Δ⁷. ΠΑΤΑΓΕΩΡΓΙΑΔΟΥ ΚΑΙ Δ⁷ ΚΟΥΤΣΑΓΓΙΔΗΝ
(Παθολόγου) (Χειρουργοῦ—Μαιευτῆρος)

ΕΝ ΒΟΛΩ

Ἐπὶ τῇ διασταυρώσει τῶν ὁδῶν Φιλελλήνων ἑτάως
πλησίον Δικαστηρίου.

ΕΝ ΤΗ ΚΛΙΝΙΚῃ ἰδρυθεῖσα κατὰ τὸ πρό-
τυπον τῶν ἐν Εὐρώπῃ τοιούτων, νοσηλεύον-
ται ἐσωτερικοὶ ἄρρώστοι καὶ γίνονται δεκτοὶ
πρὸς ἐπίσκεψιν ἑξωτερικοὶ τοιοῦτοι

ΘΕΡΑΠΕΥΟΝΤΑΙ

Τὰ ΠΑΘΟΛΟΓΙΚΑ ἐν γένει νοσήματα.

Τὰ ΧΕΙΡΟΥΡΓΙΚΑ νοσήματα καὶ ἐκτελοῦν-
ται ἐγχειρήσεις ἐν τῇ ἐπὶ τούτῳ διασκευασμέ-
νῃ αἰθούσῃ κατὰ τοὺς ἀσθητοτέρους τῆς
ἀσπείας καὶ ἀντισπείας κανόνας.

ΤΩΝ ΓΥΝΑΙΚΕΙΩΝ νοσημάτων (ἀμνηνο-
βρίας, δυσμνηνοβρίας, λευκοβρίας, ὀγκῶν
ὠοθηκοσαλπιγγίτιδος, προπτόσεων κόλπου
μήτρας κλπ.) Ἡ ἐν τῇ Κλινικῇ θεραπεία τε-
λεῖται κατὰ τὰς τελευταίας καὶ τελειοτέρας ἐν
τῇ ἐπιστάμῃ θεραπευτικῆς καὶ ἐγχειριστικῆς
μεθόδους.

Οἱ ἐκ ΣΥΦΙΛΙΔΙΚΩΝ νοσημάτων πάσχοντες
γίνονται δεκτοὶ ἐν τῇ Κλινικῇ ὡς ἐξωτερικοὶ
καὶ **ΘΕΡΑΠΕΥΟΝΤΑΙ** ἐν ἰδιαιτέρᾳ πρὸς
τοῦτο αἰθούσῃ διὰ τῶν νεωτέρων μεθόδων.

ΕΦΑΡΜΟΓΗ πάντων τῶν νεωτέρων θερα-
πευτικῶν συστημάτων.

ΗΛΕΚΤΡΟΘΕΡΑΠΕΙΑ ΟΡΡΟΘΕΡΑΠΕΙΑ
ΥΔΡΟΘΕΡΑΠΕΙΑ *Massage*.

Ἡ ἐπιμελητεία τῶν ἐν τῇ Κλινικῇ νοσηλευ-

μένων γυναικῶν ἀνετίθη εἰς τὴν περὶ τοῦ
ΜΑΙΑΝ κ ΕΛΕΝΗΝ ΤΣΑΚΜΑΚΗ.

ΓΙΝΟΝΤΑΙ ΔΕΚΤΟΙ πρὸς ἐπίσκεψιν ἐν τῇ
Κλινικῇ ἑξωτερικοὶ ἄρρώστοι καθ' ἑκά-
στην ἀπὸ 10—11 π. μ. καὶ 2—3 π. μ. οἱ ἄ-
ποροι δὲ δωρεάν κατὰ Δευτέραν, Πέμπτην
καὶ Σάββατον 11—12 π. μ. καὶ 3—4 π. μ.

ΕΝΔΙΑΦΕΡΟΥΣΑ ΕΙΔΟΠΟΙΗΣΙΣ

Δακνίζονται χρήματα, ποσὸν ἑκτὼ
χιλιάδων δραχμῶν, διὰ μίαν τριετί-
αν πρὸς 1200, διδομένης τῷ δα-
νειστῇ ἀσφαλοῦς ἐν Λαρίσῃ κειμένης
ὑποθήκης.

Πᾶσα πληροφορία ἐν τῷ τυπο-
γραφεῖῳ τῆς «Σάλπιγγος».

ΞΕΝΟΔΟΧΕΙΟΝ

«Ο ΒΟΛΟΣ»

Τὸ ὑπὸ τὸν ὀνομαζόμενον ξενόδοχον τοῦ
κ. Γεωργίου Καλύβα, κείμενον μέχρι τοῦδε ἑ-
ναντι τοῦ φαρμακείου Ζαρμάνη, μεταφέρθη ἔρη-
νον ἐναντι τοῦ ξενόδοχου Μ. Μυλωνᾶ, ἔδωκε πρὶν
τὸ ἀνοικθῆναι Γεωργ. Οἰκονόμου.

Περὶ τῆς καθαριότητος καὶ προθυμίας τοῦ ξε-
νοδοχείου τούτου πᾶσα σύστασις περιττή. καθό-
σον αὐταὶ εἶνε γνωσταὶ εἰς τοὺς πελοπόννη-
σους, πρὸς χάριν τῶν ὁποίων ἐπεμνήθη ὅλη καὶ
νέον μάγειρον ἀρίστον, ἐκ τῆς μαγειρικῆς τοῦ ὀ-
ποίου θὰ μείνωσι πάντες κατευχρησθημένοι.

Πρὸς τοῦτοις ἐπεμνήθη αἰῶνος Γαβάνης
παλαιῆς ἀρίστης ποιότητος.

ΜΑΛΛΙΑ γκέγκικα ἀρίστης ποι-
ότητος, πωλοῦνται εἰς τὴν κατάστημα
τοῦ κ. Δημ. Τερτοπούλου.

Εἰς τὸ Τυπογραφεῖον τῆς «Σάλπιγγος» πωλοῦνται Ἐντάλ-
ματα βίαιας προσαγωγῆς Ἀστυνομῶν, Κλητήρια Θεσπίσματα,
Κλήσεις Μαρτύρων, Ἀποδεικτικά Κλητήρων, καταστάσεις ἑ-
νόδων ὡς καὶ διορισμοὶ σφαιριδιοδότων.

ΧΡΗΜΑΤΟΚΙΒΩΤΙΑ ΑΓΓΛΙΚΑ

Τελιοστάτου συστήματος τῶν παρηρησμένων
ἔργων τῶν

MILNER καὶ RATTNER

Δεδοκιμασμένα κατὰ τοῦ πυρὸς καὶ διαρρήξεως
Τοιαῦτα χρηματοκιβώτια διαφόρων μεγεθῶν ἐ-
κομίσθησαν ἐγγράτως καὶ πωλοῦνται εἰς συμφ-
ερόντας τιμὰς, εἰς τὸ ἐν Βολῷ γραφεῖον τῶν
ΛΔΕΙΦΩΝ ΔΑΦΦΑ, κείμενον εἰς τὴν ὁδὸν Δη-
μητριάδος ἀριθ. 43.

Τὰ ἐν λόγῳ κιβώτια, ὡς λίαν εὐρύχωρα, εἶνε
χρησιμώτατα διὰ τοὺς κ. κ. Δικηγόρους καὶ Συμ-
βολαιογράφους.

ΠΩΛΕΙΤΑΙ ἡ οἰκία τοῦ κ. Ἰω. Στεριοπού-
λου, ἐν τῇ συνοικίᾳ Καλλιὰ, μετὰ τοῦ ἐν αὐτῇ
οἰκοπέδου, συγκειμένη ἐξ 7 δωμάτων, χαγιάτιου,
λοτροῦ, φεάτος καὶ λοιπῶν χρεωδῶν. Πληρο-
φορίαι πρὸς τὸν Δασάρχη, Δασίτην Ὑπομαρτάρχη
κ. Καρύτση.

ΠΩΛΟΥΝΤΑΙ 1ον) Ἀμτέλος ἐκ στρεμμάτων
ἑκτὼ καὶ ἡμίσεως ἐν τῇ θέσει Καμπύλας 2).
Ὁμοία ἐκ στοιμμάτων ἑκτὼ ἐν τῇ θέσει Ὀρτά-
μπαγλῶν καὶ 3) ἐν χάκῳ ἐν τῇ συνοικίᾳ Ταμ-
βάκις. Πλείονες πληροφορίες παρὰ τῇ Φωτεινῇ
χρῆς Γεωργ. Κώττιου ἢ παρὰ τῷ κ. Κων. Δε-
λακώτση.

ΟΙΝΟΙ ΕΥΒΟΙΑΣ

Ἀρίστης ποιότητος ἐκομίσθησαν καὶ πωλοῦν-
ται εἰς τὸ παντοπωλεῖον Δ. Ταμπασούλη καὶ Γ.
Πετσαρίδου, πρὸς 60 λεπτά τὴν ὀκλῶν.

Ὁ γνωστὸς τοῖς πᾶσιν ἀρχαῖος κουρέυς τῆς
πελειώσεως μας ΙΩΑΝΝΗΣ ΦΩΚΑΣ, κατόπιν τῶν
πίσων καταδιώξεων καὶ ἀτυχῶν, κατῳρῶσεν
ἐπὶ τέλους καὶ ἡμέωξεν νέον κουρέον ἐναντι τοῦ
παλαιοῦ Τηλεγραφίου παρακαλεῖ δὲ τοὺς παλαι-
οὺς πελάτας τοῦ ἔπος τῷ παρεξῶτι καὶ αὐτὴς τὴν
συνδρομὴν τῶν.

ΑΓΓΛΙΚΗ ΑΣΦΑΛΙΣΤΙΚΗ ΕΤΑΙΡΙΑ «ΒΟΡΕΙΟΒΡΕΙΤΑΝΙΚΗ»

ΚΕΦΑΛΑΙΑ 380.000.000 ΦΡΑΓΚ.

ΑΣΦΑΛΙΖΕΙ κατὰ τοῦ πυρὸς παντὸς εἶδους Οἰκο-
δομίας, Ἐργαστάσια, Ἐμπορεύματα καὶ Θυμωνιαῖς
ἐπὶ τῶν ἁλωνίων.

ΘΑΛΑΣΣΑΣΦΑΛΙΑ

Ἀσφαλίζει κατὰ
κινδύνων θαλάσσης
παντὸς εἶδους ἔμπο-
ρεύματα, δι' ἱστιο-
φόρων καὶ ἀτμοπλοῖ-
ων διὰ πάντας τοὺς
λιμένας.



ΑΣΦΑΛΕΙΑΙ ΠΡΟΙΚΩΝ

Εὐεργετικώτατη δι'
οἰκογενεῖς.
Καταβάλλων τις μη-
νίως ποσὸν τι ἐξασφα-
λίζει τὸ μέλλον τῶν τέ-
κνων ἢ τῆς οἰκογενεῖας
του δι' ἐνὸς κεφαλαίου
ὑψισμένου, ἀποδοτέον
μετὰ παρέλευσιν τοῦ
συμπεφωνημένου χρονι-
κοῦ διαστήματος.

Γενικοὶ Πληρεξούσιοι διὰ τὴν Θεσσαλίαν, Ἡπειρόν καὶ Ἀλβανίαν

ΑΔΕΛΦΟΙ ΔΑΦΦΑ

Ἀντιπρόσωπος ἐν Λαρίσῃ

ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΠΑΠΑΓΕΩΡΓΙΟΥ

ΣΑΛΠΙΓΞ

ΣΥΝΔΡΟΜΗ προπληρωτέα ἔτησίᾳ Δραχ 10
» Ἐξωτερ. » ἔτησίᾳ » 15
ΚΑΤΑΧΩΡΗΣΕΙΣ δι' ἑκαστον εἰχ. Λεπτὰ 25
Διατριβαὶ καὶ Εἰδοποιήσεις κατ' ἀποκοπὴν.

Ἰδιοκτίτης καὶ Διευθυντὴς
ΜΙΧΑΗΛ ΤΣΟΥΚΑΣ

Τὰ χειρόγραφα δημοσιευόμενα ἢ οὐκ ἐν ἐπι-
στρέφονται.
Αἱ ἀποδείξεις ὑπογράφονται μόνον παρὰ τοῦ
Διευθυντοῦ.

...≡ ΕΤΟΣ Γ'. ΑΡΙΘ. 493

ΠΕΡΙΟΔΟΣ ΔΕΥΤΕΡΑ

Ἐν Ἀθήνῃ τῇ 3 Ὀκτωβρίου 1899. ≡...

ΕΙΔΟΠΟΙΗΣΙΣ

Προκειμένου νὰ κατασκευάσθῃ ἐν-
τὸς τῆς πόλεως Ἀθήνης οἰκία διώρο-
φος μετὰ παραρτήματος Γραφείων
τοῦ κ. Παύλου Στεφάνου Σκυλίτη,
ἐκτίθεται εἰς μειοδοτικὴν δημοπρα-
σίαν ἅπασα ἡ τοιχοποιεῖα αὐτῆς καὶ
εἰδοποιεῖται οἱ βουλούμενοι ν' ἀναλά-
βωσι τὴν κατασκευὴν ταύτης, ὅτι δύ-
ναι νὰ προσφέρωσι τιμὴν δι' ἐν-
σφραγίστων δελτίων μέχρι τῆς με-
σημβρίας τῆς 3 Ὀκτωβρίου ἐ. ἔ. ἡ-
μέρας Κυριακῆς, παρὰ τῶν ἐν Ἀθήνῃ
κ. Εὐσταθίου Ἰατρίδου, πληρεξουσίου
δικηγόρου τοῦ κ. Παύλου Στεφάνου
Σκυλίτη, παρ' ᾧ εὐρίσκονται κατα-
τεθειμένοι οἱ ὅροι συμφωνιῶν καὶ τὰ
σχετικὰ σχεδιαγράμματα καὶ ὧν δύ-
ναι νὰ λάβωσι γνῶσιν.

(Ἐκ τοῦ γραφείου τῆς Διευθύνσεως.)

ΦΑΡΜΑΚΕΙΟΝ ΚΑΙ ΦΑΡΜΑΚΕΜΠΟΡΙΟΝ Κ. ΠΑΠΑΣΤΑΥΡΟΥ ΑΡΩΜΑΤΑ καὶ ΣΑΠΩΝΕΣ ΑΡΩΜΑΤΙΚΟΙ Κ.Α.Π.

Εἰς τὸ φαρμακεῖον τοῦ κ. Κωνστ. Παπα-
σταύρου ἐκοιμήθησαν ἐκ τῶν καλλιτέρων οἰ-
κων τῆς Εὐρώπης τὰ ἐξῆς πρόσφατα ἀρώματα
καὶ ψεκαστῆρες διὰ Κουρεῖα διαφόρων εἰδῶν.

Ὀποπονάζ, Ἰλάγκ Λάγκ, Πατσουλί διαφό-
ρων εἰδῶν, ὡς καὶ πολλὰ ἄλλα ἀρώματα μαν-
δυλίων εἰς μικρὰ φιαλίδια. Ὑδρὸν Κωλονίας,
Πορτοκαλλίου. Ντουαλέτας, Λεδάντας, Κινί-
νης, ὡς καὶ ἄλλα διάφορα ὕδατα καλλωπισμοῦ
τοῦ προσώπου, Βινέγκρον διάφορα. Βριλαντίναι.
Σάπωνες νυμφικοὶ καὶ διαφόρων ἄλλων εἰδῶν
καὶ ποιότητων. Ποῦδραι διάφοροι. Σωζώδον-
τον Παστέρ καὶ τὸ περίφημον ἐπανορθωτικὸν
τῶν τριχῶν τῆς Μαντᾶν Ἀλλέν.

Ὁ κ. Παπασταύρος διατρίβων ἐν Παρισίοις,
ἔκαμε μεγάλην συλλογὴν τῶν εἰδῶν τούτων
καὶ κατήρτισεν ἰδιαίτερον παράρτημα αὐτῶν.
Ἀπλὴ ἐπίσκεψις ὀρεῖ οἰοῦντο ἵνα μὴ ἐ-
ξέλθῃ μὲν κενὰς τὰς χεῖρας.

Ἀπαντᾷ δὲ πωλοῦνται λιανικῶς καὶ χον-
δρικῶς εἰς τιμὰς λίαν συγκαταβατικὰς.

Ἐπίσης ἐκοιμήθη διὰ τοὺς πάσχοντας ἐκ
διαφόρων παθήσεων, ἱαματικὸν θειοῦχον ὕ-
δωρ Κυλλήνης.

Ο ΣΟΥΛΤΑΝΟΣ ΜΑΣ ΣΩΖΕΙ

ΚΑΙ ΜΑΣ ΔΙΔΑΣΚΕΙ.

Μάλιστα ὁ Σουλτάνος μᾶς σώζει σήμερον
καὶ μᾶς διδάσκει αὐτὸς μόνον εὐρίσκει ἐνίοτε,
ὅταν ἡμῶν νὰ διαφύγῃ τὰ δεσμὰ τῶν ἰσχυ-
ρῶν, ἔδαφος, ἐπὶ τοῦ ὁποῦ συντυτίζεται τὰ συμ-
φέροντά του πρὸς τὰ συμφέροντα τῆς Μητρὸς
Ἐκκλησίας καὶ πρὸς τὰ τοῦ Ἑλληνισμοῦ. Τὸ-
σο συμβαίνει καὶ κατ' αὐτὰς διὰ τὸ ζήτημα τοῦ
Θρόνου Ἀλεξανδρείας, καθ' ὃς ἔχομεν πληρο-
φορίαν.

Χαμὴτ ὁ Β' μανιωδῶς ὑποστηρίζει παρὰ πᾶ-
σας τὰς ἄλλας ἐν τῇ ὑπολειπομένῃ ἐτι αὐτοῦ Κρά-
τει τρικυμίας τὰ ἐπὶ τῆς Αἰγύπτου δικαιώματά του
ἐνδίδει εἰς τοὺς ἰσχυροὺς τῆς Εὐρώπης διὰ πᾶν ἄλλο
ζήτημα, ἀλλ' ὁ περὶ Αἰγύπτου φανατισμὸς τοῦ
εἶνε τοσοῦτος, ὥστε οὐδεμία ἀνθρωπίνη δύναμις
εἶνε ἱκανὴ ν' ἀποσπᾷ τὴν παραίτησίν του ἀπὸ
τῶν ἐπὶ τῆς Αἰγύπτου νομιμοτήτων ἄλλως ἀ-
ξιώσεων του· διότι ἡ Αἴγυπτος συνδέεται στε-
νῶτα πρὸς τὸν Ἰσλαμισμόν, λαμβανόμενον ὡς
ὁρῆσκειμα καὶ ὡς πολιτικὸν ὄργανισμὸν ἀτελευτή
του μέλλοντος, ἐν ᾧ ἄλλου εἶνε μὲν δυνατὴ ἡ
κατάλυσις τῆς πολιτικῆς κυριαρχίας τοῦ Καλίου
ἐν Εὐρώπῃ καὶ περιφέρειᾳ τινὲς τῆς Μικρᾶς Ἀσίας,
ἀλλ' ὁ Ἰσλαμισμὸς, περιλαμβάνων πολλὰς καὶ
μεγίστου πληθυσμὸν Ἑθνότητας, οὐδέποτε θὰ
παύσῃ ἔχων τὸν Καλίον του, εἴτε σώζοντα εὐ-
ρεῖαν, εἴτε σώζοντα στενὴν πολιτικὴν αὐτοπαρ-
ξίαν· εἶνε δὲ μάλιστα προωρισμένος νὰ διασείσῃ
ὡς ἐκ τοῦ ὄγκου του ἐν τε τῇ Ἀσίᾳ καὶ ἰδίᾳ
ταῖς Ἰνδίαις, Ἀφρικῇ καὶ ἀλλαχοῦ τὴν ὑπόστα-
σιν αὐτῶν τῶν κρατειῶν Εὐρωπαϊκῶν Κρατῶν,
ἐὰν προαχθῇ εἰς πολιτισμὸν, ὅπερ ἀναπόφευκτον.

Καὶ ἐπειδὴ διοικεῖν ἐστὶ πρόβλεπιν καὶ ἐπειδὴ
τὰ Ἑθνη καὶ οἱ μεγάλοι ὁρῆσκειτικοὶ ὄργανι-
σμοὶ ὀφείλουσι νὰ καταρτίζωσι τοὺς ὑπολογισμοὺς
τῶν οὐχὶ μὲν μικρὰς χρονικὰς μονάδας ἤτοι μὲν
ἔτη καὶ δεκαετηρίδας, ἀλλὰ μὲν δεκάδας καὶ ἐ-
κατοντάδας αἰώνων, ὁ Χαμὴτ ὑποχωρεῖ μὲν διὰ
τὰ Εὐρωπαϊκὰ ζήτῃματα, ἀλλ' οὐδὲ κατὰ κε-
ραίαν ἐνδίδει ὡς πρὸς τὰ καθαρὰ τῶν Ὁσμανιδῶν
ὡς Καλιῶν τοῦ Πανισλαμισμοῦ δικαιώματα.
Ἐννοεῖ νὰ διαφυλάξῃ εἰς τοὺς διαδόχους του τὴν
ἐπὶ τοῦ ὄλου Ἰσλαμισμοῦ Καλιφαίαν.

Ὅπως μὲν γὰρ ὁ νῦν ὁ νεώτερος Ἑλληνι-
σμός, ἂν εἴχομεν πολιτικούς νὰ μιμηθῶσι τὴν
πολιτικὴν σοφίαν τοῦ Χαμὴτ καὶ τῶν προκατό-
χων τοῦ Σουλτάνου, ἂν μὴ καθ' ἡμέραν ἐ-
χορηγοῦμεν ἂν τι καὶ ἄν ὡς τὴν ἐκκλη-
σιαστικὴν χειραφέτησιν τῇ Ῥωσσίᾳ, ἀλλὰ τοῦ-
λάχιστον ἀπὸ τοῦ 1833, ἂν μὴ ἀνέτελε, λέγο-
μεν, τὸ ἀναθεματισμὸν ἐτος 1850, ἂν τέλος μὴ
διεπράττομεν τὰς μετέπειτα τοῦλάχιστον μωρίας
καὶ ἂν μὴ ἐξηκολοῦτο μὲν σήμερον ἐτι διαπράτ-
τοντες αὐτάς! Εἴχομεν καὶ ἡμεῖς Καλιφαίαν κρα-

ταίαν ἐπὶ ὄλου τοῦ Ὁρθόδοξου κόσμου, ὡς ὁ Χα-
μὴτ ἐπὶ ὄλου τοῦ Ἰσλαμισμοῦ· ἀλλ' ἐτρεψαν
εἰς διάφορον μέχρι τοῦ 1872 Φερμαχίδαι νὰ πα-
ραδώσωσι ταύτην εἰς χεῖρας τοῦ Πανσλαβισμοῦ
παρὰ τὰς ἐντόνους διαμαρτυρίας τῶν Σουλτάνων
καὶ τῶν Πατριάρχων μας. Καὶ ἐπειδὴ σώζονται
ἐτι εἰς χεῖρας τοῦ Ἑλληνισμοῦ σπουδαῖα τινα
λεῖψανα τῆς τρισευδοξοῦς ἐκείνης ἐν τῇ Ὁρθόδο-
ξῇ Καλιφείᾳ μας σπεύδουσιν οἱ διάφοροι ἀπὸ
τοῦ Μᾶϊου τοῦ 1875 φαρμακίδων, εἴτε βα-
σσοφόροι εἴτε μὴ, νὰ παραδώσωσι καὶ ταῦτα εἰς
τὴν ἀπὸ τοῦ Βορᾶ Ἑρινήν.

Πρὸς αἰσχύνην δ' αὐτῶν παρέρχεται εἰς τὸ
μέσον ὁ διορατικώτατος Χαμὴτ καὶ δίδει τῷ Οἰ-
κουμένικῳ Πατριάρχῃ τὴν συμβουλὴν, ἣν ὤφει-
λεν ἡ Ἑλληνικὴ νὰ δώσῃ Κυβέρνησις. Ὁ Χα-
μὴτ βοηθεῖ τὴν Μητέρα μας εἰς ἀπόκρουσιν τῆς
νέας τοῦ Ζηνέβιου ἐπιθέσεως, ζητήσαντος ἀπει-
λητικῶς νὰ μὴ ἀναμιχθῇ εἰς τὴν ἐκλογὴν τοῦ Πα-
τριάρχου Ἀλεξανδρείας, ν' ἀναγνωρίσῃ δὲ καὶ τὸν
τῆς Ἀντιοχείας ἐπιβάτην. «Θὰ ἐξασκήσῃ ἡ Ἐκ-
κλησία τοῦ Ῥωμαϊκοῦ Ἔθνους, λέγει Χαμὴτ ὁ
Β' πρὸς Κωνσταντῖνον τὸν Ε', τὴν ἀρχαίαν
ἐν τῇ ἐκλογῇ τοῦ Πατριάρχου Ἀλεξανδρείας
καὶ νόμιμον ἐπέμβασίν της, εἰς οὐδὲν τὴν πίε-
σιν τοῦ Ζηνέβιου λογιζομένη, τὰ κυριαρχικά μου
δὲ δικαιώματα ἐπὶ τῆς Αἰγύπτου σώζοντα· εἰς
ἀντάλλαγμα τὰ διαφυλάξω τῇ Ἐκκλησίᾳ τοῦ
Ῥωμαϊκοῦ Ἔθνους τὰ ἐπὶ τῆς Ἀντιοχείας διαμ-
φισθητούμενα ὑπὸ τοῦ Πανσλαβισμοῦ δικαιώμα-
τά της.»

Καὶ θὰ ὀφείλωμεν λοιπὸν τὴν σωτηρίαν δύο
Θρόνων, ἤτοι δύο φρουρίων καὶ δὴ τὴν τῆς ὄλης
Ἐκκλησίας καὶ τὴν τοῦ Ἑλληνισμοῦ εἰς τὴν
διπλωματικὴν περίνοιαν καὶ εἰς τὸν ὁρῆσκειτικὸν
καὶ πατριωτικὸν φανατισμὸν Χαμὴτ τοῦ Β'.

Καὶ τολμῶμεν ἐν τούτοις, ἀμαθεῖς οἱ πλείστοι
ἢ ἀνάνδροι καὶ καθ' ἑξῆς τὴν μεγάλην πολιτι-
κὴν τοῦ μακαρίτου Δηληγεώργη οἱ διάδοχοί του
ἀνευ ἐπιγνώσεως μιμούμενοι, νὰ ψιττακίζωμεν λό-
γους περὶ Ἑλληνοτουρκικῆς συμπράξεως ἐνώ-
πιον τοῦ Σουλτάνου, χωρὶς μηδέποτε νὰ ἐπιδεί-
ξωμεν αὐτῷ ἔδαφος ψηλαφητῶν συμφεροντολογι-
κῆς συνταυτίσεως, ὡς αὐτὸς πράττει σήμερον.

Ἀλλὰ μήπως θὰ ὀφελήθωμεν σήμερον ἀπὸ τοῦ
μᾶθματος τοῦ Σουλτάνου καὶ θὰ διαφυλάξωμεν ἐφε-
ξῆς μετὰ τοῦ αὐτοῦ ὡς ἑκεῖνος διὰ τὸν Ἰσλαμι-
σμὸν ἀκραδάντου φανατισμοῦ τὴν ὑπολειπομένην
ἐτι ἡμῶν μικρὰν ἐν τῇ Ὁρθόδοξῇ Κυριαρχίᾳ;
Ὁχι. Ἀθηναῖοι ἴσως δὲ καὶ Ἀστροὶ βασσοφόροι,
τὴν Ἐκκλησίαν τῆς Ἑλλάδος προγοῦν ἢ οὐχὶ δὲ
ὁ υἱὰ τῆς ἐν Φαναρίῳ Μητρὸς ἀ-
ναδεικνύοντες, σπεύδουσιν, ὡς ἀναγινώσκουσιν,
δι' ἄλλων ὅπλων νὰ ἐκδικηθῶσι τὸν Οἰκου-
μενικὸν Πατριάρχην καὶ τὸν σύμμαχόν του Σουλ-
τάνον, τολμήσαντας παρὰ τὴν θέλησιν τῶν νε-
ωτέρων τούτων φαρμακιδῶν ν' ἀναγκασίωσι
τὴν ὑπὸ τοῦ Βορᾶ ἀρπαγὴν τῆς ἐν τῇ Ὁρθόδο-

ξία Κυριαρχίας τοῦ Ἑλληνικοῦ ἔθνους. Τὰ ἄλλα ταῦτα ὅπλα εἶε αἱ εἰς διαφόρους ἑλληνολαλὰς γλώσσας ἀδελφικαὶ μεταφράσεις τοῦ Εὐαγγελίου. Ἀλλὰ περὶ τούτου εἰς τὸ προσεχὲς φύλλον. Ἄν θέλωσι νὰ φέρωσι θρησκευτικὸν σχίσμα, ἅς τοιμήτωσιν.

ΤΟ ΠΑΝΘΕΣΣΑΛΙΚΟΝ

ΣΥΝΕΔΡΙΟΝ

Ἡ ἐγκριτος ἐν Ἀθήναις συνάδελφος «Νεολόγος» συμμερίζεται ἐν τῷ φύλλῳ τῆς 24 Σεπτεμβρίου ἕλα ὅσα ἐγραψάμεν περὶ τῆς ἀπραξίας τῶν ἀπαρτιζόντων τὴν Ἐπιτροπὴν, τὴν προσωρινήν νὰ συγκαλέσῃ ἐκ νέου τὸ Πανθεσσαλικὸν Συνεδρίον, γράφει δριμύτως περὶ τῆς πρὸς τὴν Θεσσαλικὴν ἀπορχίαν τῆς Κυβερνήσεως καὶ εἰς τοὺς Θεσσαλοὺς τὰς ἐξῆς ἀνδρικὰς συμβουλὰς:

«Ὅπως γένηται καλὸν, χρειάζεται πάντοτε κόπος καὶ μόχθος. Ἀλλ' ἐδῶ χρειάζεται καὶ ἄλλο περισσώτερον, εἴπερ αἱ Κυβερνήσεις μας εἰς τὴν ἐπίμονον μόνον πίεσιν καὶ τὴν βίαν εἶνε ἑνδοτικαί. Τὸ στατικὸν ζήτημα θὰ ἔμενεν κτώσιον ζήτημα, ἐὰν αἱ στατικαὶ πλῆθ σμῆδὲν ἠγωνίζοντο τόσον σθεναρῶς ἐπὶ ἐτῆ. Ἐκεῖνο σχεδὸν ἐτελείωσεν. Πρέπει τῆς Κυβερνήσεως ἡ προσοχὴ νὰ στραφῇ πλεον ὁλόκληρος εἰς τὰς Θεσσαλικὰς ἀνάγκας. Ἀλλ' ὅπως τοῦτο γένηται, οἱ ὀργανισμοὶ τοῦ Πανθεσσαλικοῦ Συνεδρίου δὲν πρέπει νὰ ἀφήσωσι εἰς τὴν Κυβερνήτην οὕτε στιγμήν ἡσυχίας. Πρέπει καὶ ὁλόκληρον τὸν Θεσσαλικὸν Λόγον νὰ συναγείρουν».

Ὁμολογοῦμεν χεῖρας τῇ συνάδελφῳ, ἥτις συστηματικῶς ἀπὸ κεντρῶν ἔχει ἀναλαβεῖ τὸν ὑπὲρ τῆς Θεσσαλικῆς ἀγῶνα, καθὼ γινώσκουσα καλλίον παντός ἄλλου, ὅτι τὸ Θεσσαλικὸν ζήτημα δὲν εἶνε τοπικόν, ἀλλὰ πανελλήμιον καὶ ὀριστικῶς Μακεδονικόν κατὰ τὰς βλίσφας τῶν Δυνάμεων, οἵτινες ἐπέμειναν νὰ προσαρτηθῇ τῇ Ἑλλάδι ἡ Θεσσαλία, θέλουσαι οὕτω νὰ ἀπεικασθῇ ὑπὸ τῶν πραγμάτων, ὅτι μόνη ἡ Ἑλλάς ἔχει δικαιοκρατικὴν καὶ ὀργανωτικὴν ἰκανότητα, ὥστε νὰ διαδεχθῇ τὸν μέγαν ἀσθενὴ ἄνευ διαταραξέως τῆς εἰρήνης καὶ χωρὶς αἱ νέαι ποικίλαι πληθυσμοὶ νὰ πεθῇσιν ἐξανθρωπιστικώτερον τῆς Ἑλληνικῆς δικαιοσύνης.

Ἐπαναλαμβάνομεν λοιπὸν τὴν παράκλησιν ἡμῶν πρὸς τὴν ἐν λόγῳ Ἐπιτροπὴν καὶ ζητοῦμεν νὰ συνέλθῃ ὡς ταχιστα καὶ κενονίσῃ τὴν ταχίστην σύγκλησιν τοῦ Πανθεσσαλικοῦ Συνεδρίου, εἰς τὸ ὁποῖον νὰ κληθῶσι καὶ οἱ ἐπιφανεῖς Πολιτικοί, εἰς αἱ κ. κ. Δηλιγιάννης, Δελιγεώργης, Δραγούμης, Καραπάνος, ὡς καὶ οἱ κ. κ. Φλογαίτης, Γεωργακόπουλος, Θεοδωρίδης, Λυκούδης καὶ εἴ τις ἄλλος ἔχων τὴν εἰδικότητα τῶν διακεκρημένων τούτων συμπολιτικῶν μας. Δὲν θὰ διατάτῃ δὲ ἡ «Σάλπιγξ» ἐν ἀνάγκῃ νὰ λαβῇ τὴν πρωτοβουλίαν καὶ νὰ παρακαλέσῃ τοὺς ἀεσπρονούντας τῶν ἀναγνωστῶν τῆς, ὅπως συνέλθωσιν εἰς Ἐπιτροπὴν καὶ συγκαλέσωσι τὸ Πανθεσσαλικὸν Συνεδρίον. Ἡ ἐπὶ θύρῃ Βουλευτικῆς Συνόδου πρέπει ν' ἀσχληθῇ ἀποκλειστικῶς περὶ τῆς Θεσσαλικῆς καὶ ὁ ἀσχληθῇ, ἂν συμμορφωθῶμεν οἱ Θεσσαλοὶ πρὸς τὰς συμβουλὰς τοῦ «Νεολόγου».

ΠΕΡΑΝ ΤΗΣ ΜΕΘΟΡΙΟΥ

Ἐν Ἐλασσόνι τῇ 29 Σεπτεμβρίου 1899.

Η ΛΗΣΤΕΙΑ ΕΝ ΔΙΒΡΗ

Τὴν Ἐπαρχίαν Δίβρης λυμαίνονται ἀπὸ τινος δύο φοβεραὶ ληστοσυμμορίαὶ ἐκ Γκέγκηδων καὶ Κιζιριανῶν ἀπαρτιζόμεναι, ἡ μὲν ὑπὸ

τὸν αἰμοδόρον Σακὴρ Ὀστά, Γκέγκαν πρῶν Ὀρμπασιν (δεκανέα) λιποτάκτην, συγκειμένη ἐκ 16 ἀτόμων, ἡ δὲ ἑτέρα ὑπὸ τὸν Ἀμπτή Ἀγῶν, πρῶν ὁπαδὸν τοῦ Σακάρ, ἐξ ἑνδεκά ὁπαδῶν. Αἱ συμμορίαὶ αὗται ἐνωθεῖσαι ἐσχάτως περιέρχονται τὰ χωρία τῆς εἰρηνένης Ἐπαρχίας, αἵτινα λεηλατοῦσιν ἐν πλήρει μεσημβρίᾳ, καὶ ἀτιμάζουσι γυναῖκας καὶ παιδία. Ἀλλοίμονον δὲ εἰς ἐκεῖνον, ὅστις ἤθελεν ἐκφέρει καὶ τὸ ἐλάχιστον παράπονον, ἢ ἤθελεν τὸν ὑποπτευσθῇ ὡς προδότην, τὸν σφάζουσι μετὰ τῆς μεγαλειτέρας ἀπαθείας. Πρὸ ἡμερῶν δὲ εἰσβαλοῦσαι εἰς τὸ χωρίον Γκάλιονικ συνέλαβον τοὺς ἐν αὐτῷ σταθεμένοντας πέντε νιζάμιδες μεθ' ἑνὸς δεκανέως, τῶν ὁποίων δέσαντες τὰς χεῖρας καὶ τοὺς πόδας τοὺς ἐπέκλεισαν εἰς τὸ ἐκεῖ τζαμίον. Μετὰ τοῦτο ὀρμίσαντες οἱ λησταὶ εἰς τὰς οἰκίας διεκόρευσαν παρθένους, καὶ ἐξανδραπόδισαν οὐκ ὀλίγους νέους, περιουλλέξαντες δὲ διάφορα τιμαλῆα πράγματα καὶ χρήματα ἀνεχώρησαν περὶ τὸ μεσονύκτιον λαβόντες ἄγνωστον διεύθυνσιν.

Ἀμφοτέρων τῶν ἀνωτέρω ληστώνων αἱ κεφαλαὶ εἶνε ἐπικεκηρυγμέναι παρὰ τῆς Ὀθωμανικῆς Κυβερνήσεως ἀντὶ 50 λιρῶν ἐκάστη.

ΙΕΡΟΣΥΛΙΑ. ΚΑΚΟΠΟΙΗΣΙΣ ΜΟΝΑΧΟΥ.

Τὴν νύκτα τοῦ παρελθόντος Σαββάτου τρεῖς ἄγνωστοι ὀπλισμένοι δι' ὅπλων Μαρτίνοι, μεταδάντες εἰς τὴν διαλελυμένην Μονὴν, Ἅγιος Δημήτριος, τοῦ Κομῆνα, συνέλαβον τὸν ἐκεῖ μονάζοντα μοναχὸν Θεοδόσιον, ὃν ἐκακοποίησαν δεινῶς, ἵνα τοῖς μαρτυράσῃ ποῦ ὑποκρύπτονται τὰ χρήματα τῆς Μονῆς. Μετὰ τοῦτο, ἀφ' οὗ τοῦ ἐξύρισαν τὴν κόμην καὶ τὰ γενεῖα ἐδεσαν αὐτὸν ὑπτίον ἐπὶ τῆς Ἀγίας τραπέζης καὶ, ἀφαιρέσαντες ἅπαντα τὰ ἱερὰ ἄμφια, τὰς ἀργυρὰς κανδύλας καὶ τοὺς ἀργυροὺς στεφάνους τῶν Ἀγίων, ἀπῆλθον. Λέγεται, ὅτι οἱ κακοῦργοι οὗτοι ἱερόσυλοι ἦσαν Γκέγκηδες στρατιῶται.

ΦΟΝΟΣ ΑΓΩΓΕΩΣ.—ΑΤΙΜΑΣΙΣ ΓΥΝΑΙΚΟΣ

Τὴν παρελθοῦσαν Τρίτην ἐνφ' μετέβαιναν εἰς Χρούπισταν ὁ ἀγωγεὺς Ζήσης Σαμαρινιώτης μεθ' ἑνὸς ἄλλου καὶ μιᾶς γυναίκος, ἐπυροβολήθη μετὰ τῶν χωρίων Τσούρχλη καὶ Πυλουργὴ παρὰ 5 ἀγνώστων καὶ ὁ μὲν ἀγωγεὺς ἐφονεύθη, ὁ ἕτερος ἐσώθη διὰ τῆς φυγῆς, ἡ δὲ γυνὴ συνελήβθη παρ' αὐτῶν. Οἱ ἄγνωστοι ἀφ' οὗ τῆς ἀφῆρεσαν, ὅσα ἔφερε μεθ' ἑαυτῆς χρήματα καὶ κοσμήματα, τὴν μετέφερον εἰς τι ἀπόκεντρον μέρος καὶ ἠσέλγησαν ἐπ' αὐτῆς ἐκ περιτροπῆς τόσον ἀγρίως καθ' ὅλην τὴν νύκτα, ὥστε τὴν πρωΐαν διερχόμενοι ἐκεῖθεν ἄλλοι ἀγωγεῖς τὴν εὗρον ἡμιθανῆ, καὶ ἐν τοιαύτῃ οἰκτρᾷ καταστάσει τὴν μετέφερον εἰς Χρούπισταν, ἐνθα ἀνακριθεῖσα ὡμολόγησεν, ὅτι οἱ ἄγνωστοι ἦσαν Τούρκοι στρατιῶται.

ΚΑΤΑΚΡΕΟΥΡΓΗΣΙΣ ΒΟΥΚΟΛΟΥ.

Ὁ ἐκ τοῦ χωρίου Βλαχογιάννη βουκόλος Ἀλέξιος Νάτσου, ἀπολέσας ἕνα βοῦν, μετέβη πρὸς ἀναζητήσιν αὐτοῦ εἰς θέσιν Βάλτος, ἐνθα κατακρεουργήθη παρ' ἀγνώστων τὸ δὲ πῶμα αὐτοῦ ἐρρίφθη εἰς τινὰ χαράδραν, ὅτου ἀνευρέθη μετὰ 5 ἡμέρας ἐκ τῆς ὁσμῆς παρὰ τῶν καταζητούντων αὐτὸν οἰκείων του. Ἐκ τῆς γενομένης νεκροψίας κατεδείχθη, ὅτι καὶ τὸν φόνον τοῦτον διέπραξαν Τούρκοι στρατιῶται, καθόσον ἐπὶ τοῦ στήθους ἔφερε τραύματα διὰ ξιφολόγχης.

ΦΟΝΟΣ ΔΕΚΑΝΕΩΣ

Εἰς τοὺς ἀμπελώνας τῆς Καρυᾶς εἰρέθη ἡν παρελθοῦσαν Δευτέραν τετραυματισμένος ἔβρων καθ' ὅλον τὸ σῶμα 12 καίρια τραύματα διὰ ξιφολόγχης ὁ δεκανεὺς Χαλὶλ Ἀγῶς, ὅστις μεταφερθεὶς εἰς τὸ νοσοκομεῖον Καρυᾶς ἀπεβίωσε τὴν ἐπιοῦσαν. Κατὰ δὲ τὴν ὁμολογίαν του ἐβεβαίωσεν, ὅτι οἱ δρασταὶ ἦσαν στρατιῶται Γκέγκηδες, οἵτινες ἀφ' οὗ τὸν ἀφώπλισαν, τοῦ ἀφῆρεσαν 15 λίρας καὶ δύο μετζίτια τῶν ὁποίων δὲ τὰ ὀνόματα ἠγνοεῖ.

ΣΥΜΠΛΟΚΗ.

Ἀνωθεν τοῦ χωρίου Μαλαθριά ἔλαβε χώραν συμπλοκή, διαρκέσασα περὶ τὰς 3 ὥρας, μετὰ τοῦ ὑπὸ τὸν ἀποσπασματάρχην Ταῖρ Ἀγῶν ἀποσπάσματος καὶ συμμορίας ληστῶν ἐξ ἑννέα ἀτόμων συγκειμένης. Κατὰ τὴν συμπλοκὴν ταύτην ἐφονεύθη εἰς Νιζάμης καὶ εἰς ἐκ τῶν ληστῶν, τοῦ ὁποίου τὴν κεφαλὴν ἀποκόψαντες οἱ συντροφοὶ του ἔλαβον μεθ' ἑαυτῶν ἀναχωροῦντες.

ΝΕΑ ΛΗΣΤΟΣΥΜΜΟΡΙΑ

Νέα ληστρικὴ συμμορία ὑπὸ ἄγνωστον ἀρχηγὸν ἐξ 8 ὁπαδῶν συγκειμένη ἀνεφάνη εἰς τὰς ἀμπέλους τῆς περιφερείας Μετσόβου. Ἡ συμμορία αὕτη, λαβοῦσα τροφῆς καὶ δύο σφάγια παρὰ τινος ποιμένος, ἐτράπη πρὸς τὸ ἐκεῖ πλησίον δάσος. Εἰς ἐκ τῶν ληστῶν ἵππενεν ἡμίονον, ὡς ἐκ τούτου εἰκάζεται, ὅτι ἡ ἐν λόγῳ συμμορία εἶνε ἐκείνη, ἥτις πρὸ ἡμερῶν συνεπλάκη παρὰ τὴν Σαμαρινίαν μετὰ Τουρκικοῦ ἀποσπάσματος, ὁ δὲ ἑφιππος ληστὴς θὰ ἐπληρώθῃ ἴσως ἐν τῇ συμπλοκῇ ταύτῃ. Φαίνεται, ὅτι ἡ εἰρημένη συμμορία διπλάσε τὴν μεθόριον εἰσελθοῦσα εἰς τὸ Ἑλληνικὸν ἔδαφος, καθόσον ὁ ἀποσπασματάρχης Τεφίκ Ἐφένδης, Μουλιαζήνης, ἐξελθὼν πρὸς καταδίωξιν αὐτῆς, ἀνεκάλυψεν ἵχνη ἐπὶ τῆς μεθορίου ἐκ τοῦ Τουρκικοῦ πρὸς τὸ Ἑλληνικὸν διευθυνόμενα.

ΑΡΠΑΓΗ 200 ΠΡΟΒΑΤΩΝ

Νέα ὄβλα ἔχομεν καὶ πάλιν ν' ἀναγγεῖλω τῶν καλῶν μας γειτόνων Ὀθωμανῶν λαβόντα χώραν ἐν τῇ ὀροθετικῇ γραμμῇ. Τούρκοι στρατιῶται τῶν ἐναντι τοῦ χωρίου Πυργετοῦ σταθμῶν εἰσβαλόντες εἰς τὸ ἡμέτερον ἔδαφος, ἀφῆρεσαν τοῦ ἐκ τοῦ χωρίου τούτου Κ. Ἀντωνούλα 200 πρόβατα, αἵτινα μετέφερον εἰς τὸ Ὀθωμανικόν. Μεθ' ὅλας δὲ τὰς ἐνεργείας τῶν ἐν τῇ μεθορίᾳ ἡμετέρων ἀρχῶν ταῦτα δὲν ἐπεστράφησαν εἰς ἐτι.

ΚΑΙ ΠΑΛΙΝ ΟΙ ΣΙΔΗΡΟΔΡΟΜΟΙ

ΘΕΣΣΑΛΙΑΣ

Ἡ διεύθυνσις τοῦ σιδηροδρόμου ἐννοεῖ νὰ ἔλθῃ φαίνεται εἰς ἀληθὴ ῥῆξιν μετὰ τὴν Λάρισάν μας. Ἡρνήθη τὸ ἐπαλθόν· σήμερον δὲ ἡρνήθη, καίτοι παρακληθεῖσα ὑπὸ τοῦ Δημάρχου μας καὶ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν ἀγώνων, νὰ θέσῃ εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ δημοσίου ἑκτακτα τραίνα καὶ νὰ υποβιβάσῃ κατὰ τὸ σύνθηρες τὰς τιμὰς χάριν τῶν ἱππικῶν καὶ ποδηλατικῶν ἀγώνων, οἱ ὁποῖοι ἕνεκα τῆς αἰφνιδίας μεταβολῆς τοῦ καιροῦ κατὰ τὴν παρελθούσαν Κυριακὴν ἀνεβλήθησαν διὰ σήμερον. Φαίνεται, ὅτι αἱ διαχειριζόμενοι τὴν διεύθυνσιν τοῦ σιδηροδρόμου ἐν Βελῷ σπεροῦνται πολλῶν γνώ-

ΚΛΙΝΙΚΗ

ΠΑΘΟΛΟΓΙΚΗ—ΧΕΙΡΟΥΡΓΙΚΗ—ΓΥΝΑΙΚΟΛΟΓΙΚΗ

ΤΩΝ ΙΑΤΡΩΝ

Δ^ρ. ΠΑΠΑΓΕΩΡΓΙΑΔΟΥ ΚΑΙ Δ^ρ. ΚΟΥΤΣΑΓΓΙΔΗ

(Παθολόγου)

(Χειρουργού-Μαιευτήρος)

ΕΝ ΒΟΛΩ

Ἐπὶ τῆς διασταυρώσεως τῶν ὁδῶν Φιλελλήνων-Θησέως
πλησίον Δικαστηρίου.

ΕΝ ΤΗ ΚΛΙΝΙΚῃ ἰδρυθεῖσα κατὰ τὸ πρό-
τυπον τῶν ἐν Εὐρώπῃ τοιούτων, νοσηλεύον-
ται ἐσωτερικοὶ ἀρρώστοι καὶ γίνονται δεκτοὶ
πρὸς ἐπίσκεψιν ἐξωτερικοὶ τι τοῦτοι

ΘΕΡΑΠΕΥΟΝΤΑΙ

Τὰ ΠΑΘΟΛΟΓΙΚΑ ἐν γένει νοσήματα.

Τὰ ΧΕΙΡΟΥΡΓΙΚΑ νοσήματα καὶ ἐκτελοῦν-
ται ἐγχειρήσεις ἐν τῇ ἐπὶ τούτῳ διεσκευασμέ-
νῃ αἰθούσῃ κατὰ τοὺς αὐστηροτέρους τῆς
ἀσπείρας καὶ ἀντισπείρας κανόνας.

ΤΩΝ ΓΥΝΑΙΚΕΙΩΝ νοσημάτων (ἀμνησ-
τορίας, δυσμηνόρροιας, λευκορροίας, ὄγκων
ὠοθηκοσαλπιγγίτιδος, προεμνήσεων κόλπου
μήτρας κλπ.) Ἡ ἐν τῇ Κλινικῇ θεραπεία τε-
λεῖται κατὰ τὰς τελευταίας καὶ τελειότερας ἐν
τῇ ἐπιστήμῃ θεραπευτικὰς καὶ ἐγχειριστικὰς
μεθόδους.

Οἱ ἐκ ΣΥΦΙΛΙΔΙΚΩΝ νοσημάτων πάσχοντες
γίνονται δεκτοὶ ἐν τῇ Κλινικῇ ὡς ἐξωτερικοὶ
καὶ θεραπεύονται ἐν ἰδιαιτέρᾳ πρὸς
τοῦτο αἰθούσῃ διὰ τῶν νεωτέρων μεθόδων.

ΕΦΑΡΜΟΓΗ πάντων τῶν νεωτέρων θερα-
πευτικῶν συστημάτων.

ΗΛΕΚΤΡΟΘΕΡΑΠΕΙΑ ΟΡΡΟΘΕΡΑΠΕΙΑ
ΥΔΡΟΘΕΡΑΠΕΙΑ Massage.

Ἡ ἐπιμελέτεια τῶν ἐν τῇ Κλινικῇ νοσηλευ-
ομένων γυναικῶν ἀνετέθη εἰς τὴν πτυχιούχον
ΜΑΙΑΝ κ. ΕΛΕΝΗΝ ΤΣΑΚΜΑΚΗ.

ΓΙΝΟΝΤΑΙ ΔΕΚΤΟΙ πρὸς ἐπίσκεψιν ἐν τῇ
Κλινικῇ ἐξ ὡς ἐξωτερικοὶ ἀρρώστοι καθ' ἑκά-
στην ἀπὸ 10—11 π. μ. καὶ 2—3 μ. μ. οἱ ἄ-
ποροι δὲ δωρεὰν κατὰ Δευτέραν, Πέμπτην
καὶ Σάββατον 11—12 π. μ. καὶ 3—4 μ. μ.

σεων, ἵνα μὴ ἐλπωμεν νοῦ τῇ ἀνατροφῇ· λητμο-
νοῦσι διὰ τοῦτο, ὅτι οὐδεμία ἐν τῷ κόσμῳ τούτῳ
δύναμις τὰ ἔβαλε μὲ τὸν κόσμον χωρὶς νὰ με-
τανοήσῃ πικρῶς. Ὅσοι διέπραξαν τὴν ἀνοσίαν
ταύτην συνετρίβησαν εἰς τὴν Παιδείαν
διὰ τοῦτο τὸ Διοικητικὸν ἐν Ἀθήναις Συμβούλιον
νὰ φέρῃ ἐγκαίρως μετὰ βλάβας εἰς τὸ προσωπικόν
τῆς ἐν Βολῇ διευθύνσεως, ἵνα μὴ βραδύτερον ἐκ-
τραχυνθῶσι τὰ πράγματα κατὰ τρόπον δυσάρε-
στον διὰ τὰ συμφέροντα τῆς Ἑταιρίας.

Ἡ ΕΠΙΣΤΑΣΙΣ ΕΜΠΟΡΟΠΛΗΡΥΤΗΣ ΛΑΡΙΣΣΗΣ

Ὡς προαναγγείλαμεν ἡ ἐφετεινὴ ἐμποροπληρύν-
σις ὑπερέβη πᾶσαν προσδοκίαν. Κόσμος ἄπειρος
συνέρρευσε εἰς τὴν πόλιν μας, ἥτις παρίστα τὰς
τρεῖς πρώτας ἡμέρας ἐν θέαμα ἑξόχως μεγαλοπρε-
πὲς ἀληθοῦς μεγαλοπόλεως μὲ τὴν ἀδιάλειπτον
κίνησιν τοῦ πυκνοτάτου πλήθους. Μεθ' ὅλας δὲ
τὰς ἐπανειλημμένας βροχὰς καὶ τὸν ψυχρὸν καιρὸν,
ὅστις ἐπεκράτησεν, οὐδὲν ἦττον πολλὰί πράξεις
ἀγοραπωλητίας καὶ ἱκανοποιητικαί, ἰδίως ἐγένοντο
ἐν τῇ ἀγορᾷ τῶν ζώων.

Ἡ πανήγυρις ἐξακολουθεῖ εἰσέτι, πολλὸς δὲ κί-
σμος καθ' ἑκάστην πλημμυρίζει τὸν τόπον ὅπου
ἀπλοῦνται τὰ διάφορα ἐμπορεύματα, θὰ διαρκέσῃ
δὲ οὕτως καὶ μέχρι τῆς προσεχοῦς Τετάρτης.

Ἄν κρίνῃ κανεὶς ἐκ τῆς ἐφετεινῆς σύρροῦς ἀναμ-
φιβόλως δύναται νὰ προεικάζῃ, ὅτι ἡ πανήγυρις
τείνει νὰ καταστῇ Πανελληνίος.

Πολὺ δὲ παρετηρήθη τὸ ἐνδιαφέρον τοῦ Ἀθηνα-
ικοῦ τύπου, ὅστις δι' ἰδιαίτερων ἀπεσταλμένων παρ-
ηκολούθησε τὴν πανήγυριν καὶ θὰ παρακολουθήσῃ
καὶ τοὺς ἀγῶνας, οἵτινες σήμερον Θεοῦ εὐδοκοῦντος
καὶ τοῦ καιροῦ ἐπιτρέποντος θὰ τελεσθῶσι.

ΟΙ ΑΓΩΝΕΣ

Πρὸς τὸ πείσμα τῆς ἐταιρίας τῶν σιτηροδρόμων
Θεσσαλίας, ἥτις ἐπισυγχύντως φεραμένη δὲν διέθε-
σεν ἑστακτον ἀμαξοστοιχίαν τέρψεως διὰ σήμερον
οἱ ἀναβληθέντες ἱππικοὶ, ποδηλατικοὶ καὶ ἀθλητι-
κοὶ ἀγῶνες θὰ τελεσθῶσι τὴν σήμερον ἐν τῷ προσ-
διορισθέντι τόπῳ, ἀρχόμενοι τὴν 2 ὥραν μ. μ. κα-
τὰ τὸ κατωτέρω δημοσιευόμενον ἑστακτον πρόγραμ-
μα αὐτῶν ὑπὸ τῆς οἰκείας Ἐπιτροπῆς. Ὅλα δὲ τὰ
ἀγωνίσματα θὰ τελεσθῶσιν αὐθημερόν.

Ἰδοὺ τὸ πρόγραμμα :

Ἡ ΕΠΙ ΤΩΝ ΑΓΩΝΩΝ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

ΕΙΔΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Τῇ προσεχεῖ Κυριακῇ 3 Ὀκτωβρίου ἐ. ε.
καὶ ὥρα 2 μ. μ. ἀρξονται οἱ διὰ τὴν παρελ-
θοῦσαν Κυριακὴν προκηρυχθέντες καὶ ἐνεκεν
τῆς κακοκαιρίας ἀναβληθέντες ἀγῶνες. Τε-
λεσθῶσιν δὲ ὅλα τὰ ἀγωνίσματα αὐθημερόν.

Ἡ ἐκ Τυρνάβου ἐκκίνησις τῶν δρομέων θέ-
λει γείνῃ κατὰ τὴν διὰ τοῦ προγράμματος ὁ-
ρισμένην ὥραν, ἥτοι τὴν 4 καὶ 25' μ. μ. τῆς
Κυριακῆς.

Ἐν Λαρίσῃ τῇ 1 Ὀκτωβρίου 1899.

Ἡ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Ἡ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΙΣ ΤΟΥ ΣΤΡΑΤΟΥ ΘΕΣΣΑΛΙΑΣ

Ὁ Ἀρχηγὸς τοῦ ἐν Θεσσαλίᾳ στρατοῦ ἀρ' οὐ ἐ-
πιθεώρησε τὰς ἐν Λαμῇ καὶ Χελιδνί φρουρὰς ἐπαλέ-
κμψεν τὴν παρελθούσαν Τρίτην ἐνταῦθα. Ἡ ἐπιθεώ-
ρησις δὲ τῆς φρουρᾶς Βόλου ἀρχεῖται τὴν ἐρχομένην
Τετάρτην, διακοίσευσά ἐπὶ τριήμερον. Μεθ' ὃ ἡ πικνε-
ρομένη τοῦ Ἐπιθεωρητοῦ κ. Δημοπούλου ἐνταῦθα
ἡ ἐπακολούθησις ἡ ἐπιθεώρησις τῆς ἐνταῦθα φρουρᾶς
καὶ ἡ πρακτικὴ ἐξέτασις τῶν ἀξιωματικῶν τοῦ ἱπ-
πικοῦ συνερχομένων, ὅπως εἴχμεν προαναγγεῖλαι ἀμ-
ποτέρων τῶν ἐν Θεσσαλίᾳ συνταγματῶν τοῦ ἱππι-
κοῦ 2ου καὶ 3ου.

Ἡ ΑΙΧΜΑΛΩΣΙΑ ΤΗΣ ΡΑΨΑΝΗΣ

Δὲν ἔγνωσθ' εἰσέτι τίς ἦτο ἡ αἰχμαλωτιστὴς τὸν
ἐν Ραψάνῃ υἱὸν τοῦ παντοπώλου Βασίλ. Κοτσούρη
ληττρικῆ συμμορίας. Ἡ δὲ ἀφθεῖστα ἐπιστολὴ μὲ τὴν
ὑπογραφήν τῷ ληττάρχῳ Γκούττᾳ φαίνεται νὰ ἦνε
πλαστὴ ἢ ὑπογραφή, καθόσον καθ' ὅς ἔχομεν πληρο-
φορίαν ἡ ληττοσυμμορία οὕτῃ εὐρίσκειται εἰς Μακεδο-
νίαν. Μέχρι τῆς στιγμῆς ταύτης ἀγνοεῖται ἡ τύχη
τοῦ αἰχμαλωτισθέντος καὶ τὸ μέρος ὅπου δικιῶνται
οἱ λητταί.

Ἡ ΑΘΩΩΣΙΣ ΤΩΝ ΑΛΗΘΑΙΩΝ

Χθὲς τῇ τετάρτῃ μόλις πρωῒνῃ ὥρᾳ μετὰ πέντα-
ήμερον ἀπὸ τῆς Δευτέρας διαδικασίαν ὑπὸ τὴν λαμ-
πρὴν διεύθυνσιν τοῦ προέδρου τῶν Συνέδρων κ. Σουλ-

τῆς τὸ δικαστήριον τῶν ἐνόρκων ἐξέδωκε τὴν ἐτυ-
μηγορίαν αὐτοῦ, κηρύξας ἀθώους τοὺς ἀδελφοὺς Λα-
πα καὶ συγκατηγορουμένους ἐπὶ τῷ φόρῳ τοῦ ἀτυ-
χικοῦ Ἀζῆ. Ἡ ἀξία τῶν μαρτυρικῶν καταθέσεων ἡ-
το τοιαύτη, ὥστε ἐνορκεῖ, ἀκούοντες εἰς τὴν πρᾶξιν
καὶ ἡμερον τῆς Λαρισακῆς κοινωνίας ταχῆς νὰ μὴ
δύνανται ν' ἀποφανθῶσιν ἄλλως.

ΕΓΚΛΗΜΑΤΙΚΑΙ ΠΡΑΞΕΙΣ ΣΕΒΡΙΟΥ

Αἱ καὶ ἡ ὅλον τὸν λήξαντα μῆνα Ἰῶριον λαβούσα
χώρην ἀξιοῦνται κατὰ τῆς ζωῆς, πρᾶξις εἰς τὴν πε-
ριφέρειαν τῆς Βισαγγελίας τῶν ἐν Λαρίσῃ Πλημμε-
λειοδικῶν, ἀνέρχονται εἰς ἑπτὰ. Ἦσαν τρεῖς φόνους,
μὴν ἀναίρεσιν καὶ τρεῖς ἀποπειράς ἀναιρέτως.

ΕΥΧΑΡΙΣΤΗΡΙΟΝ

Τῇ ΑΞΙΟΤΙΜΩ

ΚΥΡΙΑ ΣΟΦΙΑ ΜΗΛΑΤΑΤΖΗ.

Πολλοὶ συμπολῖται μας ἐνωρεῖται τοῦ Ἁγίου
Ἀχιλλεῖου καὶ τοῦ Ἐκκλησιαστικῶν αὐτοῦ Συμ-
βουλίου, παρεκάλεσαν ἡμᾶς, ἵνα δημοσίᾳ διερμη-
νεύσωμεν τὰς θερμὰς αὐτῶν εὐχαριστίας καὶ τὴν
εὐκρινῆς εὐγνωμοσύνην των πρὸς Ὑμᾶς, Εὐγε-
νεστάτη Κυρία, διὰ τὰς δέκα ἱερατικὰς στολάς,
ἃς εὐηρεστήθητε νὰ δωρήσῃτε εἰς τὸν εἰρημένον
Ναόν. Ἡ τοιαύτη εὐτελής πρᾶξις Σας μεγάλως
τιμᾷ Ὑμᾶς, καὶ Σας παρακαλοῦμεν νὰ συνεχί-
σῃτε ταύτην, καθόσον ὁ Ναὸς οὗτος συλληθείς
ὑπὸ τοῦ βαρβάρου ἐχθροῦ κατὰ τὴν κατάληψιν
τῆς Θεσσαλίας στερεῖται τῶν πάντων, οἱ δὲ Ἐ-
πίτροποι αὐτοῦ καταφυγόντες εἰς τοὺς δυναμέ-
νους νὰ ἔλθωσιν ἄρωγοί, ὅχι μόνον οὐδὲν κατώρ-
θωσαν νὰ τοὺς πείσουν νὰ παράσχωσι ἄλλ' οὐδὲ
κἀν ἀπαντήσεως ῥηξιώθησαν.

ΕΙΔΗΣΕΙΣ

Τὴν παρελθούσαν Κυριακὴν ἐνῷ ὁ καιρὸς μέχρι
τῆς μεσημβρίας ἦτο εὖδιος, αἰφνιδίως ἥρξατο πνέων
σφοδρότατος ἄνεμος, ὃν ἐπικολούθησε βροχὴ διαρ-
κέσασα ἐπὶ πολλὰς ὥρας. Μετὰ τὴν βροχὴν ψυχρὸς
αἰσθητότατος ἐπὶ τρεῖς ἡμέρας μᾶς ἐπεσκέψθη. Ἀλ-
λὰ τέλος ὁ καιρὸς μετεβλήθη, καὶ ἦδη εὐδία ἐπι-
κρατεῖ, μὴ ἐμποδίσασα ὅμως τὸ ψυχρὸν, τὸ ὅποιον
ἀν καὶ αἰσθητῶς ἡλαττώθη, παραμένει εἰσέτι.

Ἡ ἐκ τῆς βροχῆς ὡφέλεια. Ἡ βρο-
χή, ἥτις ἐφάνη τόσον ἀνηλεὲς διὰ τὴν Λάρισαν, ἐ-
πιφεροῦσα ὅχι ὀλίγας ζημίας διότι ἡλάττωσε τὴν
θέρμην τῆς παιγνύρεως, ἐγένετο μεγάλῃς ὠφελείας
πρόξενος εἰς τὴν γεωργίαν, καὶ εὐεργετησιώδη, δι-
ότι εὐθὺς μετὰ ταύτην ἥρξατο εἰς πολλὰ μέρη τῆς
Θεσσαλίας ἡ σπορὰ ὑπὸ τοὺς αἰσιωτέρους αἰώνους.

Ἡ τάξις. Πλήρης τάξις καὶ ἡτυχία ἐτηρή-
θη κατὰ τὰς ἡμέρας τῆς πανηγύρεως καὶ τοῦτο χά-
ρις εἰς τὴν ἀσκον ἐπιμελείαν τῆς Ἀστυνομίας, ἣν
ἀπὸ καρδίας συγχαίρομεθα.

Γ. ΚΟΥΤΣΗΣ

ΟΔΟΝΤΟΙΑΤΡΟΣ

Ὁ ἀπὸ δέκα ἡτὶ μηνῶν ἐγκαταστάς ἐν Λα-
ρίσῃ διπλωματούχος ὀδοντοίατρος, εἰδοποιεῖ τὸ
σεβαστὸν κοινόν, ὅτι μετὰ δύο μηνῶν διαμονὴν
ἐνταῦθα ἀναχωρεῖ εἰς Αἴγυπτον, ὅθεν οἱ ἀπὸ τῆς
οὐλα καὶ τοὺς ὀδόντας πύχροντες καὶ οἱ ἔχοντες
ἀνάγκην τεχνητῶν ὀδόντων ἄς σπεύσων ἐπὶ τὴν
εὐκαιρίαν.

Δέχεται ἐν τῇ οἰκίᾳ του ὥρα 8—12 π. μ.
καὶ ἀπὸ τῆς 2-5 μ. μ. καίμενη ἐναντι τοῦ Φαρ-
μακείου κ. Γιώτα καὶ γραφείου δημοτ. φόρου.

ΦΙΡΑΝΗ ΜΥΓΑΝΗ

Τὴν πλῆθος ἦτο ἐκεῖνο ὅπου συνεκντρώθη εἰς τὴν πόλιν μας ἀπὸ τῶν ἐσωτερικῶν καὶ ἐξωτερικῶν διὰ τὴν ἐμποροπανήγυριν καὶ τοὺς ἱππικοὺς ἀγῶνας ! Τὴν μωταϊκὴν ἀπὸ φάτσαϊς ! καὶ τὴν ἐνδυμασίαν τοῦ ρολοῦ τοῦ ρολοῦ ἐδὶν τὰ μάτια μας !

— Ἀμ' ἐκεῖνο τὸ αἶμα—καὶ τοῦ Βίλου τὴν σοὺ ἐλεγε :

— Ἦτο μὲν ὁ μᾶτις μου νὰ γλύψῃ κανεὶς τὰ δάκτυλά του !!

— Καὶ ὁ δὲς ὅλος αὐτὸς ὁ κόσμος, ὅστις ἦτο ἔτοιμος νὰ καταπλημμυρήτῃ ὅλον τὸν χῶρον τῶν ἱππικῶν ἀγῶνων, ἠναγκάσθη νὰ ζητήτῃ αὐτοὺς ὑπὸ στέγην, ὑπὸ δένδρα, ὑπὸ κάρφη καὶ εἰς

— Καὶ τοῦτο, διότι ὁ κύριος Αἰόλος ἔλυσε τοὺς ἀσκέας τοῦ, καὶ ὁ Οὐρανὸς ἤνοιξε τοὺς καταβράκτας τοῦ, περὶ τὴν μεσημβρίαν τῆς Κυριακῆς, καὶ τὰ ἔκαμεν ὅλα αἶσα.

— Καὶ ἔβλεπε τοὺς διαφίλους ἐμπύρους μὲ ἐσταυρωμένας τὰς χεῖρας, καὶ τοὺς ἀπὸ περάτων τῆς γῆς συρρεῦσαντας ἠθοποιούς, θεωμένους τὰ ἐκ τῆς βροχῆς χάλας τῶν προγραμμάτων των, τύπτοντας τὰ στήθη, καὶ στέλοντας εἰς τὸν διάβολον καὶ Αἰόλον καὶ Οὐρανὸν διὰ τὴν τὴν ἀσπλαγχνίαν των.

— Εἶχον δίκαιον οἱ δυστυχεῖς, διότι ὁ Θεὸς γνωρίζει πὸς ἀνέμενον τὴν ἡμέραν ἐκείνην.

— Ἄλλ' ἄλλως ἔδοξε δυστυχῶς τῷ καταραμένῳ ἀνέμῳ καὶ τῇ βροχῇ, ἥτις ἔλυσε τὰ προγράμματα των, καὶ σὺν αὐτοῖς, ἂν ὅχι τὰ χρυσὰ ἢ ἀργυρά, τοῦλάχιστον τὰ χαρτεῖνα καὶ χαλκίνα ἀνείρα των.

— Ἐντύπωσιν μᾶς ἔκαμεν ἡ πρὸς τὸ καθήκον ἀφωσίωσις καὶ ὑποταγὴ τῶν χαριτωμένων μὲ τὰς ὠραίας στολὰς των μουσικῶν τῆς Φιλοπτόχου Ἀδελφότητος Βίλου, οἵτινες, ἂν καὶ ἔβρεχε κρουνηδὴν, αὐτοὶ ἔπαιζον ἐπὶ τῆς ἐξέδρας τῆς πλατείας διάφορα ἐκλεκτὰ τεμάχια.

— Εὔγε τοὺς !

Ἰστορικόν. Μεταξὺ δύο.

— Δὲν μοὶ λέγεις, παρακαλῶ, γνωρίζεις πόσοι ἐπισκέπται ἦλθον διὰ τὴν πανήγυριν ;

— Περὶ τὰς δεκαπέντε χιλιάδας.

— Καὶ ζῶα ;

— Πεντήκοντα χιλιάδες περίπου.

— Ὡστε φίλε μου ὁ πληθυσμὸς τῆς Λαρίσης ἠύξησε καταπληκτικῶς !

— Παρακαλοῦμεν τὸν κ. Διευθυντὴν τῆς Ἀστυνομίας νὰ ρίψῃ ἐν βλέμμα ἐπὶ τοῦ ὀπισθεν τοῦ τυπογραφείου τῆς «Σάλπιγγος» χώρου, καὶ εἰμεθα βέβαιοι, ὅτι θὰ φρίξῃ, δι' ὅσα θὰ ἴδῃ.

— Τὸν περιμένονεν διὰ νὰ διατάξῃ τὴν δειρῶσιν τῆς ὄντως οἰετρᾶς ταύτης καταστάσεως.

— Ἐπίσης τὸν παρακαλοῦμεν νὰ διατάξῃ ἕνα τῶν ἀστυμάτων νὰ παρενρίσκηται κατὰ τὴν ὥραν τῆς ἀφίξεως τοῦ σιδηροδρόμου εἰς τὰ ἰχθυοπωλεῖα, ἵνα γίνεταί ἐγκαίρως ἡ ἐπιθεώρησις τῶν ἐκ Βίλου κομιζομένων ἰχθύνων, καθόσον, μέχρις ὅτου εὐρεθῇ ἀστυάτρος διὰ νὰ ἐπιθεωρήσῃ, καὶ ἐπιτραπῇ ἡ πώλησις αὐτῶν, φεύγουσιν οἱ ἀγορασταί, καὶ οὕτως οἱ ἰχθεῖς μένουσι ἀπώλητοι πρὸς ζημίαν τῶν φορολογουμένων ἰχθυοπωλῶν.

— Καὶ μίαν ἄλλην παράκλησιν, καὶ ἐξοφλοῦμεν ἐπὶ τοῦ παρόντος.

— Νὰ διαταχθῶσι τινὲς κρεοπῶλαι, οἱ ὅποιοι ζυγίζουσιν εἰσέτι μὲ παλὰ ντᾶς καὶ κατὰ ῥι, νὰ προμηθευθῶσι πλάστιγγας, διότι ἐννοεῖτε τί λάθος γίνεται κατὰ τὴν ζύγησιν πρὸς ζημίαν τοῦ ἀγοραστοῦ.

— Τέλος πάντων δὲν εἶνε δυνατόν νὰ ἐπιβληθῇ εἰς τοὺς πωλιτὰς τῶν μεζέδων νὰ ἔχουσιν τὰ τεψιλά των καθαρὰ ;

— Τῇ ἀληθείᾳ εἶνε λυπηρὸν νὰ μὴ φροντίζωμεν καὶ διὰ τὸν ἀνυχὴ ἐκεῖνον κοσμάκη, ὅστις μὴ δυνάμενος νὰ ἀγοράξῃ κρέας, εἶνε ἀναγκασμένος νὰ τρέφεται μὲ τοὺς βρωμομεζέδες καὶ νὰ παθαίνη συχνὰ ἀπὸ κωλονούς, χάριν τῶν ἀκαθάρτων μεζέδων πωλῶν.

Ἐνώπιον τῶν ἐν Λαρίσῃ Πρωτοδικῶν.

Λ Γ Ω Γ Η

Ταξιάρχου Μπουλατεκίδου κατοίκου Φαρσάλων.

Κατὰ

Πάνου Μουράτ Ἰσμαήλ κατοίκου πρώην Φαρσάλων καὶ ἤδη ἀγνώστου διαμονῆς.

Ὁ Ἀλῆ Ὁσμὺν Μεμέτ Σιακὴρ ἐδανείσθη καὶ ἔλαβε παρ' ἐμοῦ εἰς μετρητὰς δραχ. 185 τὰς εἰσφοράς ὑπεσχέθη δυνάμει τοῦ ὑπ' ἀριθ. 7.669 τῆς 16ης 7 βρίου τοῦ 1888 συμβολαίου τοῦ συμβολαιγράφου Φαρσάλων Β. Τσοπλάκιδου νὰ μοὶ πληρώσῃ τῇ 19 Φεβρουαρίου τοῦ 1889, παρελθούσης δὲ τῆς προθεσμίας ὑπεσχέθη τόκον κατὰ μῆνα 5 0 0 ἄχρις ἐξοχλήσεως. Ὁ ἐδανηγόμενος διὰ τοῦ αὐτοῦ ὡς εἴρηται συμβολαίου ἐγγυήθη ἀλληλεγγύως καὶ ἀδιαίετως διὰ τὴν κεφάλαιον καὶ τοὺς τόκους τῆς ὑπερμερείας μέχρις ἐξοφλήσεως τὴν πληρωμὴν παρκατέβηκεν τοῦ εὐεργετήματος τῆς διζήσεως καὶ διαιρέσεως.

Ἐπειδὴ καίτοι πρὸ πολλοῦ κατέστη ληξιπρόθεσμον τὸ χρέος δὲν ἐπληρώθη ἔπειδὴ κεφάλαιον καὶ τόκος συμποσύνται ἄχρι σήμερον εἰς δραχμὰς 1200.

Διὰ ταῦτα

Καλῶ τὸν ἀντίδικον εἰς ἐμπρόθεσμον συζήτησιν τῆς προκειμένης.

Ἐξαιτομικ

Νὰ καταδικασθῇ ὁ ἐδανηγόμενος καὶ διὰ προσωπικῆς αὐτοῦ γρατῆταις νὰ μοὶ πληρώσῃ δραχ. 1200 ἐντέλως ἐπὶ μὲν τοῦ κεφαλαίου πρὸς 5 0 0 κατὰ μῆνα ἐπὶ δὲ τῶν λοιπῶν πρὸς 8 0 0 ἐτησίως. Νὰ διαταχθῇ ἡ προσωρινὴ ἐκτέλεσις τῆς ἀποφάσεως καὶ νὰ καταδικασθῇ εἰς τὰ ἐξόδα καὶ τέλη.

Ἡς δικαστ. κλητὴρ παραγγέλλεται νὰ ἐπιδώσῃ τὴν παροῦσαν πρὸς τὸν κ. Εἰσαγγελέα τῶν ἐν Λαρίσῃ Πλημμελειδικῶν διὰ τὸν ἀγνώστου διαμονῆς ἀντίδικον καὶ δημοσιευθῇ διὰ τῆς ἐν Λαρίσῃ ἐφημερίδος ἡ «Σάλπιγξ».

Ἐν Λαρίσῃ τῇ 28 Σεπτεμβρίου 1899.

Ὁ πληρ. δικηγόρος.

Α. ΜΑΝΔΑΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΦΑΡΜΑΚΕΙΟΝ « Ο ΓΑΛΗΝΟΣ »

ΣΑΛΒΑΤΩΡ ΜΑΤΑΛΩΝ

Τὸ ὑπὸ πᾶσαν ἔποψιν ἀξιοσύστατον τοῦτο Φαρμακεῖον, τὸ διακρινόμενον διὰ τὸν πλοῦτον τῶν φαρμάκων καὶ τὴν εὐνην αὐτῶν, μετεφέρθη εἰς τὸ νεώτερον καὶ εὐρυχωρότατον μαγαζεῖον τοῦ κ. Δ. Σαρμουσάκη, κεῖμενον εἰς τὴν ἀρχὴν τῆς ὁδοῦ Δάσκουλη καὶ ἀκριβῶς ἀντικρὺ τῆς οἰκίας Δερβίς Βέη ἐνθα ἦτο πρὶν τὸ εἰρημένον Φαρμακεῖον.

Φέρεται δὲ εἰς γνώσιν τοῦ κοινοῦ, ὅτι ἐσχάτως οὐκ ἐμίσησαν πρόσφατα φάρμακα παντὸς εἶδους.

ΠΩΛΟΥΝΤΑΙ 1ον) Ἀμτελος ἐκ στρεμμάτων ὀκτώ καὶ ἡμίσεως ἐν τῇ θέσει Καμπίλαγα. 2) Ὀμοία ἐκ στρεμμάτων ὀκτὼ ἐν τῇ θέσει Ὀρτάμπαγλάρ καὶ 3) ἐν χάνιον ἐν τῇ συνοικίᾳ Ταμβάκικα. Πλείονες πληροφορίες παρὰ τῇ Φωτεινῇ χήρᾳ Γεωργ. Κώτσου ἢ παρὰ τῷ κ. Κων. Δελακώτῳ.

ΜΑΛΛΙΑ γκέγκικα ἀρίστης ποιότητος, πωλοῦνται εἰς τὸ κατάστημα τοῦ κ. Δημ. Τερτοπούλου.

ΜΕΤΑ ΥΕΛΟΠΩΛΕΙΟΝ

(Τὸ ΛΟΥΒΡ ΕΝ ΛΑΡΙΣῃ)

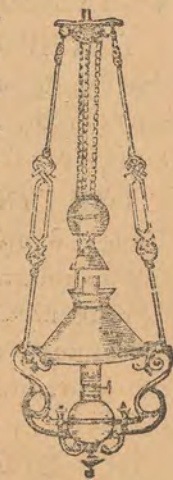


Ἀληθὲς Λούβρ κατέστησε τὸ ὑελοπωλεῖον τοῦ κ. Φίλιππος Δ. Ρούφας μὲ τὴν νέαν ἐξ Ἀγγλίας παραγγελίαν του. Τί δὲν ἔφερε ;

Λάμπας τῆς Τραπεζῆς, κρεμασίαις, τοῦ τοῦχου, καὶ εἰσόδου κομποτάτας καὶ πολυτελεστάτας. Λάμπας νέον συστήματος, αἱ ὁποῖαι εἶνε μετὰ τῆς τέχνης κατεσκευασμένα, ὥστε μία καὶ μόνη τοιαύτη εἶνε καὶ τῆς Τραπεζῆς, καὶ κρεμαστή καὶ τοῦ τοῦχου. Κηροπήγια τῆς αὐτῆς τέχνης ὡραιότατα. Δίσκους διαφόρων εἰδῶν καὶ ποιοτήτων. Ἀρτοφόρους ἐκ μετάλλου, πυρειοδόχους, τεφροδόχους, καὶ σιελοφόρους, δοματίων καὶ εἰσόδων.

Μεγάλων καὶ ἰδιότροπων συλλογὴν πιάτων, πιατέλων, σουπιερῶν, φρουτιερῶν, φλιτσανίων καφέ, καὶ τείνου Φιάλας νεροῦ καὶ οἶνου ἐκ κρυστάλλου, ὡς καὶ ποτήρια τῆς αὐτῆς χρήσεως. Σερβίτσια ὁλόκληρα ἐκτάκτου ὡραιότητος καὶ κομψότητος. Σημειώσατε δὲ, ὅτι ὅλα ταῦτα εἶνε Ἀγγλικῆς κατασκευῆς, αἱ δὲ τιμαὶ αὐτῶν εἶνε συγκρητικῶς μετριώταται.

Πλείοντα δὲν λέγομεν. Ἐπισκεφθῆτε τὸ εἰρημένον ὑελοπωλεῖον, καὶ θὰ πεισθῆτε, ὅτι δὲν εἶνε ρεκλάμα.



ΕΝΔΙΑΦΕΡΟΥΣΑ ΕΙΔΟΠΟΙΗΣΙΣ

Δανείζονται χρήματα, ποσὸν ὀκτὼ χιλιάδων δραχμῶν, διὰ μίαν τριετίαν πρὸς 1200, διδομένης τῷ δανειστῇ ἀσφαλοῦς ἐν Λαρίσῃ κειμένης ὑποθήκης.

Πᾶσα πληροφορία ἐν τῷ τυπογραφείῳ τῆς «Σάλπιγγος».

ΠΩΛΕΙΤΑΙ ἡ οἰκία τοῦ κ. Ἰω. Στεριοπούλου, ἐν τῇ συνοικίᾳ Καλλιὰτι, μετὰ τοῦ ἐν αὐτῇ οἰκοπέδου, συγκεκλιμένη ἐξ 7 ὀματιῶν, χαγιατίου, λουτροῦ, φρεατῆς καὶ λοιπῶν χρεωδῶν. Πληροφορίαι παρὰ τῷ Δασάρχῃ Λαρίσης Ὑπομεινάρχῳ κ. Καρούτῳ.

ΧΡΗΜΑΤΟΚΙΒΩΤΙΑ ΑΓΓΛΙΚΑ

Τελειοτάτου συστήματος τῶν πεφημισμένων ἐργοστασίων

MILNER καὶ RATTNER

Δεδοκιμασμένα κατὰ τοῦ πυρὸς καὶ διαρρήξεως

Τοιαῦτα χρηματοκιβώτια διαφόρων μεγεθῶν ἐκομίσθησαν ἐσχάτως καὶ πωλοῦνται εἰς συμφερωτάτας τιμὰς, εἰς τὸ ἐν Βόλφ γραφεῖον τῶν ΛΔΕΓΦΩΝ ΔΑΦΦΑ, κεῖμενον εἰς τὴν ὁδὸν Δημοκρατίας ἀριθ. 43.

Τὰ ἐν λόγῳ κιβώτια, ὡς λίαν εὐρύχωρα, εἶνε χρησιμώτατα διὰ τοὺς κ. κ. Δικηγόρους καὶ Συμβολαιογράφους.

ΟΙΝΟΙ ΕΥΒΟΙΑΣ

Ἀρίστης ποιότητος ἐκομίσθησαν καὶ πωλοῦνται εἰς τὸ παντοπωλεῖον Δ. Ταμπασούλη καὶ Γ. Πετσαρίδου, πρὸς 60 λεπτά τὴν ὀκλᾶν.

Φ. Κουτσογιάννη Αϊόλου 39. Καίρω εἰς τὸ Ἑλληνικὸν Κέντρον κατηργησθήναι τὰς ἀποδείξεις εἰς τὴν κρυπτογραφίαν καὶ τὰς ἀποδείξεις εἰς τὴν κρυπτογραφίαν καὶ τὰς ἀποδείξεις εἰς τὴν κρυπτογραφίαν

ΤΙΜΑΙ ΠΡΟΠΛΗΡΩΜΩΝ	
ΕΣΩΤΕΡΙΚΟΥ	ΕΞΩΤΕΡΙΚΟΥ
Τρίμηνο..... Δρ. 94	
Εξαμήνιος..... 166	Χρυσά φράγκα..... 26
Ετήσιος..... 300	Χρυσά φράγκα..... 40

Μετά μηνιαίον παραστήματος εξ 128 τοβλάχων σελ.μεγάλου σήματος

ΑΙ ΠΡΟΠΛΗΡΩΜΑΙ ΓΙΝΟΝΤΑΙ
ΠΡΟΣ ΤΗΣ ΑΠΟΣΤΟΛΗΣ ΤΩΝ ΦΥΛΛΩΝ
ΚΑΙ ΥΠΟΛΟΓΙΖΟΝΤΑΙ ΑΠΟ ΤΗΣ ΑΠΟΣΤΟΛΗΣ ΤΟΥ Α' ΦΥΛΛΟΥ

ΑΘΗΝΑΙ

ΤΙΜΑΙ ΚΑΤΑΧΩΡΙΣΕΩΝ	
Εκ τήν 3ην σελίδα 6 στίχους.....	Λεπτά 50
Εκ τήν 4ην σελίδα 6 στίχους.....	Λεπτά 20

ΓΡΑΦΕΙΑ :
ΟΔΟΣ ΣΤΑΔΙΟΥ 16 — ΑΠΕΛΛΑΝΤΙ ΤΗΣ ΒΟΥΛΗΣ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΤΗΛΕΦΩΝΟΥ 201

ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ & ΙΔΙΟΚΤΗΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΟΣ Κ. ΠΑΠ

ΤΟΥΡΚΟΚΡΗΤΕΣ ΚΑΙ ΚΡΗΤΕΣ

Ουδένα πρέπει να προμαΐζουν αι εν Τουρκία ακουόμενοι άδικοι αλλά και παράφοροι διαμαρτυρία κατά της ενόσεως της Κρήτης μετά της Ελλάδος, διότι αρ οιασδήποτε και αν εξετασθώσιν εφέλκως και ένδεεις στηρίγματος θα εύρεθώσι και ακίνδυνοι καταφανώς έλλουσι καταδειχθή. Την πορείαν, ην έλαβε το Κρητικόν ζήτημα ουδεις δύναται ν' ανακόψη, ή μωρος θ' αποδειχθή έπροσπαθήσων ως αν προσεπαθεί τον ροβν όρμητικόν χειμάρδον να μεταστρέψη πρὸς τὰ όπίστω. Ίσως άλλοτε οι ευγενεις των Κρητών άγωνες, οι πάντοτε άμειβομένοι και δι' ένός πρὸς την τελικην άποκατάστασιν βήματα, δεν ήδύναντο ν' άποκτήσονται το ζήτημον γερας δια λόγους υπερτέρως πανευρωπαϊκής ανάγκης, πρὸ της οποίας πόθοι και άνηκα και άγωνες συνετρίβοντο εύγερώς. Σήμερον όμως πρὸς το πέρας της ήρωικής σταδιοδρομίας της εύρισκομένη ή Κρήτη και έχουσα ως στηρίγμα τας έμμέσους των Προστατιών Δυνάμεις συγκαταβάσεις, ουδέν άπολύτως δύναται να φοβηθή πλὴν. Ας κραυγάζουν οι Τουρκοκρήτες. Η παρελθούσα ιστορία των, την οποίαν παρέγραψε δεκαετής εϋδοκίμων των μακροχρόνιων Χριστιανών της Κρήτης, δεν δύναται να στηρίξη έλπίδας επικρατήσεως, έρ' όσον τρανή άπεδείχθη ή τελεία ίσοπολιτεία εν τή έλευτέρω κυβερνήσει Κρήτης, ήτις και μέχρις υπερβολής έφθασεν άνατελειστής της άνωτάτης έποπτείας των εκκλησιαστικῶν πραγμάτων και της εκπαιδεύσεως εις Τουρκοκρήτας ύπουργούς.

Ας απάντησιν οι τυφλοί και άς γογγύουν οι άνίδωτοι άς ύπόχυνται οι έπίσημοι όημοκράτοι, οι τας ύσυχας της βασιλείας των ζητούντες να χρυσάσων, μη αντίλαμβανόμενοι πόσας ύφελουν χάριτας εις των Έλληνην, και οι μωροί περι σκίαν ματαιίας μαγίζοντες, ένψ ήδύναντο άνευ ζήλιας να άποδώσιν προς τους Έλληνας την άρεσκυμένην εύνομοσύνην. Μάλιστα άς κηρυχθούν και άς διαμαρτυρόνται και άς μάχωνται μετά μειλόνος λύσσης, μετά πλειστέρου φανατισμού. Διότι τούτο άκριβός θα έπιταχύνη την λύσιν του Κρητικού ζητήματος υπό της Εύρώπης, ήτις μη θέλουσα να παλινωδύη, θα άναγκασθή μοιραίως να προτρέψη την περυσία.

Ο κίνδυνος έγκειται άλλοι. Έγκειται εις αυτούς τους Κρήτας, αρ' όν και μόνοι έξαρτάται ή λύσις του Κρητικού ζητήματος και ή πραγμάτωσις των προαιωνίων πόθων αυτών. Είνε μεγάλος οι πειρασμοί της προσβαλλόμενης φιλοτιμίας των από τας καυτημινάς ύβρεις και προκλήσεις των Τουρκοκρήτων. Αρά γε θα έχουν την ύπερτάτην φιλοπατριαν, ώστε ύπερ του γενικού καλού σκεπτόμενοι να ύπομείνουν τας άτομικας προσβολάς; Η Δικαιοσύνη άρτία άπεδείχθη εν Κρήτη, τελεία δε και ταπεινά ή άπονομή αυτής. Ας μη φοβηθούν να προσφύγουν εις αὐτὸν άδίκουμένον καιρός, και άς παρβέθουν άξιοπεριεπείς ως άγιοι φιλοπάτριδες πρὸ της τουρκοκρητικής προκλήσεως. Ουδεις βεβαίως θα συνηγάγη την άδικαν έπονομήσαντες έρχομένην. Αλλά άγρυπνος ή Εύρώπη, το όμμα έχει προσηλωμένον επί της συμπεριφοράς των Κρητών πρὸς τους Μουσουλμανικοὺς συμπολίτας των, ένωνας δε θά πληξή την Κρήτην όλόκληρον εις το πρώτον σκίρτημα τῶν Χριστιανῶν τόσων, ώστε και ένός μόνον ή άπονομή ή ή τυφλότης εκ της φιλοτιμίας της άτομικής θα καταστρέψη ίσως και δια παντός την Κρητικὴν ύπόβσιν.

Αν πολὺ ν' άντικρύσῃ την εθνικὴν κατάρταν, άς έργασθῇ το άνόμημα τούτο ό νέος Ερύλιτος.

ΕΠΙΣΤΗΜΟΝΙΚΑ ΠΕΡΙΕΡΓΑ

ΑΠΟ ΤΗΝ ΖΩΗΝ ΚΑΙ ΤΗΝ ΦΥΣΙΝ

ΑΙ κηλίδες του Ήλιου

Κατ' άνακοίνωσιν ύποβλήθησαν εις την Ακαδημίαν των Παρισίων παρὰ του κ. Γκαυμύ οι κηλίδες του Ήλιου παρήμεναι κατ' άριθμόν σελίδας αι αβαί εις το ήλιον τμήματα, εν οπεσι εις πρὸς το παρελθόντος έτους, άλλ' ή δολακί αυτών επιφάνεια έδιδασκασθη σελίδον (7,998 τετραγωνικά εκατομμύρια τετραγώνον άντι 4,807). Είς όσον παρατηρήσεται ότι ο τελευταίος αεσμός της Ήλιας συνέπεσαν με την άγνησιν ταύτην της έκδοσης των κηλίδων. Έν τούτοις τίποτε άκόμη δεν άποδείκνυται δι' αι σωματικά όντως σχετίζονται άποδείκνυται με τας ήλικιας κηλίδας. Πυκνύνονται φαίνεται αι σελίδες άπολύτως σπάνια μετά των δύο τούτων φαινομένων ύπαρκει.

Η άπόδοσις των άστέρων

Είνε γνωστόν ότι ό άριθμός των άστέρων άν κατέστη δυνατόν να καταμετρηθ ή από της άπόδοσιν εις ένα λην περιωρισμένη. Τῶν όντι εις τριμύσιον μόνον άνέγκονται οι άστέρες οιτινες δίδουν παραλλήλως ύποκειμένην εις την έκταμιν των άστρονομικῶν όργάνων και πάλιν οι ύπολογισμοί των άστρονομῶν επί των ίδιων στοιχείων δεν καταλήγουν πάντως εἰς το αὐτό αποτέλεσμα. Οὐχ ήτιον οι ύπολογισμοί οὗτοι συμ-

φωνοῦν εἰς το ότι ό άστρο Ήλιος του Κενταύρου εἶνε ό πλησιέστερος πάντων.

Η παρόλας των εἰς 21,185 εν τῷ καταλόγῳ του Δαλάν, άπεχόν 64 τρισεκατομμύρια χιλιόμετρα και μεταδίδον εις ήμῶς το φῶς του έντός 6 ετών και 8 μηνῶν. Ο τρίτος έγγυστερος άστρος φαίνεται να εἶνε ό 61ος του Κόνων άφιστάμενος κατὰ 69 τρισεκατομμύρια χιλιόμετρα. Το φῶς ταξιδεύει επί 7 ετη και 4 μηνῶς δια να διανύσῃ την άπόστασιν ήτις μάς χωρίζει άπ' αὐτοῦ.

Ο περίλημπος Σείριος κατέχει την 4ην θέσιν υπό έποφιν έγγυστερος άπόστασις 99 τρισεκατομμύρια, διάκενα έλευσεως φῶτος 9 ετη και 9 μηνῶς.

Έρχονται κατόπιν κατά σειράν :
Ο Προκύν (δ' Ήλιος του μικροῦ Κυνός) 112 τριεκατ., φῶς 12 ετη.
Ο άστρος δ' φέρων τον άριθμόν 60 εις τον κατάλογον του Κουέβερ άπεχόν άπ' ήμῶν 830,000 φῶτος την άπόστασιν μεταξύ Ήλιου και Γῆς ήτοι 123 τρισεκατομμύρια χιλιόμετρα και στέλλων το φῶς εις των πλανήτην μας έντός 13 ετών.

ΑΝΑΓΝΩΣΜΑΤΑ ΔΙΑ ΚΥΡΙΑΣ ΧΟΡΟΣ... ΜΕΤ' ΕΜΠΟΔΙΩΝ

Γνωρίζομεν εις το Έλληνικόν κοινόν των νέων τούτων χορόν, εν τῷ στήλ των κυρίων, διότι κυρία εἶνε αι έρευνήσεις, και αι κυρία έπίσης περιούσιον των άνδρῶν τρελλανότων δια την θέαν και παράδοσιν κατήν μουσικὴν τον πόδον. Γνωρίζομεν τούτο πλαναομένην, δεν άναμφέρον δι' ή έπίσημος εἶνε άμερικανική, άμερικανικότητα.

Ο νέος οὗτος χορός ύμοιζεί με τον πυρρὸν των νέων τῶν Άλβανῶν, άλλά δεν εἶνε όμως άμοιρῆς όπως αὐτός. Διότι ένψ εις τον πυρρὸν ύμνονται άπειρικαί επί του δαπέδου μάχης και αι σιδηραί αλμυ, εις το άμερικανικόν τούτο «κοινόν» μετ' έμποδίων, τὰ όματα της χορευτικής άδελφότητος δεν εἶνε οι ίδιοι οι χορευταί, άλλά πτωχά εύλινα άνθρωποι όμοιοι με τους πεισούς, άλλά πολύ μεγαλειότητα αυτών, ύμνος περίπου 25 εως 35 εκατοστομέτρων.

Κατά όμάδας και άνα άποστάσεις με μαθηματικῶν άκριβειαν κανονισμένους, ίστανται επί του δαπέδου δαπέδου οι πεσοί οὗτοι, όσκι περιεδρεῖται με τυχόν ό άδελφός πῶς του χορευτοῦ τῶν συντηρήν ή τους καταρρίψῃ. Η άπόλυτος έπιθυμία έγκειται εις τούτο : να χορεύσῃ το ζεύγος εν όλόκληρον βάλε χωρίς να ήγη κανένας εν των πεσόν. Η σχετικὴ έπιθυμία συνίσταται εις τον μικρότερον άριθμόν των παύσεων θυμάτων. Αλλά προσέτατε εις τούτο :

Όλα αὐτά τὰ εύλινα άνθρωποι τὰ προστατεύει μεγαλοπρεπῶς, εν τῷ μέσῳ αυτῶν ύποτακτῶν ο «Μαρίμα Σαμ» εύλιος και αὐτός. Αλλοίμονος εις τους χορευτάς οι οποίοι δια θέλουν πάλιν το νόητον του όμοιοσμού των Ήσων των Πόλεων! Έρχουν χάσει την πατρίδα και ύποκαταστήτουν άμυστοι να παύσουν τον χορόν.

Όπως άνωταί, ό χορός οὗτος εἶνε κατ' έξοχήν όμοιος εις τας κυρίας, των οποίων το φῶμα εἶνε μέγας ταφείας και δεν συμπαίεται.

Η ΑΙΘΥΣΙΑ ΤΟΥ ΘΡΟΝΟΥ ΕΡΓΑΣΤΗΡΙΟΝ ΡΑΠΤΙΚΗΣ ΤΟ ΕΡΓΟΝ ΤΗΣ ΒΑΣΙΛΙΣΣΗΣ

Όχι μόνον αι ιταλικαί αλλά και έλαι αι έρμενίδες του κόσμου άδελφίπως θαυμάζουν και εύλογούν το ύπερκορον έργον της εϋλανθρας, όπερ έπέτελεσε και έπιτελεῖ με τῶσιν συνηντικὴν άπλότητα και αὐταπαρνήσιν ή Βασίλισσα της Ιταλίας Ελένη ύπερ των δυστυχῶν τειροσπαθῶν της Καλαβρίας και της Μεσσηνίας. Μία από τας ώραιότατας λάμπας του έργου τούτου εἶνε εκείνη ή όκεια άδελφούταις τας ήμέρας αὐτῆς με την αἰγλήν της αἰδοῦσας τῶν Θρόνων εν τῷ Κρητικῷ.

Η κατάρτις αὐτῆς αὐτοῦς ή στολιζομένη με άριστουργήματα τέχνης και πολυτελείας εἶνε μεταβεβλημένη από της παρελθούσης Τετάρτης εις έργαστήριον ραπτικής όπου έκαστοτέρας χειρῶν και ραπτομηχανῶν έργάζονται να καλύθουν την γυναικτικὴν των θυμάτων.

Εἰς την πρόσκλησιν της Βασίλισσης έκαστοτέρας νεανίδων εκ των λαϊκῶν τάξεων και έλαι αι κυρίες αι υπηρετόσαι εις την αἰγλήν έπεκτεσαν να προσφέρουν δωρεάν την προσωπικὴν έργασίαν των ύπερ του εϋλανθροῦ έργου του οποίου πρώτη έργατὴς έγένετο ή Α' νασσα.

Υάσματα, μηχαναί, ψαλίδες, κλωσται και έργατρίαι με απλά και πτωχά ένδματα σκυμμένα επάνω εις την βασίτην έργασίαν των άποτελῶν τώρα το γρακινόν και συνηντικὴν θέαμα της ώραιότατας και μεγαλοπρεπέστερας αἰδοῦσης των άνακτόρων της Ρώμης.

Πρώτη έργατὴς εκεί μέσα εἶνε, ός είπομεν, ή Βασίλισσα. Ένδεσμέ ή άπλοσύνη, δια να μη ταρασσεται ή άρμονία των πτωχῶν φορεμάτων των γυναικῶν του λαοῦ, διευθετῇ μόνη την εϋλην έργασίαν, διανέμει τὰ πρὸς ραφήν είδη, δίδουσα έδῶ και εκεί συμβούλας, ύποδείκνυσαι, μετρίως, ένθαρρύνουσα τας έργατρίδας, και συνηνῶς αὐτῇ ή ιδία κόπτοσα και ράπτουσα.

Και αι μικραὶ πριγκίπισσαι

Η τελευτῇ αὐτῇ—διότι εἶνε μία τελευτῇ ιερὰ βασίλισσα και λαϊκή συγχρησμένη—έδωκεν εύκαιρίαν εις τους πρώτους βασίλισσας της βασιλευσίδας οικογενείας, να έννοσιν τας πριγκιπκάς των δυνάμεις εν τῇ άνορήσει της εθνικῆς ταύτης συμφοράς.

Διότι και αι δύο μικραὶ πριγκίπισσαι ή Γιολάνδα και ή Γκαρλάδα, έργαζόμεναι και αὐταὶ υπό την επίβλεψιν της μητρός των, και από τὰ μικρὰ πριγκιπτικά χερσάκια έφάρρασαν ήδη μερικά μέρη παιδικῶν ρορεμάτων τὰ όποια θα ένδύσων τὰ μικρά όματα του σερμου, τὰ γυναιά και άπορρασιθέντα. Μάλιστα, λέγοναι αι έρμενίδες, ή μεγαλύτερη πριγκίπισσα Γιολάνδα—μία παιδίτση ή οποία αἰδῶν δεν συνεπλήρωσε τὰ όκτω έτη—έξερει να ράπτῃ άρκετά γρήγορα και στερεά.

Αι πρώται σιγμὰ της συναργασίας ταύτης εἶχον μίαν περιεργον διήλυν ψυχολογίαν μεταξύ όδου και εύλαβείας, άναπνεύσαντες εκ της της διελίας κοραστῶν του λαοῦ τὰ όποια αἶψα ήνταν αντρίκτως πλησίον των, τῶν καλῶν και τῶν καταδεκτικῶν την Βασίλισσαν της Ιταλίας.

Αλλά ή Βασίλισσα έπέζητησεν άμέσως

ΤΙ ΣΥΜΒΑΙΝΕΙ ΕΝ ΙΕΡΟΣΟΛΥΜΟΙΣ;

Β'.

Όλη ή νέα αὐτῇ Ίσῳ του Πατριαρχείου Ιεροσολύμων ή από τῶν 1520 άρχόμενῳ εἶνε έργον των Έλλήνων Πατριαρχῶν και των περι αὐτοῦ Συνόδων και της άδελφότητος των Έλλήνων μοναχῶν της Μονῆς του Αγίου Τάσου. Κατέπιν πάντων τούτων, πῶς ήτο δυνατόν ή άδελφότης του Αγίου Τάσου και ή Σύνοδος του Ιεροσολυμιτικοῦ θρόνου να δεχθῇ τας άπατησεις των άραβῶνων έρθεδῶν της Παλαιστίνης και να παραδῶσιν πάλιν το Πατριαρχεῖον εις χείρας αὐτῶν, οιτινες ως υπερτερῶντες κατὰ των πληθύνων θα κατελάμβανον εύκόλως πάντα τὰ άξιώματα και πάσας τας έπισκοπὰς του θρόνου και θα έγίνοντο ταχέως κατόπιν και αὐτῆς της Πατριαρχικῆς έξουσίας; Το τούτο δεν θα ήτο επάνδος εις την άρχαίαν άθλιότητα και έλευνότητα του Πατριαρχείου, από της οποίας δι' άπύτων αγώνων επί τούτου αἰώνας μάστις κατόρθωσαν να σώσουν αὐτό οι Έλληνες Πατριαρχαί και ή άδελφότης των Έλλήνων μοναχῶν του Αγίου Τάσου;

Αλλά αι άπατησεις των άραβῶνων έρθεδῶν έπρεπε να άποκρυφθῶν και δι' άλλων δυνάμεων λόγων άκμή, διότι ήμῶν επίπλαθεῖς θα άπέβαιναν εις το Πατριαρχεῖον πραγματοποιούμεναι, ως έδείχθη δια των άνωτέρω, άλλά και άδικοι εἶνε κατ' ουσίαν, καθ' ότι δεν στηρίζονται επί οὐδένος δικαίου. Το Πατριαρχεῖον Ιεροσολύμων ήτο ως είδομεν άπ' άρχῆς Έλληνικόν κατεχόμενον υπό Έλλήνων κατὰ τους όκτω πρώτους του Χριστιανισμοῦ αἰώνας, έκπαιδα δε άρῶς δια της άρκετῆς κατακτησεως έπέβληθη ή άραβική γλώσσα, οι δε Έλληνες κατεχόμενοι συστηματικῶς, παρουσιάζονται οι άραβῶννοι έρθεδῶν λαός μάγας εκ διαφύρων λαῶν προσελθόν, οιτινες παρακινῶντες τους νομιμους κατόχους ήτοι τους Έλληνας καταλαβόμενοι αὐτό το Πατριαρχεῖον επί τῶν χρόνων. Δια τούτο όταν κατ' ουσίαν αἰών πάλιν περιτλή το Πατριαρχεῖον, ως είδομεν, εις τους Έλληνας, εύρέθη το Πατριαρχεῖον εις τῇ έξουσίαν των νομιμῶν αὐτῶν κατόχων.

Όστε δὴν σήμερον ζήτησιν οι άραβῶννοι ν' άρπάξουν αὐτῶν αὐτῇ ζήτησῇ τῶν άδικων. Ίνα έννοήθῃ τούτο άς λάθωμεν δι' άλλο παράδειγμα. Ας ύποθέσωμεν δι' ή βλαχική παροικία εν Κωνσταντινουπόλει ήτῶσαν κατὰ τῶν χρόνων αἰώνων από των Έλλήνων, και μόνον προσκαίως κατελήθη υπό άραβῶνων εν καιροῖς δυσμενεστάτοις, κινδυνεύσαν τότε να καταστρεφῇ μάλιστα, εἶνε δίκαιον να μένη έλληνικὴν αν και τῶν μέν έλλήνων στοιχέσιν ένεκα διαφύρων περιστάσεων, έγένετο ασθενέστερον το δε άραβῶννοι έπείστανε.

Είπομεν δι' αι άπατησεις των άραβῶνων περὶ κατακτησεως του Πατριαρχείου Ιεροσολύμων άναφανείσαι από τῶν 1860 άποκρύβονταν έπισημικῶς και άποκρυπτικῶς υπό των κατεχόντων το Πατριαρχεῖον Έλλήνων και ότι είχαν παύσει επί τῶν χρόνων.

Τελευταίον όμως άνευθεώρησαν πάλιν προσβραταί αι άπατησεις αὐταὶ υπό των εν Ιεροσολύμοις άραβῶνων μετὰ την άνακρήσιν του Συντάγματος εν Τουρκίῃ την γενομένην την 10ην παρελθόντος Ίουλίου. Οι άραβῶννοι έννομησαν δι' έκείνη το σύστημα άνέκρησιν εν ίσοπολιτείαν και δια δικαιώματα πάντων των υπηκόων του Σουλτάνου, ένάντιον του νόμου, δύνανται να κατορθώσων νῦν ότι δεν κατορθώσαν άλλοτε. νῦν μάλιστα ήτοι διηλθον κατῆκον και άπαρκαρτῶσαν και υπό διειδνῶν συνθηκῶν και βερατιῶν και ερμηνειῶν των κατὰ καιρούς Σουλτάνων κεκυρωμένα δικαιώματα των Έλλήνων, επί του Ιεροσολυμιτικοῦ θρόνου. Εκείνη δὴν εἶνε ίσοι ένάντιον του νόμου, δεν έκπαιδ δι' ός δύναται ν' άμειψήσῃ και άναρρίξῃ από του άλλου κεκτημένα νομιμῶς δικαιώματα.

Η νέα έξέγερσις των άραβῶνων έρθεδῶν

έχθρον ήσαν εν Παλαιστίνῃ και κυρίως της Παλαιστινέως ρωσικής έταιρίας, ήτις θέλει το Πατριαρχεῖον εις χείρας άντικαν να διευθύνῃται παρ' αὐτῆς κατὰ τας εκ Ρωσίας έμπνεύσεις, ήρῶται από του παρελθόντος Όρκου. Κατέπιν πάντων τούτων, πῶς ήτο δυνατόν να διαμαρτυρόνται και δια θυρωδῶν διατηλώσεων να άποδώσι να δώσωσιν αὐτοῖς πάντα τὰ επί του θρόνου δικαιώματα των Έλλήνων ώστε και μέλη της Άδελφότητος του Αγίου Τάσου να γίνωνται, και έκίσταται και Πατριαρχαί. Και έκείνη το Πατριαρχεῖον ήνθηθη εις αὐτοῦς ταῦτα άπεκρύβον και τον Πατριάρχην Δαμιανόν και την Σύνοδον του Ιεροσολυμιτικοῦ θρόνου και την Έλληνικὴν άδελφότητα.

Εκείνη δε εις τέσσαρας κατέει εν Ιεροσολύμοις κατὰ παραχώρησιν του Πατριαρχείου άραβῶννοι ιερείς ιερουσολύμων, έκπλησαν οὗτοι άπεργίαν ίνα αὐθέρσῃ την έξέγερσιν. Σημειώσων ότι οι εν ταις έπαρχίαις της Παλαιστίνης άλλοι άραβῶννοι δεν ήκολούθησαν πάντες το κίνημα τούτο των εν Ιεροσολύμοις άραβῶνων, των οὗτων συμπεριεσθσαν τας άραπικαίς των τάξεων και την έχθραν των κατὰ των Έλλήνων κατόχων του Πατριαρχείου και των Αγίων τόπων. Η Ιερά Σύνοδος προσέταλε τους στασιάζοντας ιερείς να παύσωσι την άπεργίαν έντός ώρισμένης προθεσμίας οὗτοι όμως ήρήνησαν. Δια τούτο άρῶς ή δώδεκα προθεσμια παρήλθε, προὔταθη εν Ιερί Συνόδῳ να τιμωρηθῶν οι ιερείς οὗτοι και να άντικατασταθῶσι δι' άλλων άραβῶνων ιερέων, εν τῶν εν ταις έπαρχίαις μεινῶντων πιστῶν εις το Πατριαρχεῖον.

Αλλά τότε ο Πατριάρχης Δαμιανός διεφώνησε και έξήτησε να δώσωσι νέαι προθεσμια τούτο δε έπαιρξεν εξ έπιστολας υπερβολικῆς έρ' ή διεκρίνετο πάντως οι Δαμιανός ή μετά συνεννοήσιν μετά των άραβῶνων, ως τῶν ύποκρινόμενων.

Η Σύνοδος προβλέπουσα τον σανερίν κίνδυνον, όστις ήννοται να προέλθῃ εξ οιασδήποτε υποχωρήσεως ένθαρρυνούσης τους άραβῶνους, έθεώρησε την στάσιν του Δαμιανός ως άνθεληνικὴν και διακινδυνεύουσαν τὰς εϋλας ψύχας συμφέροντα του Πατριαρχείου και άπήρξε παρὰ του Πατριαρχίου να μην έμπειν εις την διαμαρτυρίαν του. Επειδή δε είδον αὐτῶν άρμενομεν και έμπνεύοντα εις την γυνήν του, χάριν της σωτηρίας του Πατριαρχείου ήναγκασθῇ ν' άποκρίσῃ αὐτῶν και ποίησιν έκπῶτον του Θρόνου, να διορίσῃ δε τοποτηρητήν μέχρι της έκλογῆς νέου Πατριαρχου, τον Μητροπολίτην Τιβεριάδος. Ο άποκρυπτικὸς Πατριάρχης δεν ήθέλησε να παραιτηθῇ, μόνον δε εις συνδικῶς ήκολούθησαν αὐτόν, πάντες δε οι άλλοι συνδικῶι 18 τον άριθμόν, μεταξύ οἷσων ήτο ο Τιβεριάδος Μητροπολίτης, ο σκουρῶλας του Θρόνου Εϋθιμῶς, ο Διευθυντής της Θεολογικῆς Σχολῆς Χρυσόστομος Παπαδόπουλος και ο Γραμματεὺς Μεταστάκης, οι κορυφαί των του Ιεροσολυμιτικοῦ Θρόνου κληρικῶν υπηρῶν σύμφωνοι εις την άποκήρυξιν του Δαμιανού. Την άπόστασιν δε της Συνόδου άπεδείχθη και έκπικρῶσε και σήμασται ή άδελφότης του Αγίου Τάσου συμποσυνμένη εις 130 περίπου μέλη.

Ο Οικουμενικὸς Πατριάρχης Ίωακείμ ο Γ' και ο Αλεξανδρείας Φώτιος άνεγνώρισαν τας κατὰ του Πατριαρχίου άποστάσεις της Συνόδου. Η Τουρκική έμκος Κυβέρνησις κινώμενη ίσως υπό της ρωσικής πολιτικῆς δεν έλαβεν άκόμη έριστική θέσιν απέναντι του ζητήματος και ήρξε να συμβιβάζῃ τὰ πρώτα ματα, άνεγνώρισεν όμως τον Τοποτηρητήν και έπέτρεψε αὐτῷ να ιερουργήσῃ κατὰ τας μεγάλας έορτάς των Χριστουγέννων άντι του κατεβρεθέντος Πατριαρχου. Οὗτω συνέβησαν εν Ιεροσολύμοις. Η ύπόβσιν εύρίσκειται εν έκκρημνῇ και ουδεις γνωρίζει τίνα έριστικήν τροπήν θα λάβῃ.

Ο Πατριάρχης Δαμιανός καθ' ήμῶς έκπαίει διπλῶς πρώτον, διότι δεν έπρεπε δι' οὐδένα λόγον και εν οὐδεμῇ περιπτώσει να χρησιθεῖ της ύλοκληρίας των συνδικῶν, καθὼς ή διαίρεσις της Συνόδου ήδυνάτο εύκόλως να ερῇ την καταστροφήν των συμφερόντων του Πατριαρχείου διδουσα έπλα εις τους αντίπαλους και έννομήσων τας ένεργείας αὐτῶν. Διόπερ, διότι έκπρεπε να λάβῃ υπ' έψη ότι ή ύποχώρησις αὐτοῦ θα έθάρσυνε τους άραβῶνους έρθεδῶν και θα έπληρου έλπιῶν περὶ του ότι έμμένοντες θα ήδύναντο να έπιτύχωσιν των έλθεινῶν των έλλήνων Πατριαρχεῖον σκοπῶν των. Πράγματι δε ή διαστάσις εν τῇ Συνόδῳ και ή διαρροία του Πατριαρχίου έγερκορηθῇ υπ' αὐτῶν ένῶ δε πρὸ μικροῦ είχαν αποκρίσῃ και αὐτῶν μετὰ της Συνόδου, νῦν ένθουσιώσαντες ύπερ αὐτοῦ προέβησαν εις ζωροπάτας διαδηλώσεις και διαμαρτυρίας και άναφορας πρὸς ύποστήριξιν αὐτοῦ.

Τουτοσύνθετο δια της διαγωγῆς του ο Δαμιανός έγένετο άφορημῶς ότε τὰ του Πατριαρχείου Ιεροσολύμων να περιγραφῶσιν εις μέγιστον κίνδυνον. Σήμερον εις περ ποτε και άλλοτε έκπικρῶσιν οι άραβῶννοι ύποστηρικταί του υπό της Ρωσικής πολιτικῆς και της Ρωσικής Παλαιστινέως έταιρίας δι' προσεγγίσεισιν εις το πέρας των πόθων των.

Τὴν ζήτημα τῶν εν Ιεροσολύμοις κινήσων κατ' αὐτῶν δεν εἶνε δυστυχῶς άπληξ της παραγωγῆς αὐτῶν δι' έμπερικλείει μεγάλην κίνδυνον και δια τῶν Έλλήνων και δια των έρθεδῶν Χριστιανισμῶν της Παλαιστίνης. Έάν εν των έκαργεσῶν έβρισαν συμβῇ (έπερ άπεύλογηται), να ύπερβῶσιν οι άραβῶννοι και καταλάβωσιν το Πατριαρχεῖον, όπως άπολεσθῇ και το Πατριαρχεῖον Αντιοχείας. Περιεργόμενον δε το Πατριαρχεῖον Ιεροσολύμων εις τας χείρας των άντικαν και άμαθῶν άραβῶνων, θα καταστρεφῇ ταχέως εις άλλαν κατάστασην όπως κατήντησεν πρὸ τῶν 1271 αἰώνων και θα γίνῃ έρημιον τῶν ένός και του άλλου.

Τὰ πάντα θα καταπέσωσιν ή Θεολογική Σχολή θα διαλύθῃ ή παιδεία του έρθεδῶν κλήρου θα έκλήπῃ τὰ ιερά προσκυνήματα θα έρεπκοῦσιν οι Λαῖνοι και οι άλλοι έτεροδ-

ΣΤΗΝ ΠΕΡΙ ΦΟΥΡΝΟΥ ΤΟΙΧΟΔΟΜΙΑ

[Μετά χαρῆς ήκούσθη χθεσὴ ή Α' γκαυλόν. Επαίτια άπελοπιθεῖσα εκ της διεκδομῆς περὶ των Στρατιωτικῶν Φουρνῶν συζητήσεως, άπεφασίσα να κληρωθῇ αὐτὴν δια να θέσῃ όψεις εις την συζήτησιν. Πρὸν ή κληρωσὴ ήμῶς παραβέβαιον την άναγομένην ύπόθεσιν ταύτην παραμαίαν άπολυτότως άπάντησιν του κ. Α. Αδαμανίου πρὸς τον κ. Κωνσταντινῶν.]

Κύριε Συντάκτα,

Ητομαζόμενῳ να στείλω την άπάντησιν μου εις τὰ εν τῷ «Χρῶνῳ» γραφέντα υπό του κ. Κ. Κωνσταντινῶν, ότε είδον σήμερον εις τας «Αθήνας» άλλην άπάντησιν του ένόπου φαίνεται ότι εν σιγῇ συγγύσεως γρασελλέβελισσας δεν τον ώσέλει εις τίποτε και προσπαθεῖ εις την ήμερινήν άπάντησιν του να δώσῃ έπίκαιον έπιστημονικὴν όψιν.

Η σύγγυσις όμως, εις την όποιαν έβρίθη δε βυζαντινολογικῶς του γνώσεως, ή περὶ πόρων και πλίντων παρατηρήσῃ μου, έξακολουθεῖ.

Συμπεριβραβεί εις την γυναικ του κ. Κ. Κωνσταντινῶν ένόησεν επί τέλους τι εἶπεν αὐτῶς και τι του εἶπον εγὼ και προσπαθεῖ να σώσῃ και τῶν.

Λοιπὸν, τι εἶπεν ο κ. Κ. Κωνσταντινῶν; Ίδου τι εἶπεν (Αθήναι 21 Δεκεμβρίου 1908, σ. 6), στήλῃ ε'—πρῶτος κανεῖς να φθάσῃ εις το άνωτατον όριον της άκριβείας:

«Οτι το τέμενος μεταστρεφῇ εκ χριστιανικοῦ ναοῦ νομίζομεν, δι' άμαρτην σαφῆς ή τοιχοδομία του κεντρικοῦ αὐτοῦ τρούλου, ήτις άποτελεῖται εκ πετραίων λίθων μετά παρενθέντων έρρωθῶν κεραμῶν, κατὰ το γνωστὸν σύστημα της βυζαντινῆς οικοδομικῆς».

Δεν τον έβρισκεν όμως αὐτό, εξακολουθεῖ άκόμη:

«σύστημα, όπεο κατ' έξοχήν επικράτησεν εν Αττικῇ, ένθα σήμερον πάντες οι βυζαντινοί ναοὶ κατὰ τοιοῦτο σύστημα έχουν στήσαν ύπόδομη».

Αλλά και αὐτὸ δεν τον έβρισκεν. Διὰ να μη παρανοήσωμεν τι εἶπεν εξακολουθεῖ δ. κ. Κ. Κωνσταντινῶν:

«οὐδὲτόσον δ' ότι ό καθήγητής κ. Κ. Ζη-



ΕΞΕΔΟΘΗ

Τὸ Α' τεύχος του Β' έτους από της έκδόσεως ΤΟΥ ΜΗΝΙΑΙΟΥ ΠΑΡΑΡΤΗΜΑΤΟΣ ΤΩΝ "ΑΘΗΝΩΝ,"

Εἶνε όγκώδες τεύχος επί πολυτέλους χάρτου, μ' εξώφυλλον και τας άγγελίας έκτός του καμίνου.

Εἶνε οὗτω το πλουσιότερον εις ύλην και έμψύχισιν, άλλά και τὸ ΕΥΘΗΝΟΤΕΡΟΝ ΤΩΝ ΠΕΡΙΟΔΙΚΩΝ όλου του κόσμου, διότι δίδεται δωρεάν εντελῶς.

ΙΔΟΥ ΜΕΡΙΚΑ ΤΩΝ ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΩΝ του τεύχ

ἢ ἢν δύναται νὰ λάβῃ τοιαύτη ἐξέγερσις
 αἱ δὲ ἐξηχθόμεναι αὐτὴν ταχεῖαν ἵνα καὶ
 λογισμένη καὶ εἰρηνική [ἀποβῇ]. Τὸ τελει-
 ῶον τοῦτο ἀπόκειται εἰς τοὺς κυβερνῶντας
 νὰ χῶραν ἂν ἔχωσι πλὴν τῆς ἐπιτηδεύτητος
 οὐ συγκαλύπτειν καὶ τὴν δεξιότητα τοῦ ἀ-
 καλόηπου.

